

ECE

COMMISSION
ÉCONOMIQUE
POUR L'EUROPE



Apprendre les uns des autres

La Stratégie pour l'éducation en vue
du développement durable adoptée
par la Commission économique pour l'Europe



Apprendre les uns des autres

NATIONS UNIES

enseignement pour un développement durable



NATIONS UNIES

Apprendre les uns des autres

**La Stratégie pour l'éducation en vue
du développement durable adoptée par
la Commission économique pour l'Europe**



**NATIONS UNIES
New York et Genève, 2009**

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote renvoie à un document de l'Organisation.

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La présente publication peut être reproduite en totalité ou en partie et sous une quelconque forme à des fins pédagogiques ou non lucratives, sous réserve de la mention de la source. La Commission économique pour l'Europe souhaiterait néanmoins recevoir un exemplaire de toute publication qui ferait référence à la présente.

Éducation au développement durable
Équipe chargée de l'environnement pour l'Europe
et du développement durable
Division de l'environnement, du logement
et de l'aménagement du territoire
Commission économique pour l'Europe
Palais des Nations
Avenue de la Paix 8-14
1211 Genève 10, Suisse
Téléphone: + 41-(0)22-917 2650, + 41-(0)22-917 2682
Télécopie: + 41-(0)22-917 0107
Courrier électronique: esd@unece.org
Site Web: <http://www.unece.org/env/esd/welcome.htm>

ECE/CEP/159

Avant-propos

L'éducation est un élément clef de l'évolution vers le développement durable. L'éducation au développement durable (EDD) donne aux individus, aux groupes sociaux et à la société dans son ensemble davantage de moyens de se prononcer en toute connaissance de cause et de faire des choix éclairés en faveur du développement durable.

L'éducation au développement durable ne consiste pas seulement à enseigner les matières qui se rapportent au développement durable mais aussi à mettre en place un dispositif d'apprentissage participatif. Par conséquent, son introduction aux niveaux national et local est un processus complexe et évolutif amenant souvent à repenser les conceptions existantes de l'éducation, ce qui ne va pas sans mal.

Pour relever le nouveau défi que représente l'EDD, les ministres de l'environnement et de l'éducation des États membres de la Commission économique pour l'Europe (CEE) ont adopté en 2005 la Stratégie CEE pour l'EDD. Les travaux s'inscrivant dans le cadre de la Stratégie représentent une importante contribution de la région de la CEE à la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable. La CEE mène ses activités en collaboration avec l'UNESCO, principal organisme mondial responsable de la Décennie.

La Stratégie de la CEE pour l'EDD est un moyen d'action qui aide les pays de la région à introduire et promouvoir l'EDD dans le cadre de leurs systèmes d'éducation formelle, non formelle et informelle respectifs. Elle vise à mettre en place les cadres politiques, réglementaires et opérationnels nécessaires pour favoriser l'EDD, doter les pédagogues des compétences requises, veiller à ce que les outils et matériels pédagogiques appropriés pour l'EDD soient accessibles, promouvoir la recherche-développement en rapport avec l'EDD, et renforcer la coopération régionale au service de l'EDD.

Pour faciliter et évaluer la mise en œuvre de la Stratégie et pour assurer la sensibilisation du public au niveau national, de même que le partage du fruit de l'expérience à l'échelle de la région, les États membres sont convenus d'évaluer périodiquement le processus de mise en œuvre à l'aide d'un modèle uniformisé de présentation des rapports et d'un ensemble bien défini d'indicateurs. Cette évaluation périodique procure des informations sur l'efficacité avec laquelle les pays parviennent à concrétiser l'EDD et sur les effets économiques, environnementaux et sociaux de l'EDD.

La présente publication rassemble les documents directifs pertinents et plusieurs outils pratiques destinés à guider les pouvoirs publics et d'autres parties prenantes à travers le processus d'évaluation du succès de l'EDD dans un contexte national déterminé. Bien qu'ils aient été conçus aux fins de la Stratégie de la CEE, les instruments d'évaluation tendent aussi à renforcer les synergies avec d'autres processus apparentés, en particulier ceux qui relèvent de la Décennie des Nations Unies pour l'EDD. Ils permettent donc à la région d'apporter sa contribution à n'importe quelle évaluation mondiale et peuvent aider les pays d'autres régions à faire le point sur leurs propres avancées dans la mise en œuvre de l'EDD.



Commission économique pour l'Europe

Table des matières

	<i>Page</i>
Liste des encadrés, figures et tableaux.....	viii
Abréviations et acronymes.....	ix
Chapitre I Dégager les enseignements des travaux internes	1
Introduction	3
I. Contexte	4
A. Le mandat	4
B. Le Groupe d'experts	4
C. Modalités de travail	5
II. Faire en sorte que les indicateurs fonctionnent	6
A. Quelques difficultés	6
B. Test du modèle de présentation des rapports	8
C. Révisions et ajouts	9
III. Fonctionnement interne du Groupe d'experts	10
A. Les participants.....	10
B. Le processus	10
C. Quelle doit être l'étape suivante?	12
IV. Recommandations	13
A. Maintenir un mandat souple	13
B. Lien avec les cadre existants – et «situation réelle».....	13
C. Former un groupe efficace.....	14
Chapitre II Stratégie pour l'éducation en vue du développement durable	17
Principes	19
Introduction	20
I. But et objectifs	20
II. Portée.....	21
III. Principes	21
IV. Conséquences pour l'éducation.....	23
V. Cadre de mise en œuvre	25
Chapitre III Déclaration concernant l'éducation en vue du développement durable.....	31
Chapitre IV Rapport intérimaire sur l'application de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable.....	37
I. Introduction	39
II. Répondre aux objectifs de la Stratégie.....	40
A. Cadres politiques, réglementaires et opérationnels.....	40

B.	Le développement durable dans l'éducation formelle, non formelle et informelle	41
C.	Compétences dans le domaine de l'éducation	43
D.	Outils et documents	44
E.	Recherche-développement.....	45
F.	Coopération en matière d'EDD	45
G.	Préservation, utilisation et promotion des savoirs des populations autochtones aux fins de l'EDD.....	46
H.	Auto-évaluation par les pays	47
III.	Quelques tendances sous-régionales	47
A.	Europe orientale, Caucase et Asie centrale.....	47
B.	Europe du Sud-Est.....	48
C.	Amérique du Nord: l'exemple du Canada.....	48
D.	Pays de l'Union européenne et autres pays d'Europe occidentale	49
IV.	Enseignements tirés.....	49
A.	Amélioration des activités existantes.....	49
B.	Mise en place d'un cadre stratégique.....	49
C.	Institutionnalisation de l'EDD.....	50
D.	Intégration de l'EDD dans les programmes.....	50
E.	Développement des compétences pour l'EDD	50
F.	Sensibilisation du public.....	51
G.	Diffusion de l'information relative à l'EDD	51
V.	Conclusions et recommandations	51
A.	Conclusions et recommandations concernant la région CEE dans son ensemble.....	51
B.	Conclusions et recommandations spécifiques à la sous-région de l'EOCAC	52
C.	Conclusions et recommandations spécifiques aux pays de la sous-région de l'ESE.....	53
D.	Conclusions et recommandations spécifiques aux pays d'Europe occidentale et au Canada	53
Annexes		
I.	Application des mesures initiales de mise en œuvre de la Stratégie	54
II.	Principales tâches réalisées et mesures correspondantes mises en œuvre dans la phase I	55
Chapitre V	Modèle de présentation des rapports.....	57
	Introduction	59

Annexe

Projet de présentation du rapport sur la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable.....	61
Chapitre VI Guide pour l'élaboration des rapports sur la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable	87
Résumé.....	89
I. Introduction.....	90
II. Procédure.....	91
A. Calendrier de présentation des rapports.....	92
B. Recommandations intéressant le processus d'établissement des rapports.....	94
III. Indicateurs	94
A. Portée.....	94
B. Nature des indicateurs	94
C. Application des indicateurs	95
D. Vue d'ensemble des indicateurs	96
E. Évaluation.....	96
F. Rapports pilotes	97
G. Contribution à l'examen de la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable	97
IV. Critères de qualité.....	97
A. Critères permettant d'évaluer le succès de la mise en œuvre de la Stratégie	97
B. Descripteurs.....	98
V. Bonnes pratiques	98
VI. Une approche équilibrée.....	98
Annexes	
I. Critères permettant d'évaluer le succès de la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable.....	100
II. Liste des descripteurs des indicateurs relatifs à l'éducation en vue du développement durable	102
III. Modèle pour l'évaluation	165
IV. Les niveaux d'éducation d'un coup d'œil (Classification internationale type de l'éducation (CITE), 1997)	166
Chapitre VII Glossaire de référence pour la présentation des rapports	167

Encadrés, figures et tableaux

Encadré 1	Le dispositif d'écogestion et d'audit écologique en Grèce	42
Encadré 2	Le programme d'écoécoles en Hongrie	43
Encadré 3	Le réseau national néerlandais pour le développement durable dans les programmes de l'enseignement supérieur	44
Encadrée 4	Le réseau d'éducation environnementale en Norvège	44
Encadré 5	Initiative de recherches sur le développement durable au Canada.....	45
Encadré 6	Le réseau Baltic 21	46
Encadré 7	Groupe de travail de l'Asie centrale sur l'EDD	46
Encadré 8	Programme d'enseignement dans la perspective inuit au Canada	46
Encadré 9	La «trousse verte», telle qu'élaborée par le Centre régional pour l'environnement d'Europe centrale et orientale.....	50
Figure 1	Application des mesures initiales de mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'EDD.....	40
Figure 2	Apprendre les uns des autres	93
Tableau	Calendrier proposé pour la notification.....	92

Abréviations et acronymes

CEE	Commission économique pour l'Europe
CITE	Classification internationale type de l'éducation
D(NU)EDD	Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable
Dollar É.-U.	Dollar des États-Unis
EDD	Éducation au développement durable
EES	Établissement d'enseignement supérieur
EFQM	Fondation européenne de la gestion de la qualité
EOCAC	Pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale
ESE	Europe du Sud-Est
GE	Groupe d'experts
INFEA	Programme national sur l'information, l'éducation et la formation en matière d'environnement (Italie)
MEDIES	Initiative méditerranéenne pour l'éducation en faveur de l'environnement et du développement durable (Grèce)
ONG	Organisation non gouvernementale
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
PAN	Plan d'action national
PEN	Plan d'exécution national
RSE	Responsabilité sociale des entreprises
TIC	Technologie de l'information et des communications
UE	Union européenne
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

DÉGAGER LES ENSEIGNEMENTS DES TRAVAUX INTERNES



CHAPITRE PREMIER

INTRODUCTION

Le présent chapitre «lève le voile» sur le fonctionnement interne du Groupe d'experts et plus précisément sur les efforts qu'il déploie pour mettre au point des indicateurs aux fins de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable (EDD); dans la mesure du possible, ce chapitre s'attache à retracer, dans les propres termes du Groupe d'experts, le déroulement des travaux de celui-ci.

Il a pour objet de partager certains des enseignements issus des travaux en question avec les personnes qui sont en mesure d'élaborer des mandats pour de futurs processus semblables ou d'y participer, en particulier les membres du Groupe d'experts de la CEE sur les compétences en matière d'EDD qu'il est envisagé de créer. En dehors de ces principaux destinataires, l'analyse des observations des experts présentera sans doute un intérêt pour les étudiants en science politique internationale, tandis que la série de suggestions pourrait s'avérer utile pour un plus large public de participants et de gestionnaires de processus analogues.

Après ces observations liminaires, le chapitre est divisé en quatre sections. La première rappelle les faits qui ont mené au processus, en décrivant notamment les mandats, le choix des experts et les modalités de travail. La deuxième section porte essentiellement sur la mise au point de produits depuis l'avant-projet d'indicateurs jusqu'à la conception d'outils supplémentaires pour faciliter la compréhension et l'emploi des indicateurs en passant par le processus pilote. La troisième section considère le Groupe d'experts sous l'angle de «cadre d'apprentissage» et montre comment la dynamique de groupe positive a contribué au succès des travaux et a conduit à la formulation d'idées et la mise en place d'initiatives au-delà du cadre d'indicateurs proprement dit. Ces trois sections convergent logiquement vers la quatrième qui propose des lignes directrices pour des processus semblables.

Le présent chapitre renvoie à plusieurs documents clefs relatifs au processus mais il repose surtout sur la correspondance avec les 10 membres du Groupe d'experts (GE), (tous les membres du groupe ont été invités à répondre). Des entretiens de suivi ont eu lieu avec trois membres du GE*.

* Le texte ci-après fait état de certains points de vue et observations des membres du Groupe d'experts (ci-après dénommés «GE 1», «GE 2», etc.).

I. CONTEXTE

A. Le mandat

En mars 2005, la réunion de haut niveau tenue à Vilnius (Lituanie) a adopté la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable (EDD) et a, dans le même temps, chargé un Groupe spécial d'experts «de définir une série d'indicateurs permettant de mesurer l'efficacité de la mise en œuvre (CEE 2005a: 7)».

À sa première réunion, le Groupe d'experts a confirmé que les indicateurs devraient refléter les deux aspects du mandat: la mise en œuvre en tant que processus, et l'efficacité de la mise en œuvre comme caractéristique qualitative du processus (CEE 2005c).

Le lien avec la Stratégie pour l'EDD proprement dite était limpide et a guidé le Groupe d'experts (GE) tout au long de ses travaux:

L'existence d'une stratégie claire et souvent très bien rédigée a facilité notre tâche. Ainsi, nous avons pu nous servir de la Stratégie comme d'un cadre directeur et nous y conformer. (GE 1)

Le processus s'est déroulé sans heurts parce que nous nous sommes attachés à respecter strictement le mandat ... [même si] celui-ci était parfois trop contraignant par rapport à certaines de nos idées. (GE 2)

Le mandat lui-même a manifestement créé certains tiraillements:

Je pense que les travaux du GE ont été restreints par le texte de la Stratégie/le mandat conféré et la consigne qui avait été donnée de s'y conformer strictement, alors qu'il y avait de bonnes raisons de s'en éloigner. (GE 3)

Dans certains cas, le mandat était également restrictif. Il nous a gênés dans nos efforts pour promouvoir l'étude des indicateurs de produits et de résultats qu'il fallait définir. (GE 2)

Tandis que le mandat semblait laisser une certaine latitude aux experts, ceux-ci se sont également fondés, pour s'en acquitter, sur un document de travail (CEE 2005b) établi pour fournir au GE «une base de discussion». Selon ce document, les indicateurs devaient répondre aux

objectifs suivants: a) constituer une mesure à court terme des résultats obtenus, b) fournir des informations sur les effets à plus long terme, et c) offrir la possibilité de comparer les progrès respectifs des pays.

Le document de travail tenait compte du fait que les États membres de la CEE devaient gérer le processus de mise en œuvre en termes de buts et d'objectifs. Il y était proposé de s'appuyer, autant que possible, sur des indicateurs quantitatifs.

Si le document de travail reconnaissait la complexité de l'EDD et la nécessité de disposer également de mesures qualitatives, le GE y était en outre prié d'«encourager l'envoi de réponses mesurables plutôt que de demander des réponses descriptives sans définir d'orientation précise» (ibid., p. 5). Ultérieurement, certains membres du GE ont remis en question le principe selon lequel les informations qualitatives ne devraient pas être descriptives (voir ci-après).

Le document de travail comprenait une annexe de six pages dressant, sous forme de tableau, une liste des indicateurs suggérés englobant toutes les composantes de la Stratégie. Bien que les indicateurs n'aient pas été utilisés en tant que tels, le modèle de présentation a aidé à définir dans une large mesure le produit final des travaux du GE. En fait, une certaine souplesse était délibérément recherchée et elle se reflète dans le résultat final (voir la section 2). Toutefois, avec le recul, il a été estimé de manière générale que le GE aurait dû insister pour que le modèle de présentation soit moins strict que celui suggéré par le document de travail et à la réunion initiale du Comité directeur.

B. Le Groupe d'experts

Il ressortait du mandat que la composition du Groupe d'experts devrait assurer «une représentation géographique équitable» de l'ensemble des pays de la région de la CEE. Par ailleurs, les experts eux-mêmes devaient avoir une expérience approfondie des politiques nationales et internationales de l'environnement et de l'éducation, de l'éducation au service de l'environnement et de l'EDD.

Des membres du GE ont été désignés par leur gouvernement, et des représentants des organisations internationales sont venus les rejoindre. Ont participé à chacune des réunions un

ou deux représentants de l'UNESCO, de même qu'un représentant du Groupe de travail intergouvernemental d'Asie centrale sur l'éducation à l'environnement et l'éducation au développement durable et un représentant de l'ECO-Forum européen regroupant des organisations non gouvernementales. Conformément au mandat du Groupe d'experts, ces représentants ont été invités en qualité d'observateurs même si, en réalité, rien ne les distinguait vraiment des membres pour ce qui est de la latitude qui leur était donnée de participer à l'ensemble du processus. Lors de plusieurs réunions, d'autres experts ont été invités à s'associer aux travaux du GE et à y contribuer, par exemple des experts issus du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et du réseau ENSI (Action de l'école en faveur de l'environnement).

Certains membres du GE ont également fait le lien entre les travaux du groupe, d'une part, et le réseau ENSI, ainsi que le projet relatif aux indicateurs de l'EDD pour l'Asie et le Pacifique, d'autre part, (UNESCO, 2007). Cette combinaison de membres a été considérée comme l'un des facteurs déterminants du succès du groupe:

De par sa composition, le GE rassemblait une large gamme de connaissances techniques et reflétait plusieurs approches différentes, depuis la plus scientifique jusqu'à une vision très pragmatique et concrète... (GE 4)

La valeur d'un groupe aussi hétérogène et les difficultés auxquelles il doit faire face sont mises en lumière dans la section 3 ci-après.

C. Modalités de travail

Dans un premier temps, chaque participant a été invité à aborder le thème des indicateurs et à faire part de ses espoirs en ce qui concerne le processus et ses résultats définitifs. Au cours de cette réunion initiale, les réactions des différents membres du GE aux idées formulées et aux positions des autres membres ont été consignées afin que le Président puisse mieux comprendre les personnes qui l'entouraient et faciliter ainsi le bon déroulement des travaux.

Les réunions elles-mêmes se composaient d'un amalgame de séances plénières, durant lesquelles le texte rédigé par le secrétariat de la CEE était projeté sur grand écran, et de travaux en

groupes restreints qui étaient chacun chargés d'une tâche spécifique. Ces deux démarches ont été appréciées par les membres du GE: la rédaction «en direct» sur grand écran avec l'apport de corrections en temps réel s'est avérée très efficace. (GE 7)

J'ai apprécié les moments où le groupe continuait de débattre à 18 h 30 et même au-delà, durant le dîner, ainsi que les parties des travaux se déroulant en groupes restreints où chacun savait quelle tâche il fallait entreprendre et comment y apporter sa contribution. (GE 2)

Tout au long du processus, le GE a été conseillé par le Comité directeur CEE, qui lui a fait part de suggestions issues de ses propres délibérations internes:

Nous nous sommes toujours efforcés de répondre essentiellement aux aspirations du Comité directeur (ou de les anticiper). (GE 2)

Cette approche a amené à repenser la conception des travaux et à rouvrir les débats au sein du GE, même si les membres du groupe ont pour la plupart reconnu la valeur de ce processus:

Les participants et le Président souhaitaient revenir aux aspects fondamentaux, mettre en question la finalité du processus et redéfinir le problème. Je suis convaincu que ces modalités de travail ont abouti en fin de compte à un meilleur résultat, même si elles ont exigé du temps. (GE 7)

Les travaux ont pris un peu plus de temps que prévu mais je me demande si le succès du processus n'était pas dû en partie à cet effort. (GE 8)

Quelle que soit la complexité des débats, le Président s'est attaché à résumer les conclusions à la fin de chaque séance et à veiller à ce que, dans la mesure du possible, un consensus se dégage entre les membres du GE. L'aboutissement des débats devait beaucoup à la manière dont l'harmonie du groupe se développait dans l'intervalle entre les réunions (voir 3.2).

Pour pouvoir faire face à la pression du temps, les membres du GE ont choisi de «bien se préparer» entre les réunions afin de répondre aux objectifs personnels ambitieux du groupe. Malgré le volume de travail considérable qui les attendait dans leur propre pays, les experts ont communiqué par

courrier électronique et ont effectué leur travail préparatoire, parfois avec un certain retard. À mesure que le secrétariat recevait la contribution demandée aux équipes du GE, celle-ci était intégrée dans la documentation des prochaines réunions.

En trois ans, le GE s'est réuni deux à trois fois par an. Par conséquent, un long intervalle s'est écoulé entre certaines réunions, notamment une pause de six mois complets après la quatrième réunion, le GE attendant les décisions du Comité directeur avant de poursuivre ses travaux. Bien que cela corresponde au mandat adopté pour le GE, ces hiatus ont perturbé le rythme du processus. Comme l'a dit l'un des membres du GE:

Nous disparaissions entre deux réunions. (GE 9)

Quelques membres du GE ont estimé qu'une plate-forme basée sur l'Internet aurait pu constituer un meilleur moyen de communication durant ces intervalles, au lieu de devoir dépendre de fonctionnaires de la CEE, eux-mêmes pleinement engagés dans d'autres activités et manifestations.

Les délais considérables entre les réunions avaient également pour conséquence que certains membres du GE ne pouvaient plus y assister et étaient remplacés par des nouveaux membres, ce qui présentait des avantages et des inconvénients:

Parfois, la «mémoire institutionnelle» du groupe avait tendance à se perdre. Nous ne nous rappelions plus que nous avions déjà abordé telle ou telle question quelques réunions auparavant et nous recommandions à en débattre à ce sujet. (GE 7)

Les changements de composition du GE ont engendré une certaine confusion. Toutefois, par la même occasion, ils ont offert la possibilité de passer de nouveau en revue les principaux arguments et d'envisager le processus sous un angle nouveau. (GE 6)

II. FAIRE EN SORTE QUE LES INDICATEURS FONCTIONNENT

A. Quelques difficultés

À chaque stade du processus ou presque, les expériences diversifiées des membres du GE ont alimenté le débat. Ainsi, le mandat et les apports du Comité directeur ont été importants pour cadrer et

orienter les discussions. Toutefois, il est arrivé que l'on ne puisse pas trouver une solution satisfaisante pour tous et, dans certains cas, une plus grande souplesse a été exigée du Comité directeur. Les éléments ci-après ont notamment été à l'origine de tensions:

- **Approche quantitative ou qualitative**

Comme indiqué plus haut, le document de travail de la CEE a plusieurs fois fait référence à la quantification et quelques membres du GE ont estimé que cette méthode n'était pas appropriée:

Je m'en tiens à l'idée que souvent, se limiter à des nombres et des quantités est non seulement improductif mais n'a aucun sens. (GE 1)

Le processus est essentiellement qualitatif, contrairement aux données que les ministères ont l'habitude de manier. L'EDD concerne la valeur (d'ordre qualitatif) ajoutée à l'éducation telle qu'elle existe. Elle ne peut pas s'exprimer en chiffres ou en résultats positifs connus. (GE 9)

Pour pouvoir présenter des informations rapidement et simplement, le GE a envisagé des systèmes tels que les «feux de signalisation» et les échelles. La présence de statisticiens au sein du groupe s'est avérée utile. Ils ont clarifié la situation, en faisant connaître leur point de vue sans insister pour qu'une décision soit prise. Par la suite, des tableaux ont été conçus pour pouvoir afficher les informations pertinentes pour une composante donnée de la Stratégie en un seul endroit.

- **Nombreux indicateurs spécifiques ou indicateurs agrégés**

Le projet de modèle de présentation initial du GE incluait plus de 80 indicateurs, ce qui, pour le Comité directeur, semblait difficile à manier. Même le projet final comprenant sept grands thèmes pour la communication d'informations et 18 indicateurs, traduits en 49 sous-indicateurs, a été jugé excessif pour le membre du GE qui a formulé le commentaire ci-après:

... Les résultats ... sont devenus beaucoup trop compliqués parce que nous n'avons pas pu nous limiter à quelques indicateurs représentatifs, en d'autres termes faire des choix! Nous voulions tout faire, et prendre en compte l'ensemble des

objectifs énoncés dans la Stratégie, un par un. (GE 4)

Toutefois, le Groupe d'experts a fait savoir au Comité directeur qu'il n'était pas faisable de regrouper les questions en raison de la complexité de l'EDD et du caractère contestable de la méthodologie. Par ailleurs:

«... Aucun indicateur ou sous-indicateur ne doit en soi et à lui seul être considéré comme un indicateur de qualité. C'est la combinaison des réponses qui donnera des indications quant à l'état d'avancement et à l'efficacité du processus de mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable.» (CEE 2006: 2).

- **Maintenir l'équilibre entre la validité à l'échelon national et la comparabilité**

Dans le document de travail soumis à la première réunion du GE (CEE 2005b), l'un des objectifs assignés aux indicateurs était de permettre une comparaison de l'efficacité de l'action des différents pays. Toutefois, il faudrait à cet effet des formulations générales adaptées à toutes les situations à l'échelle de la région de la CEE – sans doute l'un des défis majeurs auxquels est confronté le GE.

La difficulté d'établir le lien avec l'échelon national était une grande source de frustration pour les membres du GE; de ce fait, il était difficile pour le groupe de rattacher le processus rédactionnel à la réalité à laquelle étaient confrontés les points de contact nationaux dans les États membres de la CEE. Lorsqu'on lui a demandé ce qui aurait pu améliorer le processus, un membre du GE a fait la suggestion suivante:

Mieux coordonner les travaux avec ceux des responsables de la politique à suivre dans le pays. ... car pendant une grande partie de l'activité de notre groupe, les mouvements de personnel et les autres priorités ont créé un vide au sein de l'équipe nationale chargée de la politique à suivre. (GE 7)

Dans un autre contexte, un membre du GE a déclaré ce qui suit:

Les personnes qui réunissent effectivement les données nécessaires pour établir des rapports de pays, par exemple des hauts fonctionnaires du ministère, ont des motivations ou des priorités

différentes de celles des experts de l'EDD. Parfois, les données ne sont pas «conformes à la réalité» parce qu'elles ont été rassemblées éventuellement par une seule personne de manière à pouvoir fournir une réponse commode (et éventuellement convaincante). (GE 9)

- **Adhésion au mandat**

Cette question est liée, même si elle est d'un autre ordre, à celles qui précèdent. Pour certains membres du GE, l'ensemble du processus était incompatible avec l'EDD:

Le cadre est rigide: il réduit à néant tout effort pour faire de l'EDD le processus souple et sans cesse évolutif qu'il devrait être. (GE 10)

Lors d'un colloque sur les indicateurs de l'EDD tenu au sein d'une université du Royaume-Uni durant le processus, l'approche de la CEE a été violemment critiquée. Même si bon nombre de ces critiques étaient dues aux limitations imposées au GE dans son activité, elles ont mis les membres du groupe en porte à faux. Comme l'un des membres du GE l'a fait observer: ... les améliorations que nous proposons ont été rejetées comme étant impossibles à réaliser, en raison de contraintes politiques. (GE 10)

Cependant, le Comité directeur n'avait pas une position aussi rigide que ce qui précède le laisse supposer. Le GE a souligné que les modifications du mandat devraient être considérées comme partie intégrante du processus d'apprentissage. Ainsi, les membres du Comité directeur pouvaient reconnaître qu'il était utile de réviser leur approche initiale du processus:

L'idée selon laquelle la Stratégie ne devrait pas être évaluée de manière rigide mais en tant que processus d'apprentissage laissait de la marge pour des négociations. (GE 2)

Par conséquent, il a été noté, par exemple, que:

L'importance donnée à la quantification s'amointrissait au fil du temps, d'une réunion à l'autre. (GE 1)

Une large part des tiraillements concernant le mandat semblait découler de visions conflictuelles de l'EDD. Comme le GE l'a fait observer dans son

troisième rapport au Comité directeur, ces tiraillements auraient pu être évités en parvenant à concilier les deux démarches recouvertes par l'EDD, la première «EDD 1», consistant à apporter des informations et à développer des compétences en vue d'introduire dans les comportements un changement déterminé (vision instrumentaliste – et en grande partie gouvernementale) et la seconde «EDD 2», visant à développer notre capacité à livrer une réflexion critique au sujet et au-delà des messages relatifs à la durabilité (vision originale). Le mandat semble être profondément ancré dans l'EDD 1, tandis que bon nombre des praticiens et théoriciens membres du GE sont plutôt favorables à l'EDD 2. De l'avis général, il convient de trouver un moyen terme entre l'EDD 1 et l'EDD 2: il aurait donc éventuellement été judicieux de «combiner plusieurs méthodes» d'évaluation, ce qui n'a pas vraiment été envisagé au moment de la préparation du mandat pour cette tâche.

B. Test du modèle de présentation des rapports

Lors de la première réunion du Comité directeur, plusieurs États membres de la CEE – notamment la Norvège, la Finlande et la Slovénie – se sont portés volontaires pour participer au premier essai de présentation de rapports à la sixième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe» (Belgrade, octobre 2007) en se fondant sur des indicateurs mis au point par le Groupe d'experts (CEE 2005c).

La portée de cette offre de test des indicateurs a été élargie et au moment de la tenue de la Conférence ministérielle de Belgrade, 36 États membres avaient présenté leur rapport national d'exécution au secrétariat de la CEE. Le degré de détail de ces rapports variait sensiblement. Tandis que bon nombre de gouvernements se bornaient à remplir la partie «oui/non», d'autres communiquaient des réponses plus détaillées, en fournissant des exemples, des explications et des données quantitatives complémentaires.

L'essai de présentation des rapports s'est avéré précieux pour tester le modèle et les indicateurs élaborés par le GE. En premier lieu, il a mis en lumière les difficultés que soulevait l'utilisation du modèle de présentation par des fonctionnaires nationaux qui connaissaient mal certaines méthodes de collecte et d'évaluation des données requises par les indicateurs:

«Nous n'avons pas prêté suffisamment d'attention au processus de collecte des données (de sorte que) les réactions et réponses des gouvernements nationaux n'étaient pas le juste reflet de la réalité ou n'étaient pas suffisamment détaillées dans certains cas – [le Groupe d'experts] ne s'est pas attardé sur cet aspect.» (GE 9)

... En définissant les indicateurs, il faudrait également envisager la méthode d'évaluation (les rapports pilotes ont déjà mis en évidence certaines difficultés à cet égard). (GE 6)

Dans une étude du processus de présentation des rapports, intitulée *Apprendre les uns des autres* (CEE 2007b), une série de conclusions et de recommandations ont été formulées et certaines d'entre elles ont été reprises par le GE dans ses propres rapports au Comité directeur (participation de plusieurs parties prenantes et mise au point d'une conception plus intégrée de l'EDD, par exemple) tandis que d'autres ont appelé l'attention sur un certain nombre de «questions restées dans l'ombre» qui devaient donc retenir l'attention, notamment:

- La formation initiale des éducateurs;
- Les mécanismes de contrôle de qualité des outils et des matériels didactiques;
- La recherche dans le domaine de l'EDD – et la diffusion des travaux pertinents de manière accessible et utile pour les décideurs et les praticiens;
- La préservation, l'utilisation et la promotion des connaissances indigènes.

Apprendre les uns des autres comprenait une analyse des bonnes pratiques en matière d'EDD basée sur des exemples recueillis conjointement par l'UNESCO et la CEE en 2007. Certains membres du GE ont estimé que cette analyse représentait une contribution utile à leurs travaux; elle leur donnait «un caractère dynamique» et «un aspect concret». Le modèle à utiliser pour la collecte de bonnes pratiques a été mis au point de concert avec l'UNESCO sur la base de la Stratégie de la CEE pour l'EDD et dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'EDD. Il prenait en compte les thèmes du développement durable répertoriés dans la Stratégie de la CEE mais aussi les thèmes proposés par d'autres régions du monde et il ne faisait pas (initialement) référence aux objectifs de la Stratégie même s'il a été remédié à

cette lacune dans une version révisée. De ce fait, certains membres du GE ont eu peine à voir le lien entre la collecte de bonnes pratiques et la Stratégie de la CEE.

Les exemples de bonnes pratiques étaient bien exploités dans la publication «Apprendre les uns des autres» mais ils n'étaient pas du tout rattachés à la Stratégie. (GE 2)

L'approche fondée sur la collecte d'exemples de bonnes pratiques a été adoptée ultérieurement par le GE (voir ci-après) dans le but d'illustrer les indicateurs.

La partie des questions qui invite à fournir des descriptions est très importante puisqu'il s'agit d'une réflexion sur la qualité. En 2010, nous devrions disposer d'un «état de l'avancement des travaux» intéressant. (GE 2)

C. Révisions et ajouts

Les rapports d'exécution nationaux rassemblés avant la Conférence ministérielle de Belgrade ont fait ressortir les besoins des points de contact nationaux qui avaient pour tâche de remplir le formulaire établi par la CEE aux fins de la communication d'informations. Bon nombre de ces problèmes avaient déjà été évoqués lors d'un atelier sur la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'EDD organisé à Moscou, en novembre 2006, à l'intention des pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale.

Vu la complexité de la tâche qu'il devait entreprendre, le Comité directeur a décidé de reconduire le GE dans ses fonctions et l'a prié de revoir l'ensemble d'indicateurs, après l'essai pilote de présentation de rapports et eu égard aux indications fournies par les pays au sujet de l'opérabilité et de la faisabilité des indicateurs. Le GE a également été prié d'étudier la possibilité d'élaborer «des critères qui permettraient d'évaluer le succès de la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'EDD» sur la base des indicateurs et des exemples donnés par les pays au secrétariat de la commission (CEE 2007a: 4).

Le Groupe d'experts a décidé d'élaborer un ensemble d'instruments interdépendants pour faciliter la compréhension et l'utilisation des indicateurs et aider les points de contact nationaux à se faire une image du «succès» de l'exécution de la

Stratégie. Le GE a proposé au Comité directeur de mettre au point, à l'appui de l'ensemble d'indicateurs:

a) Un ensemble de critères/seuils visant à évaluer/suivre le succès de la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'EDD, c'est-à-dire «une norme à atteindre» – réponse plus quantitative à la question relative au succès de la mise en œuvre;

b) Des directives qui consisteraient en une introduction (déjà élaborée) et un ensemble de descripteurs comprenant des notes explicatives sur les indicateurs/sous-indicateurs concernés et présentant des bonnes pratiques et des exemples pour chacun de ces indicateurs/sous-indicateurs – réponse plus qualitative à la question relative au succès de la mise en œuvre (CEE 2008: 2).

La collecte d'exemples se rapportant à chaque sous-indicateur sera une tâche permanente qui évoluera en même temps que la nature de l'EDD au fil du temps. Le GE a également considéré que l'ensemble des descripteurs avaient un caractère «organique» qui nécessiterait des révisions pour rester en phase avec les faits nouveaux en matière de développement durable et d'EDD (CEE 2008). Un membre du GE a insisté sur la nécessité d'une mise à jour:

Nous avons besoin d'une deuxième génération de questions; sinon, l'aspect central de notre processus d'apprentissage pourrait ne pas être pris en compte. (GE 2)

Cette aspiration est tout à fait louable; toutefois, au moment de la rédaction du présent document, il n'y a aucun projet confirmé d'entreprendre la rédaction de cette «deuxième génération» de questions. Pour l'heure, les indicateurs assortis des critères et descripteurs intégrés de succès aideraient à mesurer le processus d'exécution de la Stratégie de la CEE pour l'EDD. Toutefois:

... En définitive, nous voulons également savoir quels sont le résultat et l'effet de la mise en œuvre. Il appartient aux pays de les mesurer et de faire rapport à ce sujet. (GE 2)

Ce membre du GE a ensuite déclaré ce qui suit:

Je suis fier du travail accompli et également surpris qu'il n'ait pas été fait auparavant. Cela n'a pas été sans mal mais le résultat est acceptable et compréhensible dans différentes parties de la région. (GE 2)

Un autre membre du GE n'était pas certain que le résultat obtenu soit positif:

... Avec le recul, il s'avère que nous aurions pu envisager d'autres possibilités, d'ordre plus théorique, ou plus pratique. (GE 1)

Mais, lorsqu'ils ont été interrogés, il ont, après mûre réflexion, émis l'opinion suivante:

Il s'agissait d'un bon compromis; je le défendrais en toutes circonstances. (GE 1)

D'aucuns continuent de craindre que le système d'indicateurs soit trop difficile à mettre en pratique, mais la simple existence du modèle de présentation des rapports et d'indicateurs montre l'importance de l'EDD au niveau politique. Ce processus a également contribué à bien faire connaître la question des indicateurs relatifs à l'EDD:

L'ouverture d'un débat sur les indicateurs/descripteurs de l'EDD s'est avérée utile (même si ce n'est que pour un petit groupe déterminé). Il semblerait que ce débat amène à reconsidérer la signification de l'EDD, ce qui est frustrant pour certains mais d'une importance capitale pour d'autres (pour beaucoup?). (GE 10)

1. Le lien avec la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable

Plusieurs occasions se sont présentées d'étudier la mesure dans laquelle le cadre d'indicateurs de la CEE pourrait également tenir lieu de mécanisme de présentation de rapports aux fins de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable. Le GE a souscrit à la décision des ministres selon laquelle un rapport unique sur l'exécution de la Stratégie de la CEE devrait également faire office de rapport sur la mise en œuvre de la Décennie. Cette décision a été d'autant plus facile à adopter que le calendrier de présentation des rapports de la CEE avait près d'une année d'avance sur celui de la Décennie.

Le Président du Groupe d'experts chargé du suivi et de l'évaluation et celui du Groupe d'experts de la CEE ont également communiqué et ils ont pu proposer à leurs secrétariats respectifs un plan d'intégration plus étroite des deux processus de suivi.

III. FONCTIONNEMENT INTERNE DU GROUPE D'EXPERTS

A. Les participants

La plupart des membres du GE ayant fait part de leurs réflexions aux fins de la rédaction du présent chapitre ont souligné le rôle du Président, Roel van Raaij, qui avait «donné le ton» quant à l'orientation du processus. Au premier abord, certains ont eu l'impression que le groupe était fortement aiguillé dans un sens, c'est-à-dire la recherche d'un élément mesurable, mais les membres se sont par la suite félicités que le Président se montre plus souple et accepte des changements au fil du temps.

Le processus s'est révélé efficace, à savoir que les débats étaient bien organisés sans que le cadre en soit trop rigide. (GE 8)

La présence d'experts originaires de différentes parties de la région a été jugée d'une importance capitale malgré les défis qui en découlaient. Le groupe s'est ainsi efforcé de trouver un terrain d'entente:

Le problème ne résidait pas seulement dans les diverses manières d'envisager l'EDD ou dans le fait que plusieurs domaines de compétence étaient représentés ... mais aussi dans les différences quant à la connaissance et la perception de l'EDD et de son évolution au cours des dix dernières années, ainsi que de l'évaluation et de son évolution future... (GE 1)

Il semble avant tout que ce soit la volonté des experts de travailler d'arrache-pied et la bonne dynamique de groupe qui aient permis à un ensemble de personnes aussi hétérogène d'accomplir une mission commune:

Les participants au processus étaient chargés de mener à bien une tâche, d'obtenir des résultats, et pas seulement de représenter leur pays. (GE 5)

Il s'avérera sans doute difficile d'associer à nouveau, de manière aussi intéressante, l'expertise et l'ouverture d'esprit de personnes qui ont engagé les débats sur la base d'idées multiples mais pas «préconçues». (GE 8)

À mon avis, le processus a bien fonctionné... Ceci s'explique, je pense, par le mode de gestion axé sur les objectifs adopté par notre Président et par l'ambition du groupe. (GE 3)

B. Le processus

La dernière citation fait référence à l'approche adoptée par le Président du groupe, qui consistait à élaborer un ordre du jour structuré pour chaque réunion en exposant les objectifs qui devaient être atteints durant le temps imparti. Bien que cette méthode ait exigé un niveau élevé de planification préalable, les membres du groupe ont estimé que:

Le degré de flexibilité avait toujours été suffisant pour parvenir à un consensus tout en conservant un sentiment de «propriété» de la décision prise. (GE 6)

La première réunion a été déterminante pour donner le ton au reste du processus. Par ailleurs, on a veillé à instaurer et maintenir une bonne dynamique de groupe:

Nous avons consenti des efforts pour former un groupe – choix du même hôtel, partage des repas, moments informels. (GE 2)

Il va de soi que la communication non formelle pendant les «séances du soir» a également contribué à renforcer l'esprit d'équipe de même qu'à maintenir une relation de confiance au sein du GE. (GE 6)

Compte tenu de l'hétérogénéité du groupe, il est étonnant de constater à quel point ses membres sont parvenus à aplanir des divergences de vues a priori insurmontables. C'est là que l'«investissement dans le groupe» a porté ses fruits. En connaissant mieux l'expérience et la personnalité de chacun, les membres ont développé un grand respect mutuel les conduisant à favoriser l'émergence d'une solution indépendamment de leur position de départ.

Le groupe comprenait suffisamment de membres s'exprimant avec franchise, dont les avis étaient divergents mais pas diamétralement opposés et qui ont enrichi la réflexion. Ils étaient prêts à rapprocher leurs points de vue et à «s'aligner» sur l'opinion de la majorité pour aboutir à un véritable consensus qui s'établirait naturellement et serait à même d'évoluer. (GE 8)

Nombreux sont ceux qui pensent que le processus (voire le produit) illustre l'EDD en elle-même.

La flexibilité et l'imprévisibilité sont des aspects capitaux. Nous ne sommes pas en mesure de définir clairement la marche à suivre. Comment gérer ce caractère imprévisible et donner des lignes directrices? Il s'agit là d'une contradiction mais elle a son importance. Nous savons que le développement durable est un processus d'apprentissage – le système institué par le Groupe d'experts des indicateurs correspond donc à une mise en pratique du concept de développement durable. Je suis convaincu que s'agissant du développement durable, il faut d'abord clarifier le problème ainsi que les contraintes et les idées qui s'y rapportent. C'est ce que nous nous sommes attachés à faire au cours de ces trois dernières années. (GE 1)

Parmi les expériences d'apprentissage, je retiendrai principalement la nécessité confirmée d'accepter, en fonction de la culture et de la situation locales, un grand choix de solutions et d'approches différentes qui, si elles sont correctement mises en œuvre, pourraient déboucher sur une EDD aux qualités semblables s'appuyant sur un équilibre entre les connaissances, l'évolution des comportements et le renforcement des capacités, des compétences et de la volonté d'agir en faveur de la société et de l'environnement. (GE 8)

(J'ai appris) que le processus d'EDD pouvait être très concret, efficace et fondé sur un réel travail et non sur des discours idéalistes. (GE 9)

Interrogés sur les enseignements personnels qu'ils dégagent du processus, les membres du GE ont mis l'accent sur l'agrément et la valeur du travail au sein d'une équipe internationale et les compétences qu'ils avaient développées en travaillant «dans un cadre diplomatique» et dans des langues différentes. Ils ont également fait état des

expériences spécifiques ayant trait à des indicateurs auxquels ils n'avaient pas encore été confrontés. Ces acquis leur ont ouvert des perspectives nouvelles, par exemple:

Ma participation aux travaux du Groupe d'experts a influencé mon propre travail, en particulier pour ce qui est de plus amples recherches sur les indicateurs. Par ricochet, j'ai commencé à «me plonger» davantage dans des recherches relatives à une «évaluation réaliste» et dans le réseau qu'elle forme avec la gouvernance dans le domaine de l'éducation. (GE 3)

On peut savoir que l'on a affaire à une bonne équipe si la communication entre les membres du groupe est maintenue et si des projets communs sont entrepris! (GE 6)

Enfin, le groupe était bien entendu composé de personnes très intéressantes et sociables, et ce n'est pas un ingrédient qui peut être déterminé par voie légale! (GE 7)

C. Quelle doit être l'étape suivante?

De la même façon que les membres du groupe ont individuellement tiré parti de ce processus, les travaux concernant les indicateurs se poursuivront. Les membres du GE s'accordent à dire que les travaux futurs doivent porter sur deux aspects interdépendants:

1. Renforcement des capacités

Cet aspect est essentiel pour garantir la réussite du processus de mise en œuvre et de présentation de rapports:

Les experts sont tenus de mener à bien le processus puis d'en rédiger un compte rendu. Il s'agit en effet d'une question importante, à savoir la manière de faire découvrir l'EDD (en particulier dans mon pays). C'est un aspect important pour nos ONG, pour la collecte de fonds, pour prouver l'efficacité des mesures et pour établir le lien entre les activités internationales et l'échelle locale (nationale). (GE 9)

Nous devrions organiser des formations grâce auxquelles diverses parties prenantes pourraient faire en sorte que l'EDD soit mieux comprise au niveau national et mettre en place leurs propres indicateurs et descripteurs, appelant

de ce fait l'attention sur l'EDD et s'impliquant dans cette initiative. (GE 10)

Il importe de garder le contact avec le Groupe d'experts au fil de l'avancement du processus – pour éventuellement apporter un soutien ou des éclaircissements aux États membres. (GE 1)

2. Échange de données d'expérience

Cet échange peut prendre la forme d'un soutien concret et souvent bilatéral entre les pays ou d'une recherche axée sur le processus de mise en œuvre (et allant au-delà), éventuellement en collaboration avec des partenaires issus de l'ensemble de la région de la CEE. Le partage du fruit de l'expérience relative à l'emploi des indicateurs est jugé essentiel:

Il faut maintenant qu'un Groupe d'experts plus large tente d'appliquer ces indicateurs et réfléchisse à leur utilisation. L'évaluation collégiale est un instrument utile et constitue le meilleur moyen d'y parvenir. La procédure d'évaluation joue un rôle important; il serait souhaitable d'y associer une personne qui a été amenée à se servir du produit. L'observation du processus nous permettrait d'améliorer le produit. (GE 1)

Il conviendrait désormais d'effectuer des recherches sur le déroulement de ce processus, par exemple en se penchant sur les avantages et les limites de la collecte de données. (GE 9)

D'autres experts espèrent se projeter au-delà de la Stratégie:

Un surcroît d'effort est nécessaire afin d'étudier les résultats et les effets des indicateurs. Que se passe-t-il? Une telle étude va au-delà de la Stratégie proprement dite... (GE 2)

Les enseignements tirés de cette collaboration auront des incidences dépassant le champ du programme de la CEE:

Il me paraît nécessaire de favoriser un partage des résultats au sein de la communauté scientifique et d'engager un débat critique concernant, par exemple, la fonctionnalité du modèle d'indicateur et ses critères théoriques de qualité.

... Il reste à prouver que l'EDD s'inscrit dans le cadre de la recherche pédagogique générale et qu'il ne s'agit pas seulement d'un sujet «spécialisé». (GE 3)

Il semblerait que les activités dérivées aient déjà commencé:

(Dans mon pays) nous avons lancé un projet de recherche national pour élaborer un ensemble restreint d'indicateurs à partir des indicateurs de la CEE pour le suivi et la présentation de rapports relatifs à l'EDD à l'échelle nationale. (GE 3)

Ces éléments révèlent toute l'étendue de l'implication des membres du Groupe d'experts dans le processus et des effets transformateurs que celui-ci a eus sur eux. Le Comité directeur CEE pour l'éducation au développement durable devrait puiser dans cette source d'expérience, d'expertise et de motivation.

IV. RECOMMANDATIONS

Les faits exposés dans les sections précédentes font ressortir trois domaines de recommandations: à la lumière des opinions formulées par les membres du groupe d'experts, les trois axes suivants ont pu être définis en vue de fournir des informations au Groupe d'experts de la CEE sur les compétences en matière d'éducation au développement durable, qu'il est proposé de créer.

A. Maintenir un mandat souple

Suivre un processus itératif qui permette au mandat d'évoluer en fonction des suggestions du «Groupe d'experts» et d'autres utilisateurs (potentiels).

Les membres actuels du GE craignent qu'en matière de compétences, les effets soient plus difficiles à définir:

... Il est malaisé de faire comprendre que les compétences en la matière sont un élément indispensable de l'éducation; elles sont difficiles à inculquer, acquérir et analyser du fait du processus (formel) d'apprentissage... Le problème s'avère particulièrement complexe... Nous pouvons envisager différentes approches ou méthodes pour y faire face: un point essentiel consisterait à diviser le travail en plusieurs centres d'intérêt et à laisser aux

experts le soin de se répartir les tâches entre eux. (GE 9)

La rédaction d'un nouveau document détaillé diffère nettement de nos travaux sur les indicateurs. (GE 1)

Dès lors, il est nécessaire de:

... Consacrer plus de temps à la «définition du problème» avant d'entamer l'étape rédactionnelle, en veillant à ce que les questions à aborder et les expériences des experts aient été préalablement éclaircies. (GE 1)

Dans cette optique, un processus davantage fondé sur le dialogue est envisagé:

Il serait judicieux de commencer par brasser des idées sur la stratégie que nous devons suivre (plutôt que sur l'EDD). Il faudrait renvoyer au Comité directeur des mandats spécifiques, indiquant «ce que nous pouvons faire concrètement». (GE 1)

Si l'accent est mis sur la flexibilité, les membres du Groupe d'experts reconnaissent également le rôle important joué par le Comité directeur dans l'orientation du processus.

Dans le mandat qui est conféré, prière de fixer des «limites» pour permettre au groupe de garder constamment le cap. (GE 2)

B. Lien avec les cadres existants – et «situation réelle»

Grâce à l'expérience apportée par les membres du Groupe d'experts au processus d'élaboration des indicateurs, les conventions internationales existantes ont pu être mises à profit, même si c'était souvent par pur hasard (à titre d'exemple, le groupe s'est servi du cadre de la CITE créé par l'UNESCO pour les niveaux d'éducation, ce qui a amélioré la comparabilité internationale des rapports établis en fonction du modèle pour un public plus large). Par conséquent:

En établissant un lien entre le travail du groupe et les cadres généraux et largement reconnus relatifs aux compétences et qualifications, nous pourrions développer la crédibilité de nos travaux. En outre, si nous agissons avec

discernement, nous y parviendrons sans que l'EDD soit «enfermé dans un carcan». (GE 7)

Outre sa plus grande efficacité, l'utilisation des cadres existants est une preuve de confiance dans le rôle et l'apport de l'EDD:

Je préconise de réinterpréter les évaluations à grande échelle des compétences telles que le programme PISA, tout en ayant une vision claire des relations entre les compétences mesurées par ce type d'évaluation et celles qui entrent en jeu dans l'EDD. Si possible, il faudrait s'abstenir de réaliser une nouvelle évaluation à grande échelle ciblée sur les compétences propres à l'EDD, car celle-ci doit être incorporée dans les systèmes éducatifs ... et devenir partie intégrante des activités pédagogiques courantes. (GE 3)

Les travaux relatifs aux indicateurs ont été effectués par des experts. Les membres du GE ont reconnu qu'il faudrait y faire participer les personnes amenées à mettre en pratique les indicateurs dans leur pays. La nécessité d'établir ce lien n'a pas été prise en compte au stade de l'élaboration des indicateurs. En revanche, dans le cadre des travaux sur les compétences, la possibilité existe de coopérer (éventuellement à distance) avec le personnel technique de divers États membres de la CEE.

Il ne s'agit pas en l'occurrence d'obtenir une promotion ni un doctorat, mais de prendre part aux activités techniques en aidant les pays dans leurs réflexions et leurs efforts visant à renforcer l'EDD sur le plan national. (GE 2)

Ces processus d'apprentissage à double sens permettront au groupe de mieux saisir les incidences de ses travaux et d'orienter l'activité des points de contact nationaux.

C. Former un groupe efficace

Les réunions devraient être conduites par un(e) président(e) qualifié(e) ou, mieux encore:

... Un spécialiste de la gestion des processus (devrait être) nommé pour orienter et encadrer les travaux... Il ou elle devrait avoir une excellente connaissance de l'anglais (sans forcément être anglophone). (GE 4)

À la réflexion, les anciens membres du Groupe d'experts auraient souhaité avoir eu l'occasion d'en apprendre davantage les uns sur les autres au début du processus, et de préciser l'état des connaissances au sein du groupe afin de partir d'une vision commune.

(Partir) d'un ensemble d'articles et de documents de base servant de fondements théoriques communs pour engager un débat et élaborer des idées nouvelles adaptées à la Stratégie (pour l'EDD). Nous ne pouvons pas tout reprendre à zéro à chaque fois. (GE 1)

Les membres devraient clairement indiquer leur approche de la question. Nous devons connaître la culture de chacun afin de ne pas paraître trop normatifs; à titre d'exemple, les pays de l'ex-Union soviétique ont des approches très différentes et nous devons comprendre les raisons qui les amènent à présenter les choses d'une certaine manière. (GE 9)

Il est essentiel de prendre en compte les différentes circonstances et fonctions des membres du Groupe d'experts. (GE 6)

Par conséquent, il y aurait lieu de prévoir:

... Une sorte de brève conférence interne du groupe de travail. (GE 1)

... Un échange d'informations, de type séminaire, entre les membres du groupe. Il privilégierait les remarques concrètes qui seraient ensuite appuyées par la diffusion de documents de référence et de publications. (GE 8)

Pour que le groupe puisse mener à bien sa tâche en dehors des réunions, les recommandations suivantes sont à prendre en considération:

Il faudrait disposer d'un outil pratique de communication par Internet entre deux réunions (outre le courriel, l'usage d'une sorte de wiki permettrait peut-être de travailler ensemble sur un même document). (GE 9)

La plate-forme Global Campus d'Inwent, entreprise allemande, pourrait éventuellement être utilisée gratuitement par les universités (c'est-à-dire les membres du groupe). (GE 1)

Les affinités qui se sont apparemment créées au sein du groupe s'expliquent également par un programme socioéducatif mis en place pour pallier un isolement plus ou moins forcé. «L'investissement dans le groupe» est une composante essentielle du succès de ses travaux:

La première réunion du groupe sur les compétences devrait se tenir dans un lieu isolé. Il est important d'instaurer la confiance au sein d'un groupe afin de pouvoir aplanir aisément les désaccords. (GE 2)

À tout le moins, les personnes qui aimeront l'activité du groupe sur les compétences devraient poser des questions au Président et aux membres du Groupe d'experts des indicateurs. Interrogé sur les changements que devrait introduire un nouveau Groupe d'experts dans la manière de procéder, l'un des membres du GE a simplement déclaré:

Aucun ... étant donné que des personnes issues de multiples (horizons) culturels ou professionnels et appartenant à diverses disciplines sont parvenues à travailler ensemble, tout en s'amusant et en faisant avancer les choses. (GE 5)

Observations finales

Le présent chapitre vise à donner un aperçu des travaux du Groupe d'experts de la CEE chargé de définir des indicateurs. Compte tenu de la prorogation du mandat, ceux d'entre nous qui ont fait partie du groupe ont estimé que leur engagement avait été plus intense que ce que quiconque avait envisagé à l'origine. Par ailleurs, comme il ressort de ce chapitre, le processus a soulevé de graves questions et de vives inquiétudes quant à la pertinence de cette approche.

Quelles qu'aient été nos appréhensions, je suis en mesure d'affirmer avec certitude, sur la base des retours d'information, que ce fut un plaisir et un privilège pour nous tous de faire partie du groupe et d'œuvrer en faveur de deux objectifs qui se chevauchent: le développement durable et un apprentissage efficace.

Paul Vare, Royaume-Uni
Janvier 2009

Remerciements

De nombreux experts ont souhaité exprimer leurs remerciements à notre Président, M. Roel van

Raaij, et aux fonctionnaires de la CEE, M^{mes} Ella Behlyarova et Angela Sochirca, qui ont travaillé d'arrache-pied pour nous aider à accomplir notre mission. Je suis heureux de m'associer à ces remerciements.

Ce chapitre a été préparé sous la direction d'une équipe éditoriale de base composée de M. Roel van Raaij, M^{me} Daniella Tilbury (Présidente du Groupe d'experts UNESCO/DEDD chargé du suivi et de l'évaluation) et M^{me} Angela Sochirca du secrétariat de la CEE.

Nos remerciements s'adressent aussi tout particulièrement aux membres du Groupe d'experts qui ont fait part de leurs réflexions et suggestions: Inka Bormann, Jana Dlouha, Natalia Ernstman, Laima Galkute, Stephen Leman, Michela Mayer, Roel van Raaij, Kaisu Sammilsto, Michael Scoullous et Karen Sollart.

Ce chapitre a été rédigé grâce au concours financier de l'Université de Gloucestershire, Royaume-Uni.

Références

CEE (2005a), Cadre de Vilnius pour la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'éducation au développement durable, (CEP/AC.13/2005/4/Rev.1). CEE, Genève.

CEE (2005b). Background paper on Development of Indicators to Measure Implementation of the UNECE Strategy for ESD, établi à l'intention du Groupe d'experts CEE des indicateurs relatifs à l'éducation au développement durable, première réunion. Ede, Pays-Bas, 26-28 septembre 2005. CEE, Genève.

CEE (2005c). Comité directeur CEE pour l'éducation au développement durable, première réunion, Genève, 13 et 14 décembre 2005 (CEP/AC.13/2005/9).

CEE (2006). Deuxième rapport d'activité du Groupe d'experts des indicateurs relatifs à l'éducation au développement durable, présenté à la deuxième réunion du Comité directeur, Genève, 4 et 5 décembre 2006 (ECE/CEP/AC.13/2006/5). CEE, Genève.

CEE (2007a). Comité directeur CEE pour l'éducation au développement durable, deuxième

réunion, Genève, 4 et 5 décembre 2006 (ECE/CEP/AC.13/2006/3). CEE, Genève.

CEE (2007b). Apprendre les uns des autres: réalisations, difficultés et marche à suivre, (ECE/BELGRADE.CONF/2007/INF/3; ECE/CEP/AC.13/2007/2). CEE, Genève.

CEE (2008). Troisième rapport sur les progrès accomplis par le Groupe d'experts des

indicateurs relatifs à l'éducation au développement durable présenté à la troisième réunion du Comité directeur, Genève, 31 mars et 1^{er} avril 2008, (ECE/CEP/AC.13/2008/4). CEE, Genève.

UNESCO (2007). Asia-Pacific Guidelines for the Development of National ESD Indicators, Bureau régional de l'Asie et du Pacifique pour l'éducation de l'UNESCO, Bangkok, Thaïlande.

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE
DE L'ONU

STRATÉGIE POUR L'ÉDUCATION EN VUE
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE



CHAPITRE II

STRATÉGIE DE LA CEE POUR L'ÉDUCATION EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

adoptée à la Réunion de haut niveau des Ministères
de l'environnement et de l'éducation

(Vilnius, 17 et 18 mars 2005)

Principes¹

Solidarité, égalité et respect mutuel entre les peuples, les pays et les générations, telles sont les valeurs communes qui inspirent notre ambition pour l'avenir de la région. Une région qui se caractérise par le développement durable, y compris la vitalité économique, la justice, la cohésion sociale, la protection de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles, de manière à répondre aux besoins des générations actuelles sans compromettre l'aptitude des générations futures à subvenir à leurs besoins².

L'éducation est non seulement un droit de l'homme³, mais également une condition *sine qua non* du développement durable et un outil indispensable à une bonne gouvernance, à des décisions éclairées et à la promotion de la démocratie. En conséquence, l'éducation au développement durable peut contribuer à la réalisation de notre dessein. Elle développe et renforce la capacité des individus, des groupes de personnes, des collectivités, des organisations et des pays à former des jugements et à faire des choix qui vont dans le sens du développement durable. Elle peut favoriser un changement des mentalités et ce faisant permettre la création d'un monde plus sûr, plus salubre et plus prospère, où la qualité de vie est meilleure. L'éducation au développement durable peut conduire à une réflexion critique ainsi qu'à une prise de conscience plus grande et une autonomie accrue permettant l'exploration de nouveaux horizons et concepts et l'élaboration de nouveaux outils et de méthodes nouvelles.

¹ Points 5 et 6 de l'ordre du jour de la Réunion de haut niveau des Ministères de l'environnement et de l'éducation (CEP/AC.13/2005/3/Rev.1).

² Voir aussi Commission mondiale de l'environnement et du développement, «Notre avenir à tous», 1987.

³ Déclaration sur l'éducation au développement durable, cinquième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe», Kiev, 2003.

Introduction

1. La Stratégie s'inspire de la déclaration faite par les Ministres de l'environnement de la CEE à leur cinquième Conférence «Un environnement pour l'Europe» tenue à Kiev en mai 2003. Elle repose sur l'expérience acquise aussi bien dans la région qu'au plan mondial. La Stratégie est une contribution au cadre de projet de programme d'application pour la Décennie pour l'éducation en vue du développement durable élaboré par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO); elle est conforme à ce cadre et devrait servir de base à l'application régionale de la Décennie et des résultats du Sommet mondial pour le développement durable.

2. La Stratégie a été mise au point au moyen d'un processus participatif associant gouvernements, institutions éducatives, ONG et autres parties prenantes de la région de la CEE, ainsi que des organisations internationales.

3. La Stratégie devrait faciliter l'introduction et la promotion de l'EDD dans la région de la CEE et contribuer ainsi à la réalisation de notre dessein commun.

4. La région de la CEE englobe des pays ayant une riche diversité culturelle et des contextes socioéconomiques et politiques différents. Les perspectives du développement durable dépendent dans une large mesure de l'évolution des modes de vie et des habitudes de consommation et de production, compte tenu en même temps des besoins des pays pour lesquels la réduction de la pauvreté reste un sujet de préoccupation majeur.

5. Il est indispensable de mettre en œuvre la Stratégie et les conditions nécessaires pour le faire sont réunies. La plupart des pays de la région possèdent des systèmes éducatifs avec un corps enseignant qualifié, l'accès à l'instruction élémentaire y est assuré, de même que l'égalité des droits à l'éducation pour tous, le taux d'alphabétisation est élevé, ils se sont dotés d'un potentiel scientifique et la société civile y est active. Une véritable éducation en vue du développement durable suppose néanmoins la satisfaction d'un certain nombre d'exigences: améliorer les systèmes éducatifs pour tenir compte du caractère interdisciplinaire de ce type d'éducation, renforcer

la participation de la société civile et mobiliser des ressources institutionnelles et matérielles adéquates.

I. BUT ET OBJECTIFS

6. Le but de la Stratégie est d'encourager les États membres de la CEE à développer l'EDD et à l'intégrer dans toutes les disciplines pertinentes de l'enseignement scolaire ainsi que dans l'enseignement extrascolaire ou parallèle. Elle dotera les individus de connaissances et de compétences en matière de développement durable, ce qui les rendra mieux à même d'œuvrer en faveur d'une vie saine et féconde en harmonie avec la nature⁴ et respectueuse des valeurs sociales, de l'égalité entre les sexes et de la diversité culturelle, et plus confiants dans leur capacité d'y parvenir.

7. Les objectifs de la Stratégie, qui contribueront à la réalisation de ce but, sont les suivants:

a) Faire en sorte que les cadres politiques, réglementaires et opérationnels soutiennent l'EDD;

b) Promouvoir le développement durable par l'acquisition de connaissances scolaires, extrascolaires ou parallèles;

c) Doter les éducateurs des compétences nécessaires pour qu'ils puissent intégrer le développement durable dans leurs programmes d'enseignement;

d) Assurer l'accès aux outils et matériels nécessaires à l'EDD;

e) Promouvoir la recherche-développement en matière d'EDD;

f) Renforcer la coopération dans le domaine de l'éducation au développement durable à tous les niveaux dans la région de la CEE.

8. La Stratégie sera adoptée par les États membres de la CEE intéressés, mais les autres États sont encouragés à s'y rallier.

⁴ La Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement stipule que les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable et qu'ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature (voir aussi Plan de mise en œuvre, Sommet mondial pour le développement durable, ONU, 2002).

II. PORTÉE

9. La Stratégie s'adresse aux pouvoirs publics, qu'elle motive et auxquels elle fournit des conseils sur la manière d'élaborer des politiques et des pratiques qui intègrent le développement durable dans l'éducation et l'apprentissage en associant les éducateurs et autres parties prenantes. L'éducation au développement durable doit tenir compte des situations locales, infranationales, nationales et régionales, de sorte qu'elle peut mettre l'accent, à des degrés divers, sur les différents aspects du développement durable, selon le pays et le domaine d'éducation. La Stratégie servira de cadre flexible aux pays de la région, sa mise en œuvre étant commandée par les priorités et initiatives des pays qui sont adaptées à leurs besoins et situations spécifiques.

10. La Stratégie encourage la coopération et les partenariats entre les départements⁵ et entre toutes les parties prenantes, stimulant ainsi l'investissement dans les ressources matérielles et humaines au service de l'EDD.

11. La Stratégie reprend les dispositions essentielles du document intitulé «L'éducation pour tous: tenir nos engagements collectifs»⁶.

12. La Stratégie appuie la mise en œuvre des dispositions des accords multilatéraux sur l'environnement et autres accords pertinents concernant la communication, l'éducation, la participation du public et la sensibilisation. Elle pourrait aussi appuyer la mise en œuvre du principe 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, la Convention d'Aarhus⁷, les objectifs du Millénaire en matière de développement⁸ et l'éducation de qualité⁹ en encourageant la prise de décisions transparentes, sans exclusive et responsables ainsi que l'autonomie des individus.

⁵ Entre organismes d'État.

⁶ Cadre d'action de Dakar, UNESCO, 2000.

⁷ Convention de la CEE sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, Aarhus (Danemark), 1998.

⁸ Déclaration du Millénaire, Assemblée générale, 8^e séance plénière, 2000.

⁹ Communiqué commun des Ministres de l'éducation, trente-deuxième Conférence générale de l'UNESCO, 2003.

III. PRINCIPES

13. Il faut garder à l'esprit le fait que le sens du développement durable évolue. La construction d'une société viable devrait donc être considérée comme un processus d'apprentissage permanent, s'accompagnant d'une réflexion sur les problèmes et les difficultés, et dans le cadre duquel les bonnes réponses et les bonnes solutions ne cessent d'évoluer avec l'expérience. Les objectifs de l'apprentissage en matière d'EDD devraient englober les connaissances, les compétences, la compréhension, les comportements et les valeurs.

14. L'EDD est encore en devenir en tant que notion large et globale recouvrant des questions interdépendantes d'ordre environnemental, économique et social. Elle élargit la notion d'éducation à l'environnement, qui de plus en plus aborde un vaste éventail de questions se rapportant au développement, et englobe aussi divers éléments du développement et d'autres formes d'éducation qui sont ciblées. L'éducation à l'environnement devrait donc être développée et complétée par d'autres disciplines dans le cadre d'une optique globale de l'EDD.

15. Parmi les principaux thèmes du développement durable, citons la lutte contre la pauvreté, la citoyenneté, la paix, l'éthique, la responsabilité aux échelons local et mondial, la démocratie et la gouvernance, la justice, la sécurité, les droits de l'homme, la santé, l'égalité hommes-femmes, la diversité culturelle¹⁰, l'aménagement rural et urbain, l'économie, les modes de production et de consommation, la responsabilité des entreprises, la protection de l'environnement, la gestion des ressources naturelles et la diversité biologique et du paysage. Il faut pour intégrer ces différents thèmes dans l'EDD adopter une approche intégrée¹¹.

16. La mise en œuvre de la Stratégie pour l'éducation en vue du développement durable devrait tenir compte des nécessités suivantes: amélioration de l'éducation de base, réorientation de l'éducation vers le développement durable,

¹⁰ Voir aussi le Cadre de projet de programme d'application pour la Décennie pour l'éducation en vue du développement durable, UNESCO, 2003.

¹¹ Voir aussi la Déclaration sur l'éducation au développement durable.

sensibilisation accrue du public et promotion de la formation¹².

17. L'EDD devrait encourager le respect et la compréhension des différentes cultures et intégrer leurs contributions. Il faudrait reconnaître le rôle des peuples autochtones qui devraient être associés à l'élaboration des programmes éducatifs. Les connaissances traditionnelles devraient être considérées et conservées comme faisant partie intégrante de l'EDD.

18. Il conviendrait d'inciter les apprenants, à tous les niveaux, à engager une analyse et une réflexion systémiques, critiques et créatives dans un contexte aussi bien local que global, comme préalable à des mesures concrètes en faveur du développement durable¹³.

19. L'EDD est un processus permanent qui va de l'éducation préscolaire à l'enseignement supérieur et l'éducation des adultes, et dépasse le cadre de l'éducation formelle. Comme les valeurs, le mode de vie et le comportement s'acquièrent très tôt, l'éducation est particulièrement importante pour les enfants. Du fait que l'apprentissage se fait à mesure que nous assumons nos différents rôles dans l'existence, l'EDD doit être considérée comme un processus «embrassant tous les aspects de la vie». Il devrait imprégner les programmes d'enseignement à tous les niveaux, y compris la formation professionnelle, la formation des éducateurs et la formation continue des cadres et des décideurs.

20. L'enseignement supérieur devrait contribuer sensiblement à l'EDD en inculquant les connaissances et les compétences appropriées.

21. L'EDD devrait tenir compte des diverses situations locales, nationales et régionales ainsi que du contexte mondial, et s'efforcer de parvenir à un équilibre entre les intérêts mondiaux et locaux.

22. L'EDD pourrait aussi contribuer au développement des zones rurales et urbaines en rendant l'éducation plus accessible et en améliorant la qualité. Les habitants des zones rurales, en particulier, en tireraient le plus grand profit.

¹² Voir aussi Action 21.

¹³ Déclaration sur l'éducation au développement durable.

23. La prise en compte de la dimension éthique, y compris les questions d'équité, de solidarité et d'interdépendance au sein de la génération actuelle et entre les générations, ainsi que des relations entre l'homme et la nature et entre les riches et les pauvres, est un élément central du développement durable et, partant, de l'EDD. La responsabilité, qui est le propre de l'éthique, acquiert un caractère concret dans le contexte de l'EDD.

24. L'EDD formelle devrait s'inspirer de l'expérience de la vie réelle et du travail en dehors de la salle de classe. Les éducateurs¹⁴ concernés jouent un rôle important en favorisant ce processus et en encourageant le dialogue entre les élèves et les étudiants, d'une part, et les autorités et la société civile, d'autre part¹⁵. De cette manière, l'EDD permet à l'enseignement de sortir de son isolement par rapport à la société.

25. L'EDD met en œuvre des initiatives visant à instaurer un esprit de respect mutuel dans la communication et la prise des décisions, en privilégiant l'apprentissage participatif au lieu de se contenter de transmettre une information¹⁶. Il faudrait donc reconnaître la contribution de cette éducation à un processus interactif et intégré de prise de décisions. Il faudrait aussi étudier sa contribution au développement et au renforcement de la démocratie participative¹⁷, en particulier en rapport avec le règlement des conflits sociaux et la justice, notamment au moyen de projets locaux au titre d'Action 21.

26. L'EDD exige une coopération et des partenariats entre toutes les parties prenantes. Les principaux acteurs sont les pouvoirs publics et les autorités locales, les enseignants et les scientifiques, le secteur de la santé, le secteur privé, l'industrie, les secteurs des transports et de l'agriculture, les syndicats, les médias, les organisations non gouvernementales, diverses communautés, les peuples autochtones et les organisations internationales.

¹⁴ Les éducateurs sont des enseignants, conférenciers, formateurs et autres professionnels ayant une mission éducative, ainsi que les animateurs volontaires de l'éducation.

¹⁵ Déclaration sur l'éducation au développement durable.

¹⁶ Déclaration de Thessalonique; Thessalonique (Grèce), 1997. Certains pays utilisent l'expression «apprentissage social» pour définir l'apprentissage participatif.

¹⁷ Action 21.

27. L'EDD devrait promouvoir les accords multilatéraux sur l'environnement et les accords internationaux pertinents intéressant le développement durable.

IV. CONSÉQUENCES POUR L'ÉDUCATION

28. L'EDD demande qu'on cesse de s'attacher uniquement à transmettre des connaissances pour s'attaquer aux problèmes et recenser les solutions possibles. Par conséquent, l'éducation, tout en restant axée, comme par le passé, sur les différentes matières, doit s'ouvrir à l'examen pluridisciplinaire de situations de la vie réelle. Cela pourrait avoir une incidence sur la structure des programmes d'apprentissage et les méthodes pédagogiques, et exiger des éducateurs qu'ils ne se cantonnent plus à un rôle d'émetteurs et des apprenants qu'ils ne soient plus uniquement des récepteurs. Au contraire, les uns et les autres devraient former une équipe.

29. Les établissements d'enseignement scolaire jouent un rôle important en développant des capacités dès le plus jeune âge, en dispensant des connaissances et en influençant les attitudes et les comportements. Il importe de veiller à ce que tous les élèves et tous les étudiants acquièrent les connaissances voulues en matière de développement durable et soient conscients de l'incidence des décisions qui ne vont pas dans le sens d'un tel développement. L'établissement d'enseignement dans son ensemble – élèves et étudiants, enseignants, personnel administratif et autres membres du personnel ainsi que parents – devrait respecter les principes du développement durable.

30. Il importe de soutenir les activités extrascolaires ou parallèles d'EDD, car elles sont un complément indispensable de l'enseignement scolaire, en ce qui concerne en particulier l'éducation des adultes. L'éducation non formelle au développement durable a un rôle particulier car elle est souvent plus axée sur l'apprenant, plus participative et elle encourage un apprentissage tout au long de la vie. L'apprentissage informel sur le lieu de travail est valorisant aussi bien pour les employeurs que pour les employés. Par conséquent, la coopération entre les différents acteurs qui participent à l'EDD sous toutes ses formes devrait être reconnue et encouragée.

31. Il est extrêmement important pour le succès de l'EDD que les éducateurs reçoivent une

formation initiale et des cours de recyclage appropriés et qu'ils aient la possibilité de partager leur expérience. En étant mieux conscients du développement durable et en le comprenant mieux, s'agissant surtout des aspects qui touchent à leur domaine de travail, ils peuvent être plus efficaces et donner l'exemple. La formation devrait être aussi étroitement liée aux résultats des recherches pertinentes sur le développement durable.

32. L'enseignement et l'apprentissage dans le domaine de l'EDD sont largement tributaires du contenu, de la qualité et de la présence de matériels pédagogiques. Or, ces matériels ne sont pas disponibles dans tous les pays. Le problème se pose aussi bien dans l'ensemble du secteur de l'enseignement scolaire que pour l'enseignement extrascolaire ou parallèle. Il faudrait donc faire de gros efforts pour les mettre au point et les reproduire. Il faudrait par ailleurs encourager la cohérence des matériels pédagogiques utilisés dans l'enseignement classique et dans l'enseignement extrascolaire. L'important est qu'ils portent sur le développement durable et qu'ils soient disponibles sur place à un prix abordable.

33. Pour être efficace, l'EDD devrait:

a) Être abordée de deux manières: i) par l'intégration des thèmes traités dans l'ensemble des disciplines, programmes et cours pertinents; et ii) par l'élaboration de programmes et cours spécifiques;

b) Se concentrer sur les expériences d'apprentissage stimulantes qui encouragent un comportement respectueux de la durabilité, y compris dans les établissements d'enseignement, sur le lieu de travail, dans les familles et les groupes sociaux;

c) Renforcer la coopération et les partenariats entre membres du corps enseignant et autres parties prenantes. Une participation plus active du secteur privé et des entreprises aux processus éducatifs facilitera l'adaptation à l'évolution rapide des technologies et aux changements des conditions de travail. Le fait que les activités d'apprentissage aient un rapport étroit avec la société enrichira l'expérience pratique des apprenants;

d) Aider à mieux comprendre les problèmes d'environnement aux plans mondial,

régional, national et local en les expliquant par le biais du cycle de vie, l'accent étant mis non seulement sur les incidences sur l'environnement mais aussi sur les conséquences économiques et sociales dans la perspective du milieu naturel et de l'environnement modifié par l'homme;

e) Recourir à un vaste éventail de méthodes éducatives participatives adaptées à l'apprenant qui soient axées sur les processus et les solutions. Outre les méthodes traditionnelles, il faudrait inclure entre autres des discussions, la cartographie conceptuelle et perceptuelle, l'enquête philosophique, l'explication des valeurs, les simulations, les scénarios, les modélisations, les jeux de rôle, les jeux, les technologies de l'information et de la communication (TIC), les enquêtes, les études de cas, les excursions et l'apprentissage en plein air, les projets axés sur l'apprenant, les analyses de bonnes pratiques, l'expérience sur le lieu de travail et la recherche de solutions;

f) S'appuyer sur les matériels pédagogiques appropriés, tels que publications méthodologiques, pédagogiques et didactiques, manuels, supports visuels, brochures, études de cas et bonnes pratiques et moyens électroniques et audiovisuels.

34. Les gouvernements devraient encourager l'apprentissage non formel ou informel parce que des citoyens informés et des consommateurs avertis sont indispensables pour appliquer des mesures de durabilité par le biais de leurs choix et actions, notamment en ce qui concerne le processus de mise en œuvre au niveau local d'Action 21.

35. L'apprentissage non formel ou informel, y compris les programmes de sensibilisation du public, devraient viser à mieux faire comprendre les liens entre les questions sociales, économiques et environnementales aux plans local et mondial, dans une perspective temporelle. Les groupes sociaux, les familles, les médias et les ONG ont un rôle important à jouer pour sensibiliser le public au développement durable.

36. Les ONG sont d'importants pourvoyeurs informels et non institutionnels de savoir, bien placées pour promouvoir la responsabilité civile et pour intégrer et transformer les connaissances scientifiques et les faits en une information facile à comprendre. Leur rôle de médiateur entre les

pouvoirs publics et le grand public devrait être reconnu, promu et soutenu. Des partenariats entre les ONG, les pouvoirs publics et le secteur privé augmenteraient sensiblement la valeur de l'EDD.

37. Les médias sont un moyen puissant d'orienter le choix des consommateurs et les styles de vie, en particulier chez les enfants et les jeunes. Il faut mobiliser leur savoir-faire et trouver des circuits de distribution pour transmettre une information fiable et des messages clefs sur les questions liées au développement durable.

38. Tous les secteurs de la population active peuvent contribuer à la viabilité aux échelons national, régional et mondial. L'élaboration de programmes de formation spécialisés destinés à doter les cadres et les décideurs des connaissances et compétences qui leur permettent de contribuer au développement durable est considérée comme un élément essentiel de l'EDD¹⁸.

39. Ainsi, la formation professionnelle et continue a un rôle très important à jouer et devrait donc être proposée aux décideurs et à tous les cadres, en particulier ceux qui interviennent dans la planification et la gestion. Elle devrait viser à renforcer les connaissances et à favoriser une meilleure prise de conscience du développement durable. La formation continue comprend deux grands volets: a) l'amélioration des connaissances et des compétences; b) la diffusion des nouvelles compétences nécessaires dans les différentes professions et dans différentes situations. C'est un domaine qui aurait tout à gagner d'une coopération entre le secteur de l'éducation, les autres parties prenantes et l'ensemble des citoyens.

40. Les programmes de formation devraient aborder les thèmes principaux du développement durable mais tenir compte en même temps des besoins des différentes professions et de la pertinence de cette formation dans leur domaine de travail. Une attention particulière devrait être accordée aux sujets ayant un rapport avec la responsabilité première des personnes concernées et avec les incidences économiques, sociales et environnementales de cette responsabilité.

¹⁸ Cadre de projet de programme d'application pour la Décennie pour l'éducation en vue du développement durable.

41. Pour intégrer l'EDD dans un programme de changement conduisant à une société plus viable, l'éducation elle-même doit évoluer. Il faudrait encourager les recherches portant sur l'EDD. Il convient d'étoffer la coopération et les partenariats entre les parties concernées par les activités de recherche-développement, depuis le recensement des questions à étudier jusqu'à l'application des nouvelles connaissances, ainsi qu'à leur diffusion et à la promotion de leur utilisation. Les résultats de ces activités devraient être partagés avec les parties intéressées, aux plans local, régional et mondial, et pris en compte dans les différentes parties du système éducatif, les expériences et les pratiques.

V. CADRE DE MISE EN ŒUVRE

1. Mise en œuvre au niveau national/de l'État

42. Chaque pays a la responsabilité d'appliquer la Stratégie. Pour intégrer les perspectives du développement durable dans tout le secteur de l'éducation, un soutien politique résolu sera nécessaire à tous les niveaux des institutions publiques. À cette fin, il est recommandé que les pays traduisent la Stratégie dans leur(s) langue(s) officielle(s) et, selon les besoins, dans la (les) langue(s) des minorités, qu'ils la distribuent aux autorités compétentes et qu'ils désignent un centre de coordination ou de liaison.

43. Pour mettre efficacement en œuvre la Stratégie, ses dispositions doivent être intégrées dans les stratégies de planification, d'investissement et de gestion de l'État et de l'administration locale à tous les degrés d'instruction et pour tous les établissements et organismes s'occupant d'éducation. En même temps, la mise en œuvre devrait être conforme aux autres initiatives nationales, bilatérales et multilatérales pertinentes et en tirer parti. Les instruments juridiques et économiques ainsi que les outils de communication devraient être adaptés à la situation de chaque pays. Ainsi, les pays mettraient en œuvre les dispositions, selon les besoins, en liaison avec leurs cadres législatif, politique et opérationnel.

44. Les pays devraient recenser les obligations qu'ils ont contractées en ce qui concerne la communication, l'éducation ainsi que la participation et la sensibilisation du public dans les accords en matière d'environnement et autres accords internationaux pertinents, afin de s'y

conformer de manière cohérente dans l'ensemble du processus d'EDD.

45. Le secteur éducatif fait intervenir un large éventail d'acteurs auxquels s'appliquent des systèmes de gestion réglementaires différents selon les pays. Il s'adresse aussi à des personnes d'âges et de statuts différents. La difficulté consiste à examiner et mettre en œuvre la réforme nécessaire de l'élaboration des politiques et du cadre opérationnel du secteur éducatif sur la base de la confiance et de la complémentarité et sans exclusive, et à encourager l'auto-évaluation. Il importe que les responsables de l'éducation formelle, non formelle et informelle coopèrent avec les autres autorités compétentes de l'État aux fins de la mise en œuvre de la Stratégie.

46. La coopération, la responsabilité commune et la direction de tous les organismes publics compétents devraient être reconnues comme un important mécanisme de bonne gouvernance et consolidées. Les Ministères de l'éducation et de l'environnement, en particulier, devraient, en coopération, prendre l'initiative d'amorcer et d'encourager la prise en compte des questions touchant le développement durable dans les politiques et programmes de l'éducation formelle à tous les niveaux, et évaluer la mise en œuvre de la Stratégie. Toutefois, une coopération étroite et efficace avec d'autres organismes publics et avec toutes les parties prenantes devra aussi être instaurée, en particulier avec les responsables de l'économie.

47. Un mécanisme de coordination est nécessaire pour assurer la mise en œuvre de la Stratégie par les États, ainsi que pour partager les informations et stimuler l'instauration de partenariats entre les différents acteurs¹⁹. Un «centre national de l'EDD» rassemblant des spécialistes de différents secteurs pourrait être créé, éventuellement sous l'égide des conseils du développement durable ou d'autres organismes compétents.

48. Le plan national²⁰ (au niveau de l'État) de mise en œuvre doit avoir un rôle central. Les pays devraient décider d'un organisme qui serait chargé de l'élaborer.

¹⁹ Certains pays ont introduit l'approche fondée sur la «gestion des connaissances».

²⁰ Pour les pays à structure fédérale, les plans nationaux désignent les plans nationaux ou infranationaux, selon le cas.

49. Une telle élaboration devrait se faire sur la base d'une approche participative, associant toutes les parties prenantes concernées. Le plan devrait tenir compte de la situation effective des différents pays. Ces derniers voudront sans doute fixer leurs priorités et calendriers en fonction de leurs besoins, de leurs politiques et de leurs programmes; les dispositions du présent chapitre pourraient les guider dans cette tâche. Les plans nationaux de mise en œuvre devraient comporter des objectifs, des activités, des mesures, un calendrier indicatif, des moyens d'exécution et des instruments d'évaluation.

2. Domaines d'action

Faire en sorte que les cadres politiques, réglementaires et opérationnels favorisent la promotion de l'EDD

50. Les cadres politiques, réglementaires et opérationnels et les programmes d'enseignement devraient intégrer et soutenir l'EDD. Les mesures clefs suivantes pourraient être prises à cet effet: adopter à tous les niveaux d'études des cadres pour l'EDD; favoriser l'établissement de liens de coopération entre les départements et entre toutes les parties prenantes, notamment par la création de mécanismes consultatifs, le cas échéant; intégrer les principes du développement durable dans les programmes d'études et des cours spéciaux à tous les niveaux de l'enseignement supérieur, en particulier dans la formation initiale des enseignants; exploiter davantage et mieux gérer les moyens éducatifs au service du développement durable et renforcer le lien entre les sciences naturelles, économiques, politiques et sociales dans le cadre d'études interdisciplinaires, multidisciplinaires et spécialisées. Les études interdisciplinaires et spécialisées devraient être bien équilibrées.

Promouvoir le développement durable par l'apprentissage formel, non formel ou informel

51. Il faudrait encourager les activités de sensibilisation du public au développement durable dans les établissements scolaires, les groupes sociaux, les familles, les médias et les ONG, ainsi que par leur intermédiaire.

52. Les qualifications et connaissances en matière de développement durable devraient être continuellement approfondies et faire ainsi partie du

processus permanent d'apprentissage, y compris dans des secteurs tels que l'administration publique, le secteur privé, l'industrie, les transports et l'agriculture. Le savoir doit se renouveler en permanence et de nouvelles compétences doivent être introduites pour étoffer la notion de développement durable eu égard à l'évolution constante des connaissances techniques dans de nombreux domaines.

53. Les mesures clefs suivantes pourraient être prises à cet effet: offrir aux spécialistes, notamment lorsqu'ils s'occupent d'aménagement, de gestion et de médias, des possibilités d'apprentissage concernant le développement durable dans le cadre de la formation continue; encourager et soutenir les activités locales de sensibilisation au développement durable; développer la coopération avec les ONG et soutenir leurs activités éducatives; promouvoir la coopération entre les établissements scolaires et les formes d'éducation non institutionnelles ainsi que les activités informelles; encourager les médias à informer le grand public et à organiser des débats concernant le développement durable.

Développer la compétence du secteur éducatif en matière d'EDD

54. À tous les niveaux d'instruction, les éducateurs, les responsables et les décideurs doivent approfondir leur connaissance de l'EDD pour offrir les orientations et le soutien appropriés. Par conséquent, il faut s'employer à renforcer les compétences à tous les niveaux de l'enseignement tant scolaire qu'extrascolaire.

55. Les mesures clefs suivantes pourraient être prises à cette fin: encourager le renforcement des compétences du personnel éducatif, notamment par des mesures visant à sensibiliser davantage les responsables aux questions intéressant le développement durable; définir des critères qui permettent de valider les compétences professionnelles en matière d'EDD; introduire et développer des systèmes de gestion du développement durable dans les établissements scolaires et les structures d'enseignement extrascolaire; inclure les questions se rapportant au développement durable dans les programmes de formation et de recyclage pour les éducateurs à tous les niveaux d'études; et encourager les éducateurs, notamment dans l'enseignement scolaire ou non scolaire, à partager leurs données d'expérience.

Assurer la disponibilité d'outils et de matériels adéquats pour l'EDD

56. Il faut mettre au point à tous les niveaux des matériels pour l'EDD, tant pour les programmes d'enseignement général que pour l'enseignement spécialisé et l'autoformation et les adapter à la situation et aux besoins locaux.

57. Les mesures clefs qui pourraient être prises pour ce faire sont les suivantes: a) encourager la mise au point et la production de matériels pour les éducateurs, les apprenants et les chercheurs à tous les niveaux d'instruction et de formation, en particulier dans les langues vernaculaires; b) encourager la mise au point et l'utilisation de moyens électroniques et audiovisuels et de ressources multimédias ainsi que de supports visuels à des fins tant d'apprentissage que de partage de l'information; c) faciliter l'accès, par les moyens électroniques et l'Internet, aux ressources et aux informations se rapportant à l'EDD; d) assurer la cohérence entre les matériels pour l'apprentissage formel, non formel et informel; et e) mettre au point des stratégies de diffusion appropriées.

Promouvoir la recherche-développement en matière d'EDD

58. Il faut mener des activités de recherche-développement dans les différents domaines de l'EDD: méthodes efficaces d'apprentissage, outils d'évaluation, formation des attitudes et des valeurs, renforcement des structures scolaires/institutionnelles et application des TIC. L'EDD devrait s'appuyer en permanence sur cette recherche-développement.

59. Les résultats des efforts de recherche-développement devraient être partagés avec les divers acteurs aux niveaux local, régional et mondial, et être pris en compte par les différents secteurs du système éducatif.

60. Les mesures clefs qui pourraient être prises à cette fin sont les suivantes: amorcer et promouvoir une recherche-développement sur le contenu et les méthodes d'enseignement et d'apprentissage de l'EDD; les effets économiques de l'EDD et les incitations économiques en faveur de cette éducation; les moyens d'intégrer les aspects du développement durable et leur contexte local dans différentes disciplines, en accordant la priorité aux recherches qui rapprochent les diverses dimensions

du développement durable; les indicateurs et instruments d'évaluation de l'EDD; et la mise en commun des résultats des recherches et des exemples de bonnes pratiques.

3. Coopération internationale

61. La coopération en matière d'EDD, en plus de contribuer au renforcement et à l'amélioration de cette éducation dans les pays, pourrait aider à la compréhension mutuelle, renforcer la confiance entre les pays et promouvoir le respect des valeurs culturelles, et développer ainsi des relations d'amitié entre les peuples et les nations et contribuer à la paix et à la prospérité.

62. Au niveau régional, il est nécessaire d'examiner et de faciliter la mise en œuvre de la Stratégie et aussi de soutenir la coopération en matière d'EDD. Le processus régional devrait tenir compte des autres activités menées en liaison avec la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable et être considéré comme une contribution aux initiatives globales en matière d'EDD.

63. La région possède une riche expérience de la coopération internationale en matière d'éducation, particulièrement dans l'enseignement supérieur. Un certain nombre de réseaux nationaux et sous-régionaux, d'établissements d'enseignement, de groupes de travail, de réseaux et associations d'universités et de programmes et de partenariats ont mis en chantier des formes multidisciplinaires d'éducation visant à trouver des solutions au problème du développement durable. Il s'agira de tirer le meilleur parti de leur expérience et de leurs moyens afin de promouvoir l'EDD. Il faudra aussi promouvoir la recherche, qui n'est pas très développée sur le plan international. Par ailleurs, un resserrement de la coopération internationale est nécessaire dans l'enseignement préscolaire et scolaire.

64. Il conviendrait de donner un rang de priorité élevé à des espaces de rencontre régionaux et sous-régionaux réunissant les milieux de l'enseignement (fonctionnaires, éducateurs, chercheurs, etc.) pour partager le fruit de leur expérience et les bonnes pratiques en matière de développement durable et d'EDD.

65. En raison du caractère complexe de l'EDD, outre les milieux de l'enseignement, d'autres

acteurs internationaux compétents devraient être invités à travailler en partenariat pour mettre en œuvre la Stratégie. Cette exigence vaut tout particulièrement pour la coopération internationale qui vise à améliorer les connaissances et les compétences en matière de développement durable de différentes catégories de cadres et de décideurs.

66. Les expériences et les besoins varient dans la région de la CEE. La coopération sous-régionale doit être renforcée. Cela permettrait de collaborer étroitement sur des questions très importantes pour une sous-région donnée, ce qui aiderait les pays à obtenir les meilleurs résultats pratiques.

67. Une évaluation plus approfondie des besoins des différentes sous-régions est nécessaire. L'accent devrait porter en particulier sur les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (EOCAC)²¹ et les pays d'Europe du Sud-Est (ESE) pour résoudre les principaux problèmes qu'ils rencontrent dans le domaine de l'éducation environnementale et de l'EDD. Parmi ces problèmes, il faut citer le manque de matériel pédagogique adéquat, l'utilisation peu rentable des capacités des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, la pénurie d'éducateurs qualifiés, une sensibilisation insuffisante ainsi que l'absence de coopération entre les départements et entre les parties prenantes. De plus, en ESE et dans les pays de l'EOCAC, l'enseignement dispensé aux enfants des campagnes est de qualité médiocre et les ressources financières et humaines manquent pour développer l'EDD. Il faudrait que les gouvernements, les organisations concernées et les donateurs prennent conscience de l'importance de la création de capacités, d'une assistance financière et d'un soutien en faveur de l'éducation ainsi que de programmes de recherche et de sensibilisation du public au développement durable dans les pays en transition et qu'ils agissent en conséquence²².

68. Les mesures clefs à prendre pourraient être les suivantes: renforcer les alliances et réseaux régionaux et sous-régionaux existant dans le domaine de l'EDD et encourager les programmes

de jumelage, la coopération bilatérale et les partenariats; utiliser, le cas échéant, des instruments internationaux contraignants tels que la Convention d'Aarhus et d'autres accords pertinents pour mieux sensibiliser les esprits aux questions de développement durable; faciliter l'échange de bonnes pratiques et d'expériences, d'innovations et d'informations sur les expériences et projets nationaux de coopération en faveur de l'EDD, par exemple, en faisant appel aux TIC et au site Web de la CEE; inclure l'EDD dans les programmes bilatéraux et multilatéraux pertinents; encourager la participation des ONG et autres mouvements importants à l'action internationale en faveur de l'EDD; encourager et coordonner les manifestations internationales visant à sensibiliser le public au développement durable; et promouvoir l'échange de données d'expérience.

69. À des fins de rationalité et de bonne communication dans la région, il est nécessaire de créer des centres de coordination ou de liaison dans tous les États membres de la CEE et dans les organisations internationales compétentes. Un comité directeur composé de représentants des secteurs de l'éducation et de l'environnement (ou d'autres secteurs pertinents) pourrait être créé pour suivre la mise en œuvre de la Stratégie. Le processus «Un environnement pour l'Europe» pourrait servir de cadre à des partenariats de coopération régionale en matière d'EDD et le Comité des politiques de l'environnement de la CEE pourrait être chargé d'examiner la mise en œuvre de la Stratégie, conformément à son programme de travail.

70. Lors des conférences «Un environnement pour l'Europe», les ministres souhaiteront peut-être faire le point sur la mise en œuvre de la Stratégie à partir de rapports nationaux et d'autres rapports pertinents. Les études de performance environnementale pourraient aussi comprendre une évaluation des mesures prises en faveur de l'EDD dans le pays considéré.

4. Rôles et responsabilités

71. Les pouvoirs publics devraient jouer un rôle de dynamisation favorisant la mise en œuvre de la Stratégie dans leur pays. Ils devraient évaluer et contrôler régulièrement celle-ci à tous les niveaux des institutions publiques.

²¹ Partenariats environnementaux dans la région de la CEE: Stratégie environnementale pour les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale. Cadre stratégique, cinquième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe», Kiev, 2003.

²² Voir également Plan de mise en œuvre; Sommet mondial pour le développement durable.

72. Les autorités éducatives locales et les établissements d'enseignement scolaire sont incités à se charger de la mise en œuvre des dispositions pertinentes de la Stratégie et à en assurer le suivi.

73. Les parties prenantes concernées, y compris les pouvoirs publics locaux, les enseignants et les scientifiques, le secteur de la santé, le secteur privé, l'industrie, les transports, l'agriculture, les syndicats, les médias, les organisations non gouvernementales, les communautés locales, les peuples autochtones et les organisations internationales devraient être invités à définir leurs priorités et à assumer la responsabilité de la mise en œuvre et du suivi de la Stratégie.

5. Questions financières

74. Pour assurer le succès de la Stratégie, il est indispensable de trouver au préalable les moyens financiers nécessaires à sa mise en œuvre. Afin d'évaluer correctement les coûts des mesures nécessaires pour atteindre les objectifs de la Stratégie et la rentabilité de cet investissement, il est essentiel de comprendre l'utilité de l'éducation pour introduire des politiques et pratiques de développement durable dans la société. L'éducation doit être considérée comme un investissement qui sera rentable à long terme.

75. De manière générale, chaque pays devrait assumer le coût de la mise en œuvre de la Stratégie. Les gouvernements devraient donc veiller à ce que les ressources nécessaires soient mises à disposition. Nombre des mesures proposées peuvent être intégrées dans le remodelage actuel du secteur de l'éducation. Certaines mesures pourraient être plus facilement exécutées en tant que projets sous-régionaux ou régionaux.

76. Les pouvoirs publics devraient envisager de recourir aux budgets et à des encouragements économiques pour financer l'EDD dans toutes les formes d'enseignement, notamment créer des bourses d'études en matière d'EDD et renforcer les capacités des établissements. On devrait s'efforcer d'inscrire l'EDD dans les programmes bilatéraux et multilatéraux pertinents. Des partenariats peuvent être constitués et devraient être encouragés pour rechercher l'appui, notamment sous forme de contributions en nature, des institutions de financement internationales et du secteur privé. Au premier stade de la mise en œuvre de la Stratégie, il sera indispensable de fournir une aide financière à

certaines parties de la région, en particulier les pays de l'EOCAC et ceux de l'ESE, pour les aider à lancer le processus.

6. Évaluation et calendrier

77. Afin d'évaluer la mise en œuvre de la Stratégie, on fixera un calendrier et des indicateurs. Permettre aux gens d'agir en faveur du développement durable, c'est affaire de qualité de l'éducation et d'études suivies. L'introduction d'une dimension de développement durable dans toutes les formes et à tous les niveaux de l'enseignement est un processus long dont le résultat ne peut être mesuré qu'à long terme.

78. La mise en œuvre de la Stratégie devrait être considérée comme un processus continu. Toutefois, pour faciliter l'évaluation de son progrès, trois phases sont proposées:

Phase I (d'ici à 2007): pour partir sur de bonnes bases, il est recommandé que chaque pays recense ce qu'il fait déjà dans le sens de la Stratégie. Il s'agirait notamment de procéder à l'examen des politiques, cadres juridiques et opérationnels, mécanismes financiers et activités éducatives en place, et d'identifier les éventuels obstacles ou lacunes. Des mesures correctives devraient être envisagées pour remédier aux problèmes et un plan national de mise en œuvre pertinent devrait être établi. Il faudrait élaborer des méthodes d'évaluation et des indicateurs, en particulier qualitatifs, de la mise en œuvre de l'EDD. Lors de leur conférence «Un environnement pour l'Europe», les ministres peuvent témoigner de leur engagement à l'égard de la Stratégie, célébrer les réussites, faire part des problèmes et préoccupations et rendre compte de l'état d'avancement de leurs stratégies au niveau national/de l'État.

Phase II (d'ici à 2010): la mise en œuvre des dispositions pertinentes de la Stratégie devrait être bien avancée. À cet égard, les pays devraient examiner les progrès réalisés dans la mise en œuvre de leurs stratégies nationales respectives et les réviser s'il y a lieu.

Phase III (d'ici à 2015 et au-delà): les pays devraient avoir bien avancé dans la mise en œuvre de l'EDD.

79. Pour faciliter une évaluation orientée vers les processus et disposer de points de repère, un certain

nombre de questions devraient être examinées, dont les suivantes: identification de responsables et de coordonnateurs de la Stratégie; cadres politiques, juridiques et réglementaires à l'appui de la Stratégie; cadre pour la coopération et les partenariats entre les gouvernements et entre les parties prenantes; pertinence des programmes d'éducation et des programmes d'apprentissage; formation initiale et continue concernant le développement durable, en particulier à l'intention des éducateurs; outils et matériels adéquats; recherche-développement sur le développement

durable; développement des secteurs non formels et informels de l'éducation; participation des médias et incidences sur les apprenants.

Note

Deux documents de base peuvent être consultés, pour information: le premier porte sur les processus internationaux passés et en cours relatifs à l'EDD (CEP/AC.13/2004/8/Add.1), et le second clarifie certains termes utilisés dans la Stratégie (CEP/AC.13/2004/8/Add.2).

DÉCLARATION CONCERNANT L'ÉDUCATION EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE



CHAPITRE III

**DÉCLARATION CONCERNANT L'ÉDUCATION
EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
des Ministres de l'éducation et de l'environnement
de la région de la CEE**

adoptée à la séance conjointe consacrée à l'éducation en vue du développement durable
lors de la sixième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe»
(Belgrade, 10-12 octobre 2007)¹

Nous, Ministres de l'éducation et de l'environnement de la région de la Commission économique pour l'Europe (CEE),

Confirmant notre vision pour l'avenir, qui est celle d'une région adhérant aux valeurs communes de solidarité, d'égalité et de respect mutuel entre les peuples, les pays et les générations²,

Confirmant l'importance du principe du développement durable comme étant la clef d'une mondialisation qui garantisse la protection de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles, l'élimination de la pauvreté ainsi qu'une consommation et production durables, et qui renforce la justice et les droits civils, l'égalité des sexes et les droits des enfants³,

Réaffirmant l'importance de l'éducation au développement durable (EDD) en tant qu'instrument de renforcement des capacités permettant aux peuples de faire de cette vision une réalité,

Célébrant l'adoption et le lancement de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable, qui est un instrument pratique de promotion du développement durable par l'éducation,

Soulignant que la coopération étroite entre le secteur de l'environnement, le secteur éducatif et tous les autres secteurs et acteurs concernés, en particulier les éducateurs et les organisations non gouvernementales, a contribué de façon significative au lancement de la Stratégie,

Nous félicitant des progrès réalisés jusqu'à présent dans la mise en œuvre de l'éducation en vue du développement durable dans nos pays et des avancées de la coopération régionale et sous-régionale en la matière,

Nous félicitant de la remarquable contribution des organisations non gouvernementales de la région de la CEE à la définition et à la mise en œuvre de l'éducation à l'école et hors de l'école,

Reconnaissant que le processus de mise en œuvre bénéficie de l'expérience régionale et mondiale et nous félicitant de la coopération fructueuse entre la CEE et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) dans le cadre du processus de mise en œuvre,

Notant avec satisfaction que le travail mené dans notre région dans le domaine de l'éducation en vue du développement durable contribue à la mise en œuvre des résultats pertinents du Sommet mondial pour le développement durable⁴ et de façon substantielle, à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement⁵ et à la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable⁶, sous la conduite de l'UNESCO au niveau mondial,

Nous félicitant de l'évolution de la situation en ce qui concerne l'éducation en vue du développement durable dans l'Union européenne et au niveau sous-régional, y compris dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et en particulier d'Asie centrale, d'Europe du Sud-Est et de la région méditerranéenne,

Appuyant la rationalisation des initiatives pertinentes et le renforcement des synergies entre les différentes démarches visant à assurer une EDD et le développement durable et entre les diverses activités éducatives organisées dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable, de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable, du processus «Un environnement pour l'Europe», de la Commission des Nations Unies

pour le développement durable, de la Stratégie méditerranéenne pour le développement durable, de la Stratégie nordique pour le développement durable et de l'Union européenne,

Reconnaissant que l'éducation en vue du développement durable doit prendre en compte les diverses spécificités locales, régionales et nationales et encourageant la participation de tous les acteurs, y compris les autorités publiques, les milieux enseignants, les organisations non gouvernementales, les entreprises, les jeunes et les médias,

Conscients de ce que l'éducation en vue du développement durable est une notion complexe et changeante et que sa mise en œuvre peut avoir à la fois des effets à court terme, dictés par des politiques favorables, et un impact plus profond sur la société qui ne peut être perçu qu'après une période prolongée,

Prenant en compte les préoccupations et les besoins exprimés par les États membres au cours de la première phase du processus de mise en œuvre et reconnaissant que certains pays, notamment des pays en transition, auront peut-être besoin de l'appui de donateurs pour réaliser les activités requises,

1. Appuyons vigoureusement la poursuite de cette initiative ambitieuse et confirmons que la mise en œuvre de l'éducation en vue du développement durable devra être bien engagée d'ici à 2010, comme indiqué dans la Stratégie;

2. Estimons que la poursuite de ce processus requiert l'institution d'une vaste plateforme politique propice à la coopération et à des partenariats aux niveaux régional et sous-régional. En particulier, il faudra privilégier les régions dans lesquelles les besoins sont les plus urgents et promouvoir la participation des pays de la région et au-delà, en s'appuyant sur un ensemble de priorités communes dans une perspective à long terme;

3. Demandons instamment à nos gouvernements de participer à la poursuite de cet effort de promotion des processus nationaux et de veiller à ce que les ressources nécessaires à cette fin soient disponibles;

4. Demandons instamment à nos gouvernements de suivre le processus de mise en œuvre en s'appuyant sur les indicateurs établis par le Groupe d'experts et de rendre compte à la CEE des progrès faits par leur pays dans des rapports qui, en même temps, serviront à notifier à l'UNESCO les progrès réalisés s'agissant de la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable;

5. Invitons la CEE à renforcer sa coopération avec l'UNESCO, organisme chef de file de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable, afin de tirer parti de toutes les synergies existantes;

6. Invitons la CEE à renouveler, par l'entremise de son secrétariat et en coopération avec tous les acteurs internationaux concernés, son appui à la poursuite du processus, contribuant ainsi à la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable;

7. Décidons de proroger le mandat du Comité directeur jusqu'en 2015 et le prions d'établir, avec le concours du secrétariat de la CEE, un plan de travail pour la mise en œuvre de la phase II de la Stratégie, comprenant notamment une assistance spécifique en fonction des résultats du premier rapport sur la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable ainsi que des besoins mis en lumière par les ateliers sous-régionaux à l'intention des pays d'Europe du Sud-Est ainsi que d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale et exprimés par les États membres;

8. Invitons les acteurs ainsi que les donateurs bilatéraux et multilatéraux à appuyer et à alimenter le processus de mise en œuvre;

9. Décidons qu'à l'avenir nos volets ministériels auront lieu périodiquement, de préférence dans le cadre des conférences «Un environnement pour l'Europe», selon qu'il convient, constituant ainsi un vaste cadre réunissant un large éventail d'acteurs.

Notes

- ¹ Additif 1 au rapport de la sixième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe» (ECE/BELGRADE.CONF/2007/4/Add.1).
- ² Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable (CEP/AC.13/2005/3/Rev.1), Réunion de haut niveau des Ministères de l'environnement et de l'éducation, Vilnius, 2005.
- ³ Tels que définis dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant de 1989.
- ⁴ Johannesburg (Afrique du Sud), 2002.
- ⁵ Résolution 55/2 de l'Assemblée générale des Nations Unies, en date du 18 septembre 2000.
- ⁶ Résolution 57/254 de l'Assemblée générale des Nations Unies, en date du 20 décembre 2002.

**RAPPORT INTÉRIMAIRE SUR L'APPLICATION
DE LA STRATÉGIE DE LA CEE
POUR L'ÉDUCATION EN VUE
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**



CHAPITRE IV

I. INTRODUCTION

Relevant le nouveau défi de l'ÉDD, les ministres de l'environnement et de l'éducation des États membres de la Commission économique pour l'Europe de l'ONU ont adopté la Stratégie de la CEE pour l'ÉDD, un outil opérationnel devant permettre de mettre en œuvre l'ÉDD (Vilnius, 2005). Les gouvernements se sont engagés à incorporer des thèmes relatifs au développement durable dans leurs systèmes d'éducation, dans toutes les disciplines qui s'y prêtent, ainsi que dans l'éducation non formelle et informelle. Ces thèmes incluent l'atténuation de la pauvreté, la paix, l'éthique, la démocratie, la justice, la sécurité, les droits de l'homme, la santé, l'équité sociale, la diversité culturelle, l'économie, la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles. Les six objectifs suivants traçaient un cadre en vue de la mise en œuvre, à savoir:

- a) Assurer que les cadres politiques, réglementaires et opérationnels appuient l'ÉDD;
- b) Promouvoir le développement durable par les enseignements formels, non formels et informels;
- c) Développer les compétences dans le secteur éducatif pour pratiquer l'ÉDD;
- d) Faire en sorte que les outils et les documents adéquats pour l'ÉDD soient accessibles;
- e) Promouvoir la recherche-développement sur l'ÉDD; et enfin
- f) Renforcer la coopération sur l'ÉDD à tous les niveaux dans la région de la CEE. Les gouvernements se sont engagés à réaliser des progrès dans la mise en œuvre de l'ÉDD comme suit:
 - i) Phase I (jusqu'en 2007) – prendre acte des activités existantes, mettre en œuvre les mesures initiales, et définir les priorités pour les activités futures;

- ii) Phase II (jusqu'en 2010) – commencer à intégrer le développement durable dans les programmes d'enseignement, examiner les progrès accomplis dans l'exécution des stratégies nationales² et revoir ces stratégies le cas échéant;

- iii) Phase III (jusqu'en 2015) – accomplir des progrès considérables dans la mise en œuvre de l'ÉDD³.

Le premier jour de la Conférence de Belgrade⁴, une séance conjointe spéciale a réuni les ministres de l'environnement et de l'éducation, qui ont examiné les progrès accomplis et les défis rencontrés au cours de la phase I et identifié les manières d'améliorer l'efficacité de la mise en œuvre de l'ÉDD. Ce premier rapport d'évaluation se concentre donc sur les enseignements qui ressortent de la phase I. Il donne une vue d'ensemble de la situation actuelle en ce qui concerne les progrès accomplis dans le déploiement de la Stratégie et présente des suggestions pour aller de l'avant. Pour ce faire, il s'efforce de mesurer le point auquel les objectifs de la Stratégie ont été atteints et met l'accent sur certaines tendances concernant le processus de mise en œuvre à divers niveaux (national, sous-régional et régional). Sur la base des activités qui ont été menées jusqu'ici, des recommandations sont proposées en vue de l'action à mener dans l'avenir.

Diverses sources d'information ont été utilisées pour élaborer le présent rapport. Les sources principales sont les rapports nationaux d'exécution⁵ soumis au secrétariat de la CEE par les 36 États membres⁶.

Le degré de précision des réponses apportées dans ces rapports varie considérablement; beaucoup de gouvernements se sont contentés de remplir la partie «oui/non» du questionnaire, tandis que d'autres ont apporté des réponses plus détaillées, en donnant des exemples, des éclaircissements et des données quantitatives.

Les informations contenues dans les rapports nationaux d'exécution ont été complétées par les

interventions des représentants des pays au cours des réunions du Comité directeur de la CEE pour l'EDD, des ateliers sous-régionaux et d'autres manifestations, ainsi que par le rapport d'évaluation de la mise en œuvre de l'EDD en Asie centrale⁷. En outre les «Pratiques optimales pour l'EDD»⁸ ont été appliquées pour comprendre la nature et l'orientation précise des activités liées à l'EDD et pour déterminer les obstacles et les conditions qui devraient être pris en considération pour améliorer la mise en œuvre de la Stratégie.

Le rapport s'efforce d'offrir une vue d'ensemble exhaustive des progrès accomplis, en décrivant les mesures d'EDD entreprises, avec des informations quantitatives et des exemples concrets d'activités, le cas échéant. Certains pays sont mentionnés plus souvent que d'autres; cela tient au fait que ces États ont donné des descriptions plus détaillées de leurs activités, ce qui permet de disposer de sources complètes et d'exemples. Cela ne signifie pas nécessairement que les pays qui ne sont pas décrits dans ce rapport ont moins à offrir ou ont accompli moins de progrès en termes de mise en œuvre de l'EDD.

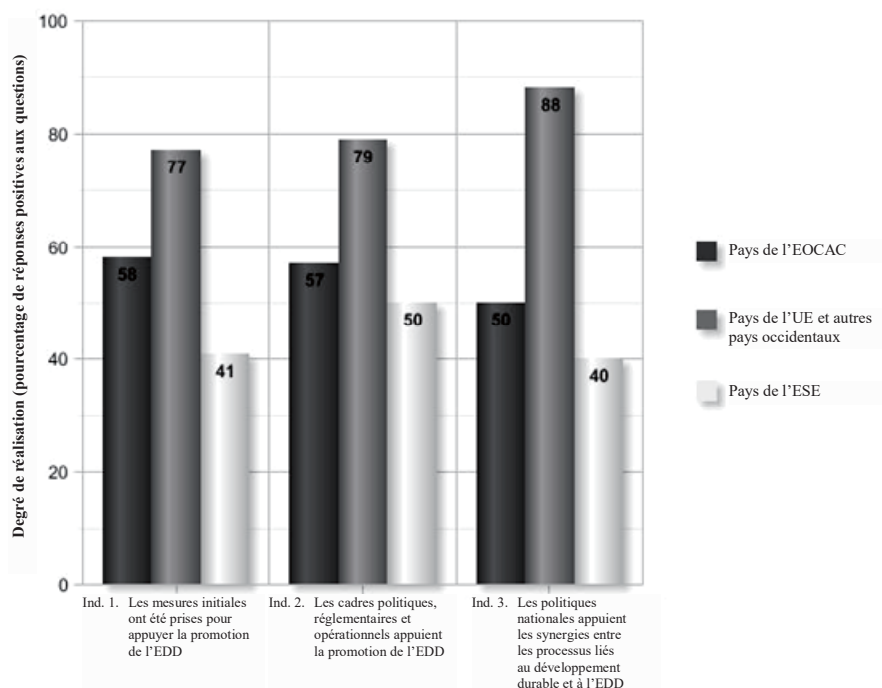
II. RÉPONDRE AUX OBJECTIFS DE LA STRATÉGIE

Ce chapitre est structuré suivant la présentation préconisée pour les rapports nationaux d'exécution⁹. Cette présentation est basée sur les six objectifs de la Stratégie et fait appel aux indicateurs principaux et aux indicateurs secondaires pour évaluer à quel point les objectifs ont été atteints¹⁰.

A. Cadres politiques, réglementaires et opérationnels

La figure 1 ci-dessous et le tableau figurant à l'annexe 1 donnent une représentation d'ensemble du degré auquel les mesures initiales de mise en œuvre de la Stratégie ont été appliquées. Bien que les pourcentages semblent très encourageants, deux points importants sont à relever. Premièrement, les pays qui n'ont pas communiqué de données sur les indicateurs n'ont pas été inclus dans le calcul¹¹, aussi les pourcentages ne représentent-ils pas fidèlement la situation réelle. Deuxièmement, les données n'apportent pas d'informations quant à la mesure dans laquelle les politiques, la coopération et les structures nouvellement mises en place fonctionnent dans la pratique. Cela supposerait des recherches additionnelles.

Figure 1 Application des mesures initiales de mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'EDD



Les chiffres montrent que la réalisation de la phase I est en bonne voie. En particulier, les pays de l'Europe orientale, du Caucase et de l'Asie centrale (EOCAC) ont accompli des progrès significatifs. Les pays de l'Europe du Sud-Est (ESE)¹² doivent encore relever un certain nombre de défis, en ce sens que bon nombre d'entre eux sont encore en train de prendre les mesures initiales permettant de soutenir la promotion de l'EDD. Dans une majorité de pays, des relations officielles ont été établies entre les ministères responsables des questions environnementales et de l'éducation. La coopération entre ces deux ministères inclut des activités comme l'échange d'informations nécessaires à la rédaction des documents sur le développement durable et l'EDD à l'intention des éducateurs et des responsables à l'échelon local, la promotion et la diffusion des concepts de l'EDD dans le public et parmi les fonctionnaires, et la définition et l'exécution de formations sur des thèmes touchant à l'EDD.

Plusieurs pays ont établi un groupe de travail spécial pour l'application de la Stratégie, qui réunit divers organes gouvernementaux et d'autres parties prenantes, à savoir organisations non gouvernementales (ONG), milieu des affaires, autorités régionales et institutions éducatives.

Les incitations économiques à l'appui de l'EDD semblent cependant manquer dans beaucoup de pays. En particulier dans les pays de l'EOCAC et de l'ESE, la plupart des activités du domaine de l'EDD sont appuyées financièrement par des ONG internationales et des organismes donateurs extérieurs.

Dans un tiers des pays qui ont répondu, un plan national d'exécution est actuellement en place. Moins de 50 % des pays répondants traitent de l'EDD par des textes appropriés intégrés dans la législation nationale ou la font figurer dans les programmes officiels nationaux d'enseignement.

B. Le développement durable dans l'éducation formelle, non formelle et informelle

1. Les principaux thèmes sont traités dans l'enseignement classique

Faute de données suffisantes, on ne peut guère tirer de conclusions concernant le point auquel les principaux thèmes du développement durable sont traités dans les programmes d'études

aux divers niveaux de l'enseignement classique. En ce qui concerne les types de thèmes, c'est la composante environnementale de l'EDD qui est majoritairement abordée. Le développement durable est conceptualisé de différentes manières, mais la plupart des concepts résultants sont de caractère écologique et environnemental, en particulier dans les pays de l'EOCAC. Les activités scolaires dans ces pays tendent à se concentrer sur les thèmes classiques, tels que la pollution de l'eau, la gestion des déchets et les économies d'énergie. Dans certains pays tels la Finlande, la Grèce, la Hongrie, le Kirghizistan et les Pays-Bas, un concept plus intégrateur du développement durable se dessine, et il est également tenu compte des perspectives socioéconomiques dans les contenus de l'EDD.

Plusieurs pays (certains pays de l'Union européenne et des pays de l'EOCAC) déclarent avoir une longue tradition d'éducation environnementale (EE). Cela tient au fait qu'ils ont, plus que d'autres, une tradition bien enracinée d'appui et de pratique d'activités extrascolaires liées à la protection de l'environnement.

Les thèmes environnementaux semblent être traités à tous les niveaux de la CITE¹³, tandis que des questions telles que l'atténuation de la pauvreté, les modèles de production et de consommation, les droits de l'homme, la citoyenneté, la responsabilité, les sciences économiques et le développement urbain et rural ont tendance à être traitées à des niveaux éducatifs plus élevés.

2. Les stratégies de mise en œuvre de l'EDD sont clairement identifiées

Généralement, aucune des stratégies de mise en œuvre de l'EDD dans l'enseignement classique (à savoir dans le cadre des matières classiques seulement, selon une approche transverse, selon un programme spécifique ou encore en tant que projet autonome) ne se dégage comme nettement plus développée que les autres. Il y a toutefois de légères différences entre les sous-régions: les pays de l'EOCAC ont tendance à se concentrer davantage sur l'intégration des questions d'EDD dans les disciplines classiques comme l'écologie, les sciences sociales, les sciences économiques et autres disciplines scientifiques; tandis que certains pays d'Europe occidentale et d'Europe du Nord pratiquent une approche plus multidisciplinaire¹⁴.

L'approche «institution entière»¹⁵ est un concept relativement nouveau qui exige de remettre en question les routines et les structures existantes. Par conséquent il n'est nullement surprenant que l'élaboration de cette approche n'en soit qu'aux premiers balbutiements. Beaucoup de pays, en particulier dans les sous-régions de l'EOCAC et de l'ESE, sont en train d'évaluer cette approche spécifique et la façon dont elle pourrait être adoptée à l'échelle de leurs institutions nationales. À l'heure actuelle, aucun des pays de l'EOCAC, deux des pays de l'ESE, et seulement 30 % des pays d'Europe occidentale ont étudié et défini cette démarche, et seuls 20 % des pays prévoient des incitations pour la soutenir. Quelques pays (par exemple la Hongrie et la République tchèque) signalent que quelques écoles ont adopté l'approche «institution entière», mais qu'elles ne représentent qu'une infime minorité des établissements éducatifs.

3. L'EDD est assurée par des systèmes d'évaluation/d'amélioration de la qualité

Peu de choses ont été faites dans le domaine des systèmes d'évaluation de la qualité de

l'éducation et de leur amélioration pour qu'ils incluent des critères visant l'EDD. Les modalités actuelles en matière d'évaluation de la qualité et d'accréditation restent axées sur les objectifs classiques d'acquisition de connaissances, mesurable en termes de savoirs ou de compétences générales que doivent acquérir les apprenants, et sur les résultats d'apprentissage axés sur les processus cognitifs dans les disciplines de base. L'incorporation de l'EDD dans l'éducation exige non seulement de nouvelles compétences de la part du personnel enseignant et des apprenants (à savoir la pratique d'une pensée systémique, l'éducation de la vision, l'utilisation de perspectives multiples, la résolution des problèmes), mais également l'adoption de nouveaux axes pour l'évaluation de la qualité et son amélioration.

Quelques exemples d'évolutions dans ce domaine peuvent être néanmoins constatés. La République tchèque a élaboré un dispositif national de délivrance d'un écolabel aux écoles et un dispositif de suivi de l'empreinte écologique des écoles. La Grèce pratique un dispositif d'écogestion et d'audit écologique (voir encadré 1).

Encadré 1 Le dispositif d'écogestion et d'audit écologique en Grèce

Le dispositif d'écogestion et d'audit écologique (DEAE) est un outil environnemental pour la mise en place volontaire d'un système de gestion environnementale dans l'organisation. Il est appliqué dans le secteur de l'éducation, et plus spécifiquement dans les écoles et les universités, qui entendent améliorer leur interaction environnementale. L'Université de Macédoine, à Thessalonique, est la première université de Grèce à avoir mis en œuvre le DEAE, avec la participation active de tous les étudiants, qui reçoivent une éducation à l'environnement. L'Université sera prochainement inscrite au registre grec des DEAE et il est escompté que d'autres universités et écoles suivent son exemple.

Source: Collection «Pratiques optimales pour l'EDD», CEE-UNESCO, 2007.

4. Méthodes et instruments d'EDD pour les apprentissages non formels et informels

L'élaboration de méthodes et d'instruments pour les apprentissages non formels et informels permettant d'évaluer les changements dans les connaissances, les attitudes et la pratique est en bonne voie: une majorité des pays traitent des questions de développement durable par des actions de sensibilisation tant informelles que publiques et appuient les formations en cours d'emploi. Ces dernières incluent notamment des activités de formation environnementale à l'intention des autorités locales, des entrepreneurs et des décideurs

(Estonie), et un «Réseau RSE»¹⁶ national, qui informe et aide les entreprises à mettre en œuvre la Stratégie de responsabilité sociale des entreprises (Pays-Bas). Les instruments qui permettraient d'évaluer les résultats de l'EDD dans le cadre de formations non formelles et informelles font cependant en grande partie défaut.

5. La mise en œuvre de l'EDD est un processus regroupant les diverses catégories de parties prenantes

Trop peu d'informations ont été fournies par les gouvernements pour formuler des conclusions

valables sur cette question. Dans la plupart des pays d'Europe occidentale, l'EDD est un processus regroupant les diverses catégories de parties prenantes, mais la mesure dans laquelle cette optique est valable ne peut être déterminée. Les parties prenantes les plus impliquées sont les ONG et les pouvoirs locaux.

C. Compétences dans le domaine de l'éducation

L'intégration de la notion de développement durable dans l'éducation exige de nouvelles compétences, et un renforcement des capacités pour l'EDD est nécessaire à tous les niveaux de l'enseignement classique. La principale difficulté tient au fait qu'il n'existe pas de définition commune des compétences liées à l'EDD, aussi appartient-il à chaque pays de définir des critères respectant quelques principes essentiels – par exemple pensée systémique et interdisciplinaire, éducation à une vision globale et recours à des perspectives multiples – en prenant en considération l'utilisation des connaissances locales et indigènes, mais en même temps en gardant à l'esprit les problématiques mondiales émergentes, comme les droits de l'homme, les changements climatiques, la sécurité sanitaire, la perte de biodiversité et l'introduction d'organismes génétiquement modifiés¹⁷.

Dans la plupart des pays, l'EDD ne fait pas partie du bagage de formation initiale des éducateurs; elle constitue plutôt un acquis de leur formation permanente. Quelques pays (par exemple l'Ouzbékistan) ont souligné que cette formation se concentre principalement, voire exclusivement, sur des thèmes liés à l'environnement. Pratiquement aucun pays ne rapporte avoir intégré l'EDD dans la formation des responsables et des administrateurs des établissements éducatifs. Quelques-uns des exemples donnés indiquent que des séminaires et des formations sont organisés notamment par les ministères de l'éducation et de l'environnement (par exemple à Chypre, en France, en Lettonie, en Lituanie et au Turkménistan). Pour résumer, le développement des compétences en matière d'EDD en tant que concept intégrateur est un défi important que ne relèvent pas encore la formation initiale et la formation continue des éducateurs, des chefs et des décideurs actuels dans le secteur de l'éducation. Par conséquent des efforts de renforcement des compétences sont nécessaires, à tous les niveaux de l'éducation formelle et non formelle, et ce dans tous les pays de la région. Les bas salaires des enseignants sont un facteur qui contribue à la médiocre exécution de cette mission. Cette observation vaut pour la région tout entière, et en particulier dans les pays des sous-régions de l'EOCAC et de l'ESE.

Encadré 2 Le programme d'écoécoles en Hongrie

Le programme d'écoécoles vise la constitution d'un réseau d'écoles agréées comme durables après une procédure de candidature et d'examen. Les établissements agréés peuvent participer à des réunions, échanger des documents, établir des contacts, et participer aux programmes nationaux et internationaux de formation permanente. Ainsi, ce réseau institue un cadre professionnel permettant aux écoles d'élaborer leurs propres projets de durabilité.

Source: Collection «Pratiques optimales pour l'EDD», CEE-UNESCO, 2007.

Dans la plupart des pays d'Europe occidentale, il existe des réseaux d'éducateurs impliqués dans l'EDD, qui dans bien des cas reçoivent un soutien gouvernemental. Le Canada a un site Web qui sert de forum de discussion et de centre d'échange pour les éducateurs dans les domaines de l'environnement, et propose des canevas de cours, des programmes d'enseignement

et d'autres documents. La Hongrie s'est dotée d'un programme d'écoécoles (voir encadré 2). En Lettonie et à Malte, les éducateurs coopèrent dans le cadre d'associations d'initiation à l'environnement. Aux Pays-Bas, on relève plusieurs réseaux d'éducateurs, allant du jardin d'enfants à l'enseignement supérieur (voir encadré 3).

Encadré 3 Le réseau national néerlandais pour le développement durable dans les programmes de l'enseignement supérieur

Le réseau national néerlandais pour l'intégration du développement durable (DHO) dans les programmes de l'enseignement supérieur a été lancé en 1998. Actuellement, plus de 1 000 éducateurs et personnels de gestion des instituts d'enseignement supérieur, responsables d'ONG, représentants d'entreprises et du Gouvernement participent activement au réseau. Outre ses membres aux Pays-Bas, le DHO collabore avec des partenaires internationaux du Nord comme du Sud. Le DHO vise à développer les perspectives d'apprentissage, les environnements d'apprentissage novateurs et les méthodologies d'enseignement universitaire permettant à l'individu d'acquérir des compétences en matière de développement durable. Plus spécifiquement, le DHO vise à multiplier ces perspectives pour tous les étudiants de l'enseignement supérieur des Pays-Bas.

Source: <http://www.dho.nl>.

D. Outils et documents

Il est nécessaire d'élaborer une documentation pour l'EDD à tous les niveaux, non seulement à l'intention des éducateurs et des formateurs d'enseignants, mais également pour d'autres parties prenantes de l'EDD (à savoir fonctionnaires, représentants des ONG, administrateurs et cadres du milieu des affaires). Dans la plupart des pays, une stratégie nationale d'encouragement à l'élaboration d'outils et de documents pour l'EDD fait défaut. Seuls un tiers des pays d'Europe occidentale et de la sous-région de l'EOCAC signalent avoir mis en place un tel mécanisme. Le nombre des pays qui investissent des fonds publics dans cette activité est considérablement plus élevé. Dans la sous-région de l'EOCAC toutefois, aucun gouvernement n'apporte de fonds à cette fin: l'élaboration des outils et des documents d'EDD est entièrement organisée par des investisseurs et organismes étrangers.

En ce qui concerne les mécanismes de contrôle de la qualité des outils d'enseignement et de documents didactiques, très peu de services publics soutiennent ou approuvent les critères de qualité. Ce sont principalement les pays de l'EOCAC et de l'ESE qui ont introduit des mesures de contrôle de la qualité; à quelques exceptions près, notamment la Grèce, la plupart des pays occidentaux n'ont pas pris de dispositions à cet effet.

La majorité des pays disposent d'outils d'enseignement et de documents didactiques pour l'EDD rédigés dans la langue nationale, mais ce n'est que dans quelques pays (à savoir l'Espagne, la Norvège et les Pays-Bas) que ces instruments sont applicables à tous les niveaux de la CITE. La sous-région de l'ESE est en retard dans ce domaine: seule la Serbie a élaboré des documents didactiques pour les écoles primaires, et des outils spécifiques pour l'enseignement supérieur, ainsi que des manuels de formation à l'intention des enseignants liés à l'éducation environnementale et à l'EDD.

Encadré 4 Le réseau d'éducation environnementale en Norvège

Le réseau d'éducation environnementale fonctionne comme un forum de rencontre pour les écoles, les établissements de recherche et les gestionnaires des affaires publiques, et il apporte un appui continu aux écoles. Le but est de donner des exemples des méthodes, de suggérer comment l'éducation peut être organisée, et de donner aux écoles accès à des informations à jour et de qualité garantie. Un autre but est d'assurer la qualité des activités éducatives et de renforcer les capacités pour ce type d'éducation au bénéfice de tous: élèves, professeurs et autres parties prenantes. La qualité des informations fournies sur le réseau est assurée par la liaison établie entre son site Web et le portail Web du Ministère de l'environnement. Les informations offrent à qui les consulte une vue d'ensemble et des perspectives diversifiées sur les thèmes les plus importants en matière d'environnement et de développement.

Source: Collection «Pratiques optimales pour l'EDD», CEE-UNESCO, 2007.

Dans les pays d'Europe occidentale et au Canada, l'accessibilité des outils d'enseignement et documents didactiques est assez bonne, à savoir que dans la majorité des pays leur diffusion est organisée dans le cadre d'une stratégie nationale. Parmi les pays de la sous-région de l'EOCAC, seule l'Ukraine signale disposer d'une telle stratégie: le matériel didactique pour l'EDD est disponible par l'Internet et il existe une base de données des outils et des textes pour l'EDD. En Estonie, les pages Web des Ministères de l'environnement et de l'éducation donnent accès à des sites communs sur lesquels sont disponibles des informations. La Norvège a lancé un réseau d'éducation à l'environnement (voir encadré 4).

E. Recherche-développement

Malgré les besoins dans le domaine de la recherche sur les questions connexes à l'EDD, peu de choses sont faites à cet égard. Bien que la

recherche portant sur les contenus et les méthodes d'EDD soit soutenue par les pouvoirs publics dans 20 des pays ayant répondu, pratiquement rien n'est fait au niveau national pour évaluer les résultats de l'application de la Stratégie. Le nombre de programmes d'enseignement universitaire avancé traitant de l'EDD est faible, et seuls quelques pays indiquent prévoir des bourses publiques pour appuyer la recherche universitaire sur l'EDD. Par exemple, en Belgique, un centre d'expertise pour le développement durable a été constitué pour offrir des données, des instruments, des méthodes et des évaluations qui peuvent être utilisés pour développer plus avant les politiques d'EDD. Au Canada, une initiative de recherches sur le développement durable a été lancée (voir encadré 5). Dix-neuf pays rapportent prévoir un soutien à l'innovation et au renforcement des capacités pour la pratique de l'EDD, mais le type d'appui disponible n'apparaît pas clairement.

Encadré 5 Initiative de recherches sur le développement durable au Canada

L'Initiative de recherches sur le développement durable (SRDI) est un groupe de recherche à l'Université de Colombie-Britannique qui encourage la collaboration interdisciplinaire au sein du corps enseignant et entre les départements et d'autres instances de l'Université, ainsi qu'avec d'autres instituts et programmes menant des recherches sur la durabilité au Canada et ailleurs dans le monde.

Source: Réponse du Canada au questionnaire de l'UNESCO, 2006.

F. Coopération en matière d'EDD

La coopération entre les pays semble être étroite: la grande majorité des pays signalent que leurs services publics nationaux sont insérés dans des réseaux internationaux et les soutiennent. Dans la sous-région de l'EOCAC par exemple, il existe une forte coopération dans le cadre du Groupe de travail de l'Asie centrale sur l'EDD (voir encadré 7), et la coopération transrégionale opère par le biais du réseau Baltic 21 (voir encadré 6), qui associe plusieurs pays de l'Union européenne et la Fédération de Russie. Seuls quelques pays

promeuvent activement l'EDD dans les instances internationales en dehors de la région de la CEE. La Grèce est très active à cet égard en diffusant la Stratégie vers d'autres pays du bassin méditerranéen n'appartenant pas à la région CEE. Le Canada encourage activement l'EDD en Inde (en contribuant à l'organisation de la Conférence «Éducation pour un avenir durable») et au Burkina Faso, en fédérant les principaux organes francophones qui travaillent sur l'éducation environnementale (EE) pour échanger des informations et collaborer dans le cadre de différentes initiatives éducatives.

Encadré 6 Le réseau Baltic 21

Baltic 21 est un processus régional regroupant diverses catégories de parties prenantes pour le développement durable lancé en 1996. Sa mission est de poursuivre le développement durable dans la région de la mer Baltique dans le cadre d'une coopération régionale associant plusieurs parties prenantes. Baltic 21 représente donc un cadre régional de mise en œuvre du programme Action 21 convenu lors du Sommet mondial sur le développement durable et des activités correspondantes, tout en se concentrant sur le contexte régional dans la perspective du développement durable.

Source: www.baltic21.org.

Encadré 7 Groupe de travail de l'Asie centrale sur l'EDD

Le Groupe de travail de l'Asie centrale travaille à la mise en œuvre de projets d'EE et d'EDD dans la sous-région. Composé de représentants des ministères de l'éducation, de l'environnement, des sciences et d'ONG, il coordonne le mécanisme et les programmes d'EE et d'EDD. L'action est menée dans le cadre de conférences sous-régionales annuelles où les travaux de l'année sont récapitulés et où le nouveau programme est établi. Ces réunions permettent aux différents pays de se tenir bien informés de la politique internationale, régionale et sous-régionale en matière d'EDD et à se renseigner sur les enjeux, les besoins et les solutions qui caractérisent les pays d'Asie centrale. Elles sont également l'occasion d'échanger l'expérience, de présenter des exemples de pratiques optimales, et de coordonner efficacement les efforts et l'action afin de concevoir conjointement de nouveaux outils analytiques, pédagogiques et méthodologiques, et de formuler une position sous-régionale en vue de la représentation au niveau international.

Source: Examen des progrès en matière d'EDD en Asie centrale, CAREC, 2006.

G. Préservation, utilisation et promotion des savoirs des populations autochtones aux fins de l'EDD

Les savoirs indigènes devraient être valorisés et préservés en tant que partie intégrante de l'EDD, au même titre que les autres types de connaissances, à savoir scientifiques, locales et empiriques.

Il n'a guère été fait de progrès dans la mise en œuvre de ce segment, bien que beaucoup de pays de la région détiennent d'abondantes sources de connaissances indigènes et autres savoirs locaux. Seuls quelques pays ont mis en vedette des activités

dans ce domaine. Au Kirghizistan, les connaissances traditionnelles dans le domaine de la préservation de la biodiversité ont été répertoriées et exploitées. En Norvège, le programme d'enseignement de la scolarité obligatoire sur dix ans prend en compte les besoins spécifiques de la population sami. La Croatie rend compte d'activités de collecte et de préservation de costumes folkloriques et traditionnels, de musiques et de danses, et d'intégration des connaissances traditionnelles sur les fruits et les plantes dans les programmes scolaires. Le Canada a lancé des initiatives visant la population inuit (voir encadré 8).

Encadré 8 Programme d'enseignement dans la perspective inuit au Canada

En 2004, le Gouvernement canadien a décidé que le système d'éducation devait être remodelé dans le contexte de l'*Inuit Quajimajatunqagit* (ce qui se traduit comme désignant «ce que les Inuits savent de longue date») et qu'élever les enfants, les instruire et prendre soin de ceux qui sont dans le besoin représente un processus collectif qui appartient à la communauté. *Inuuqatigiit: le programme d'enseignement dans la perspective inuit* jette les bases de l'éducation dans ce groupe indigène. Le développement durable, dans son acception la plus large, est une valeur fondamentale de la vie d'Inuit et devient de ce fait le principe fondamental de l'éducation.

Source: Intervention du Canada devant le Comité directeur de la CEE pour l'EDD, 2005.

H. Auto-évaluation par les pays

Seuls 10 pays qui ont soumis un rapport national d'exécution ont répondu au questionnaire d'auto-évaluation. Par conséquent on ne peut pas dire grand-chose sur ce point.

Généralement, le niveau de mise en œuvre de la Stratégie pour l'EDD est «en cours»; par exemple 14 indicateurs ont été définis par la Slovaquie comme étant «en cours» [d'avancement]. Dans le même temps, il existe de grosses différences entre les pays. La Suède et les Pays-Bas, par exemple, «ont atteint» trois objectifs et en sont au stade intitulé «en cours [d'avancement] en développement» en ce qui concerne les autres indicateurs. Ce dernier pays n'a pas encore commencé à élaborer un mécanisme de contrôle de la qualité pour ce qui est des outils et de la documentation pour l'EDD. Cet indicateur est celui qui est le plus souvent cité par les pays comme «non commencé». Le Kirghizistan en est aux toutes premières étapes du processus d'application, car les cases «non commencé» ont été cochées pour la plupart des indicateurs.

III. QUELQUES TENDANCES SOUS-RÉGIONALES

Pour cerner des tendances sous-régionales dans la mise en œuvre de la Stratégie, les trois éléments suivants ont été pris en considération:

a) Domaine d'application: le niveau auquel la mise en œuvre de l'EDD se fait (par exemple local, scolaire, État; éducation des élèves/étudiants; formation des enseignants ou éducation informelle);

b) Stratégie d'exécution: l'approche qui est pratiquée, à savoir émancipatrice par opposition à instrumentale¹⁸;

c) Thèmes centraux: les thèmes liés au développement durable qui sont principalement traités.

A. Europe orientale, Caucase et Asie centrale

De manière générale, la sous-région de l'EOCAC a accompli des progrès considérables dans la mise en œuvre de la Stratégie. Les

gouvernements manifestent leur engagement envers les objectifs, ce qui a eu pour conséquence l'établissement des cadres politiques, réglementaires et opérationnels nécessaires pour donner substance à la Stratégie.

Cependant, les activités liées à l'EDD sont actuellement menées principalement au niveau national, et ce pour les raisons suivantes:

a) Les principes et les impératifs du développement durable sont peu connus du grand public; par conséquent les initiatives se dessinent pour la plupart au niveau national;

b) Traditionnellement, la structure politique des pays de l'EOCAC est centralisée, donc la plupart des actions significatives sont lancées au niveau national;

c) Il y a peu de coopération entre les autorités et les principales parties prenantes, par exemple les écoles, les ONG, les instituts de formation, les médias et les milieux d'affaires.

Les activités d'EDD revêtent ainsi un caractère plutôt instrumental et prescriptif. Les thèmes, les approches et les méthodes sont pilotés par les instances de haut niveau, laissant peu de marge aux institutions de niveau local (par exemple écoles, centres sociaux, instituts de formation et organisations d'enseignants) pour tracer et suivre leur cheminement vers des solutions plus émancipatrices, associant plusieurs parties prenantes.

Les raisons possibles du caractère instrumental des processus d'EDD pourraient être les suivantes:

a) La mise en œuvre (par exemple thèmes, méthodes, documents) est dans une grande mesure copiée sur les modèles des pays d'Europe occidentale et réalisée par des ONG étrangères. Cela se manifeste dans le fait que l'on préfère souvent traduire des textes étrangers existants plutôt que de créer ses propres outils et ouvrages. Ainsi manque sans doute un véritable sentiment de maîtrise du processus de mise en œuvre;

b) Le système éducatif, dans la sous-région de l'EOCAC, est encore très centralisé et

dirigé par les gouvernements, ce qui laisse peu de marge aux écoles et aux enseignants pour se doter de programmes d'EDD de façon plus autonome;

c) Les enseignants sont mal payés alors qu'ils ont beaucoup de responsabilités et qu'ils travaillent sous pression. Ils ont donc peu d'occasions d'élaborer et d'organiser des activités nouvelles, d'étendre les programmes et d'innover, ou de participer à des formations.

Dans le domaine de l'EE, des activités relevant d'initiatives locales et plus émancipatrices existent, car les pays de l'EOCAC ont souvent une longue tradition d'activités périscolaires liées à l'environnement. Mais cela conduit à mettre surtout l'accent sur les questions environnementales dans l'EDD, la différence entre l'EE et l'EDD étant souvent mal perçue (seul le Bélarus déclare que l'EE et l'EDD sont conceptuellement différentes).

Un dernier facteur qui complique l'application de la Stratégie dans la sous-région de l'EOCAC tient au fait que l'EDD est fondée davantage sur la génération de valeurs plutôt que sur l'acquisition de connaissances, alors que l'éducation dans des pays de l'EOCAC est avant tout centrée sur ce dernier aspect.

B. Europe du Sud-Est

Il y a beaucoup de similitudes entre les sous-régions de l'ESE et de l'EOCAC en ce qui concerne le domaine d'application (les actions concernant l'EDD sont principalement menées au niveau national), la stratégie d'exécution (peu de participation groupée de plusieurs parties prenantes), et les thèmes centraux (l'accent est mis sur les thématiques environnementales et il n'y a pas de distinction conceptuelle entre l'EE et l'EDD). Ces parallélismes tiennent également à des conditions initiales analogues: un système politique et scolaire centralisé; une dépendance élevée vis-à-vis des idées et des ressources des pays occidentaux; enfin les éducateurs travaillent sous forte pression pour de bas salaires.

La principale différence entre les deux sous-régions réside dans la transformation à grande échelle des systèmes éducatifs entreprise dans la plupart des pays de l'ESE qui sont tenus de se conformer aux normes de l'UE. Ce processus de transformation revêt trois grandes caractéristiques:

a) Avec la réforme, le système éducatif devient une combinaison d'éléments des modèles antérieurs et de nouvelles idées éducatives, et il est influencé par les notions émergentes de démocratie et de développement autonome;

b) Les réformes éducatives générales qui sont en cours génèrent une nouvelle dynamique dans le système, laquelle représente une ouverture pour l'introduction de l'EDD;

c) Les pays de l'ESE sont à la recherche d'une identité européenne dans laquelle s'intègre leur patrimoine national. Ceci influe sur la redéfinition de leurs systèmes éducatifs, et ouvre potentiellement des perspectives pour des processus participatifs et exploratoires d'EDD au niveau des établissements scolaires.

Une deuxième différence réside dans l'absence d'une organisation fédératrice structurée comme le Groupe de travail de l'Asie centrale sur l'EDD, qui constitue une plate-forme de coopération et renforce de ce fait les activités d'EDD dans la sous-région.

C. Amérique du Nord: l'exemple du Canada

À la différence des pays de l'EOCAC et de l'ESE, le système politique et éducatif du Canada est décentralisé par nature. Pour partie en raison de ce caractère, on constate:

a) Une étroite coopération entre les organes de l'État et les autorités locales;

b) Une participation intense des diverses parties prenantes à l'application de la Stratégie.

Cela facilite grandement le développement de l'EDD à tous les niveaux de la société.

Faute de données suffisantes sur la nature précise des différents projets liés à l'EDD, on ne peut guère se prononcer sur la stratégie générale appliquée. Vu que le Gouvernement accorde des crédits aux éducateurs qui planifient, élaborent et appliquent en collaboration des éléments de programme sur le développement durable, la stratégie nationale semble privilégier et stimuler le développement de processus émancipateurs et exploratoires en matière de développement durable dans les établissements d'enseignement et dans les groupes sociaux.

La plupart des projets décrits sont liés aux thèmes environnementaux dans le cadre de l'EDD. Ainsi, le Canada souligne notamment la conceptualisation environnementale/écologique du développement durable. Cela ne signifie pas nécessairement qu'aucune activité n'est menée dans le champ des questions sociales et économiques. Il y a lieu de penser que beaucoup d'ONG travaillent à l'EDD et couvrent des thématiques telles l'éthique, l'équité et la justice sociale.

D. Pays de l'Union européenne et autres pays d'Europe occidentale

On relève de grandes différences entre les pays de cette sous-région, et il est donc difficile de distinguer des tendances générales. Les pays qui sont entrés dans l'UE lors des deux derniers cycles d'adhésion (par exemple la Bulgarie, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie) ont tendance à présenter plus de caractères communs avec les pays de l'EOCAC et de l'ESE qu'avec certains pays d'Europe occidentale (par exemple la Norvège, les Pays-Bas et la Suède). Ces derniers ont mis en place un modèle de systèmes éducatif et politique décentralisés, permettant aux établissements au niveau local (par exemple les écoles et les centres sociaux) d'avoir leur propre interprétation de l'EDD. Il en résulte un nombre relativement élevé d'activités dans tous les secteurs de la société. Certains pays ont des réseaux nationaux et des plates-formes pour rechercher des synergies entre ces initiatives indépendantes.

Le débat sur le sens à donner à l'EDD se poursuit; il est en effet difficile d'analyser le concept sous tous les angles pour en donner une définition très claire, car son interprétation dépend en grande partie du contexte et de l'utilisateur, et elle est dynamique dans l'espace et dans le temps. La seule caractéristique constante du processus d'EDD semble être qu'il ne répond à aucune définition ou mode opérationnel universels. Ce trait influence fortement la manière dont la Stratégie est mise en œuvre, en particulier dans les pays où beaucoup d'initiatives sont déjà menées. Le sens très large donné au concept d'EDD permet aux autorités et aux divers organes administratifs de l'utiliser comme un «concept-valise» et de classer une large gamme d'activités comme relevant de l'EDD alors que tel n'est pas entièrement le cas. Bien que le nombre d'initiatives actuellement en cours semble être prometteur, il n'indique pas en soi grand-chose sur la mesure dans laquelle les

institutions et les organisations ont véritablement redéfini leur perspective pour que les questions de durabilité puissent être intégrées à leur vision, leur éthique, leur pensée et leur fonctionnement.

IV. ENSEIGNEMENTS TIRÉS

La présente section se fonde sur les «pratiques optimales pour l'EDD»¹⁹ indiquées par les gouvernements et les parties prenantes. Ces «pratiques optimales» ont été classées selon leurs principaux objectifs, et sept grandes tâches se dégagent. Ces tâches peuvent être considérées comme les éléments clefs du processus de mise en œuvre mené dans la phase I. Elles sont exposées à la figure 2 (annexe II), et illustrées par les mesures mises en œuvre pour réaliser les objectifs correspondants.

Le texte ci-après se veut un descriptif concis des principales tâches et des mesures correspondantes. Pour mieux comprendre quelle doit être la teneur de ces mesures, le lecteur est invité à se reporter au texte intégral des «pratiques optimales», qui donne des exemples concrets de la mise en œuvre de ces mesures dans la pratique²⁰.

A. Amélioration des activités existantes

Dans tous les pays, il est nécessaire d'utiliser de manière optimale les résultats et l'expérience générés dans le cadre des programmes nationaux existants d'EDD afin de les développer plus avant. Parmi les mesures les plus importantes que les pays ont appliquées pour ce faire, on peut citer:

- a) Décerner des labels aux établissements qui manifestent une bonne pratique;
- b) Entreprendre un référentiel des établissements;
- c) Communiquer efficacement et diffuser l'expérience et les résultats dans tous les secteurs de la société dans le cadre d'une coopération interinstitutionnelle, et au moyen de plates-formes et de centres d'information.

B. Mise en place d'un cadre stratégique

Diverses pratiques optimales se rapportent à l'établissement d'un cadre méthodologique ou stratégique pour la mise en œuvre de l'EDD. Les

mesures principales appliquées par les gouvernements sont à cet égard:

a) L'établissement d'une coopération interinstitutionnelle (par exemple, entre les ministères et les organismes publics et les ONG, ou entre les établissements scolaires et les organisations éducatives);

b) La création de réseaux ou de plateformes, le cas échéant de caractère international, par le biais desquels la collaboration entre différents secteurs de la société peut être stimulée.

C. Institutionnalisation de l'EDD

Les pays qui ont la plus longue tradition dans le domaine de l'EDD voient dans la coordination et la liaison entre des initiatives indépendantes un point faible. Il convient de fédérer les activités parallèles pour renforcer leur impact. Pour ce faire, des mesures analogues à celles citées sous le point A ci-dessus peuvent utilement être appliquées.

D. Intégration de l'EDD dans les programmes

La plupart des «pratiques optimales» mentionnées sont axées sur l'intégration de l'EDD dans les programmes scolaires. Toutes les mesures mentionnées à la figure 2 contribuent de fait à ce processus, mais plusieurs d'entre elles méritent d'être mises en lumière:

a) Les méthodes fondées sur les TIC sont considérées comme prometteuses pour la pratique concrète de l'EDD;

b) Plusieurs projets se concentrent sur l'élaboration de méthodes d'enseignement novatrices;

c) Dans beaucoup de «pratiques optimales», la participation active des élèves et des enseignants à l'élaboration des outils et documents d'EDD est considérée comme déterminante, de même que la pratique interdisciplinaire en ce qui concerne le développement durable.

Encadré 9 La «trousse verte», telle qu'élaborée par le Centre régional pour l'environnement d'Europe centrale et orientale

La «trousse verte» est un kit multimédia d'études environnementales principalement destiné aux instituteurs européens et à leurs élèves. Elle porte sur des aspects particuliers de la protection de l'environnement et du développement durable, et inclut divers matériaux éducatifs tels que livre du maître assorti de fiches documentaires, plans de cours et fiches thématiques pour les élèves, collection de films, clips d'animation et films éducatifs, et un CD-ROM interactif contenant une foule d'informations sur divers sujets environnementaux. Des «trousses vertes» spécifiques aux différents pays sont éditées par les partenaires gouvernementaux et professionnels en fonction des résultats d'une étude de faisabilité nationale. Les trousses sont distribuées aux enseignants à l'issue d'une session de formation.

Source: Collection «Pratiques optimales pour l'EDD» CEE-UNESCO, 2007.

E. Développement des compétences pour l'EDD

Un grand nombre de pays, en particulier dans les sous-régions de l'EOCAC et de l'ESE, ont indiqué que le processus de mise en œuvre est ralenti par le manque de compétences des personnels dans le domaine de l'EDD. De nombreux projets visent donc à corriger la situation par les moyens suivants:

a) Formation des éducateurs;

b) Production de documents de tous ordres (trousses à outils) et élaboration de méthodes d'enseignement novatrices;

c) Échange d'expériences au niveau international;

d) Développement des connaissances par la recherche-action;

e) Création de plateformes pour rendre les instructions pédagogiques facilement accessibles (par exemple par les canaux virtuels et réseaux).

F. Sensibilisation du public

Il est nécessaire de créer une base de soutien dans le grand public en ce qui concerne l'EDD en général et les principes et les objectifs de la Stratégie en particulier. Les buts et les objectifs n'ont pas encore été suffisamment transmis du plan national vers l'échelon local. Dans les pratiques optimales qui visent la sensibilisation du public, c'est souvent une «approche communautaire» qui est utilisée, par laquelle la communauté locale (par exemple les enseignants, les élèves et les parents) est activement impliquée dans la création et la réalisation d'un projet d'EDD. Dans d'autres projets c'est aux «nouveaux médias» (par exemple films, festivals de musique) qu'il est fait appel pour attirer l'attention du public.

G. Diffusion de l'information relative à l'EDD

La dernière tâche qui ressort de la réflexion sur les «pratiques optimales» est l'amélioration de l'accessibilité de l'information liée à l'EDD. Il ne s'agit pas seulement de la diffusion des informations liées à l'EDD et des principes et objectifs de la Stratégie par le biais de mesures telles celles citées à la section F ci-dessus, mais également de la création de centres et voies de communication par le biais desquels les praticiens dans le domaine de l'EDD, par exemple les éducateurs et les responsables administratifs, peuvent facilement mettre la main sur la documentation requise et recevoir des avis éclairés. Ce segment correspond principalement aux plateformes internationales, à l'utilisation des «nouveaux médias» et à la création de centres éducatifs.

V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Dans le présent chapitre sont récapitulées les conclusions les plus importantes concernant l'avancement actuel dans le processus de mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'EDD, en pointant les principales faiblesses, les enjeux et les recommandations correspondantes pour la phase suivante du processus de mise en pratique.

A. Conclusions et recommandations concernant la région CEE dans son ensemble

De la politique à la pratique

Le programme de la phase I est en bonne voie; la plupart des pays manifestent leur engagement à mettre en place les politiques, la coopération et les structures nécessaires pour appliquer la Stratégie. Il manque cependant des actions concrètes pour donner suite aux mesures adoptées au niveau politique. Le processus d'application devrait dépasser le stade de la seule stratégie pour passer à des plans d'action spécifiques pour l'EDD, par pays et par région.

La coopération interdépartementale et la participation conjointe de plusieurs catégories de parties prenantes sont suivies

L'axe principal de la Stratégie, à savoir le fait que des mécanismes de partenariat doivent être établis entre les différents ministères et instances et que la participation conjointe de plusieurs catégories de parties prenantes doit être stimulée, semble recueillir le soutien de la plupart des pays. Il faut toutefois garder présent à l'esprit que les partenariats ainsi établis ne doivent pas rester des protocoles théoriques, mais qu'une authentique communication doit s'établir entre les partenaires (par exemple les ministères de l'éducation et de l'environnement).

Plus d'engagement grâce à des incitations économiques

Les incitations économiques à l'appui de l'EDD semblent manquer dans beaucoup de pays, en particulier dans les pays des sous-régions de l'EOCAC et de l'ESE. Cela semble indiquer que, dans une certaine mesure, les gouvernements manquent encore de détermination pour s'engager pleinement dans la mise en œuvre de la Stratégie.

Passer de la perspective environnementale à un concept plus intégrateur de l'EDD

Dans beaucoup de pays, c'est principalement la composante environnementale de l'EDD qui est traitée. Un accent plus marqué devrait être placé sur d'autres aspects du développement durable (à savoir les aspects sociaux et économiques), tout en tenant compte du fait que, dans la conjoncture, certains thèmes sont plus appropriés ou urgents dans

certaines pays, et qu'il faut savoir choisir au cas par cas. La détermination des priorités est un élément important dans l'élaboration, par les différents pays, d'une stratégie nationale appropriée d'EDD. Par conséquent les pays doivent avoir toute la latitude voulue pour choisir et adopter les problématiques et les méthodes spécifiques qui conviennent.

Traiter des questions restées dans l'ombre

Plusieurs questions ont été insuffisamment traitées jusqu'ici et doivent donc retenir l'attention:

a) Dans la plupart des pays, l'EDD n'est pas intégrée dans la formation initiale des éducateurs. En fait, beaucoup de pays indiquent que cette lacune est un obstacle majeur à l'exécution de la Stratégie. Les formateurs des futurs enseignants devraient être considérés comme les parties prenantes déterminantes dans le processus de mise en œuvre de l'EDD. Ainsi apparaît-il comme nécessaire d'apporter un soutien accru aux ateliers régionaux (ou sous-régionaux) d'EDD à l'intention des formateurs d'enseignants, en se concentrant sur les contenus et les effets potentiels de l'EDD, l'assimilation de ses principes, et les processus et méthodes d'enseignement, ainsi que sur les stratégies d'intégration de l'EDD dans les programmes;

b) Les mécanismes de contrôle de la qualité des outils et des matériels didactiques pour l'EDD sont insuffisants. L'utilisation d'un ensemble dynamique d'indicateurs de la qualité de l'EDD, et l'introduction d'un mécanisme de contrôle continu et d'évaluation permettraient de renforcer la qualité de l'EDD;

c) La recherche dans le domaine de l'EDD fait encore défaut, et les résultats des recherches passées et actuelles sont diffus et restent sous-utilisés. Le besoin se fait sentir de disposer de plates-formes intermédiaires pour promouvoir la recherche dans le champ de l'EDD, d'une part en articulant le segment politique avec la pratique en ce qui concerne la mise en œuvre de l'EDD, et de l'autre en opérant des synthèses et en diffusant les travaux sur l'EDD de manière accessible et utile pour les décideurs et les praticiens;

d) La préservation, l'utilisation et la promotion des connaissances indigènes demeurent un point faible dans le processus de mise en œuvre de l'EDD dans une majorité de pays. Cela peut tenir

en partie à la méconnaissance de l'existence de ces savoirs et de leur contribution potentielle à un monde plus durable. Une sensibilisation à tous les niveaux à cet égard devrait être une composante essentielle de la Stratégie nationale pour l'EDD.

Se concentrer sur les contenus et les méthodes d'enseignement

Actuellement, la plupart des pays ont tendance à se concentrer sur l'intégration de la teneur de l'EDD dans les programmes d'enseignement et la formation. L'EDD toutefois réclame des approches entièrement nouvelles de l'enseignement et de l'apprentissage, notamment:

a) Un changement de perspective en ce qui concerne la définition des programmes d'enseignement, donc l'abandon de la hiérarchie descendante pour adopter le principe de la participation active des élèves à la négociation des contenus et de la nature de leur propre apprentissage dans l'environnement où ce dernier se fait²¹;

b) Un recentrement, pour passer de la simple transmission de connaissances à la génération de valeurs chez les élèves.

B. Conclusions et recommandations spécifiques à la sous-région de l'EOCAC

Bien qu'il y ait beaucoup de choses à apprendre des expériences des pays qui ont une plus longue habitude de l'EDD, les pays de la sous-région devraient également se concentrer sur l'élaboration de leurs propres mesures d'EDD, pour devenir moins dépendants des incitations étrangères et acquérir la maîtrise de leur stratégie aux niveaux national et local. Cela pourra aussi préparer le terrain pour faire un meilleur usage des connaissances locales et indigènes.

Les écoles et les enseignants devraient avoir plus de latitude pour élaborer des programmes d'EDD directement fondés sur les besoins liés à leur environnement immédiat et à la communauté locale, ce qui rendrait le processus de mise en œuvre plus participatif, plus approprié aux conditions locales et donc plus chargé de signification.

C. Conclusions et recommandations spécifiques aux pays de la sous-région de l'ESE

La dynamique actuelle du système éducatif offre des perspectives d'innovation qui devraient être saisies s'agissant d'intégrer l'EDD dans les programmes d'apprentissage et dans les mécanismes existants et/ou émergents d'assurance de la qualité.

Il conviendrait de créer officiellement un forum spécifique à la sous-région pour coordonner et renforcer les activités d'EDD. Quoique des activités communes et des échanges dans le contexte de l'EDD soient déjà menés, de nouvelles synergies pourraient se dégager dans le cadre d'un forum plus structuré, sur le modèle du Groupe de travail de l'Asie centrale sur l'EDD.

D. Conclusions et recommandations spécifiques aux pays d'Europe occidentale et au Canada

Les différences significatives présentes entre les pays devraient être exploitées, car elles représentent l'occasion de partager efficacement la large gamme d'expériences qui caractérise ce groupe. Pour y parvenir fructueusement, les mécanismes d'échanges devraient être renforcés et développés.

De nombreuses initiatives indépendantes sont menées, dont beaucoup illustrent les pratiques optimales d'EDD. Pour renforcer le processus de mise en œuvre dans son ensemble, ces initiatives et les enseignements que l'on peut en tirer doivent être rendus accessibles et être exploités pour faire progresser encore l'EDD.

Il existe un risque que l'EDD puisse perdre du terrain du fait des débats entre universitaires et politiques sur le sens profond du concept, le point débattu ayant tendance à être son interprétation plutôt que son application. Du fait du «flou» qui entoure encore le concept d'EDD, il paraît facile que les autorités, divers organismes et le secteur privé en abusent et l'instrumentalisent pour «verdir» leur image. La mise en œuvre et la signification spécifique de l'EDD ne peuvent que se trouver renforcées par l'exécution effective d'activités concrètes. Un système de suivi et d'évaluation continu permettra d'améliorer la qualité des politiques, des actions et des outils d'EDD, et empêchera les institutions et les entreprises de détourner le concept pour dédouaner à bon compte leurs activités.

Annexe I

Application des mesures initiales de mise en œuvre de la Stratégie

Indicateur	Sous-indicateur	Nombre de pays ayant répondu	Critère satisfait (en pourcentage)
Les mesures préalables pour soutenir la promotion de l'EDD ont été prises	La Stratégie a été traduite dans la langue nationale du pays	44	79,5
	Un point focal national a été nommé	34	73,5
	Un organe de coordination a été créé	38	72,6
	Un plan national d'exécution a été élaboré	40	35,0
	Il y a des synergies entre le processus CEE et les autres processus relatifs à l'EDD	37	69,9
Le cadre politique, réglementaire et opérationnel appuie la promotion de l'EDD	Les textes de politique nationale traitent de l'EDD	36	86,1
	L'appui à l'EDD est prévu au budget national	36	56
	Une structure officielle de coopération interdépartementale est en place	39	79,5
	Il existe un mécanisme de coopération entre parties prenantes sur l'EDD	37	70,3
Les politiques nationales appuient les synergies entre les processus liés au développement durable et à l'EDD		29	75

Annexe II

Principales tâches réalisées et mesures correspondantes mises en œuvre dans la phase I²²

À partir du tableau ci-dessous, on distingue facilement les conditions, les facteurs et les mesures nécessaires à la mise en œuvre fructueuse de l'EDD et on découvre en même temps des exemples concrets de projets conçus pour réaliser un objectif spécifique. Cet exercice – l'échange d'expériences, de connaissances et de solutions existantes – stimule l'«apprentissage auprès d'autrui». Les chiffres correspondent aux «pratiques optimales» selon lesquelles telle ou telle mesure a été utilisée pour réaliser l'objectif correspondant.

	Améliorer les activités existantes	Élaborer un cadre stratégique	Institutionnaliser l'EDD	Établir des programmes éducatifs	Développer les compétences	Sensibiliser le public	Diffuser des informations sur l'EDD
Élaboration d'outils et de documents EDD		36	36	4, 17, 26, 35, 39, 40, 41	4, 52, 41		
Formation de formateurs				4, 7, 17, 21, 26, 27, 29, 33, 35, 40, 41	20, 21, 26, 38, 35, 50, 18, 27, 33, 29, 40, 41	30	
Délivrance de labels	1		1	1, 18, 33			
Valeurs de référence	1	36	1, 36	1			
Coopération interinstitutions	2, 31, 3, 14	16, 19, 24, 28, 31, 36, 37	36	12, 21, 24, 32	21	3, 14, 19, 21, 32, 34	
Exploitation de l'expérience et de l'expertise étrangères	38	11, 37		4, 10	4, 11, 38	11	
Pratiquer une approche communautaire				5, 7, 13, 15, 17, 22, 39		5, 13, 22, 30	
Pratiquer une approche globale ou «holistique»		28		12, 27		8, 27	
Élaborer et utiliser les méthodes TIC		6		9, 22, 35, 40	26, 40	11, 22	26
Créer des plates-formes et des réseaux (internationaux)	2, 3, 5, 14, 25, 31, 38	11, 31, 36, 37	39, 36	9, 25, 39, 17	11, 17, 30, 20, 25, 38	3, 11, 14	38
Pratiquer la recherche (action)	38	16		15, 21	21, 20, 38		38
Exploiter différents médias				22		8, 22	
Créer ou appuyer des centres d'information sur l'EDD	38	24		23, 25, 24	25, 38	22, 23, 30	23, 26, 38
Élaborer et utiliser des méthodes d'enseignement novatrices		28		1, 5, 10, 12, 18, 22, 27, 32, 40, 41	26, 40, 41	27	
Participation active/forte implication des élèves et enseignants dans l'élaboration des documents d'EDD				13, 15, 18, 33, 32, 35, 39		13, 32	

- ¹ Le présent rapport, intitulé «Apprendre les uns des autres: réalisations, difficultés et marche à suivre», a été présenté à la séance conjointe sur l'éducation en vue du développement durable, sixième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe» (ECE/BELGRADE.CONF/2007/INF/3, ECE/CEP/AC.13/2007/2). Il a été établi par deux experts, M. Arjen Wals et M^{me} Natalia Ernstman. Le Gouvernement néerlandais a apporté une contribution en nature pour appuyer l'établissement de ce document.
- ² Pour les pays dont le gouvernement est de structure fédérale, le terme «national» s'applique à l'«État», comme il convient.
- ³ Voir la Stratégie de la CEE pour l'EDD (CEE, 2005; CEP/AC.13/2005/3/Rev.1) et les indicateurs pour l'EDD. Modèle de présentation des rapports (CEE, 2006; ECE/CEP/AC.13/2006/5/Add.1).
- ⁴ Sixième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe» (Belgrade, 10-12 octobre 2007).
- ⁵ Les rapports nationaux d'exécution décrivent les progrès accomplis dans l'exécution de la Stratégie au niveau national, sur la base des réponses à un ensemble d'indicateurs définis par un groupe international d'experts (voir Indicateurs pour l'EDD: présentation des rapports (CEE, 2006; ECE/CEP/AC.13/2006/5/Add.1)).
- ⁶ Les rapports nationaux d'exécution peuvent être consultés sur le site Web suivant: <http://www.unece.org/env/esd/Implement.Gov.htm>.
- ⁷ Ce rapport a été établi par le Centre environnemental régional pour l'Asie centrale.
- ⁸ Collection «Pratiques optimales pour l'EDD», CEE-UNESCO, 2007; site Web: <http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/index.html>.
- ⁹ Voir modèle de présentation des rapports (CEE, 2006; ECE/CEP/AC.13/2006/5/Add.1).
- ¹⁰ Voir la Stratégie de la CEE pour l'EDD (CEE, 2005; CEP/AC.13/2005/3/Rev.1) et les indicateurs à utiliser aux fins de la présentation de rapports sur l'EDD (CEE, 2006; ECE/CEP/AC.13/2006/5/Add.1).
- ¹¹ Pour le calcul des pourcentages, différentes sources ont été utilisées: les données des rapports nationaux d'exécution ont été complétées par les interventions de fonctionnaires gouvernementaux et les réponses à un questionnaire sur les mesures initiales de mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'EDD (décembre 2005).
- ¹² Pays de l'EOCAC: Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldova, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan, et Ukraine. Pays de l'ESE: Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Monténégro et Serbie.
- ¹³ Classification internationale type de l'éducation (CITE), conçue par l'UNESCO; instrument permettant d'assembler, de compiler et de présenter des statistiques sur l'éducation dans différents pays et dans une perspective internationale.
- ¹⁴ On trouvera des exemples d'approches à programmes transverses dans un projet appuyé par l'Union européenne sur l'éducation à la durabilité dans les écoles primaires européennes (SEEPS) (Shallcross, 2004; Shallcross *et al.*, 2006).
- ¹⁵ L'approche «institution entière» signifie que tous les aspects du fonctionnement interne et des rapports externes d'un établissement sont passés en revue et mis à jour à la lumière des principes du développement durable/EDD. Selon une approche de ce type, chaque établissement décide de ses propres actions en prenant en compte trois angles de vision, où les trois sphères se recoupent: vie scolaire (gestion opérationnelle), programmes d'études, et rapports avec la communauté (rapports externes).
- ¹⁶ Responsabilité sociale des entreprises.
- ¹⁷ Wals, 2006.
- ¹⁸ Une approche émancipatrice est axée sur ce qui suit: a) mettre les citoyens en mesure de déterminer pour eux-mêmes, en interaction les uns avec les autres et avec toutes les parties prenantes concernées, ce qui leur semble être le mode de vie le plus durable; et b) transmettre les compétences requises pour participer à ce processus et mettre en œuvre les idées et les solutions identifiées. L'approche instrumentale est axée sur l'utilisation des stratégies d'éducation et de communication pour modifier les comportements et les modes de vie relatifs à la durabilité des personnes dans une direction prédéterminée (Wals, 2006).
- ¹⁹ Les «pratiques optimales» mentionnées n'ont pas toutes été incluses dans la figure. Cela tient d'une part au fait que plusieurs ont été soumises en caractères cyrilliques, et étaient donc inintelligibles pour l'auteur; d'autres étaient de caractère trop général pour être retenues; par ailleurs certains projets ont été mentionnés par plusieurs pays, et ne sont cités qu'une fois dans le tableau.
- ²⁰ La compilation des «pratiques optimales» est à consulter en suivant le lien: <http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/index.html>.
- ²¹ *Source*: Shallcross, Robinson, Pace and Wals, 2006.
- ²² *Source*: Collection «Pratiques optimales pour l'EDD», CEE-UNESCO, 2007.

MODÈLE DE PRÉSENTATION DES RAPPORTS



CHAPITRE V

INTRODUCTION

Le modèle de présentation des rapports figurant dans le présent document a été élaboré suite à l'adoption par le Comité directeur pour l'éducation en vue du développement durable du Plan de travail pour la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable, 2005-2007 (CEP/AC.13/2005/8), qui décrit la procédure d'examen de la mise en œuvre de cette Stratégie. Le modèle de présentation des rapports prend également en compte l'essai pilote de présentation des rapports et les réactions des pays concernant la maniabilité et la facilité d'utilisation des indicateurs et les renseignements à fournir dans les rapports.

Le plan de travail pour la mise en œuvre de la phase II de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable (2008-2010), adopté par le Comité directeur, établit le calendrier de la présentation des rapports en 2010 (ECE/CEP/AC.13/2008/5, Part C, par. 29-34, et annexe II).

L'ensemble d'indicateurs a été mis au point par le Groupe d'experts CEE des indicateurs relatifs à l'éducation au développement durable créé par la Réunion de haut niveau des ministères de l'environnement et de l'éducation (Vilnius, 17 et 18 mars 2005). Trois rapports complémentaires sur l'avancement des travaux fournissent des informations sur cet ensemble d'indicateurs (voir documents CEP/AC.13/2005/9, ECE/CEP/AC.13/2006/5 et ECE/CEP/AC.13/2008/4).

À la demande de la Réunion de haut niveau et comme suite à la décision prise par la session commune concernant l'éducation en vue du développement durable à la sixième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe» (Belgrade, 10-12 octobre 2007), l'UNESCO et la CEE ont simplifié le modèle de présentation des rapports. Les États membres de la CEE pourront ainsi présenter un rapport unique sur la mise en œuvre de la Stratégie, qui servira également de rapport sur la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable. La présentation uniformisée facilitera le traitement des informations reçues et la

comparaison entre les rapports. La CEE a donc élaboré, en coopération avec l'UNESCO, le modèle de présentation des rapports qui figure dans le présent document.

Les principaux éléments de la procédure d'élaboration de rapports sont les suivants:

a) Les États membres de la CEE doivent établir leur rapport² dans le cadre d'un processus consultatif transparent associant toutes les parties prenantes concernées au niveau national ou des États;

b) 36 États membres ont présenté, sur une base volontaire, leur rapport élaboré pour la Conférence ministérielle de Belgrade en 2007. La première demande officielle de rapport interviendra en 2010. Par la suite, une version mise à jour du rapport sera présentée par les États membres en 2015;

c) Les rapports devront être soumis au secrétariat sous forme électronique en format Word. Ils devront être rédigés en anglais. Les États membres sont également encouragés à fournir le rapport dans les deux autres langues officielles de la CEE, à savoir le français et le russe. Les rapports seront présentés dans les langues dans lesquelles ils auront été reçus. Aucune révision du texte ne sera assurée;

d) Les dates butoirs pour la soumission des rapports au secrétariat seront fixées compte tenu des procédures de gestion des documents en vigueur aux Nations Unies et seront communiquées par le secrétariat en temps utile;

e) La CEE affichera les rapports sur son site Web. Elle se chargera également de les diffuser en version imprimée aux États membres et aux principales parties prenantes. L'UNESCO fera en sorte que les rapports soient accessibles en les présentant sur son site Web et les utilisera dans le cadre de ses travaux;

f) Le premier rapport sur l'avancement des travaux, élaboré sur une base volontaire par les pays, a été préparé pour la Conférence ministérielle

de Belgrade (ECE/BELGRADE.CONF/2007INF/3-ECE/CEP/AC.13/2007/2). Le secrétariat de la CEE établira en 2010 et en 2015 un rapport de synthèse, dans lequel il présentera les progrès accomplis et les difficultés rencontrées, et formulera des recommandations;

g) Les principales parties prenantes sont encouragées à soumettre au secrétariat des rapports

concernant leurs programmes ou activités contribuant à la mise en œuvre de la Stratégie;

h) Les rapports seront examinés lors des réunions du Comité directeur. Les conférences ministérielles «Un environnement pour l'Europe» seront informées selon qu'il conviendra des progrès accomplis, et encouragées à tenir des séances sur l'environnement et l'éducation selon les besoins.

Notes

¹ Élaboré par le Président du Groupe d'experts sur les indicateurs relatifs à l'éducation en vue du développement durable avec le concours du secrétariat, aux fins de la quatrième réunion du Comité directeur de la CEE pour l'éducation au développement durable (Genève, 19 et 20 février 2009; ECE/CEP/AC.13/2009/10). Le modèle de présentation des rapports révisé a été approuvé par le Comité directeur lors de la troisième réunion. Pour faciliter l'élaboration des rapports, le modèle de présentation des rapports sera accompagné d'un document informel sur l'élaboration des rapports, ainsi que de critères de qualité: a) un ensemble de critères/seuils visant à évaluer/suivre le succès de la mise en œuvre de la Stratégie; et b) un ensemble de descripteurs comprenant des notes explicatives sur les indicateurs/sous-indicateurs concernés et présentant des bonnes pratiques et des exemples pour chacun des ces indicateurs/sous-indicateurs.

² Les pays dotés d'une structure fédérale présenteront un texte unifié établi sur la base des contributions des entités infranationales ou des différents États composant la fédération.

Annexe



**Projet de présentation du rapport sur la mise en œuvre
de la Stratégie de la CEE pour l'éducation
en vue du développement durable**

*Dans le cadre de la Décennie des Nations Unies
pour l'éducation en vue du développement durable (2005-2014)*

Le présent rapport est soumis au nom du Gouvernement ... conformément à la décision du Comité directeur de la CEE pour l'éducation au développement durable.

Nom du responsable (contacts nationaux) de la présentation du rapport:

Signature:

Date:

Nom complet de l'institution:

Adresse postale:

Téléphone:

Télécopie:

Courriel:

Site Web:

Responsable à contacter pour le rapport national (si différent du coordonnateur):

- A. Veuillez fournir des informations succinctes (pas plus d'une demi-page) concernant le processus d'établissement du présent rapport, en précisant notamment quels types d'organismes publics ont été consultés ou ont contribué à sa préparation, comment les parties prenantes ont été consultées et comment les résultats de cette consultation ont été pris en considération, et quels éléments ont été utilisés comme sources du rapport.

- Institutions gouvernementales (*veuillez préciser*)
- Parties prenantes:
- ONG (*veuillez préciser*)
- Milieux universitaires (*veuillez préciser*)
- Secteur privé (*veuillez préciser*)
- Autres (*veuillez préciser*)

- B. Veuillez rendre compte de tous faits susceptibles d'éclairer le contexte du rapport, par exemple si la structure de prise de décisions est fédérale et/ou décentralisée, ou si les contraintes financières sont un obstacle majeur à l'exécution (pas plus d'une demi-page).

MODÈLE DE PRÉSENTATION DES RAPPORTS

POINT 1¹. FAIRE EN SORTE QUE LES CADRES POLITIQUES, RÉGLEMENTAIRES ET OPÉRATIONNELS SOUTIENNENT L'EDD	
<i>Au besoin, veuillez fournir des informations sur la situation de votre pays par rapport à cet objectif (1 500 caractères au maximum, espaces compris).</i>	
Indicateur 1.1 Des mesures préalables sont prises pour contribuer à la promotion de l'EDD	
Sous-indicateur 1.1.1	Le texte de la Stratégie de la CEE pour l'EDD est-il disponible dans votre (vos) langue(s) nationale(s) ² ?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Veuillez préciser les langues.</i>
Sous-indicateur 1.1.2	Avez-vous désigné un centre national de liaison pour tout ce qui touche à la Stratégie de la CEE pour l'EDD?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Sous-indicateur 1.1.3	Existe-t-il un organisme de coordination de mise en œuvre de l'EDD?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Veuillez préciser quels sont ses mandat et mécanisme de coordination. Veuillez également préciser si son mandat englobe la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'EDD.</i>
Sous-indicateur 1.1.4	Existe-t-il un plan national de mise en œuvre pour l'EDD?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Veuillez préciser si ce plan comprend la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'EDD.</i>
Sous-indicateur 1.1.5	Existe-t-il des synergies au niveau national entre le processus de la CEE pour l'EDD, le processus mondial de l'UNESCO pour la Décennie des Nations Unies pour l'EDD ³ et d'autres processus politiques concernant l'EDD?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Veuillez préciser.</i>
Indicateur 1.2 Les cadres politiques, réglementaires et opérationnels soutiennent l'EDD	
Sous-indicateur 1.2.1	L'EDD est-elle mentionnée dans un ou plusieurs documents de politique nationale ⁴ ?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Veuillez préciser et indiquer les principaux documents.</i>

¹ Les points 1 à 6 correspondent aux objectifs de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable (CEP/AC.13/2005/3/Rev.1).

² Pour les pays dotés d'une structure fédérale, l'adjectif «national» fait référence à l'État. Dans ce contexte, «des données au niveau national» correspondent aux données agrégées communiquées par les entités infranationales.

³ Dans sa résolution 57/254 du 20 décembre 2002, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé la période de dix ans commençant le 1^{er} janvier 2005 Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable.

⁴ Il peut s'agir de stratégies, plans, programmes et directives au niveau national et d'autres documents similaires.

Sous-indicateur 1.2.2	L'EDD est-elle: a) visée par les documents législatifs et réglementaires régissant l'éducation nationale applicables; et b) prévue dans les programmes scolaires nationaux et/ou normes/arrêtés/prescriptions à l'échelon national et à tous les niveaux de l'enseignement formel, tels que définis par votre système d'enseignement au sens de la CITE ⁵ ?																														
a) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> b) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<p><i>Si oui, veuillez préciser le niveau d'éducation pour a) et b). Complétez le tableau en cochant (✓) la case qui convient.</i></p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Niveaux de la CITE⁶</th> <th>a)</th> <th>b)⁷</th> </tr> <tr> <td></td> <td><i>Oui</i></td> <td><i>Oui</i></td> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>1</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>2</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>3</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>4</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>5⁸</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>6</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Formation des enseignants</td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Niveaux de la CITE ⁶	a)	b) ⁷		<i>Oui</i>	<i>Oui</i>	0			1			2			3			4			5⁸			6			Formation des enseignants		
Niveaux de la CITE ⁶	a)	b) ⁷																													
	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>																													
0																															
1																															
2																															
3																															
4																															
5⁸																															
6																															
Formation des enseignants																															
Sous-indicateur 1.2.3	L'EDD non formelle et informelle est-elle visée par votre politique nationale et/ou dans votre réglementation et dans vos cadres réglementaires pertinents?																														
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Veuillez préciser.</i>																														
Sous-indicateur 1.2.4	La sensibilisation du public à l'EDD est-elle abordée dans les documents nationaux pertinents?																														
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Veuillez préciser.</i>																														

⁵ Classification internationale type de l'éducation (CITE), UNESCO, 1997 (http://www.unesco.org/education/information/nfsunesco/doc/isced_1997.htm).

⁶ Niveau d'éducation conformément à la CITE.

⁷ Programmes scolaires nationaux et/ou normes/arrêtés/prescriptions au niveau national.

⁸ Pour les établissements de l'enseignement supérieur qui ont répondu à cette question: 1) concernant la législation nationale: cet objectif porte à la fois sur le premier niveau (licence), le deuxième (maîtrise) et le troisième niveau (doctorat) de l'enseignement tertiaire et concerne plusieurs aspects tels que les **accords/contrats de services, les stratégies nationales de recherche-développement, les lois relatives à l'organisation et aux programmes d'études des universités ou les lois générales de l'enseignement supérieur**; 2) concernant les programmes scolaires nationaux et/ou les normes/arrêtés/prescriptions au niveau infranational: il faut accorder une attention particulière aux indications concernant l'établissement de liens entre l'EDD et les systèmes de **garantie de la qualité et d'accréditation** (par rapport au processus de Bologne; voir http://www.coe.int/t/dg4/highereducation/EHEA2010/BolognaPedestrians_fr.asp) dans les établissements de l'enseignement supérieur. Il faut également accorder une attention particulière à la **réglementation des programmes et des domaines d'étude** reflétant les principes de l'EDD.

Sous-indicateur 1.2.5	Existe-t-il une structure formelle de coopération interministérielle ⁹ dans le domaine de l'EDD?												
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Veillez préciser.</i>												
Sous-indicateur 1.2.6	Existe-t-il un mécanisme de coopération associant les multiples parties prenantes auquel votre gouvernement est associé, sur le thème de l'EDD ¹⁰ ?												
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Veillez préciser.</i>												
Sous-indicateur 1.2.7	Des crédits budgétaires ont-ils été dégagés et/ou des mesures d'incitation économiques prises spécialement pour promouvoir l'EDD?												
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Veillez préciser.</i>												
Indicateur 1.3 Les politiques nationales soutiennent les synergies entre les processus liés au développement durable et ceux liés à l'EDD													
Sous-indicateur 1.3.1	S'il existe une politique de développement durable dans votre pays, l'EDD en fait-elle partie?												
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Veillez préciser.</i>												
POINT 2. PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE PAR L'ÉDUCATION FORMELLE, NON FORMELLE ET INFORMELLE													
<i>Au besoin, veuillez fournir des informations sur la situation de votre pays par rapport à cet objectif (1 500 caractères au maximum, espaces compris).</i>													
Indicateur 2.1 Les thèmes clés du développement durable sont abordés dans l'enseignement formel													
Sous-indicateur 2.1.1	Y a-t-il des thèmes clés du développement durable ¹¹ qui sont explicitement abordés dans les programmes scolaires ¹² ou programmes d'études aux divers niveaux de l'enseignement formel?												
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<p><i>Phase II: Veillez compléter le tableau joint en appendice I a) et utiliser le barème proposé. Reportez les résultats dans les cases ci-dessous.</i></p> <table border="1" style="margin-left: auto; margin-right: auto;"> <tr> <td style="text-align: center;">A</td> <td style="text-align: center;">B</td> <td style="text-align: center;">C</td> <td style="text-align: center;">D</td> <td style="text-align: center;">E</td> <td style="text-align: center;">F</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td> <td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td> <td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td> <td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td> <td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td> <td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td> </tr> </table>	A	B	C	D	E	F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
A	B	C	D	E	F								
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>								

⁹ Entre organismes d'État.

¹⁰ Pour plus d'explications, voir le paragraphe 46 de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable.

¹¹ Pour plus d'explications, voir le paragraphe 15 de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable.

¹² Au niveau de l'État, s'il y a lieu.

Sous-indicateur 2.1.2	Y a-t-il dans les programmes scolaires ¹³ ou programmes d'études aux divers niveaux de l'enseignement formel des références expresses aux résultats (compétences, attitudes et valeurs) en ce qui concerne l'EDD?												
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<p><i>Phase II: Veuillez compléter le tableau joint en appendice I b) et utiliser le barème proposé. Reportez les résultats dans les cases ci-dessous.</i></p> <table border="1" data-bbox="685 461 1290 580"> <tr> <td>A</td> <td>B</td> <td>C</td> <td>D</td> <td>E</td> <td>F</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> </tr> </table>	A	B	C	D	E	F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
A	B	C	D	E	F								
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>								
Sous-indicateur 2.1.3	Y a-t-il des méthodes d'enseignement/d'apprentissage pour promouvoir l'EDD qui sont explicitement abordés dans les programmes scolaires ¹⁴ ou programmes d'études aux divers niveaux de l'enseignement formel?												
	<p><i>Phase II: Veuillez préciser dans le tableau joint en appendice I c) quelles méthodes ont une signification particulière dans votre pays et utiliser le barème proposé. Reportez les résultats dans les cases ci-dessous.</i></p> <table border="1" data-bbox="685 904 1290 1024"> <tr> <td>A</td> <td>B</td> <td>C</td> <td>D</td> <td>E</td> <td>F</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> </tr> </table> <p><i>Veuillez également préciser pour l'éducation non formelle et informelle. Veuillez également fournir, le cas échéant, toutes les informations pertinentes (donnez des exemples).</i></p>	A	B	C	D	E	F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
A	B	C	D	E	F								
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>								

¹³ Voir la note 12.

¹⁴ Voir la note 12.

Indicateur 2.2 Des stratégies de mise en œuvre de l'EDD sont clairement définies																																																												
Sous-indicateur 2.2.1	Est-ce que l'EDD ¹⁵ : a) n'est abordée que dans le cadre des matières existantes ¹⁶ ? b) s'inscrit dans une approche interdisciplinaire? c) fait l'objet de programmes et de cours spécifiques? d) fait l'objet d'un projet indépendant ¹⁷ ? e) autres démarches?																																																											
a) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> b) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> c) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> d) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> e) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<p><i>Phase II: Si oui, veuillez préciser dans le tableau les différents niveaux du système éducatif tels que définis dans la CITE en cochant dans le tableau la case (✓) qui convient.</i></p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <thead> <tr> <th rowspan="2" style="text-align: left;">Niveaux de la CITE</th> <th>a)</th> <th>b)</th> <th>c)</th> <th>d)</th> <th>e)</th> </tr> <tr> <th><i>Oui</i></th> <th><i>Oui</i></th> <th><i>Oui</i></th> <th><i>Oui</i></th> <th><i>Oui</i></th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>0</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>1</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>2</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>3</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>4</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>5</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>6</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>Formation des enseignants</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table> <p><i>Si vous avez coché e), veuillez préciser les démarches.</i></p>	Niveaux de la CITE	a)	b)	c)	d)	e)	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>	0						1						2						3						4						5						6						Formation des enseignants					
Niveaux de la CITE	a)		b)	c)	d)	e)																																																						
	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>																																																							
0																																																												
1																																																												
2																																																												
3																																																												
4																																																												
5																																																												
6																																																												
Formation des enseignants																																																												

¹⁵ Pour les établissements de l'enseignement supérieur, les distinctions seraient les suivantes: a) **cours et disciplines**; b) **cours interdisciplinaires**; c) **cours ou séminaires distincts portant spécifiquement sur le développement durable**; et d) **projets autonomes** mis en place par le département, par la faculté ou par plusieurs facultés.

¹⁶ Par exemple, la géographie, la biologie. Dans l'enseignement supérieur, on ne parlerait pas de «matière» mais de «cours».

¹⁷ Par «projet» on entend une activité à laquelle est attribué un créneau horaire spécifique, non une méthode d'enseignement/pédagogique.

Indicateur 2.3 Une approche institutionnelle globale¹⁸ pour l'EDD et le développement durable est favorisée																			
Sous-indicateur 2.3.1	Les établissements d'enseignement¹⁹ adoptent-ils une «approche institutionnelle globale» du développement durable/de l'EDD?																		
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<p><i>Phase II: Si oui, veuillez préciser la réponse pour tous les niveaux de votre système éducatif tels que définis dans la CITE, en cochant (✓) dans le tableau les cases qui conviennent.</i></p> <table border="1" style="margin-left: auto; margin-right: auto;"> <thead> <tr> <th style="text-align: center;">Niveaux de la CITE</th> <th style="text-align: center;">Oui</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td style="text-align: center;">0</td><td></td></tr> <tr><td style="text-align: center;">1</td><td></td></tr> <tr><td style="text-align: center;">2</td><td></td></tr> <tr><td style="text-align: center;">3</td><td></td></tr> <tr><td style="text-align: center;">4</td><td></td></tr> <tr><td style="text-align: center;">5</td><td></td></tr> <tr><td style="text-align: center;">6</td><td></td></tr> <tr> <td style="text-align: center;">Formation des enseignants</td> <td></td> </tr> </tbody> </table> <p><i>Veillez également préciser pour l'éducation non formelle et informelle. Veuillez également fournir, le cas échéant, toutes les informations pertinentes (donnez des exemples).</i></p>	Niveaux de la CITE	Oui	0		1		2		3		4		5		6		Formation des enseignants	
Niveaux de la CITE	Oui																		
0																			
1																			
2																			
3																			
4																			
5																			
6																			
Formation des enseignants																			

¹⁸ Une «approche institutionnelle globale» signifie que tous les aspects des opérations internes d'une institution et de ses relations externes sont passés en revue et révisés à la lumière des principes du développement durable de l'EDD. Au travers d'une telle approche, chaque institution pourra décider de ses propres actions au regard des trois composantes imbriquées que sont: Campus (gestion du fonctionnement), Curriculum et Communauté (relations extérieures).

¹⁹ Pour les établissements de l'enseignement supérieur: **approche globale au niveau de l'université ou de la faculté** (y compris entre différentes facultés).

Sous-indicateur 2.3.2	Existe-t-il des mesures incitatives (directives, régime de bourses ou de récompenses, aides financières, appuis techniques) destinées à promouvoir une «approche institutionnelle globale» du développement durable et de l'EDD?																		
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<p><i>Phase II: Si oui, veuillez préciser s'il existe de telles mesures d'incitation à tous les niveaux de votre système éducatif tels que définis dans la CITE, en cochant (✓) dans le tableau la case qui convient.</i></p> <table border="1" data-bbox="756 477 1224 989"> <thead> <tr> <th data-bbox="756 477 1133 530">Niveaux de la CITE</th> <th data-bbox="1133 477 1224 530">Oui</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="756 530 1133 587">0</td> <td data-bbox="1133 530 1224 587"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="756 587 1133 645">1</td> <td data-bbox="1133 587 1224 645"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="756 645 1133 702">2</td> <td data-bbox="1133 645 1224 702"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="756 702 1133 759">3</td> <td data-bbox="1133 702 1224 759"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="756 759 1133 817">4</td> <td data-bbox="1133 759 1224 817"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="756 817 1133 874">5</td> <td data-bbox="1133 817 1224 874"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="756 874 1133 932">6</td> <td data-bbox="1133 874 1224 932"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="756 932 1133 989">Formation des enseignants</td> <td data-bbox="1133 932 1224 989"></td> </tr> </tbody> </table> <p><i>Veuillez également préciser pour l'éducation non formelle et informelle. Veuillez également fournir, le cas échéant, toutes les informations pertinentes (donnez des exemples).</i></p>	Niveaux de la CITE	Oui	0		1		2		3		4		5		6		Formation des enseignants	
Niveaux de la CITE	Oui																		
0																			
1																			
2																			
3																			
4																			
5																			
6																			
Formation des enseignants																			

Sous-indicateur 2.3.3	Les institutions/les apprenants définissent-ils leurs propres indicateurs de développement durable/d'EDD pour leur institution/organisation?																																				
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<p><i>Phase II: Si oui, veuillez préciser la réponse pour tous les niveaux de votre système éducatif tels que définis dans la CITE, en cochant (✓) dans les tableaux la case qui convient.</i></p> <p>a) <i>Pour les institutions formelles</i></p> <table border="1" data-bbox="756 516 1224 1028"> <thead> <tr> <th>Niveaux de la CITE</th> <th>Oui</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>0</td><td></td></tr> <tr><td>1</td><td></td></tr> <tr><td>2</td><td></td></tr> <tr><td>3</td><td></td></tr> <tr><td>4</td><td></td></tr> <tr><td>5</td><td></td></tr> <tr><td>6</td><td></td></tr> <tr><td>Formation des enseignants</td><td></td></tr> </tbody> </table> <p>b) <i>Pour les institutions non formelles dans le cadre de l'éducation non formelle et informelle</i></p> <table border="1" data-bbox="756 1159 1224 1671"> <thead> <tr> <th>Niveaux de la CITE</th> <th>Oui</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>0</td><td></td></tr> <tr><td>1</td><td></td></tr> <tr><td>2</td><td></td></tr> <tr><td>3</td><td></td></tr> <tr><td>4</td><td></td></tr> <tr><td>5</td><td></td></tr> <tr><td>6</td><td></td></tr> <tr><td>Formation des enseignants</td><td></td></tr> </tbody> </table> <p><i>Veillez également fournir, le cas échéant, toutes les informations pertinentes (en d'autres termes, donnez des exemples sur la manière de procéder).</i></p>	Niveaux de la CITE	Oui	0		1		2		3		4		5		6		Formation des enseignants		Niveaux de la CITE	Oui	0		1		2		3		4		5		6		Formation des enseignants	
Niveaux de la CITE	Oui																																				
0																																					
1																																					
2																																					
3																																					
4																																					
5																																					
6																																					
Formation des enseignants																																					
Niveaux de la CITE	Oui																																				
0																																					
1																																					
2																																					
3																																					
4																																					
5																																					
6																																					
Formation des enseignants																																					

Indicateur 2.4 L'EDD est soumise à des systèmes d'évaluation et d'amélioration de la qualité																																									
Sous-indicateur 2.4.1	a) Existe-t-il des systèmes d'évaluation et d'amélioration de la qualité de l'éducation? b) Abordent-ils l'EDD ²⁰ ? c) Existe-t-il des systèmes d'évaluation et d'amélioration de la qualité de l'éducation qui abordent l'EDD dans les systèmes nationaux?																																								
a) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> b) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> c) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<p><i>Phase II: Si oui, veuillez préciser la réponse pour les différents niveaux de votre système éducatif tels que définis dans la CITE, en cochant (✓) dans le tableau les cases qui conviennent.</i></p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <thead> <tr> <th style="width: 60%;">Niveaux de la CITE</th> <th style="width: 10%;">a)</th> <th style="width: 10%;">b)</th> <th style="width: 10%;">c)</th> </tr> <tr> <td></td> <td><i>Oui</i></td> <td><i>Oui</i></td> <td><i>Oui</i></td> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>0</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>1</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>2</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>3</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>4</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>5</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>6</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>Formation des enseignants</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table> <p><i>Veillez également préciser pour l'éducation non formelle et informelle. Veillez également fournir, le cas échéant, toutes les informations pertinentes (en d'autres termes, donnez des exemples sur la façon dont ces informations ont été recueillies).</i></p>	Niveaux de la CITE	a)	b)	c)		<i>Oui</i>	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>	0				1				2				3				4				5				6				Formation des enseignants			
Niveaux de la CITE	a)	b)	c)																																						
	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>																																						
0																																									
1																																									
2																																									
3																																									
4																																									
5																																									
6																																									
Formation des enseignants																																									

²⁰ Pour les établissements d'enseignement supérieur: **centres nationaux d'évaluation de la qualité dans l'enseignement supérieur** ou coopération avec des organismes généraux d'évaluation de la qualité tels que la Fondation européenne de la gestion de la qualité (EFQM).

Indicateur 2.5 Des méthodes et des outils relatifs à l'EDD dans l'éducation non formelle et informelle sont en place pour évaluer l'évolution en termes de connaissances, d'attitudes et de pratiques																									
Sous-indicateur 2.5.1	Les questions liées au développement durable sont-elles abordées dans les activités informelles de sensibilisation du public?																								
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Phase II: Veuillez préciser²¹.</i>																								
Sous-indicateur 2.5.2	La formation professionnelle (par exemple pour les petites entreprises, les agriculteurs, les syndicats, les associations, etc.) portant sur des questions de développement durable est-elle soutenue?																								
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Phase II: Veuillez préciser et donner des exemples.</i>																								
Sous-indicateur 2.5.3	Des instruments d'évaluation (par exemple, études, enquêtes, etc.) des résultats de l'EDD obtenus par le biais de l'éducation non formelle et informelle ont-ils été mis en place?																								
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Phase II: Veuillez préciser votre réponse, notamment en indiquant les résultats concernant: a) les attitudes, compétences et valeurs, et b) les connaissances.</i>																								
Indicateur 2.6 La mise en œuvre de l'EDD est un processus associant les multiples parties prenantes²²																									
Sous-indicateur 2.6.1	La mise en œuvre de l'EDD est-elle un processus associant les multiples parties prenantes?																								
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<p><i>Phase II: Veuillez préciser la réponse en complétant les tableaux a) et b) joints en appendice II et utiliser le barème. Reportez les résultats dans les cases ci-dessous.</i></p> <div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div style="text-align: center;"> <p>a) Conformément à la Stratégie de la CEE pour l'EDD</p> <table border="1" style="border-collapse: collapse; width: 100%;"> <tr><td>A</td><td>B</td><td>C</td><td>D</td><td>E</td><td>F</td></tr> <tr><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td></tr> </table> </div> <div style="text-align: center;"> <p>b) Conformément à la Décennie des Nations Unies</p> <table border="1" style="border-collapse: collapse; width: 100%;"> <tr><td>A</td><td>B</td><td>C</td><td>D</td><td>E</td><td>F</td></tr> <tr><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td></tr> </table> </div> </div>	A	B	C	D	E	F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	A	B	C	D	E	F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
A	B	C	D	E	F																				
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																				
A	B	C	D	E	F																				
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																				

²¹ Veuillez décrire les moyens de sensibilisation utilisés, par exemple la presse, les programmes de télévision ou de radio ou les conférences faisant la promotion des biens et services écologiques et des modes de vie durables.

²² Pour les établissements de l'enseignement supérieur, la question est celle de l'**ouverture des universités vers l'extérieur**, ce qui implique un large éventail d'initiatives: intégration régionale, coopération avec les entreprises, transdisciplinarité, achats écologiques et coopération en matière de recherche et d'éducation.

POINT 3. DOTER LES ÉDUCATEURS DES COMPÉTENCES NÉCESSAIRES POUR QU'ILS PUISSENT INTÉGRER L'EDD DANS LEURS PROGRAMMES D'ENSEIGNEMENT	
<i>Au besoin, veuillez fournir des informations sur la situation de votre pays par rapport à cet objectif (1 500 caractères au maximum, espaces compris).</i>	
Indicateur 3.1 L'EDD est une composante de la formation ²³ des enseignants	
Sous-indicateur 3.1.1	L'EDD est-elle une composante de la formation initiale des enseignants ²⁴ ?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Phase II: Veuillez préciser la réponse en complétant le tableau figurant à l'appendice III.</i>
Sous-indicateur 3.1.2	L'EDD est-elle une composante de la formation en cours d'activité des enseignants ²⁵ ?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Phase II: Veuillez préciser la réponse en complétant le tableau figurant à l'appendice III.</i>
Sous-indicateur 3.1.3	L'EDD est-elle une composante de la formation des responsables et des administrateurs d'établissement d'enseignement?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Phase II: Veuillez préciser la réponse en complétant le tableau figurant à l'appendice III.</i>
Indicateur 3.2 Les enseignants ont la possibilité de coopérer au sujet de questions liées à l'EDD	
Sous-indicateur 3.2.1	Existe-t-il des réseaux/des forums d'enseignants et/ou de responsables/d'administrateurs actifs dans le domaine de l'EDD dans votre pays?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Phase II: Veuillez préciser (donnez des exemples sur la manière dont il est procédé).</i>
Sous-indicateur 3.2.2	Existe-t-il des réseaux/forums financés, de quelque façon que ce soit, par l'État ²⁶ ?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Veuillez préciser de quelle façon, en indiquant les principaux réseaux/forums et en les décrivant.</i>

²³ L'EDD est envisagée sous l'angle du contenu et/ou sous l'angle de la démarche adoptée.

²⁴ Pour les établissements d'enseignement supérieur, l'accent est mis ici sur les **établissements de formation des enseignants** existants en ce qui concerne le développement durable et l'EDD à destination des enseignants d'université.

²⁵ Pour les établissements d'enseignement supérieur, l'accent est mis ici sur les **programmes de formation en cours d'emploi** existants et concernant le développement durable et l'EDD destinés aux enseignants d'université et dispensés dans les établissements où ils exercent.

²⁶ Y compris les aides directes, les contributions en nature, l'appui politique et institutionnel.

POINT 4. ASSURER L'ACCÈS AUX OUTILS ET MATÉRIELS NÉCESSAIRES À L'EDD																					
<i>Au besoin, veuillez fournir des informations sur la situation de votre pays par rapport à cet objectif particulier (1 500 caractères au maximum, espaces compris).</i>																					
Indicateur 4.1 Des outils et des matériels didactiques pour l'EDD sont élaborés																					
Sous-indicateur 4.1.1	Existe-t-il une stratégie/un mécanisme à l'échelon national qui vise à encourager la mise au point et la production d'outils et de matériels pour l'EDD?																				
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Veuillez le/la décrire.</i>																				
Sous-indicateur 4.1.2	Les autorités (nationales, infranationales, locales) investissent-elles des fonds dans cette activité?																				
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Phase II: Veuillez préciser l'importance de ce financement en indiquant le montant (en dollars É.-U.) des dépenses annuelles de recherche-développement liées à l'EDD.</i>																				
Indicateur 4.2 Il existe des mécanismes de contrôle de la qualité des outils et des matériels pour l'EDD																					
Sous-indicateur 4.2.1	Existe-t-il des critères et/ou des directives concernant la qualité des outils et des matériels pédagogiques relatifs à l'EDD qui sont: a) financés par les autorités publiques? b) homologués par les autorités publiques? c) testés et recommandés par les établissements scolaires?																				
a) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> b) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> c) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Phase I: Pour les points a) et b), veuillez décrire.</i> <i>Phase II: Pour les points a), b) et c), précisez la réponse pour l'éducation formelle, informelle et non formelle. Pour le point c), veuillez également décrire. Veuillez également donner vos propres exemples.</i>																				
Sous-indicateur 4.2.2	Les outils/matériels pédagogiques relatifs à l'EDD sont-ils disponibles: a) dans vos langues nationales? b) à tous les niveaux de l'éducation définis dans la CITE?																				
a) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> b) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Phase I: Veuillez préciser la réponse pour le point a).</i> <i>Phase II: Si oui pour le point b), veuillez compléter en cochant (✓) dans le tableau la case qui convient.</i>																				
	<table border="1" style="border-collapse: collapse; width: 100%;"> <thead> <tr> <th style="width: 80%;">Niveaux de la CITE</th> <th style="width: 20%;">b)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td></td> <td style="text-align: center;"><i>Oui</i></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">0</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">1</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">2</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">3</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">4</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">5</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">6</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Formation des enseignants</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Niveaux de la CITE	b)		<i>Oui</i>	0		1		2		3		4		5		6		Formation des enseignants	
Niveaux de la CITE	b)																				
	<i>Oui</i>																				
0																					
1																					
2																					
3																					
4																					
5																					
6																					
Formation des enseignants																					

Indicateur 4.3 Les outils et les matériels didactiques pour l'EDD sont accessibles	
Sous-indicateur 4.3.1	Existe-t-il une stratégie/un mécanisme de diffusion des outils et des matériels relatifs à l'EDD à l'échelon national?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Phase II: Veuillez le/la décrire.</i>
Sous-indicateur 4.3.2	Les autorités consacrent-elles des fonds à cette activité?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Veuillez préciser l'importance de ce financement en indiquant le montant, en dollars des États-Unis, des dépenses annuelles de recherche-développement liées à l'EDD.</i>
Sous-indicateur 4.3.3	Les matériels pédagogiques homologués concernant l'EDD sont-ils disponibles via l'Internet?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Veuillez préciser.</i>
Sous-indicateur 4.3.4	Existe-t-il un registre ou une base de données des outils et des matériels pédagogiques relatifs à l'EDD en langue(s) nationale(s): a) accessible via l'Internet? b) accessible par d'autres moyens?
a) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> b) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Veuillez préciser la réponse pour a) et b).</i>
POINT 5. PROMOUVOIR LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT EN MATIÈRE D'EDD	
<i>Au besoin, veuillez fournir des informations sur la situation de votre pays par rapport à cet objectif particulier (1 500 caractères au maximum, espaces compris).</i>	
Indicateur 5.1 Des mesures de promotion de la recherche²⁷ en matière d'EDD sont en place	
Sous-indicateur 5.1.1	La recherche concernant les contenus et les méthodes en matière d'EDD ²⁸ est-elle soutenue?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Phase II: Veuillez préciser le type de recherche (contenus et méthodes). Veuillez donner le montant total annuel du financement au cours de la période considérée et, si possible, l'exprimer en pourcentage du budget total consacré à la recherche.</i>
Sous-indicateur 5.1.2	Des études sont-elles menées pour évaluer les résultats de la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'EDD?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Veuillez préciser le type de recherche (contenus et méthodes).</i>

²⁷ Y compris l'appui de différents acteurs tels que l'État, les autorités locales, les entreprises et les organisations non gouvernementales.

²⁸ Par exemple, les concepts, l'adoption d'attitudes et l'acquisition de valeurs, le développement des compétences, de l'enseignement et de l'apprentissage, le développement scolaire; l'application des technologies de l'information et de la communication (TIC); les techniques d'évaluation incluant les impacts socioéconomiques.

Sous-indicateur 5.1.3	Existe-t-il des programmes: 1) Portant spécifiquement sur l’EDD ²⁹ : a) Au niveau de la maîtrise? b) Au niveau du doctorat? 2) Abordant l’EDD: a) Au niveau de la maîtrise? b) Au niveau du doctorat?
1) a) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> b) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> 2) a) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> b) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Phase II: Veuillez préciser les types de programmes pour les points 1) a) et b) et les points 2) a) et b).</i>
Sous-indicateur 5.1.4	Les autorités accordent-elles des bourses pour des recherches sur l’EDD: a) au niveau de la maîtrise? b) au niveau du doctorat?
a) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> b) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Phase II: Veuillez préciser la réponse pour a) et b).</i>
Indicateur 5.2 Le développement de l’EDD est favorisé	
Sous-indicateur 5.2.1	Existe-t-il des aides à l’innovation et au renforcement des capacités dans le domaine de l’EDD ³⁰ ?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Phase II: Veuillez préciser le montant total annuel du financement sur la période considérée.</i>
Indicateur 5.3 La diffusion des résultats des recherches sur l’EDD est favorisée	
Sous-indicateur 5.3.1	L’État soutient-t-il des mécanismes ³¹ qui permettent aux autorités et aux parties prenantes de partager les résultats des recherches et des exemples de bonnes pratiques en matière d’EDD ³² ?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Phase II: Veuillez préciser le montant total annuel du financement sur la période considérée.</i>

²⁹ L’EDD est envisagée sous l’angle du contenu et/ou sous l’angle de la démarche adoptée.

³⁰ Il peut s’agir de projets pilotes, de recherche pratique, d’apprentissage social et d’équipes auxquelles plusieurs parties prenantes participent.

³¹ Par exemple, des conférences, des universités d’été, des journaux, des périodiques, des réseaux.

³² Par exemple, «l’approche participative»; des liens avec les problèmes locaux, régionaux et mondiaux; une approche intégrée des questions environnementales, économiques et sociales; une orientation vers la compréhension, la prévention et la résolution des problèmes.

Sous-indicateur 5.3.2	Existe-t-il des publications scientifiques: a) traitant spécifiquement de l'EDD? b) abordant l'EDD?
a) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> b) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Phase I: Pour le point a), veuillez, si possible, donner le nombre annuel de publications sur la période considérée. Veuillez indiquer les principales publications.</i>
	<i>Phase II: Pour le point b), veuillez, si possible, donner le nombre annuel de publications sur la période considérée. Veuillez indiquer les principales publications.</i>
POINT 6. RENFORCER LA COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE L'EDD À TOUS LES NIVEAUX DANS LA RÉGION DE LA CEE	
<i>Au besoin, veuillez fournir des informations sur la situation de votre pays par rapport à cet objectif (1 500 caractères au maximum, espaces compris).</i>	
Indicateur 6.1 La coopération internationale en matière d'EDD est renforcée dans les pays de la région de la CEE et dans d'autres pays	
Sous-indicateur 6.1.1	Les autorités publiques participent-elles aux réseaux internationaux ³³ en matière d'EDD et/ou leur apportent-elles un soutien?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Phase II: Veuillez donner des précisions pour les niveaux national, sous-national et local et indiquer quels sont les principaux réseaux.</i>
Sous-indicateur 6.1.2	Les établissements et organisations scolaires (formels et non formels) de votre pays participent-ils à des réseaux internationaux en matière d'EDD?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Veuillez préciser et indiquer quels sont les principaux réseaux.</i>
Sous-indicateur 6.1.3	Existe-t-il des mécanismes/accords de coopération aux niveaux national, bilatéral et/ou multilatéral intégrant une composante explicite d'EDD?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Phase II: Veuillez préciser et établir une liste des principaux mécanismes/accords.</i>
Sous-indicateur 6.1.4	Votre gouvernement prend-il des mesures visant à promouvoir l'EDD dans des forums internationaux en dehors de la région de la CEE?
Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	<i>Veuillez établir la liste de ces mesures et les décrire.</i>

³³ Dans ce contexte, on entend par «internationaux» les associations, groupes de travail, programmes, partenariats, etc., qui opèrent aux niveaux «mondial», «régional» et «sous-régional».

**POINT 7. PRÉSERVER, UTILISER ET PROMOUVOIR LE SAVOIR
DES POPULATIONS AUTOCHTONES, AINSI QUE LE SAVOIR
LOCAL ET TRADITIONNEL, EN MATIÈRE D'EDD**

Veillez fournir des informations sur la situation de votre pays par rapport à cet objectif (2 000 caractères au maximum, espaces compris). Veillez être le plus précis possible.

Phase II: Veillez fournir des informations actualisées faisant état des changements survenus au cours du temps.

Phase III: Veillez fournir des informations actualisées faisant état des changements survenus au cours du temps.

**POINT 8. DÉCRIRE LES PROBLÈMES ET LES OBSTACLES
RENCONTRÉS DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE**

Veillez fournir des informations sur la situation de votre pays par rapport à cet objectif (500 caractères au maximum, espaces compris). Veillez être le plus précis possible.

Phase II: Veillez fournir des informations actualisées faisant état des changements survenus au cours du temps.

Phase III: Veillez fournir des informations actualisées faisant état des changements survenus au cours du temps.

**POINT 9. DÉCRIRE L'ASSISTANCE NÉCESSAIRE
POUR AMÉLIORER LA MISE EN ŒUVRE**

Veillez fournir des informations sur la situation de votre pays par rapport à cet objectif (1 500 caractères au maximum, espaces compris). Veillez être le plus précis possible.

Phase II: Veillez fournir des informations actualisées faisant état des changements survenus au cours du temps.

Phase III: Veillez fournir des informations actualisées faisant état des changements survenus au cours du temps.

Appendice I a)

Indicateur 2.1, sous-indicateur 2.1.1

Veillez préciser quels sont les thèmes clefs du développement durable qui sont abordés clairement dans les programmes scolaires ou programmes d'études à différents niveaux de l'enseignement formel en complétant le tableau ci-dessous.

(Veillez, pour chaque niveau, cocher (✓) les thèmes pertinents. Veillez utiliser les lignes laissées en blanc pour ajouter d'autres thèmes considérés comme essentiels à l'éducation au développement durable.)

Quelques thèmes clefs relatifs au développement durable	Niveaux de la CITE					
	0	1	2	3	4	5
Études sur la paix (relations internationales, sécurité et résolution des conflits, partenariats, par exemple)						
Éthique et philosophie						
Citoyenneté, démocratie et gouvernance						
Droits de l'homme (l'équité entre les sexes et les races et les générations, par exemple)						
Lutte contre la pauvreté						
Diversité culturelle						
Diversité biologique et paysagère						
Protection de l'environnement (gestion des déchets, etc.)						
Principes écologiques/approche de l'écosystème						
Gestion des ressources naturelles (l'eau, les sols, les minéraux, les combustibles fossiles, par exemple)						
Changements climatiques						
Santé des personnes et de la famille (VIH/sida, toxicomanie, par exemple)						
Santé de l'environnement (nourriture et eau potable, qualité de l'eau, pollution, par exemple)						
Responsabilité sociale des entreprises						
Modes de production et/ou de consommation						
Économie						
Aménagement rural/urbain						
Total						
Autres (ajouter autant de thèmes que vous l'estimez nécessaire)						

N. B.: Votre réponse devra refléter la variété des thèmes pris en compte dans l'EDD ventilés entre les différents niveaux de la CITE. La ventilation est plus importante que le nombre de lignes cochées. Le nombre de lignes cochées peut être utilisé à des fins d'auto-évaluation.

Le résultat correspondant à ce tableau (102 cases cochées au maximum sans compter la rubrique «autres») est le suivant:

Nombre de cases cochées	0-5	6-10	11-25	26-50	51-75	76-100
Échelle	A	B	C	D	E	F

Pouvez-vous spécifier quel thème est d'une importance primordiale pour votre pays et pourquoi? Merci de préciser pour différents niveaux de la CITE, si nécessaire.

Appendice I b)

Indicateur 2.1, sous-indicateur 2.1.2

Veillez préciser dans quelle mesure les compétences générales suivantes qui appuient l'EDD sont explicitement abordées dans les programmes³⁴ scolaires/d'études aux différents niveaux de l'enseignement formel, en complétant le tableau ci-dessous.

(Veillez, pour chaque niveau, cocher (✓) les résultats attendus. Veillez utiliser les lignes laissées en blanc pour ajouter d'autres résultats (compétences, attitudes et valeurs) considérés comme essentiels dans votre pays en matière d'éducation au développement durable.)

Tableau des résultats en matière d'éducation

Compétence	Résultats attendus	Niveaux de la CITE					
		0	1	2	3	4	5
Apprendre à apprendre L'éducation dispensée à chaque niveau renforce-t-elle la capacité des élèves/étudiants à:	– Poser des questions analytiques/avoir une pensée critique?						
	– Comprendre des questions complexes/avoir une pensée systémique?						
	– Surmonter les obstacles/résoudre les problèmes?						
	– Gérer les changements/définir une problématique?						
	– Avoir une pensée créative/tournée vers l'avenir?						
	– Comprendre les liens entre les disciplines/adopter une approche holistique?						
	Total						
	– Autres (ajouter autant de résultats que vous l'estimez nécessaire)?						
	–						
Apprendre à faire L'éducation dispensée à chaque niveau renforce-t-elle la capacité des élèves/étudiants à:	– Appliquer ce qu'ils ont appris à diverses situations de la vie courante?						
	– Prendre des décisions, y compris dans des situations d'incertitude?						
	– Gérer les crises et les risques?						
	– Agir de manière responsable?						
	– Agir de telle façon qu'ils se respectent eux-mêmes?						
	– Agir avec détermination?						
	Total						
	– Autres (ajouter autant de résultats que vous l'estimez nécessaire)?						
	–						

³⁴ Au niveau des États, s'il y a lieu.

Compétence	Résultats attendus	Niveaux de la CITE					
		0	1	2	3	4	5
Apprendre à être L'éducation dispensée à chaque niveau renforce-t-elle la capacité des élèves/étudiants à :	– Avoir confiance en eux						
	– S'exprimer et communiquer						
	– Gérer le stress						
	– Identifier et définir les valeurs (<i>pour la phase III</i>)						
	Total						
	– Autres (<i>ajouter autant de résultats que vous l'estimez nécessaire</i>)						
	–						
Apprendre à vivre et à travailler ensemble L'enseignement dispensé à chaque niveau renforce-t-il la capacité des élèves/étudiants à :	Résultats attendus	0	1	2	3	4	5
	– Agir de manière responsable (à l'échelle locale et mondiale)						
	– Agir dans le respect des autres						
	– Identifier les parties prenantes et leurs intérêts						
	– Collaborer/travailler en équipe						
	– Participer au processus de décision démocratique						
	– Négocier et rechercher des consensus						
	– Partager les responsabilités (subsidiarité)						
	Total						
	– Autres (<i>ajouter autant de résultats que vous l'estimez nécessaire</i>)						
–							

N. B.: Votre réponse devra refléter la variété des résultats d'enseignement et d'apprentissage de l'EDD ventilés entre les différents niveaux de la CITE. La distribution est plus importante que le nombre de lignes cochées. Le nombre de lignes cochées peut servir à des fins d'auto-évaluation.

Le résultat correspondant à ce tableau (138 cases cochées au maximum sans compter la rubrique «autres») est le suivant:

Nombre de cases cochées	0-7	8-14	15-35	36-70	71-104	105-138
Échelle	A	B	C	D	E	F

Appendice I c)

Indicateur 2.1, sous-indicateur 2.1.3

Veillez indiquer les méthodes d'enseignement et d'apprentissage utilisées pour l'EDD aux différents niveaux de la CITE.

(Veillez cocher (✓) les méthodes d'enseignement et d'apprentissage concernées pour chaque niveau. Utilisez les lignes blanches pour ajouter des méthodes d'enseignement et d'apprentissage supplémentaire qui sont considérées comme de méthodes clés dans votre pays en matière d'enseignement et d'apprentissage du développement durable.)

Tableau des méthodes d'enseignement et d'apprentissage

Les méthodes principales d'enseignement et d'apprentissage de l'EDD, proposées par la Stratégie ³⁵	Niveaux de la CITE					
	0	1	2	3	4	5
Discussions						
La cartographie conceptuelle et perceptuelle						
Enquête philosophique						
L'explication des valeurs						
Les simulations, les jeux de rôle, les jeux						
Les scénarios, les modélisations						
Les technologies de l'information et de la communication (TIC)						
Les enquêtes						
Les études de cas						
Les excursions et l'apprentissage en plein air						
Les projets axés sur l'apprenant						
Les analyses de bonne pratique						
Les expériences sur le lieu de travail						
La recherche de solutions						
Total						
Autres (ajouter autant de thèmes que vous l'estimez nécessaire)						

N. B.: Votre réponse devra refléter la variété des méthodes d'enseignement et d'apprentissage utilisées dans le cadre de l'EDD ventilées entre les différents niveaux de la CITE. La distribution est plus importante que le nombre de lignes cochées. Le nombre de lignes cochées peut être utilisé à des fins d'auto-évaluation.

Le résultat correspondant à ce tableau (84 cases cochées au maximum sans compter la rubrique «autres») est le suivant:

Nombre de cases cochées	0-5	6-28	29-35	36-50	51-65	66-84
Échelle	A	B	C	D	E	F

³⁵ Veillez vous référer au paragraphe 33 e) de la Stratégie de la CEE pour l'EDD.

Appendice II

Indicateur 2.6, sous-indicateur 2.6.1

Veillez préciser dans quelle mesure la mise en œuvre de l'EDD est un processus associant de multiples parties prenantes en complétant le tableau ci-dessous. Veuillez donner des exemples de bonnes pratiques.

(Veillez cocher (✓) la case correspondante dans les tableaux a) et b) pour indiquer quelles autres parties prenantes en matière d'enseignement sont concernées.)

Tableau a) Conformément à la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable

Parties prenantes	Classification de la Stratégie de la CEE pour l'EDD		
	Formelle	Non formelle	Informelle
ONG			
Collectivités locales			
Syndicats			
Secteur privé			
Groupes locaux			
Groupes confessionnels			
Médias			
Total			
<i>Autres (ajouter autant de parties prenantes que vous l'estimez nécessaire)</i>			

Le résultat correspondant à ce tableau (21 cases cochées au maximum sans compter la rubrique «autres») est le suivant:

Nombre de cases cochées	0-1	2	3-5	6-10	11-15	16-21
Échelle	A	B	C	D	E	F

Tableau b) Conformément à la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable

Parties prenantes	Classification de la Décennie des Nations Unies pour l'EDD				
	Sensibilisation du public	Éducation de qualité	Enseignement de réorientation	Formation	Apprentissage social
ONG					
Collectivités locales					
Syndicats					
Secteur privé					
Groupes locaux					
Groupes confessionnels					
Médias					
Total					
Autres (<i>ajouter autant de parties prenantes que vous l'estimez nécessaire</i>)					

Le résultat correspondant à ce tableau (35 cases cochées au maximum sans compter la rubrique «autres») est le suivant:

Nombre de cases cochées	0-5	6-11	12-17	18-23	24-29	30-35
Échelle	A	B	C	D	E	F

Appendice III

Indicateur 3.1, sous-indicateur 3.1.3

Veillez préciser dans quelle mesure l'EDD est une composante de la formation initiale et/ou en cours d'activité des enseignants en cochant (✓) dans le tableau ci-dessous la case qui convient.

Niveaux de la CITE	Pourcentage de professionnels de l'enseignement ayant reçu une formation ³⁶ visant à intégrer l'EDD dans leurs enseignements (voir le barème ci-dessous)																	
	Enseignants												Responsables/administrateurs ³⁷					
	Formation initiale*						Formation en cours d'activité**						Formation en cours d'activité***					
	A	B	C	D	E	F	A	B	C	D	E	F	A	B	C	D	E	F
0																		
1																		
2																		
3																		
4																		
5																		
6																		
Éducation non formelle																		
Éducation informelle																		

* Veuillez indiquer le nombre d'enseignants ayant reçu une formation initiale à l'EDD en pourcentage du nombre total d'enseignants à la date du rapport.

** Veuillez indiquer le nombre d'enseignants ayant reçu une formation à l'EDD en pourcentage du nombre total d'enseignants ayant reçu une formation en cours d'activité à la date du rapport.

*** Veuillez indiquer le nombre de responsables/administrateurs ayant reçu une formation à l'EDD en pourcentage du nombre total de responsables/administrateurs ayant reçu une formation en cours d'activité à la date du rapport.

Le résultat correspondant à ce tableau (100 % au maximum) est le suivant:

Nombre de cases cochées	0-5	6-10	11-25	26-50	51-75	76-100
Échelle	A	B	C	D	E	F

³⁶ Il est entendu qu'une formation doit durer au moins une journée (cinq heures de contact au minimum).

³⁷ Voir les paragraphes 54 et 55 de la Stratégie de la CEE pour l'EDD.

Appendice IV

Résumé et auto-évaluation³⁸

1	Indicateur 1.1	Des mesures préalables sont prises pour contribuer à la promotion de l'EDD	<input type="checkbox"/> Non commencé <input type="checkbox"/> En développement	<input type="checkbox"/> En cours <input type="checkbox"/> Achevé
2	Indicateur 1.2	Les cadres politiques, réglementaires et opérationnels soutiennent l'EDD	<input type="checkbox"/> Non commencé <input type="checkbox"/> En développement	<input type="checkbox"/> En cours <input type="checkbox"/> Achevé
3	Indicateur 1.3	Les politiques nationales soutiennent les synergies entre les processus liés au développement durable et ceux liés à l'EDD	<input type="checkbox"/> Non commencé <input type="checkbox"/> En développement	<input type="checkbox"/> En cours <input type="checkbox"/> Achevé
4	Indicateur 2.1	Les thèmes clefs du développement durable sont abordés dans l'enseignement formel	<input type="checkbox"/> Non commencé <input type="checkbox"/> En développement	<input type="checkbox"/> En cours <input type="checkbox"/> Achevé
5	Indicateur 2.2	Des stratégies de mise en œuvre de l'EDD sont clairement définies	<input type="checkbox"/> Non commencé <input type="checkbox"/> En développement	<input type="checkbox"/> En cours <input type="checkbox"/> Achevé
6	Indicateur 2.3	Une approche institutionnelle globale pour l'EDD et le développement durable est favorisée	<input type="checkbox"/> Non commencé <input type="checkbox"/> En développement	<input type="checkbox"/> En cours <input type="checkbox"/> Achevé
7	Indicateur 2.4	L'EDD est soumise à des systèmes d'évaluation et d'amélioration de la qualité	<input type="checkbox"/> Non commencé <input type="checkbox"/> En développement	<input type="checkbox"/> En cours <input type="checkbox"/> Achevé
8	Indicateur 2.5	Des méthodes et des outils relatifs à l'EDD dans l'éducation non formelle et informelle sont en place pour évaluer l'évolution en termes de connaissances, d'attitudes et de pratiques	<input type="checkbox"/> Non commencé <input type="checkbox"/> En développement	<input type="checkbox"/> En cours <input type="checkbox"/> Achevé
9	Indicateur 2.6	La mise en œuvre de l'EDD est un processus associant les multiples parties prenantes	<input type="checkbox"/> Non commencé <input type="checkbox"/> En développement	<input type="checkbox"/> En cours <input type="checkbox"/> Achevé
10	Indicateur 3.1	L'EDD est une composante de la formation des enseignants	<input type="checkbox"/> Non commencé <input type="checkbox"/> En développement	<input type="checkbox"/> En cours <input type="checkbox"/> Achevé
11	Indicateur 3.2	Les enseignants ont la possibilité de coopérer au sujet de questions liées à l'EDD	<input type="checkbox"/> Non commencé <input type="checkbox"/> En développement	<input type="checkbox"/> En cours <input type="checkbox"/> Achevé
12	Indicateur 4.1	Des outils et des matériels didactiques pour l'EDD sont élaborés	<input type="checkbox"/> Non commencé <input type="checkbox"/> En développement	<input type="checkbox"/> En cours <input type="checkbox"/> Achevé
13	Indicateur 4.2	Il existe des mécanismes de contrôle de la qualité des outils et des matériels pour l'EDD	<input type="checkbox"/> Non commencé <input type="checkbox"/> En développement	<input type="checkbox"/> En cours <input type="checkbox"/> Achevé
14	Indicateur 4.3	Les outils et les matériels didactiques pour l'EDD sont accessibles	<input type="checkbox"/> Non commencé <input type="checkbox"/> En développement	<input type="checkbox"/> En cours <input type="checkbox"/> Achevé
15	Indicateur 5.1	Des mesures de promotion de la recherche en matière d'EDD sont en place	<input type="checkbox"/> Non commencé <input type="checkbox"/> En développement	<input type="checkbox"/> En cours <input type="checkbox"/> Achevé
16	Indicateur 5.2	Le développement de l'EDD est favorisé	<input type="checkbox"/> Non commencé <input type="checkbox"/> En développement	<input type="checkbox"/> En cours <input type="checkbox"/> Achevé
17	Indicateur 5.3	La diffusion des résultats des recherches sur l'EDD est favorisée	<input type="checkbox"/> Non commencé <input type="checkbox"/> En développement	<input type="checkbox"/> En cours <input type="checkbox"/> Achevé
18	Indicateur 6.1	La coopération internationale en matière d'EDD est renforcée dans les pays de la région de la CEE et dans d'autres pays	<input type="checkbox"/> Non commencé <input type="checkbox"/> En développement	<input type="checkbox"/> En cours <input type="checkbox"/> Achevé

³⁸ Sur la base des réponses données pour les sous-indicateurs, veuillez procéder à l'auto-évaluation de l'état d'avancement de la mise en œuvre de l'indicateur correspondant dans votre pays. Veuillez préciser, si possible, quelle méthodologie a été utilisée pour cette auto-évaluation.

**GUIDE POUR L'ÉLABORATION
DES RAPPORTS SUR LA MISE EN ŒUVRE
DE LA STRATÉGIE DE LA CEE
POUR L'ÉDUCATION EN VUE
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**



CHAPITRE VI

RAPPORT SUR LES PROGRÈS ACCOMPLIS PAR LE GROUPE D'EXPERTS
DES INDICATEURS RELATIFS À L'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT DURABLE

**GUIDE POUR L'ÉLABORATION DES RAPPORTS SUR LA MISE EN ŒUVRE
DE LA STRATÉGIE DE LA CEE POUR L'ÉDUCATION
EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Note du Groupe d'experts des indicateurs relatifs à l'éducation au développement durable

Quatrième réunion du Comité directeur CEE pour l'éducation au développement durable
(Genève, 19 et 20 février 2009)¹

Résumé

Le présent guide a été élaboré par le Groupe d'experts CEE des indicateurs relatifs à l'éducation en vue du développement durable (EDD) comme suite à une décision prise par le Comité directeur CEE pour l'EDD à sa dernière réunion (ECE/CEP/AC.13/2008/2, par. 22).

Le Groupe d'experts a œuvré à la mise au point définitive des éléments du guide à ses septième et huitième réunions (ECE/CEP/AC.13/2009/4). Le présent document vient ainsi compléter le modèle de présentation des rapports publié sous la cote ECE/CEP/AC.13/2009/10.

Ce guide est présenté au Comité directeur afin de faciliter la présentation des rapports attendus en 2010, 2015 et au-delà. Certaines parties, dont les domaines renfermant des «exemples», pourraient sans doute nécessiter des mises à jour par l'incorporation d'informations supplémentaires, à mesure que progresseront les travaux en matière d'EDD.

I. INTRODUCTION

La Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable (EDD) a été adoptée par la Réunion de haut niveau des Ministères de l'environnement et de l'éducation (Vilnius, mars 2005) au terme de négociations entre les ministres de l'environnement et les ministres de l'éducation sur la base d'une décision prise à Kiev². Cette Stratégie globale doit être mise en œuvre en trois étapes, la dernière se terminant en 2015. Exécutée en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), elle représente la contribution de la région de la CEE à la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable (2005-2014).

À la Conférence ministérielle de Belgrade³, les ministres de l'éducation et de l'environnement de la région sont parvenus, pour la première fois dans l'histoire du processus «Un environnement pour l'Europe», à une décision commune. Ils ont passé en revue les résultats obtenus, les enseignements tirés et les difficultés rencontrées depuis la Conférence ministérielle de Kiev, ont défini la marche à suivre dans les années à venir et ont adopté par acclamation une Déclaration commune sur l'EDD montrant leur attachement à poursuivre la mise en œuvre de la Stratégie. Par ces décisions et déclarations communes, ils ont lancé aux autres secteurs un signal les encourageant à coopérer pour faire du développement durable une réalité.

La Conférence ministérielle de Belgrade a eu un autre résultat notable, l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Stratégie grâce à un mécanisme de notification complet et à un ensemble d'indicateurs. L'information figurant dans les rapports était certes inégale, mais la réaction des États, sous la forme de 36 rapports nationaux d'exécution, a été un succès. Les États membres se sont vivement félicités de la collaboration étroite et efficace instaurée entre la CEE et l'UNESCO, notamment en ce qui concerne le suivi des progrès réalisés. Le deuxième résultat majeur de la Conférence de Belgrade a été la collecte de données sur les bonnes pratiques en matière d'EDD dans la région de la CEE. Cet effort conjoint de la CEE et de l'UNESCO a abouti à la première publication d'un large éventail de bonnes pratiques visant à promouvoir l'EDD dans l'éducation formelle, non formelle et informelle.



Le présent guide a été conçu pour contribuer au mécanisme de surveillance et de notification en application de la Stratégie de la CEE pour l'EDD. Il renferme des informations, des recommandations et des observations dont la plupart sont disponibles dans divers documents afin d'aider les points de contact nationaux pour l'EDD à élaborer leurs rapports respectifs sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la Stratégie et à remplir le cadre de notification fourni dans le document ECE/CEP/AC.13/2009/10. Y figurent, par exemple, des renseignements sur la méthodologie, des suggestions quant aux sources de données et à leur collecte et des informations sur les procédures de notification et les données de base que recouvrent les indicateurs. On y trouvera aussi un ensemble de critères permettant de suivre la mise en œuvre de la Stratégie, une liste de descripteurs explicitant les indicateurs, un glossaire et d'autres éléments d'information et matériaux utiles.

Les indicateurs de l'EDD ont été élaborés par un groupe d'experts constitué en application de la décision prise par la Réunion de haut niveau de Vilnius pour définir des éléments permettant de mesurer l'efficacité de la mise en œuvre de la Stratégie. Au niveau des pays, ces indicateurs contribuent à améliorer l'apprentissage car: a) ils renforcent la sensibilisation à l'EDD; b) ils suscitent le débat autour de l'EDD; et c) ils font participer de multiples parties prenantes à l'élaboration des rapports. Cet ensemble peut aussi être adapté selon les besoins à l'aide de repères bien définis et de

séries d'indicateurs plus personnalisés, de façon à obtenir un ensemble d'indicateurs de l'EDD applicables à l'échelle nationale.

On trouvera dans les documents ci-après des renseignements intéressant l'établissement des rapports:

a) Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable (CEP/AC.13/2005/3/Rev.1);

b) Cadre de Vilnius pour la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable (CEP/AC.13/2005/4/Rev.1);

c) Notes explicatives au projet de Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable (CEP/AC.13/2004/8/Add.2);

d) Déclaration commune des Ministres de l'éducation et de l'environnement concernant l'éducation en vue du développement durable (ECE/BELGRADE.CONF/2007/4/Add.1);

e) Déclaration ministérielle de la sixième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe» (ECE/BELGRADE.CONF/2007/8, par.11 et 12); Résumé des travaux de la Conférence établi par le Président (ECE/BELGRADE.CONF/2007/9, par. 17 à 26); et Résumé des travaux de la séance conjointe de la Conférence consacrée à l'éducation en vue du développement durable, établi par le Président (ECE/BELGRADE.CONF/2007/4/Add.3);

f) Deux plans de travail (intéressant les phases I et II) pour la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable (CEP/AC.13/2005/8 et ECE/CEP/AC.13/2008/5);

g) Premier rapport intérimaire sur l'application de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable: «Apprendre les uns des autres: réalisations, difficultés et marches à suivre» (ECE/BELGRADE.CONF/2007/INF/3-ECE/CEP/AC.13/2007/2), et son additif, intitulé «Conclusions sur le processus d'établissement des rapports et sur l'utilisation des indicateurs» (ECE/BELGRADE.CONF/2007/INF/3/Add.1-ECE/CEP/AC.13/2007/2/Add.1);

h) Rapports pilotes présentés par les États membres de la CEE (disponibles à l'adresse <http://www.unece.org/env/esd/Implement.Gov.htm>);

i) Bonnes pratiques en matière d'éducation en vue du développement durable dans la région de la CEE (ECE/BELGRADE.CONF/2007/INF/9);

j) Rapports du Comité directeur CEE pour l'éducation au développement durable sur les travaux de ses première, deuxième et troisième réunions (CEP/AC.13/2005/7; ECE/CEP/AC.13/2006/3 et ECE/CEP/AC.13/2008/2);

k) Rapports sur les progrès accomplis par le Groupe d'experts CEE des indicateurs relatifs à l'éducation au développement durable (CEP/AC.13/2005/9; ECE/CEP/AC.13/2006/5, ECE/CEP/AC.13/2008/4 et ECE/CEP/AC.13/2009/4);

l) Modèle de présentation des rapports (ECE/CEP/AC.13/2009/10);

m) Classification internationale type de l'éducation, CITE 1997 (UNESCO, novembre 1997).

On pourra accéder à ces documents sur le site Web de la CEE aux adresses suivantes: <http://www.unece.org/env/esd/Strategy&Framework.htm>; <http://www.unece.org/env/esd/SC.Meet.htm>; <http://www.unece.org/env/esd/belgrade.htm>; <http://www.unece.org/env/esd/Implementation.htm>; <http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/index.html>; <http://www.unece.org/env/esd/SC.EGI.htm>.

II. PROCÉDURE

Le modèle de présentation des rapports est à utiliser par les points de contact nationaux pour l'EDD aux fins d'établir les rapports nationaux d'exécution (RNE) sur l'EDD. Les modalités de notification ont été rationalisées par l'UNESCO et la CEE, de sorte que les États membres de la CEE soient en mesure de présenter un rapport unique sur la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE qui puisse également faire fonction de rapport sur la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'EDD.

Les groupes cibles des RNE sont les suivants:

a) les gouvernements (notamment pour faire rapport aux organismes internationaux, pour y puiser des éléments à des fins nationales ou pour l'auto-

évaluation); b) les organisations internationales (notamment pour donner aux gouvernements et aux autres parties prenantes des éléments complets qui leur permettent d'évaluer la progression de la mise en œuvre et d'élaborer d'autres indicateurs pertinents); et c) les organisations non gouvernementales et autres parties prenantes (notamment pour connaître l'efficacité de la mise en œuvre dans leurs pays respectifs et dans la région de la CEE dans son ensemble). D'autres instances compétentes devraient pouvoir exploiter les résultats de leurs travaux pour évaluer la mise en œuvre de l'EDD.

Pour établir des rapports de qualité, les gouvernements devront s'y prendre de façon concertée, en faisant participer les parties prenantes à toutes les étapes du processus, selon qu'il convient, notamment en leur permettant, de façon réaliste et efficace, de formuler des observations au sujet du projet de rapport avant sa présentation définitive à la CEE.

Pour les pays à structure étatique fédérale, le qualificatif «national» fait référence à l'État. Dans

ce contexte, les «données au niveau national» s'entendent des données agrégées reçues des entités infranationales.

A. Calendrier de présentation des rapports

Un examen de la situation à la lumière des informations présentées à l'occasion des trois phases de la mise en œuvre de la Stratégie (2007, 2010 et 2015) permettrait de mesurer les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'EDD.

Les points de contact nationaux ont établi des RNE pour la notification volontaire pilote de la phase I (2007), et devront présenter des rapports pour la phase II (2010) et la phase III (2015). Le premier appel officiel à notification aurait lieu en 2010. Par la suite, une version actualisée du rapport serait établie par les différents États membres pour 2015. Ces derniers ont néanmoins été invités à présenter volontairement un rapport en 2007 dans la perspective de la Conférence ministérielle de Belgrade. On trouvera dans le tableau ci-après (voir aussi le paragraphe 33) le calendrier proposé pour les différentes étapes de la notification:

Tableau Calendrier proposé pour la notification

Opérations à mener à bien dans le pays	Délai
Premier projet de rapport	Un mois
Consultation des différentes parties prenantes au sujet du projet	Un à trois mois
Élaboration du rapport final (y compris la traduction, le cas échéant)	Un mois
Présentation du RNE à la CEE	Six mois avant la réunion d'examen de l'exécution de la phase considérée (II ou III)

Les principaux éléments de la procédure de présentation des rapports sont les suivants:

a) Les États membres de la CEE établiront leur rapport⁴ dans le cadre d'un processus consultatif transparent associant toutes les parties prenantes concernées au niveau national ou des États;

b) Les rapports seront soumis au secrétariat sous forme électronique en format Word. Ils devront être rédigés en anglais. Les États membres sont également encouragés à fournir le

rapport dans leur langue nationale et, si possible, dans les deux autres langues officielles de la CEE, à savoir, le français et le russe. Les rapports seront distribués dans les langues dans lesquelles ils auront été reçus, et aucune révision du texte ne sera assurée;

c) La CEE publiera les rapports sur son site Web. Elle en assurera également la diffusion en version imprimée aux États membres de la CEE ainsi qu'aux principales parties prenantes. L'UNESCO fera en sorte que les rapports soient accessibles en les affichant sur son site Web et les

utilisera dans le cadre de ses travaux (voir aussi le paragraphe 33);

d) Le secrétariat de la CEE a établi un premier rapport sur les progrès accomplis pour la Conférence de Belgrade en 2007 et élaborera des rapports de synthèse pour 2010 (la date limite pour la présentation des rapports étant fixée au 1^{er} octobre 2010) et pour 2015 (la date butoir correspondante étant arrêtée au 1^{er} octobre 2015), rapports dans lesquels il présentera les progrès accomplis et les difficultés rencontrées et formulera des recommandations (voir aussi le paragraphe 33). Ces rapports feront aussi fonction de contribution régionale à l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable;

e) Les principales parties prenantes sont encouragées à présenter au secrétariat leurs rapports sur les programmes ou activités contribuant à la mise en œuvre de la Stratégie;

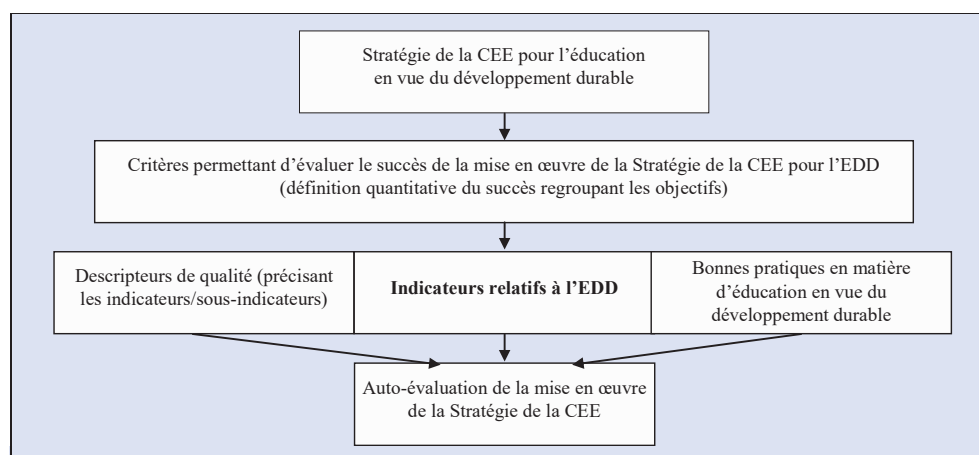
f) Les dates limites pour la présentation des rapports au secrétariat seront fixées compte tenu des procédures de gestion des documents en vigueur à l'ONU et communiquées au secrétariat en temps utile;

g) Les rapports seront examinés lors des réunions du Comité directeur. Les conférences ministérielles «Un environnement pour l'Europe» seront informées selon qu'il conviendra des progrès accomplis, et encouragées à tenir des séances conjointes sur l'environnement et l'éducation en cas de besoin.

Quoique la partie «oui ou non» des sous-indicateurs doive être remplie durant la phase I (pour 2007) et la partie «descriptive» durant la phase II (d'ici à 2010) et la phase III (d'ici à 2015), les pays ont été encouragés à donner des informations sur la série complète d'indicateurs à la fin de chaque phase, selon les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'EDD. Il a été demandé aux pays qui avaient décidé de participer volontairement à l'exercice pilote dès la phase I (d'ici à 2007) de s'efforcer de communiquer des informations sur l'ensemble des indicateurs. Les pays qui n'étaient pas prêts pour la phase pilote ont été invités à remplir la partie «oui ou non» et aussi, si possible, la partie «descriptive». Cet exercice a remplacé le questionnaire prévu à l'origine et ses résultats ont fourni les éléments nécessaires à l'établissement du premier rapport intérimaire sur la mise en œuvre de la Stratégie pour la Conférence ministérielle de Belgrade.

Étant donné le caractère complexe de l'EDD et les différences d'interprétation dont les indicateurs peuvent faire l'objet selon le contexte national dans les différents pays de la CEE, il a été mis au point, pour compléter le modèle de présentation des rapports, des outils supplémentaires, étroitement liés entre eux, afin de faciliter l'examen de la mise en œuvre (figure 2), tels qu'un ensemble de critères pour évaluer le succès de la mise en œuvre de la Stratégie (annexe I) et une liste de descripteurs (annexe II). Le Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD dans la région de la CEE, élaboré conjointement avec l'UNESCO, a été exploité autant que possible aux fins de l'élaboration des descripteurs.

Figure 2
Apprendre les uns des autres



B. Recommandations intéressant le processus d'établissement des rapports

Pour donner des réponses de qualité dans leurs rapports nationaux d'exécution, les gouvernements devront:

a) Intensifier la coopération entre le secteur de l'environnement et le secteur de l'éducation;

b) Renforcer la participation de toutes les parties prenantes à l'élaboration des rapports nationaux, car il est très important que ces derniers soient établis de manière transparente et concertée. On pourrait, par exemple, créer des groupes de parties prenantes à l'appui du processus national d'établissement des rapports;

c) Garder à l'esprit que l'auto-évaluation est un moyen de tirer des enseignements de la mise en œuvre;

d) Étayer les rapports nationaux par des exemples et la mention de bonnes pratiques. L'incorporation d'exemples et/ou de références, notamment le renvoi à des sites Web ou à des documents, contribuera pour beaucoup à l'évaluation objective des progrès accomplis par les pays et facilitera grandement l'échange de données d'expérience et de bonnes pratiques;

e) Présenter les bonnes pratiques et les rapports nationaux de manière interactive et conviviale sur le site Web de la CEE. Un recours accru aux technologies de l'information et de la communication donnerait un accès commode aux différentes informations ainsi qu'aux divers documents concernant la mise en œuvre sur le site Web de la CEE. Cela nécessitera sans doute des ressources supplémentaires, mais la mise en œuvre de l'EDD n'en sera que soutenue et développée. On pourra, par exemple, donner un accès simplifié aux rapports nationaux en permettant la recherche, dans ces derniers, de données par objectif, indicateur ou sous-indicateur. Il serait très utile aussi de revoir le site Web des bonnes pratiques de façon à permettre la recherche par objectif de la Stratégie (pour plus de renseignements, se reporter au plan de travail pour la mise en œuvre de la phase II de la Stratégie, ECE/CEP/AC.13/2008/5, partie C et annexe IV);

f) Former les points de contact nationaux à l'utilisation du modèle de présentation des rapports et sur la signification des indicateurs;

g) Renforcer les capacités en matière d'EDD à tous les niveaux, en particulier dans le domaine du suivi et de l'évaluation, la mise en œuvre de la Stratégie constituant un processus d'apprentissage en soi. Il serait utile d'élaborer un programme de formation spécialisé à l'intention des différents groupes cibles pour appuyer ces activités de renforcement des capacités.

III. INDICATEURS

A. Portée

Les indicateurs sont déterminés par les objectifs de la Stratégie et traduisent les deux aspects du mandat du Groupe d'experts, à savoir «la mise en œuvre» en tant que processus et «l'efficacité de la mise en œuvre» en tant que caractéristique qualitative du processus et du résultat, notamment des effets à long terme de l'EDD. Ils rendent ainsi compte des mesures de contribution, mais aussi de la production et du résultat de la mise en œuvre. Par conséquent, l'évaluation ne saurait être faite au regard d'un seul et unique indicateur, mais doit s'effectuer par rapport à la série complète.

Les indicateurs portent précisément sur les thèmes de l'éducation en vue du développement durable et non sur le développement durable à proprement parler. En d'autres termes, ils mesurent l'efficacité de la mise en œuvre de l'EDD (telle que définie dans la Stratégie) et non les progrès accomplis sur le plan du développement durable (dans les domaines de la biodiversité ou des changements climatiques, par exemple). À l'évidence, les indicateurs sont plus faciles à cerner et à observer pour l'éducation formelle que pour l'éducation non formelle ou informelle. C'est pourquoi ils privilégient la première, sans toutefois minimiser l'importance des deux dernières, en particulier leurs éventuelles retombées négatives (certains messages publicitaires télévisés et autres, par exemple, vont à l'encontre de la promotion du développement durable).

L'actuelle série d'indicateurs reflète l'état des connaissances. Elle est le meilleur résultat possible

au regard de la Stratégie de la CEE elle-même, du mandat du Groupe d'experts et des données et méthodes disponibles, et représente un dénominateur commun entre les différents pays, systèmes éducatifs, cultures et langues. En outre, une fois révisée à la suite de la notification pilote, elle devra probablement être de nouveau revue après les exercices de notification pour les phases II et III et en fonction des observations communiquées par les pays sur la maniabilité et l'exploitabilité des indicateurs ainsi que sur les informations demandées.

La plupart des indicateurs, ainsi que la méthode utilisée pour les définir, pourraient être adaptés et repris par d'autres régions, constituant ainsi pour les gouvernements et les parties prenantes un bon outil d'évaluation des progrès accomplis en matière d'EDD durant la Décennie.

B. Nature des indicateurs

Aucun indicateur ou sous-indicateur ne doit à lui seul être considéré comme un indicateur de qualité. C'est plutôt la combinaison des réponses qui donnera des indications quant à l'état d'avancement et à l'efficacité du processus de mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable (voir les paragraphes 42 à 44).

Les indicateurs et le mécanisme de présentation des rapports ont vocation non pas à «comparer» les pays de la région mais bien à permettre à ceux-ci «d'apprendre et de progresser» dans le domaine de l'EDD, de manière à ce que la région devienne «un lieu d'apprentissage».

Un indicateur s'applique à un thème ou à une situation et vise à rendre compte de l'efficacité du fonctionnement d'un système donné. Les indicateurs doivent s'appuyer, autant que possible, sur les données disponibles. Cependant, en raison de la complexité de l'EDD et de son caractère novateur, il sera également nécessaire d'adopter des propositions tendant à recueillir des données nouvelles. Ce dernier point est particulièrement important pour obtenir des informations sur les aspects qualitatifs. Les indicateurs sont aussi variés que les types de systèmes auxquels ils s'adressent, mais ils ont aussi en commun un certain nombre de caractéristiques: ils doivent être pertinents, faciles à comprendre, représentatifs, fiables, accessibles tant auprès des gouvernements que de diverses autres

sources fiables et disponibles à un coût réaliste. Ils peuvent être quantitatifs (et exprimer alors des valeurs absolues ou des pourcentages) ou qualitatifs (et donner une description ou un classement)⁵.

C. Application des indicateurs

La Stratégie recouvre: a) les mesures de contribution, b) une large gamme d'activités, et c) les effets escomptés de la mise en œuvre de l'EDD. Elle fait ressortir aussi la complexité de l'EDD. C'est pourquoi il importe de mesurer l'efficacité de sa mise en œuvre au travers de l'ensemble du processus de mise en œuvre, depuis les mesures initiales de gouvernance jusqu'aux effets éventuels de ces mesures sur la société. A cet égard, les indicateurs s'inscrivent dans un modèle d'évaluation bien défini, censé aider les pays à mesurer le processus de mise en œuvre d'une manière complète et réaliste (voir l'annexe IV). On distingue quatre types d'indicateurs: les «indicateurs de liste de contrôle», les «indicateurs de contribution», les «indicateurs de production» et les «indicateurs de résultat»:

a) Les «indicateurs de liste de contrôle» renseignent sur les premières mesures politiques, législatives, réglementaires ou de gouvernance prises par les pouvoirs publics pour mettre en œuvre la Stratégie (à savoir, par exemple, s'il existe un mécanisme de coordination ou si la Stratégie est traduite dans la(les) langue(s) nationale(s) ou locale(s));

b) Les «indicateurs de contribution» renseignent sur un large spectre d'actions prises pour mettre en œuvre la Stratégie (par exemple le montant des investissements financiers consentis par l'État pour les équipements d'EDD ou la part de la recherche publique consacrée à l'EDD);

c) Les «indicateurs de production» renseignent sur les résultats de ces actions (par exemple l'efficacité des enseignants formés, le nombre d'entreprises participant à des projets d'EDD ou le pourcentage d'éducateurs ayant reçu une formation sur les thèmes de l'EDD);

d) Les «indicateurs de résultat» renseignent sur les éventuelles retombées de la mise en œuvre de la Stratégie, particulièrement son aspect qualitatif en termes de valeurs, de comportements et de choix en faveur de l'EDD (par exemple les résultats, au plan de l'apprentissage, de

projets associatifs ou partenariats d'EDD ou de l'implication des entreprises dans ce secteur).

Pour pouvoir suivre la progression de la mise en œuvre de la Stratégie dans les pays, il faut au préalable faire le point de cette application pays par pays. Les données de référence traduisent cette situation au regard d'un thème donné à un instant donné, les informations au 1^{er} janvier 2006 servant de données de référence. Il sera tenu compte des écarts quant aux points de départ de la mise en œuvre de la Stratégie dans les différents pays et, par conséquent, du résultat de l'évaluation fondée sur les indicateurs.

D. Vue d'ensemble des indicateurs

La série se compose de 18 indicateurs et de 49⁶ sous-indicateurs, structurés selon les six thèmes visés par les rapports, thèmes qui correspondent aux objectifs de la Stratégie. On compte 46 sous-indicateurs qualitatifs et 8 quantitatifs, dont 5 mixtes. Ces sous-indicateurs sont de plusieurs types: «de liste de contrôle» (11), «de contribution» (30, dont 1 mixte), «de production» (8) et «de résultat» (1). Les indicateurs et sous-indicateurs se présentent sous deux aspects: un volet «oui ou non»⁷ et un volet «descriptif».

La liste des indicateurs précise le type de chacun d'entre eux, mais renseigne aussi sur les «sources de vérification». Elle a vocation à servir de guide aux points de contact nationaux pour les aider à trouver les renseignements nécessaires afin de remplir le questionnaire (ECE/CEP/AC.13/2006/5, annexe I). Dans certains pays, ces renseignements pourraient se trouver dans des sources consacrées à «l'éducation environnementale» ou à «l'éducation en vue du développement»: sans être nécessairement considérées comme relevant de l'éducation en vue du développement durable, ces sources pourraient receler des informations utiles pour compléter le tableau.

Des modèles de tableaux sont annexés à la série d'indicateurs, ce qui permet une certaine simplification tout en préservant dans toute la mesure du possible la substance de la série initiale. Cela permet aussi aux pays de disposer d'un modèle facile à utiliser, à l'intérieur duquel ils n'auraient qu'à cocher les cases prédéfinies qui les concernent.

La Classification internationale type de l'éducation (CITE), et en particulier la classification

des niveaux d'éducation (annexe V), a été utilisée pour définir les indicateurs de l'EDD. La CITE a été conçue par l'UNESCO au début des années 70 pour constituer «un instrument de classement permettant de rassembler, de compiler et de mettre en forme les statistiques éducatives tant dans les pays que sur le plan international». Elle a été approuvée par la Conférence internationale de l'éducation (Genève, 1975), puis par la Conférence générale de l'UNESCO lorsque celle-ci a adopté la Recommandation révisée relative à la normalisation internationale des statistiques de l'éducation à sa vingtième session (Paris, 1978). La présente nomenclature, désormais dénommée CITE 1997, a été approuvée par la Conférence générale de l'UNESCO à sa vingt-neuvième session, en novembre 1997. Élaborée par une équipe spéciale nommée à cet effet par le Directeur général, elle est le résultat d'intenses consultations internationales et porte principalement sur deux variables de classification croisée: les niveaux et les domaines d'éducation.

L'enseignement supérieur a été intégré dans la série d'indicateurs par un système de renvoi en note infrapaginale pour tous les objectifs de manière à remplacer les termes qui sont actuellement utilisés pour le système scolaire par une terminologie applicable à l'enseignement supérieur.

E. Évaluation

Le mécanisme d'évaluation pour chaque indicateur repose sur les réponses aux sous-indicateurs concernés, mais il n'est pas possible d'additionner quantitativement les réponses aux sous-indicateurs pour obtenir des données solides au sujet de l'indicateur considéré. Il faut donc que l'indicateur soit présenté en tant qu'appréciation qualitative des sous-indicateurs. Pour analyser les réponses données dans les tableaux figurant en annexe, et par conséquent évaluer les sous-indicateurs, il a été mis au point une «échelle d'appréciation». Selon l'approche «sur mesure», différentes notations sont utilisées – nombres, pourcentages, montants ou état d'avancement – mais, dans un souci de cohérence, celles-ci sont exprimées suivant une échelle à six niveaux, allant de A (minimum) à F (maximum). Pour certains tableaux, la distribution des coches est plus importante que leur nombre. Le nombre de coches peut être utilisé par le pays concerné pour son propre processus d'évaluation.

Les pays sont encouragés à entreprendre spontanément, après avoir rempli le tableau de notification, une auto-évaluation de l'état d'avancement de la mise en œuvre de chaque indicateur sur la base de leurs réponses aux sous-indicateurs. Cette auto-évaluation compléterait utilement les renseignements donnés dans le modèle de présentation et contribuerait à limiter autant que faire se peut la subjectivité des conclusions tirées par l'expert indépendant lors de l'élaboration du rapport de synthèse sur la mise en œuvre de la Stratégie dans la région. L'auto-évaluation donnerait en outre aux pays la possibilité de se rendre compte des progrès qu'ils auront accomplis dans la mise en œuvre au niveau national.

F. Rapports pilotes

Le premier cycle de présentation des rapports (notification pilote) a eu lieu à la fin de 2006 et au début de 2007, en temps voulu pour la Conférence ministérielle de Belgrade. Les 36 rapports soumis ont démontré qu'une telle opération était à la fois un outil utile pour les gouvernements et un moyen de tirer des conclusions quant aux aspects sur lesquels des améliorations devaient être apportées à l'ensemble d'indicateurs. En réponse aux observations des pays sur la maniabilité et la facilité d'utilisation des indicateurs, un petit nombre d'indicateurs ont été révisés et présentés de manière plus explicite par l'ajout de quelques précisions. On a ainsi ajouté, sous l'indicateur 2.1, un sous-indicateur (2.1.3) dédié aux méthodes d'enseignement/ apprentissage, et modifié et étoffé quelque peu les tableaux figurant en annexe. On a en outre mis au point un ensemble de descripteurs contenant des notes explicatives pour chaque indicateur ou sous-indicateur, outil qui devrait aider les gouvernements à mieux présenter leurs rapports (voir le chapitre IV et l'annexe II). Ainsi, d'une part les gouvernements pourront mieux comprendre les indicateurs et, d'autre part, des conclusions utiles s'en dégageraient quant à l'état de la mise en œuvre de la Stratégie dans le pays.

G. Contribution à l'examen de la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable

Les indicateurs de la CEE et le mécanisme de notification mis en place constituent une contribution importante de la région de la CEE au processus de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre de la Décennie au niveau mondial et

permettent de créer des synergies et de procurer des avantages réciproques. Les décisions prises à la Réunion de haut niveau de Vilnius et par les ministres de l'éducation et de l'environnement dans leur Déclaration commune concernant l'éducation en vue du développement durable lors de la Conférence ministérielle de Belgrade prévoient la présentation d'un rapport unique sur la mise en œuvre de la Stratégie, ce document tenant également lieu de rapport sur la mise en œuvre de la Décennie. Étant donné les différences et les similitudes qui existent entre le modèle de présentation des rapports de la CEE et le questionnaire mis au point par l'UNESCO pour évaluer la mise en œuvre de la Décennie, les rapports nationaux et les autres informations disponibles sur l'application de l'EDD dans la région de la CEE constituent une contribution très utile de la région à l'évaluation de la mise en œuvre de la Décennie. La CEE fournira donc à l'UNESCO les rapports nationaux, les rapports de synthèse au niveau régional et d'autres informations utiles.

IV. CRITÈRES DE QUALITÉ

Il s'est avéré nécessaire de mettre au point des critères de qualité pour mesurer le succès de la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE afin de faciliter/d'étayer l'interprétation des indicateurs/sous-indicateurs, celle-ci dépendant pour une grande part du contexte national. C'est ainsi que l'on a procédé sous l'angle quantitatif ou qualitatif, selon le cas. De plus, des exemples de bonnes pratiques pour des indicateurs ou sous-indicateurs donnés pourraient montrer comment les principes de l'EDD pourraient être mis en œuvre dans tel ou tel contexte.

A. Critères permettant d'évaluer le succès de la mise en œuvre de la Stratégie

Dans une perspective quantitative, il a été défini un acquis minimum sous la forme d'un ensemble de critères/seuils permettant de mesurer le succès de la mise en œuvre de la Stratégie (annexe I). Les progrès pourront ainsi être suivis durant les phases ultérieures du plan de mise en œuvre. L'ensemble de critères correspond aux objectifs de la Stratégie. Vu que l'on dispose déjà d'une masse d'informations sur les critères de qualité applicables au niveau des écoles ou des projets⁸, cet ensemble de critères cible le niveau décisionnel.

B. Descripteurs

La définition de la qualité devrait reposer sur les principes énoncés dans la Stratégie, lesquels renvoient aux valeurs à prendre en considération pour qualifier les pratiques de «bonnes». Ces valeurs peuvent être explicitées par des exemples de bonnes pratiques, d'où l'idée d'élaborer des «descripteurs» pour expliquer ce que signifie une «bonne» pratique selon l'approche qualitative.

Le souci de conserver à l'ensemble des indicateurs un caractère succinct et concis a induit une certaine imprécision au niveau de la partie descriptive de bon nombre d'indicateurs/ sous-indicateurs qualitatifs. Les descripteurs sont destinés à clarifier le sens des indicateurs/sous-indicateurs. Leur liste est structurée comme suit:

- a) Mention de l'indicateur ou sous-indicateur concerné, ainsi que de son type et des éventuelles sources d'information;
- b) Description des sous-indicateurs dont le sens et la dimension, au sens des informations qu'ils sont censés fournir, devaient être précisés;
- c) Citation du passage pertinent de la Stratégie;
- d) Exemples illustrant notamment des bonnes pratiques et des études de cas, ou mentionnant les sources où ceux-ci ont été puisés (annexe II).

L'ensemble des descripteurs ayant un caractère dynamique, son champ «Exemples» nécessiterait des mises à jour en fonction de l'évolution du processus de mise en œuvre (par exemple, pour chacune des phases de la mise en œuvre de la Stratégie, des révisions pourraient être nécessaires pour rester en phase avec les faits nouveaux survenus en matière de développement durable et d'EDD).

V. BONNES PRATIQUES

Une compilation des bonnes pratiques en matière d'EDD donnerait une idée plus claire de la manière de mieux mettre en œuvre la Stratégie au niveau national. À cet effet, des exemples de bonnes pratiques ont été recueillis conjointement par l'UNESCO et la CEE dans le cadre des préparatifs de la Conférence ministérielle de Belgrade. Les

bonnes pratiques, qui représentent une masse d'expérience considérable, pourraient constituer un outil essentiel pour la promotion de l'éducation en vue du développement durable à l'échelle régionale et mondiale au cours des deux prochaines phases de la mise en œuvre de la Stratégie. Au vu des résultats positifs de cette initiative conjointe, la collecte de bonnes pratiques s'est poursuivie sur un site Web spécialisé (<http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/index.html>).

Lors de l'élaboration de la liste des descripteurs, on s'est attaché à classer ces bonnes pratiques en fonction des indicateurs et sous-indicateurs du modèle CEE de présentation des rapports. Il s'en est suivi un modèle plus adéquat, illustrant les indicateurs et sous-indicateurs, pour la collecte des bonnes pratiques, ce qui aide à bien comprendre tant les résultats escomptés que les mesures requises pour faire progresser la mise en œuvre (ECE/CEP/AC.13/2009/6).

VI. UNE APPROCHE ÉQUILIBRÉE

Pour concilier les divergences de vues entre les tenants de l'EDD comme moyen de modifier les comportements (vision instrumentaliste) et ceux qui la considèrent davantage comme un processus centré sur l'apprenant (vision émancipatrice), on donnera ci-après une explication de ces deux approches de l'EDD, qui sont intimement liées⁹:

a) La première «EDD 1» apporte des informations et développe les compétences en vue d'induire dans les comportements un changement prédéterminé. Cet aspect est d'autant plus important que certains comportements sont incontestablement bénéfiques. L'accent sur un comportement favorable au développement durable y est certes explicite, mais le renforcement de la capacité à apprendre est souvent implicite;

b) La seconde «EDD 2» développe notre capacité à livrer une réflexion critique au sujet des messages relatifs à la durabilité et au-delà de ces messages «apprendre à apprendre». Il s'agit notamment de mettre à l'épreuve les idées touchant au développement durable et d'étudier les contradictions inhérentes à un mode de vie durable. Dans cette démarche, le développement de notre capacité à apprendre est explicite, tandis que les messages relatifs au développement durable peuvent être implicites. On assimile ici l'apprentissage au développement durable (c'est-à-

dire que l'on postule que le développement durable est en soi un processus d'apprentissage).

On peut considérer que ces deux approches de l'EDD sont complémentaires et indissociables. Même en livrant un puissant programme de style EDD 1 d'apprentissage proenvironnemental, on n'exclut pas qu'intervienne un élément d'EDD 2. Vare et Scott (2008)¹⁰ poussent cet argument encore plus loin en affirmant qu'il est impossible de livrer une EDD 1 indépendamment d'une EDD 2.

Il importe de concilier ces deux démarches. La première est essentielle pour se projeter dans

l'avenir, mais en lui accordant une importance démesurée, on risque de créer une société moins viable, soit que les individus estiment avoir besoin d'être perpétuellement encadrés, soit qu'ils apprennent à s'affranchir des encouragements des experts. La seconde nous aide à survivre et à nous épanouir, elle peut former des personnes résilientes et sûres d'elles, mais ces qualités ne sont guère utiles si elles ne sont pas associées à une connaissance critique des thèmes du développement durable.

Notes

- ¹ Note du Groupe d'experts des indicateurs relatifs à l'éducation au développement durable présentée à la quatrième réunion du Comité directeur CEE pour l'éducation au développement durable (ECE/CEP/AC.13/2009/5).
- ² Cinquième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe», Kiev, 21-23 mai 2003.
- ³ Sixième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe», Belgrade, 10-12 octobre 2007.
- ⁴ Les pays dotés d'une structure fédérale présenteront un texte unifié établi sur la base des contributions des entités infranationales ou des différents États composant la fédération.
- ⁵ Les indicateurs qualitatifs peuvent être présentés: a) sous forme de description; b) sous forme de classement assorti de notes explicatives pour chaque degré (par exemple 0 pour l'absence totale de concept de développement durable, 1 pour la présence de ce concept dans 50 % des cas, etc.); ou c) sous forme de notation (par exemple +++ pour élevé; ++ pour moyen; + pour faible).
- ⁶ Suite à la révision entreprise après la notification pilote, il a été rajouté un sous-indicateur 2.1.3.
- ⁷ Si la réponse adéquate est «ne s'applique pas», il convient de cocher «non» et d'expliquer pourquoi l'indicateur ou sous-indicateur ne s'applique pas.
- ⁸ Par exemple, les «critères de qualité pour des établissements scolaires écoresponsables», élaborés par les réseaux School Development through Environmental Education et Environment and School Initiatives (ENSI).
- ⁹ Vare, P. et W. Scott (2007), «Learning for a Change: exploring the relationship between education and sustainable development», *Journal of Education for Sustainable Development*, vol. 1, n° 2, p. 191 à 198.
- ¹⁰ Vare et Scott (2008), *Education for Sustainable Development: two sides and an edge*, DEA, Royaume-Uni. Fichier PDF téléchargeable à l'adresse: http://www.dea.org.uk/uploads/4453d22a64a184b4f76a113996448fcf/dea_thinkpiece_vare_scott.pdf.

Annexe I

CRITÈRES PERMETTANT D'ÉVALUER LE SUCCÈS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE DE LA CEE POUR L'ÉDUCATION EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

1. Critères permettant d'évaluer le succès [de la mise en œuvre] des mesures visant à ce que les cadres politiques, réglementaires et opérationnels appuient la promotion de l'éducation en vue du développement durable

a) Les conditions de base indispensables à la mise en œuvre de la Stratégie ont été réunies (voir le modèle de présentation des rapports, sous-indicateurs 1.1.1, 1.1.2, 1.1.3 et 1.2.7);

b) L'EDD est expressément mentionnée dans la législation et/ou des documents directifs nationaux (voir le modèle de présentation des rapports, sous-indicateurs 1.2.1 et/ou 1.2.2 et/ou 1.3.1 et/ou 1.2.3 et/ou 1.2.4);

c) Un plan d'action national relatif à l'EDD est en cours d'élaboration et d'exécution dans le cadre d'un processus interministériel et associant toutes les parties prenantes concernées (voir le modèle de présentation des rapports, sous-indicateurs 1.1.4, 1.2.5 et 1.2.6).

2. Critères permettant d'évaluer le succès [de la mise en œuvre] de la promotion du développement durable par l'apprentissage formel, non formel et informel

a) Les thèmes relatifs aux dimensions sociale, environnementale et économique sont abordés dans les programmes d'enseignement à quatre niveaux au moins de la CITE (voir le modèle de présentation des rapports, appendice I a));

b) Ces thèmes sont abordés de manière intégrée (voir le modèle de présentation des rapports, sous-indicateur 2.2.1, tableau et colonne b));

c) Les quatre compétences en matière d'apprentissage sont prises en compte pour trois des résultats escomptés au moins (voir le modèle de présentation des rapports, annexe 1 b), colonne 1);

d) Il existe au moins un programme national visant à appuyer la mise en œuvre de «l'approche institutionnelle globale»;

e) L'EDD est visée par un système officiel d'évaluation de la qualité à un niveau au moins de la CITE;

f) Il est donné au moins un exemple de traitement de thèmes du développement durable dans l'éducation tant non formelle qu'informelle (voir le modèle de présentation des rapports, sous-indicateurs 2.5.1 et 2.5.2);

g) L'(les) exemple(s) donné(s) à la rubrique 2.5.3 montre(nt) comment les résultats de l'évaluation des activités d'éducation non formelle et informelle ont été mis à profit pour améliorer les pratiques (voir le modèle de présentation des rapports, sous-indicateur 2.5.3);

h) La plupart des groupes de parties prenantes sont associés à un large éventail d'activités éducatives (voir l'annexe II).

3. Critères permettant d'évaluer le succès [de la mise en œuvre] des mesures visant à doter les éducateurs des compétences nécessaires pour intégrer le développement durable dans leur enseignement

a) L'EDD est une composante de la formation initiale et en cours d'emploi des éducateurs à quatre niveaux au moins de la CITE (voir le modèle de présentation des rapports, appendice III);

b) L'EDD est intégrée dans la formation des responsables et du personnel administratif à quatre niveaux au moins de la CITE (voir le modèle de présentation des rapports, appendice III);

c) Il existe, au niveau national, au moins un programme ou une initiative ayant pour objet

d'appuyer la coopération, des réseaux ou des forums entre éducateurs dans le domaine de l'EDD.

4. Critères permettant d'évaluer le succès [de la mise en œuvre] des mesures visant à faire en sorte que les outils et matériels de l'éducation en vue du développement durable soient accessibles en quantité suffisante

a) Il est utilisé un mécanisme opérationnel d'assurance de la qualité des outils et matériels de l'EDD (voir le modèle de présentation des rapports, sous-indicateur 4.2.1);

b) Des outils et matériels pour l'EDD sont à disposition à trois niveaux au moins de la CITE (voir le modèle de présentation des rapports, sous-indicateur 4.2.2) et il existe au moins un des dispositifs visés à l'indicateur 4.3.

5. Critères permettant d'évaluer le succès [de la mise en œuvre] de la promotion de la recherche-développement dans le domaine de l'éducation en vue du développement durable

a) Des travaux de recherche sur l'EDD sont menés et bénéficient d'un appui (trois au moins des sous-indicateurs 5.1.1, 5.1.2, 5.1.3, 5.1.4 et 5.3.2 doivent s'appliquer);

b) Les acteurs de l'EDD bénéficient d'une aide pour leur permettre de contribuer à la recherche-développement dans le domaine de

l'EDD (voir le modèle de présentation des rapports, sous-indicateur 5.2);

c) Il est donné une description d'initiatives ou de mécanismes rattachant la recherche-développement dans le domaine de l'EDD à la pratique (voir le modèle de présentation des rapports, sous-indicateur 5.3.1);

d) La recherche dans le domaine de l'EDD fait intervenir des mécanismes de diffusion interactifs (voir le modèle de présentation des rapports, sous-indicateurs 5.3.1 et 5.3.2).

6. Critères permettant d'évaluer le succès [de la mise en œuvre] du renforcement de la coopération dans le domaine de l'éducation en vue du développement durable à tous les niveaux dans la région de la CEE

a) Il est donné au moins un exemple de coopération internationale pour l'indicateur 6.1.

7. Critères permettant d'évaluer le succès [de la mise en œuvre] des mesures visant à favoriser la préservation, l'utilisation et la promotion du savoir des populations autochtones en matière d'éducation en vue du développement durable

a) On dispose d'informations selon lesquelles le savoir des populations autochtones en matière d'EDD est pris en compte.

Annexe II

LISTE DES DESCRIPTEURS DES INDICATEURS RELATIFS À L'ÉDUCATION EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

1. Les présents descripteurs ont été conçus pour faciliter la compréhension de la série d'indicateurs. Les exemples donnés, qui sont ceux qui étaient disponibles au moment où les descripteurs ont été élaborés, ont été tirés du Recueil des bonnes pratiques en matière d'éducation en vue du développement durable (EDD) dans la région de la CEE. D'autres exemples ont été fournis par le Groupe d'experts des indicateurs relatifs à l'éducation en vue du développement durable. Les informations dans ce domaine peuvent donc être

considérées comme subjectives et non pas représentatives de la région dans son ensemble. Au fil de la progression de la mise en œuvre de la Stratégie, de nouveaux exemples émergeront qui illustreront l'application de telle ou telle disposition de la Stratégie. Ceux-ci seront accessibles sur le site Web de la CEE de manière conviviale et, sous réserve des fonds disponibles, leur consultation sera facilitée par leur présentation, qui serait structurée par indicateur ou sous-indicateur.

THÈME 1. FAIRE EN SORTE QUE LES CADRES POLITIQUES, RÉGLEMENTAIRES ET OPÉRATIONNELS SOUTIENNENT LA PROMOTION DE L'EDD

Indicateur 1.1 Des mesures préalables sont prises pour soutenir la promotion de l'EDD

Sous-indicateur 1.1.1	Le texte de la Stratégie de la CEE pour l'EDD est-il disponible dans votre (vos) langue(s) nationale(s)?	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de liste de contrôle»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des gouvernements
Description	Voir le passage ci-après.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	42. Chaque pays a la responsabilité d'appliquer la Stratégie. [...] À cette fin, il est recommandé que les pays traduisent la Stratégie dans leur(s) langue(s) officielle(s) et, selon les besoins, dans la(les) langue(s) des minorités et qu'ils la distribuent aux autorités compétentes [...].	
Exemple(s)	Le texte de la Stratégie est disponible sur le site Web de la CEE dans les six langues officielles de l'ONU et dans au moins 24 autres langues (http://www.unece.org/env/esd/Strategy&Framework.htm).	
Sous-indicateur 1.1.2	Avez-vous désigné un point de contact national pour tout ce qui touche à la Stratégie de la CEE pour l'EDD?	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de liste de contrôle»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des gouvernements
Description	Les points de contact nationaux sont désignés par les gouvernements et sont chargés de suivre la mise en œuvre de la Stratégie dans leur pays et de diffuser l'information à toutes les parties prenantes pertinentes. Ils assurent aussi la coordination des positions de leur pays au sein du Comité directeur. Les gouvernements informent le secrétariat de la CEE de tout changement	

	concernant leurs correspondants nationaux. Ces derniers ont une autre attribution: élaborer le rapport national d'exécution (RNE). Le point de contact national peut être une personne ou un groupe. Certains pays ont plus d'un point de contact national, ce qui suppose une très bonne organisation de la communication entre ces entités.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	42. Chaque pays a la responsabilité d'appliquer la Stratégie. [...] À cette fin, il est recommandé que les pays [...] désignent un point de contact. 69. À des fins de rationalité et de bonne communication dans la région, il est nécessaire de créer des points de contact dans tous les États membres de la CEE et dans les organisations internationales compétentes. Un comité directeur composé de représentants des secteurs de l'éducation et de l'environnement (ou d'autres secteurs pertinents) pourrait être créé pour suivre la mise en œuvre de la Stratégie. [...].	
Exemple(s)	Une liste des contacts nationaux est disponible sur le site Web de la CEE (http://www.unece.org/env/esd/contacts.htm).	
Sous-indicateur 1.1.3	Existe-t-il dans votre pays un organisme de coordination de la mise en œuvre de l'EDD?	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de liste de contrôle»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des gouvernements
Description	L'organisme de coordination est un groupe qui représente les parties prenantes clefs (y compris les contacts nationaux pour l'EDD); il assure et renforce la coopération au sein du Gouvernement et entre les gouvernements, organisations non gouvernementales (ONG) et autres parties prenantes dans le domaine de l'EDD.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	47. Un mécanisme de coordination est nécessaire pour assurer la mise en œuvre de la Stratégie par les États, ainsi que pour partager les informations et stimuler l'instauration de partenariats entre les différents acteurs. Un «centre national de l'éducation en vue du développement durable» rassemblant des spécialistes de différents secteurs pourrait être créé, éventuellement sous l'égide des conseils du développement durable ou d'autres organismes compétents.	
Exemple(s)	En 2005, l'Arménie a mis en place une commission interinstitutionnelle composée notamment de représentants de différents ministères, d'institutions, d'ONG, d'experts de l'éducation, de la protection de l'environnement et du développement durable, de scientifiques et de conférenciers. Cette structure a pour objectif de définir et encadrer les priorités nationales de la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'EDD et d'élaborer un plan national de mise en œuvre. Il existe des organismes analogues dans d'autres pays, notamment en Grèce, en Lituanie, aux Pays-Bas et en Slovaquie.	
Sous-indicateur 1.1.4	Existe-t-il un plan national de mise en œuvre pour l'EDD?	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de liste de contrôle»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des gouvernements
Description	La Stratégie de la CEE devrait être transposée sous forme de plan national de mise en œuvre ou de plan d'action national (PAN) pour l'EDD. Ce plan devrait être adopté par le gouvernement.	

Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>48. Le plan national (au niveau de l'État) de mise en œuvre doit avoir un rôle central. Les pays devraient décider d'un organisme qui serait chargé de l'élaborer.</p> <p>49. Une telle élaboration devrait se faire sur la base d'une approche participative, associant toutes les parties prenantes concernées. Le plan devrait tenir compte de la situation effective des différents pays. Ces derniers voudront sans doute fixer leurs priorités et calendriers en fonction de leurs besoins, de leurs politiques et de leurs programmes; les dispositions du présent chapitre pourraient les guider dans cette tâche. Les plans nationaux de mise en œuvre devraient comporter des objectifs, des activités, des mesures, un calendrier indicatif, des moyens d'exécution et des instruments d'évaluation.</p>	
Exemple(s)	Les plans disponibles peuvent être consultés sur le site Web de la CEE (http://www.unece.org/env/esd/NAP.htm).	
Sous-indicateur 1.1.5	Existe-t-il des synergies au niveau national entre le processus de la CEE pour l'EDD, le processus mondial de l'UNESCO pour la Décennie des Nations Unies pour l'EDD et d'autres processus politiques concernant l'EDD?	
	<table border="1" style="width: 100%;"> <tr> <td data-bbox="500 854 987 966"><i>Type:</i> Qualitatif; «de liste de contrôle»</td> <td data-bbox="989 854 1473 966"><i>Sources d'information:</i> Rapports des gouvernements; rapports des ministères compétents</td> </tr> </table>	<i>Type:</i> Qualitatif; «de liste de contrôle»
<i>Type:</i> Qualitatif; «de liste de contrôle»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des gouvernements; rapports des ministères compétents	
Description	Lors de la mise en œuvre de l'EDD au niveau national, il convient de tenir compte de tous les processus et activités internationaux pertinents pour éviter les doubles emplois et dégager des avantages mutuels. Les points de contact nationaux pour la Stratégie de la CEE devraient être encouragés à coopérer avec la Commission nationale pour l'UNESCO et les autres acteurs intéressés (par exemple, les coordonnateurs nationaux auprès du Groupe de l'éducation de la Commission du développement durable de l'ONU, de la Stratégie européenne en faveur du développement durable, du Processus de Bologne, de l'Éducation dans une perspective globale, de Baltic 21 et de la Stratégie méditerranéenne de développement durable).	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	1. La Stratégie s'inspire de la déclaration faite par les ministres de l'environnement de la CEE à leur cinquième Conférence «Un environnement pour l'Europe» tenue à Kiev en mai 2003. Elle repose sur l'expérience acquise aussi bien dans la région qu'au plan mondial. La Stratégie est une contribution au cadre de projet de programme d'application pour la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable élaboré par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO); elle est conforme à ce cadre et devrait servir de base à l'application régionale de la Décennie et des résultats du Sommet mondial pour le développement durable.	
Exemple(s)	<p>Dans plusieurs pays, dont l'Arménie, la Grèce, la Lituanie et les Pays-Bas, aussi bien les points de contact nationaux pour la Stratégie de la CEE que les représentants auprès des commissions nationales de l'UNESCO pour l'EDD sont représentés au sein de la commission nationale pour l'EDD.</p> <p>On trouvera à l'adresse suivante la liste des contacts nationaux de la CEE (http://www.unece.org/env/esd/contacts.htm).</p> <p>Les contacts des commissions nationales pour l'UNESCO sont indiqués sur le site Web des commissions nationales, à l'adresse (http://www.unesco.org/nep/index.php?lc=E&module=national_commissions&showall=1).</p>	

Indicateur 1.2 Les cadres politiques, réglementaires et opérationnels soutiennent la promotion de l'EDD

Sous-indicateur 1.2.1	Est-il fait écho de l'EDD dans un ou plusieurs documents de politique nationale?	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de liste de contrôle»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des gouvernements
Description	Les documents de politique peuvent être des stratégies nationales, des plans, des programmes ou des directives. Les politiques nationales se réfèrent de plus en plus au développement durable, mais le fait que l'EDD soit un processus par lequel nous apprenons la durabilité est souvent méconnu. Le présent indicateur est centré sur les politiques qui accordent une juste place à l'apprentissage et soutiennent cette activité.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>43. Pour mettre efficacement en œuvre la Stratégie, ses dispositions doivent être intégrées dans les stratégies de planification, d'investissement et de gestion de l'État et de l'administration locale à tous les degrés d'instruction et pour tous les établissements et organismes s'occupant d'éducation. En même temps, la mise en œuvre devrait être conforme aux autres initiatives nationales, bilatérales et multilatérales pertinentes et en tirer parti. Les instruments juridiques et économiques ainsi que les outils de communication devraient être adaptés à la situation de chaque pays. Ainsi, les pays mettraient en œuvre les dispositions, selon les besoins, en liaison avec leurs cadres législatif, politique et opérationnel.</p> <p>50. Les cadres politiques, réglementaires et opérationnels et les programmes d'étude devraient intégrer et soutenir l'éducation en vue du développement durable.</p>	
Exemple(s)	L'éducation occupe une place centrale dans la Stratégie nationale suédoise pour le développement durable lancée en mars 2006. Il s'agit là de la troisième version des vues du Gouvernement sur le développement durable.	
Sous-indicateur 1.2.2	L'EDD est-elle: a) abordée dans les documents législatifs et réglementaires régissant l'éducation nationale pertinents; et b) prévue dans vos programmes scolaires nationaux et/ou normes/arrêtés/prescriptions à l'échelon national et à tous les niveaux de l'éducation formelle, tels que définis par votre système d'enseignement au sens de la Classification internationale type de l'éducation (CITE)?¹	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de liste de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des ministères compétents
Description	Voir le passage ci-après.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>50. Les cadres politiques, réglementaires et opérationnels et les programmes d'étude devraient intégrer et soutenir l'éducation en vue du développement durable. Les mesures clefs suivantes pourraient être prises à cet effet: adopter à tous les niveaux d'études des cadres pour l'éducation en vue du développement durable; favoriser l'établissement de liens de coopération entre les départements et entre toutes les parties prenantes, notamment par la création de mécanismes consultatifs, le cas échéant; intégrer les principes du développement durable dans les programmes d'études et des cours spéciaux à tous les niveaux de l'enseignement supérieur, en particulier dans la formation initiale des enseignants; développer davantage et mieux gérer les moyens éducatifs au</p>	

¹ Se reporter au paragraphe 29.

	<p>service du développement durable et renforcer le lien entre les sciences naturelles, économiques, politiques et sociales dans le cadre d'études interdisciplinaires, multidisciplinaires et spécialisées. Les études interdisciplinaires et spécialisées devraient être bien équilibrées.</p>
<p>Exemple(s)</p>	<p>En Arménie, le Ministère de l'éducation et des sciences a adopté en 2004 le Concept national de l'enseignement général (qui définit, à l'échelon national, les programmes et les normes de l'enseignement secondaire) et les Normes nationales pour la formation professionnelle, qui renferment des sections distinctes consacrées à l'EDD.</p> <p>Au Kazakhstan, en application de l'ordonnance du Ministre de l'éducation et des sciences, un cours «écologie et développement durable» est désormais obligatoire dans tous les établissements d'enseignement supérieur à compter de septembre 2008.</p> <p>La Suède a amendé en 2006 la loi relative à l'enseignement supérieur qui stipule désormais que les universités sont tenues de promouvoir le développement durable dans toutes leurs activités (enseignement et recherche) (http://www.notisum.se/rnp/sls/lag/19921434.htm):</p> <p>a) La loi suédoise relative à l'enseignement (1985:1100) stipule que toutes les activités scolaires sont menées conformément aux valeurs démocratiques fondamentales et que tous les individus travaillant dans les écoles sont tenus d'encourager le respect de la valeur intrinsèque de chaque personne ainsi que de l'environnement que nous partageons (http://www.sweden.gov.se/sb/d/574/a/21538);</p> <p>b) L'éducation en vue du développement durable est l'objet de programmes d'enseignement et de thèmes d'études à tous les niveaux de l'enseignement scolaire en Suède (http://www3.skolverket.se/ki03/front.aspx?sprak=EN).</p> <p>En Slovaquie, l'EDD est visée à l'article 2 de la loi relative à l'organisation et au financement de l'éducation, dont les objectifs sont inscrits en préambule aux programmes nationaux des écoles maternelles ainsi que des écoles primaires et secondaires.</p> <p>L'article 2 de la loi relative à l'enseignement primaire énonce, dans ses dispositions fondamentales, plusieurs objectifs qui recouvrent les thèmes du développement durable. L'alinéa d de l'article 60 de cette même loi prévoit des plans d'éducation décrivant l'application de l'approche dite de l'«école globale».</p> <p>Le Ministère slovaque de l'éducation et des sports a élaboré des directives pour l'EDD depuis le niveau préscolaire jusqu'à la fin des études secondaires. Ces directives visent les programmes et les matières à incorporer dans toutes les disciplines, selon une approche transverse.</p> <p>Le programme transverse d'étude du développement durable mis au point en Lituanie a été inscrit au nouveau cursus national à compter de l'année scolaire 2008/09.</p> <p>Conformément au décret du Ministre de l'éducation et des sciences, le cours intitulé «Écologie et développement durable» doit devenir obligatoire dans tous les EES du Kazakhstan à partir de septembre 2008.</p>

Sous-indicateur 1.2.3	L'EDD non formelle et informelle est-elle abordée dans vos documents directifs et/ou réglementaires nationaux pertinents et dans vos structures opérationnelles correspondantes?	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de liste de contrôle»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des gouvernements
Description	Pour la distinction entre les qualificatifs «informel» et «non formel», se reporter aux paragraphes 20 et 21 ainsi que 36 et 37 de l'annexe III.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>6. Le but de la Stratégie est d'encourager les États membres de la CEE à développer l'éducation en vue du développement durable et à l'intégrer dans toutes les disciplines pertinentes de l'enseignement scolaire ainsi que dans l'enseignement extrascolaire ou parallèle.</p> <p>30. Il importe de soutenir les activités extrascolaires ou parallèles d'éducation en vue du développement durable, car elles sont un complément indispensable de l'enseignement scolaire, en ce qui concerne en particulier l'éducation des adultes. L'éducation non formelle au développement durable a un rôle particulier car elle est souvent plus axée sur l'apprenant, plus participative et elle encourage un apprentissage tout au long de la vie. L'apprentissage informel sur le lieu de travail est valorisant aussi bien pour les employeurs que pour les employés. Par conséquent, la coopération entre les différents acteurs qui participent à l'éducation en vue du développement durable sous toutes ses formes devrait être reconnue et encouragée.</p> <p>34. Les gouvernements devraient encourager l'apprentissage non formel ou informel parce que des citoyens informés et des consommateurs avertis sont indispensables pour appliquer des mesures de durabilité par le biais de leurs choix et actions, notamment en ce qui concerne le processus de mise en œuvre au niveau local d'Action 21.</p> <p>55. Les mesures clefs suivantes pourraient être prises à cette fin: [...] introduire et développer des systèmes de gestion du développement durable dans les établissements scolaires et les structures d'enseignement extrascolaire; inclure les questions se rapportant au développement durable dans les programmes de formation et de recyclage pour les éducateurs à tous les niveaux d'études; et encourager les éducateurs, notamment dans l'enseignement scolaire ou non scolaire, à partager leurs données d'expérience.</p>	
Exemple(s)	<p>La loi suédoise relative à l'éducation des adultes 2005/06:192 (Apprendre, croître et changer) et le Règlement relatif aux subventions de l'État à l'éducation libérale des adultes prévoient l'octroi de subventions sur fonds publics à l'éducation libérale des adultes dans sept domaines d'action, dont celui intitulé «santé, développement durable et justice globale» (http://www.regeringen.se/sb/d/6312/a/60433).</p> <p>L'Arménie est devenue partie aux instruments internationaux relatifs à l'environnement qui renferment des articles sur l'éducation environnementale non formelle, à laquelle peuvent aussi participer activement les ONG.</p>	

Sous-indicateur 1.2.4	La sensibilisation du public à l'EDD est-elle abordée dans les documents nationaux pertinents?	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de liste de contrôle»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des gouvernements
Description	Les documents nationaux relatifs à l'EDD peuvent s'entendre des stratégies de radio et de télévision, des campagnes publiques et des critères d'appui aux programmes de sensibilisation sur toute une gamme de thèmes liés au développement durable (les changements climatiques, les modes de consommation et de production durables, la désertification et la biodiversité, par exemple). Il peut aussi exister des documents nationaux dédiés à la sensibilisation à l'EDD qui viseraient à promouvoir l'apprentissage proprement dit.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>35. L'apprentissage non formel ou informel, y compris les programmes de sensibilisation du public, devraient viser à mieux faire comprendre les liens entre les questions sociales, économiques et environnementales aux plans local et mondial, dans une perspective temporelle. Les groupes sociaux, les familles, les médias et les ONG ont un rôle important à jouer pour sensibiliser le public au développement durable.</p> <p>51. Il faudrait encourager les activités de sensibilisation du public au développement durable dans les établissements scolaires, les groupes sociaux, les familles, les médias et les ONG, ainsi que par leur intermédiaire.</p>	
Exemple(s)	<p>Le paragraphe 10 de la Constitution arménienne énonce le principe d'une perspective proenvironnementale, à laquelle concourt la loi arménienne relative à l'éducation environnementale. Suite à la ratification de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus) par l'Arménie en 2001, il a été mis en place, en partenariat avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), neuf centres régionaux «Aarhus» qui ont vocation à sensibiliser le public à différents thèmes de l'environnement (lesquels sont eux-mêmes ciblés par l'EDD). En tant que partie à la Convention sur la diversité biologique, à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, le Gouvernement arménien a pris un certain nombre d'engagements et élaboré des plans d'action en conséquence. Ces derniers stipulent que des rapports annuels traitant également de questions d'éducation environnementale doivent être présentés au Gouvernement et au secrétariat des différentes conventions.</p> <p>La sensibilisation fait notamment l'objet d'un document produit par le Conseil suédois de l'éducation des adultes en 2006 intitulé <i>Folkbildning of the future, its role and objectives</i>. Le texte de ce document, qui a été élaboré au terme de plus d'une centaine de conférences avec la participation de 8 000 personnes à l'échelle du pays, brosse le tableau d'un système d'éducation libérale, non formelle et volontaire en Suède (http://www.folkbildning.net/).</p>	

Sous-indicateur 1.2.5	Existe-t-il, au sein de votre gouvernement, une structure formelle de coopération interministérielle dans le domaine de l'EDD?	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de liste de contrôle»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des gouvernements
Description	Une structure formelle pourrait être, par exemple, une commission ou un comité ou encore un groupe de travail mixtes faisant participer tous les organismes gouvernementaux compétents. «Interministériel» signifie «entre les organes de l'État», par exemple le ou les ministère(s) chargé(s) de l'EDD devraient travailler avec les autres ministères ou organismes gouvernementaux compétents.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>10. La Stratégie encourage la coopération et les partenariats entre les départements et entre toutes les parties prenantes, stimulant ainsi l'investissement dans les ressources matérielles et humaines au service de l'éducation en vue du développement durable.</p> <p>46. La coopération, la responsabilité commune et la direction de tous les organismes publics compétents devraient être reconnues comme un important mécanisme de bonne gouvernance et consolidées. Les ministères de l'éducation et de l'environnement, en particulier, devraient, en coopération, prendre l'initiative d'amorcer et d'encourager la prise en compte des questions touchant le développement durable dans les politiques et programmes de l'éducation formelle à tous les niveaux, et évaluer la mise en œuvre de la Stratégie. Toutefois, une coopération étroite et efficace avec d'autres organismes publics et avec toutes les parties prenantes devra aussi être instaurée, en particulier avec les responsables de l'économie.</p> <p>50. Les cadres politiques, réglementaires et opérationnels et les programmes d'étude devraient intégrer et soutenir l'éducation en vue du développement durable. Les mesures clefs suivantes pourraient être prises à cet effet: [...] favoriser l'établissement de liens de coopération entre les départements et entre toutes les parties prenantes, notamment par la création de mécanismes consultatifs, le cas échéant; [...].</p>	
Exemple(s)	<p>La Commission interinstitutionnelle arménienne pour la Stratégie est présentée plus haut sous le point 1.1.3.</p> <p>Au Canada, un conseil national d'experts de l'EDD, doté de groupes régionaux, a été créé dans le but de développer et de renforcer les capacités des dirigeants d'organismes gouvernementaux, du secteur des entreprises, de la société civile et de l'enseignement afin qu'ils puissent œuvrer ensemble à l'intégration de l'EDD dans les systèmes éducatifs formel, non formel et informel. Les départements du gouvernement fédéral compétents font partie des groupes cibles de ce conseil.</p> <p>En Italie, la Conférence État-Régions a adopté, en août 2007, un accord concernant le Programme national d'éducation, d'information et de formation en matière d'environnement pour la période 2007-2009. Depuis 2002, une initiative en faveur des pratiques optimales dans le domaine de l'éducation dans ce domaine a contribué à créer un réseau national de centres d'éducation environnementale. Ce programme, dont l'information est l'un des trois piliers, vise à mettre au point des initiatives et des projets de sensibilisation du public à l'EDD. En outre, il donne suite au document d'orientation intitulé «<i>Orientamenti e obiettivi per il nuovo quadro programmatico per l'educazione all'ambiente e allo sviluppo sostenibile</i>» (Orientations et objectifs du nouveau programme-cadre pour l'éducation à l'éducation et au développement durable) adopté par la Conférence État-Régions. Ce document renferme deux paragraphes sur</p>	

	<p>l'éducation non formelle et informelle qui traitent tout particulièrement des campagnes de communication, de l'éducation par les médias et de la sensibilisation à des modes de consommation durables.</p> <p>Le 23 mai 2008, le Gouvernement italien a adopté une loi sur la «crise des ordures ménagères dans la région de la Campanie» comprenant trois articles sur des programmes d'éducation et des propositions tendant à mettre au point des projets scolaires au niveau local sur la gestion des déchets et les modes de consommation durables. Suite à cette loi, et dans le but de mieux informer le public au sujet de la gestion durable des déchets, le Ministère de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mer a réalisé, en collaboration avec la télévision publique, une campagne publicitaire intitulée «Recyclage des déchets».</p> <p>En Slovénie, le Programme national de protection de l'environnement énonce une stratégie de sensibilisation clairement définie. L'article 146 de la loi relative à la protection de l'environnement prévoit le financement de programmes de sensibilisation du public. Les pays qui ont ratifié la Convention d'Aarhus s'engagent à sensibiliser le public aux questions d'environnement, cet aspect pouvant être traduit dans les documents nationaux.</p>
<p>Sous-indicateur 1.2.6</p>	<p>Existe-t-il un mécanisme de coopération entre toutes les parties prenantes dans le domaine de l'EDD auquel votre gouvernement est associé?</p> <p><i>Type:</i> Qualitatif; «de liste de contrôle» <i>Sources d'information:</i> Rapports des gouvernements</p>
<p>Description</p>	<p>Les mécanismes de coopération entre toutes les parties prenantes à l'EDD peuvent être des comités, des commissions ou des groupes de travail. Ils devraient garantir l'interaction multipartite sur le long terme. En tant qu'intervenants clefs, les gouvernements devraient être associés aux travaux de ces mécanismes.</p>
<p>Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie</p>	<p>10. La Stratégie encourage la coopération et les partenariats entre les départements et entre toutes les parties prenantes, stimulant ainsi l'investissement dans les ressources matérielles et humaines au service de l'éducation en vue du développement durable.</p> <p>26. L'éducation en vue du développement durable exige une coopération et des partenariats entre toutes les parties prenantes. Les principaux acteurs sont les pouvoirs publics et les autorités locales, les enseignants et les scientifiques, le secteur de la santé, le secteur privé, l'industrie, les secteurs des transports et de l'agriculture, les syndicats, les médias, les organisations non gouvernementales, diverses communautés, les peuples autochtones et les organisations internationales.</p> <p>33. [...] c) Renforcer la coopération et les partenariats entre membres du corps enseignant et autres parties prenantes. Une participation plus active du secteur privé et des entreprises aux processus éducatifs facilitera l'adaptation à l'évolution rapide des technologies et aux changements des conditions de travail. Le fait que les activités d'apprentissage aient un rapport étroit avec la société enrichira l'expérience pratique des apprenants;</p> <p>50. Les cadres politiques, réglementaires et opérationnels et les programmes d'étude devraient intégrer et soutenir l'éducation en vue du développement durable. Les mesures clefs suivantes pourraient être prises à cet effet: [...] favoriser l'établissement de liens de coopération entre les départements et entre toutes les parties prenantes, notamment par la création de mécanismes consultatifs, le cas échéant; [...].</p>

Exemple(s)	<p>Conformément à une résolution du Gouvernement, l'Arménie s'est dotée en 2002 d'une Commission nationale pour le développement durable composée de représentants de milieux scientifiques et d'ONG et coiffée par le Premier Ministre. Dix ministres, plusieurs députés ainsi que des représentants des milieux scientifiques, d'ONG, du secteur privé et de l'ONU font partie de la Commission, qui a notamment vocation à «promouvoir le développement durable par l'apprentissage formel et non formel».</p> <p>Au Canada, le Conseil national d'experts de l'éducation au service du développement durable (NESDEC) et ses groupes de travail régionaux sont composés de parties prenantes multiples et ciblent les instituts de recherche, les groupements nationaux de jeunes, les fédérations d'enseignants et les hauts responsables gouvernementaux.</p> <p>En République tchèque, deux mécanismes interministériels (l'Accord interministériel de coopération à l'éducation environnementale et l'Accord interministériel de coopération à l'éducation en vue du développement durable, voir les exemples cités sous le point 1.2.5 ci-dessus) comprennent des ONG en tant qu'entités représentatives des institutions d'apprentissage non formel.</p> <p>Le Gouvernement britannique s'emploie, en coopération avec la Commission du développement durable, à mettre en place un groupe d'ONG qui ferait office de caisse de résonance officieuse pour les initiatives du Gouvernement en matière d'EDD en Angleterre, au pays de Galles et en Irlande du Nord.</p> <p>En Suède, la contribution de toutes les parties prenantes est assurée au moyen de consultations officielles lors de l'élaboration de tous les nouveaux textes de loi ainsi que par l'intermédiaire de groupes temporaires créés pour des projets précis (http://www.regeringen.se/sb/d/1522/a/13504).</p> <p>En Allemagne, il a été créé en 2004 un Comité national pour le développement durable composé de représentants de tous les établissements d'enseignement ainsi que du Gouvernement, de l'administration et des organisations de la société civile. Ce comité est chargé de fixer les priorités stratégiques du processus de mise en œuvre et de mener, au niveau politique, des activités de plaidoyer en faveur de l'EDD.</p>	
Sous-indicateur 1.2.7	Des crédits budgétaires ont-ils été dégagés et/ou des mesures d'incitation économique ont-elles été prises spécialement pour soutenir l'EDD?	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des gouvernements
Description	<p>Les dépenses publiques peuvent revêtir la forme d'un financement de l'EDD au titre des programmes généraux de l'État (par exemple, l'éducation formelle ou professionnelle) ou de mesures d'incitation telles que l'octroi de prix ou de subventions à l'appui de systèmes d'apprentissage précis. Cela peut recouvrir des approches institutionnelles globales (voir le point 2.3.1) ou des thèmes précis du développement durable (voir le point 2.1.1).</p>	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>74. Pour assurer le succès de la Stratégie, il est indispensable de trouver au préalable les moyens financiers nécessaires à sa mise en œuvre. Afin d'évaluer correctement les coûts des mesures nécessaires pour atteindre les objectifs de la Stratégie et la rentabilité de cet investissement, il est essentiel de comprendre l'utilité de l'éducation pour introduire des politiques et pratiques de développement durable dans la société. L'éducation doit être considérée comme un investissement qui sera rentable à long terme.</p>	

	<p>76. Les pouvoirs publics devraient envisager de recourir aux budgets et à des encouragements économiques pour financer l'éducation en vue du développement durable dans toutes les formes d'enseignement, notamment créer des bourses d'études en matière d'éducation en vue du développement durable et renforcer les capacités des établissements. On devrait s'efforcer d'inscrire l'éducation en vue du développement durable dans les programmes bilatéraux et multilatéraux pertinents. Des partenariats peuvent être constitués et devraient être encouragés pour rechercher l'appui, notamment sous forme de contributions en nature, des institutions de financement internationales et du secteur privé.</p>
<p>Exemple(s)</p>	<p>Au Royaume-Uni, des crédits destinés expressément à l'EDD ont été alloués par diverses institutions gouvernementales, dont la Higher Education Academy (Académie de l'enseignement supérieur), qui finance l'EDD dans les universités. En Angleterre, les régions ont reçu quelque financement à l'appui de la création de réseaux pour des écoles viables et à l'intégration du développement durable dans le secteur de la formation professionnelle.</p> <p>Aux Pays-Bas, le programme national «L'apprentissage au service du développement durable» dispose d'un financement propre pour les projets, programmes et travaux de recherche sur l'EDD, pour un budget annuel de 5 millions d'euros financé par des ministères et les collectivités régionales. Les parties prenantes participantes contribuent par ailleurs au financement de projets spécifiques (soit une part annuelle de 25 % environ, en sus des fonds collectés). En outre, le Ministère de l'environnement et le Ministère de l'agriculture lancent chaque année des appels d'offres pour des projets et programmes éducatifs (http://www.senternovem.nl/mmfiles/Webversie%20uitvoeringsplan%20LvdO%202008-2011_tcm24-266541.pdf).</p> <p>Dans la Fédération de Russie, l'Agence fédérale de l'éducation a appuyé plusieurs projets ciblés de renforcement des capacités de promotion de l'EDD dans les établissements d'enseignement supérieur. Des modules d'apprentissage dans les domaines de la géographie, de l'écologie, de la géologie, de l'économie, de la chimie et de la philosophie avec une composante EDD ont été mis au point et introduits dans les universités.</p> <p>L'Agence suédoise de réseautage et de coopération dans l'enseignement supérieur a fourni un appui à un réseau (HU2) d'universités pour un projet tendant à examiner et proposer un programme intitulé «Résultats de l'apprentissage du développement durable à différents niveaux et dans différentes disciplines de l'enseignement supérieur» (http://www.hu2.se/nlhu2.htm).</p> <p>Le Gouvernement italien a redéployé des fonds d'un montant de 8 millions d'euros au projet INFEA pour la période 2007-2009. L'expérience a montré que ce projet autorisait une coopération étroite, synergique et efficace entre les autorités nationales et les collectivités locales, ce qui a permis de promouvoir les projets d'éducation environnementale et d'éducation en vue du développement durable. Ces initiatives ont pris en considération l'importante contribution du patrimoine traditionnel, naturel et culturel local à la solution des problèmes écologiques, sociaux et économiques actuels.</p> <p>Il a été signé, le 30 janvier 2008, entre les Ministères italiens de l'environnement, de l'éducation et de l'université et de la recherche, un Accord interministériel de promotion de l'EDD dont les objectifs sont les suivants:</p> <p>a) Réorienter l'éducation formelle, non formelle et informelle vers les valeurs et priorités du développement durable;</p>

	<p>b) Promouvoir, à l'intention des directeurs d'école et des enseignants, des programmes de formation axés sur la création de savoirs et de compétences en matière de développement durable;</p> <p>c) Faire mieux connaître aux familles et à la communauté scolaire tout entière les initiatives tendant à promouvoir des modes de vie durables, notamment par l'adoption de technologies nouvelles;</p> <p>d) Développer les programmes d'études de manière à mettre en valeur les compétences professionnelles dans le domaine du développement durable, élargissant ainsi le marché de l'emploi dans le secteur de la durabilité;</p> <p>e) Promouvoir des projets visant expressément à améliorer l'efficacité des bâtiments scolaires en tant que «lieux d'apprentissage».</p> <p>Dans le cadre du programme ENSI, le Gouvernement hongrois a lancé le système dit des «écoécoles», réseau d'écoles qui ont reçu, après avoir fait acte de candidature, la certification de durabilité. Ce label leur permet de participer à des réunions, d'échanger du matériel, d'établir des contacts et de prendre part à des programmes nationaux et internationaux de formation en cours d'emploi. Grâce à ce réseau, les écoles disposent d'un cadre professionnel qui leur permet d'élaborer leurs propres projets de durabilité (www.okoiskola.hu).</p> <p>En Irlande, le réseau Ubuntu (http://www.ubuntu.ie/) a été créé en 2005 pour aider les formateurs d'enseignants à intégrer l'éducation au développement et l'éducation en vue du développement durable dans la formation initiale des enseignants du secondaire. Il est financé par Irish Aid (qui relève du Ministère des affaires étrangères).</p>
--	---

Indicateur 1.3 Les politiques nationales soutiennent la synergie entre les actions liées au développement durable et celles liées à l'EDD

Sous-indicateur 1.3.1	S'il existe une politique de développement durable dans votre pays, l'EDD en fait-elle partie?	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de liste de contrôle»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des gouvernements; rapports des ministères compétents
Description	Le développement durable repose essentiellement sur un processus qui consiste à apprendre à agir différemment. L'EDD est donc un important instrument de réalisation des objectifs politiques du développement durable. Inversement, l'EDD (ou l'apprentissage) est enrichie par la réalisation des politiques et stratégies du développement durable.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>Principes: L'éducation est non seulement un droit de l'homme, mais également une condition <i>sine qua non</i> du développement durable et un outil indispensable à une bonne gouvernance, à des décisions éclairées et à la promotion de la démocratie. En conséquence, l'éducation en vue du développement durable peut contribuer à la réalisation de notre dessein.</p> <p>13. Il faut garder à l'esprit le fait que le sens du développement durable évolue. La construction d'une société viable devrait donc être considérée comme un processus d'apprentissage permanent, s'accompagnant d'une réflexion sur les problèmes et les difficultés, et dans lequel les bonnes réponses et les bonnes solutions ne cessent d'évoluer avec l'expérience. Les objectifs de l'apprentissage en matière d'éducation en vue du développement durable devraient englober les connaissances, les compétences, la compréhension, les comportements et les valeurs.</p>	

	<p>43. Pour mettre efficacement en œuvre la Stratégie, ses dispositions doivent être intégrées dans les stratégies de planification, d'investissement et de gestion de l'État et de l'administration locale à tous les degrés d'instruction et pour tous les établissements et organismes s'occupant d'éducation. En même temps, la mise en œuvre devrait être conforme aux autres initiatives nationales, bilatérales et multilatérales pertinentes et en tirer parti. Les instruments juridiques et économiques ainsi que les outils de communication devraient être adaptés à la situation de chaque pays. Ainsi, les pays mettraient en œuvre les dispositions, selon les besoins, en liaison avec leurs cadres législatif, politique et opérationnel.</p>
<p>Exemple(s)</p>	<p>L'éducation est une composante de la Stratégie nationale estonienne de développement durable (Estonie durable 21, 2005) dans le cadre du programme «Appui intellectuel et social à la société du savoir».</p> <p>Elle est aussi une composante du «Programme de transition de la République du Kazakhstan vers le développement durable pour 2007-2024».</p> <p>La Stratégie du développement durable (2003) de la Lituanie comprend un chapitre sur l'éducation et la recherche. Le plan national de développement économique à long terme de la Slovénie prévoit le développement durable, l'EDD étant mentionnée comme un moyen d'y parvenir. Le Ministère de l'éducation et des sports a élaboré des Directives pour l'EDD depuis l'éducation préscolaire jusqu'à l'enseignement préuniversitaire et a adopté la Stratégie de la CEE.</p> <p>L'un des principes de la Stratégie nationale suédoise pour le développement durable est que l'EDD suppose un apprentissage tout au long de la vie, de sorte que l'éducation à tous les niveaux, de même que tous les types d'éducation, doivent s'inscrire dans une perspective de développement durable (http://www.regeringen.se/sb/d/3142).</p> <p>En République tchèque, l'EDD est inscrite dans la Politique environnementale de l'État (http://www.env.cz/osv/edice-en.nsf/D19A3A3F73ABC1CBC125713800330A7C/\$file/spzp_en.pdf). La première partie du chapitre V de ce document, intitulé «Sensibiliser le public aux questions d'environnement, à l'éducation en matière d'environnement et à la Politique environnementale de l'État» (p. 36), énonce ce qui suit: «Une sensibilisation aiguë du public dans le domaine de l'environnement est une condition préalable, et une composante prioritaire, de la bonne application de la Politique environnementale de l'État ainsi que de la Stratégie nationale pour le développement durable, qui est actuellement en cours d'élaboration». La section 4 du chapitre II de la Stratégie tchèque pour le développement durable fait aussi une place à l'EDD (http://www.mzp.cz/AIS/web-en.nsf/pages/sustainable_development_on_national_level).</p> <p>En Italie, la Stratégie d'action environnementale pour le développement durable consacre les priorités inscrites au sixième Programme d'action pour l'environnement de l'Union européenne, à savoir: le changement climatique; la nature et la biodiversité; la qualité de l'environnement et la qualité de vie en milieu urbain; et l'exploitation et la gestion durables des ressources naturelles et les déchets. Les engagements nationaux et internationaux auxquels l'Italie a souscrit conformément à la Stratégie de Lisbonne et à la Stratégie de Göteborg définissent des objectifs et des actions pour chacun de ces quatre grands domaines ainsi qu'un certain nombre d'indicateurs du développement durable pour suivre leur réalisation. L'éducation environnementale y est considérée comme un moyen de renforcer l'efficacité des politiques sectorielles qui sont définies par la CEE dans la Stratégie. Le rôle de l'éducation (notamment en</p>

	matière d'environnement) est de favoriser une plus grande sensibilisation et une participation active de tous les citoyens, en particulier des jeunes, à la mise en œuvre de la Stratégie.
--	--

THÈME 2. PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE PAR L'APPRENTISSAGE FORMEL, NON FORMEL ET INFORMEL

Indicateur 2.1 Les thèmes clefs du développement durable sont abordés dans l'éducation formelle

Sous-indicateur 2.1.1	Les thèmes clefs du développement durable sont-ils explicitement abordés dans les cursus/programmes d'études aux différents niveaux de l'éducation formelle?	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Établissements d'enseignement et ministères responsables de l'éducation
Description	Il s'agit de savoir quels sont les thèmes clefs qui sont abordés aux différents niveaux de la classification CITE et si certains sont privilégiés (voir l'appendice I a) pour les thèmes clefs qui sont énoncés dans la Stratégie, étant entendu que l'on pourra ajouter des thèmes supplémentaires dans l'espace prévu à cet effet). Cet indicateur vise à identifier les thèmes qui sont actuellement abordés dans les programmes, cours et projets nationaux et à préciser ceux qui sont essentiels dans tel ou tel pays. Pour les niveaux 5 et 6 de la CITE, les thèmes susmentionnés devraient être incorporés dans les cours ou les projets des établissements d'enseignement supérieur, qu'ils soient obligatoires ou facultatifs.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	15. Parmi les principaux thèmes du développement durable, citons la lutte contre la pauvreté, la citoyenneté, la paix, l'éthique, la responsabilité aux échelons local et mondial, la démocratie et la gouvernance, la justice, la sécurité, les droits de l'homme, la santé, l'égalité hommes-femmes, la diversité culturelle, l'aménagement rural et urbain, l'économie, les modes de production et de consommation, la responsabilité des entreprises, la protection de l'environnement, la gestion des ressources naturelles et la diversité biologique et du paysage. Il faut pour intégrer ces différents thèmes dans l'éducation en vue du développement durable adopter une approche holistique.	
Exemple(s)	<p>Au Royaume-Uni, le Curriculum for Excellence (Programme d'excellence) écossais aborde le développement durable dans le cadre du thème général de la citoyenneté (http://www.ltscotland.org.uk/curriculumforexcellence/). En Angleterre, en Irlande du Nord et au pays de Galles, le développement durable est l'une des sept dimensions interdisciplinaires du Programme national qui contribue à donner pertinence et authenticité à l'éducation. En outre, le développement durable est officiellement rattaché à quatre matières obligatoires (citoyenneté, conception et technologie, géographie et science). L'étude des changements climatiques est désormais obligatoire dans toutes les écoles secondaires (http://www.curriculumonline.gov.uk/Default.htm).</p> <p>Le Cadre national pour des écoles viables au Royaume-Uni définit huit filières par lesquelles les écoles peuvent aborder le développement durable (alimentation et boisson; énergie et eau; déplacements et circulation; achats et déchets; bâtiments et sols; intégration et participation; bien-être local; et dimension globale). Bien que non obligatoire, ce cadre est de plus en plus pris en considération dans l'auto-évaluation des écoles (http://www.teachernet.gov.uk/sustainable-schools/index.cfm).</p>	

	<p>Le projet d'EDD de la Higher Education Academy (Royaume-Uni) a établi un «module d'orientation» sur la durabilité intitulé «Sowing Seeds» (Semer les graines) ainsi conçu: a) une introduction indiquant les différents niveaux de prise en compte de la durabilité; b) une section indiquant les principes clefs de la durabilité et les résultats de l'apprentissage par niveau, depuis le premier cycle jusqu'à la maîtrise; et c) des appendices illustrant le développement durable, avec indication de sites internet et/ou de coordonnées de correspondants. Au moment où le présent document a été rédigé, ce module était encore à l'étude (http://csf.plymouth.ac.uk/?q=node/585).</p> <p>Les thèmes clefs du développement durable sont inscrits au nouveau programme national d'enseignement qui doit être introduit en Lituanie à partir de l'année scolaire 2008/09.</p> <p>Ces thèmes sont inscrits au programme d'enseignement général obligatoire des établissements d'enseignement supérieur au Kazakhstan, sous le titre «Écologie et développement durable».</p> <p>Le programme slovène de l'enseignement primaire et secondaire indique les thèmes du développement durable à intégrer dans les différentes disciplines; de leur côté, les Directives pour l'EDD depuis le niveau préscolaire jusqu'à la fin des études secondaires visent les sujets interdisciplinaires à enseigner. On compte aussi en Slovénie trois réseaux pertinents, les écoécoles, les écoles saines et les écoles du réseau ASPnet de l'UNESCO, dans lesquels les écoles et les maternelles peuvent aborder les thèmes du développement durable par le biais de différents projets novateurs, dont ceux qui sont financés par le Fonds social européen (www.ekosola.si).</p>		
<p>Sous-indicateur 2.1.2</p>	<p>Les cursus/programmes d'études aux différents niveaux de l'éducation formelle abordent-ils expressément les résultats de l'apprentissage (compétences, attitudes et valeurs) qui vont dans le sens de l'EDD?</p> <table border="1" data-bbox="493 1223 1473 1338"> <tr> <td data-bbox="493 1223 987 1338"><i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»</td> <td data-bbox="987 1223 1473 1338"><i>Sources d'information:</i> Établissements d'enseignement et ministères responsables de l'éducation</td> </tr> </table>	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Établissements d'enseignement et ministères responsables de l'éducation
<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Établissements d'enseignement et ministères responsables de l'éducation		
<p>Description</p>	<p>Les compétences énumérées à l'appendice I b) reflètent les principes de la Stratégie. Les résultats de l'apprentissage sont groupés dans les quatre catégories de compétences qui sont utilisées dans le programme «Éducation pour tous» (apprendre à apprendre, apprendre à faire, apprendre à être et apprendre à vivre et à travailler ensemble; voir le rapport Delors (http://www.unesco.org/delors/)). L'objet de ce sous-indicateur est de connaître la gamme des résultats d'apprentissage et des compétences générales qui sont actuellement visés dans</p>		

	vos programmes et cours, ainsi que leur importance relative dans votre pays.
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>11. La Stratégie reprend les dispositions essentielles de L'éducation pour tous: tenir nos engagements collectifs².</p> <p>13. Il faut garder à l'esprit le fait que le sens du développement durable évolue. La construction d'une société viable devrait donc être considérée comme un processus d'apprentissage permanent, s'accompagnant d'une réflexion sur les problèmes et les difficultés, et dans lequel les bonnes réponses et les bonnes solutions ne cessent d'évoluer avec l'expérience. Les objectifs de l'apprentissage en matière d'éducation en vue du développement durable devraient englober les connaissances, les compétences, la compréhension, les comportements et les valeurs.</p>
	<p>18. Il conviendrait d'inciter les apprenants, à tous les niveaux, à engager une analyse et une réflexion systémiques, critiques et créatives dans un contexte aussi bien local que global, comme préalable à des mesures concrètes en faveur du développement durable.</p>
Exemple(s)	<p>La réflexion complexe et critique est visée directement dans les programmes obligatoires de l'enseignement scolaire en Espagne. En collaboration avec l'École régionale de Catalogne pour des modes de consommation durables, l'Université autonome de Barcelone a élaboré des matériels pédagogiques pour les écoles primaires et secondaires qui rattachent les habitudes de consommation et les modes de vie des apprenants aux principes de la réflexion complexe et systémique (multiplicité des perspectives, diversité, interdépendance globale/locale, incertitudes et risques, par exemple).</p> <p>Dans la Fédération de Russie, l'Association pour l'éducation environnementale (ASEKO) a élaboré un modèle interdisciplinaire et à vocation pratique d'éducation avant-gardiste ciblant aussi bien les élèves que les enseignants. Au vu des résultats d'une analyse des opinions des élèves et des parents, il a été élaboré un cours traitant de la «vie réelle» ainsi qu'un cours théorique, marquant le passage vers une approche institutionnelle globale de l'EDD. Ce cours applique des techniques d'enseignement interactives mettant l'accent sur les valeurs et les attitudes. Il est appliqué dans les écoles et universités depuis 2002. Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'éducation en vue du développement durable</i>, à l'adresse http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#R.</p> <p>Au Royaume-Uni, la politique gouvernementale Every Child Matters (Chaque enfant compte) vise à améliorer le bien-être des enfants et des jeunes de la naissance à 19 ans. Elle est fondée sur des travaux de recherche qui ont démontré comment le fait d'agir sur les vues des jeunes gens apporte des résultats positifs, dont un sens civique accru et un meilleur épanouissement personnel.</p> <p>La Commission du développement durable du Royaume-Uni, qui a recherché les moyens par lesquels le développement durable peut aider à atteindre les objectifs de ce document politique clef, a publié un document intitulé <i>Every Child's Future Matters</i> (L'avenir de chaque enfant compte) (http://www.sd-commission.org.uk/publications.php?id=578).</p> <p>Dans le cadre de son projet d'éducation en vue du développement durable, la Higher Education Academy s'est intéressée aux résultats de l'apprentissage du développement durable dans l'enseignement supérieur (voir le point 2.1.1).</p>

² Cadre d'action de Dakar, UNESCO, 2000.

	<p>En Lituanie, les résultats de l'apprentissage de l'EDD sont traités dans le programme interdisciplinaire relatif au développement durable qui a été introduit à partir de l'année scolaire 2008/09.</p> <p>Les principes qui sous-tendent la loi suédoise relative à l'enseignement (1985:1100), qui visent également l'EDD (voir le point 1.2.2 ci-dessus), ont été intégrés à tous les niveaux de l'enseignement scolaire suédois sous forme de programmes ou de cours (http://www3.skolverket.se/ki03/front.aspx?sprak=EN).</p> <p>Les résultats de l'apprentissage sont expressément abordés dans le «Cadre de l'apprentissage du développement global» (http://www.bne-portal.de/coremedia/generator/unesco/de/Downloads/Hintergrundmaterial_national/Orientierungsrahmen_20f_C3_BCr_20den_20Lernbereich_20Globale_20Entwicklung.pdf) et dans le document d'orientation intitulé «L'éducation au développement durable dans les écoles» (http://www.bne-portal.de/coremedia/generator/unesco/de/Downloads/Hintergrundmaterial_national/Empfehlung_20der_20Kultusministerkonferenz_20und_20der_20Deutschen_20UNESCO-Kommission_20vom_2015.06.2007_20zur_20_22Bildung_20f_C3_BCr_20nachhaltige_20Entwicklung_20in_20der_20Schule_22.pdf).</p>		
<p>Sous-indicateur 2.1.3</p>	<p>Les cursus/programmes d'études aux différents niveaux de l'éducation formelle abordent-ils expressément les méthodes d'enseignement ou d'apprentissage qui vont dans le sens de l'EDD?</p> <table border="1" data-bbox="493 966 1473 1081"> <tr> <td data-bbox="493 966 984 1081"><i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»</td> <td data-bbox="984 966 1473 1081"><i>Sources d'information:</i> Établissements d'enseignement et ministères responsables de l'éducation</td> </tr> </table>	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Établissements d'enseignement et ministères responsables de l'éducation
<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Établissements d'enseignement et ministères responsables de l'éducation		
<p>Description</p>	<p>Il s'agit de connaître les méthodes qui sont appliquées pour enseigner les thèmes de l'EDD ou pour faire en sorte que l'apprentissage de l'EDD donne des résultats, et ce, à différents niveaux de la CITE. Les méthodes qui sont énoncées dans la Stratégie sont visées à l'appendice I c) du modèle de présentation des rapports, un espace étant prévu pour indiquer toute méthode supplémentaire.</p>		
<p>Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie</p>	<p>28. [...] Par conséquent, l'éducation, tout en restant axée, comme par le passé, sur les différentes matières, doit s'ouvrir à l'examen pluridisciplinaire de situations de la vie réelle. [...].</p> <p>33. Pour être efficace, l'éducation en vue du développement durable devrait:</p> <p>[...] d) Aider à mieux comprendre les problèmes d'environnement aux plans mondial, régional, national et local en les expliquant par le biais du cycle de vie, l'accent étant mis non seulement sur les incidences sur l'environnement mais aussi sur les conséquences économiques et sociales dans la perspective du milieu naturel et de l'environnement modifié par l'homme;</p> <p>e) Recourir à un vaste éventail de méthodes éducatives participatives adaptées à l'apprenant qui soient axées sur les processus et les solutions. Outre les méthodes traditionnelles, il faudrait inclure entre autres des discussions, la cartographie conceptuelle et perceptuelle, l'enquête philosophique, l'explication des valeurs, les simulations, les scénarios, les modélisations, les jeux de rôle, les jeux, les technologies de l'information et de la communication (TIC), les enquêtes, les études de cas, les excursions et l'apprentissage en plein air, les projets axés sur l'apprenant, les analyses de bonnes pratiques, l'expérience sur le lieu de travail et la recherche de solutions; [...]</p>		
<p>Exemple(s)</p>	<p>En Grèce, les méthodes d'enseignement et d'apprentissage sont inscrites dans les programmes d'éducation environnementale et à différents niveaux de l'EDD conformément aux décisions des différents établissements d'enseignement. Pour</p>		

	<p>faciliter la diffusion et l'application de diverses méthodes, l'Initiative méditerranéenne pour l'éducation en faveur de l'environnement et du développement durable (MEDIES) (voir le point 6.1.1) a publié un <i>Manuel des méthodes utilisées dans l'éducation environnementale et l'éducation au développement durable</i>, que l'on peut se procurer en ligne (www.medies.net) en anglais, arabe et français.</p> <p>En Slovénie, plusieurs nouvelles méthodes d'enseignement et d'apprentissage ont été incorporées dans l'enseignement primaire suite à une réforme introduisant une scolarité primaire de neuf ans. De même, de nouvelles méthodes d'enseignement/apprentissage tendant à promouvoir l'EDD, celle-ci étant explicitement abordée dans les cursus/programmes d'étude à différents niveaux de l'éducation formelle, seront mises au point au titre de nouveaux projets (modèles). Cette activité sera financée par le Fonds social européen et lancée en septembre 2010.</p> <p>Au Danemark, les méthodes d'enseignement, qui sont déjà appliquées dans les établissements et encouragées dans la formation des enseignants, reposent sur l'approche dite de la «compétence à l'action» (<i>action-competence</i>), c'est-à-dire un enseignement de groupe organisé autour de projets. Toutes les méthodes visées au paragraphe 33 e) de la Stratégie y sont incorporées. Le Ministère de l'éducation a lancé dernièrement un projet pilote d'enseignement de l'EDD qui est exécuté par l'École pédagogique danoise, à l'Université d'Aarhus. Les matériels pédagogiques qui seront issus de ces projets seront publiés en danois.</p>
--	---

Indicateur 2.2 Des stratégies de mise en œuvre de l'EDD sont clairement définies

Sous-indicateur 2.2.1	Est-ce que l'EDD: a) n'est abordée que dans le cadre des matières existantes? b) s'inscrit dans une approche interdisciplinaire? c) fait l'objet de programmes et de cours spécifiques? d) fait l'objet d'un programme indépendant? e) autres démarches?	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Établissements d'enseignement et ministères responsables de l'éducation
Description	<p>L'objet de cette question est de définir les moyens par lesquels le développement durable ou l'EDD sont intégrés dans les programmes d'études, notamment dans les stratégies ou programmes nationaux/régionaux qui soutiennent certaines approches, à savoir:</p> <p>a) Intégrer le développement durable/l'EDD dans les matières déjà enseignées (pour les établissements d'enseignement supérieur, cela s'entend des cours et disciplines);</p> <p>b) Traiter le développement durable/l'EDD comme une matière transverse ou interdisciplinaire à laquelle contribuent diverses disciplines;</p> <p>c) Offrir des cours, programmes ou séminaires intéressant précisément le développement durable/l'EDD;</p> <p>d) Offrir aux établissements d'enseignement les moyens d'aborder le développement durable/l'EDD par des projets précis conçus comme des activités ponctuelles auxquelles serait attribué un créneau horaire spécifique et qui ne seraient rattachés à aucun domaine d'étude particulier, ou permettre à ces établissements de procéder ainsi (dans les établissements d'enseignement supérieur, ces activités pourraient être exécutées par le département, la faculté ou</p>	

	des structures interfacultés); e) D'autres approches, particulières à votre pays.
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	28. L'éducation en vue du développement durable demande qu'on cesse de s'attacher uniquement à transmettre des connaissances pour s'attaquer aux problèmes et recenser les solutions possibles. Par conséquent, l'éducation, tout en restant axée, comme par le passé, sur les différentes matières, doit s'ouvrir à l'examen pluridisciplinaire de situations de la vie réelle. Cela pourrait avoir une incidence sur la structure des programmes d'apprentissage et les méthodes pédagogiques, et exiger des éducateurs qu'ils ne se cantonnent plus à un rôle d'émetteurs et des apprenants qu'ils ne soient plus uniquement des récepteurs. Au contraire, les uns et les autres devraient former une équipe.
	33. Pour être efficace, l'éducation en vue du développement durable devrait: a) Être abordée de deux manières: i) par l'intégration des thèmes traités dans l'ensemble des disciplines, programmes et cours pertinents; et ii) par l'élaboration de programmes et cours spécifiques; [...] 50. [...] les programmes d'étude devraient intégrer et soutenir l'éducation en vue du développement durable. Les mesures clefs suivantes pourraient être prises à cet effet: [...] renforcer le lien entre les sciences naturelles, économiques, politiques et sociales dans le cadre d'études interdisciplinaires, multidisciplinaires et spécialisées. Les études interdisciplinaires et spécialisées devraient être bien équilibrées.
Exemple(s)	a) <i>L'EDD est abordée dans le cadre des matières déjà enseignées</i> En Estonie, un programme intégrant les questions d'EDD dans les écoles et les maternelles a été élaboré par le Ministère de l'environnement en collaboration avec le Ministère de l'éducation et avec l'appui du Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas. Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#E). b) <i>L'EDD est abordée selon une approche transverse</i> En Allemagne, 200 écoles ont participé à un programme fédéral qui les a aidées à définir des approches transverses de l'EDD. Ainsi, des enseignants d'une école secondaire d'État ont décidé d'aborder des thèmes liés au développement durable, selon le programme officiel, dans le cadre de l'enseignement de différentes matières. À propos de l'un de ces thèmes, l'écologie de l'eau, les élèves ont pu étudier un étang du voisinage, qui était eutrophisé. Des ateliers, des projets d'élèves, des excursions et des entretiens avec des experts ont permis d'examiner les liens entre l'eutrophisation et différentes causes de pollution. Les suggestions des élèves quant aux moyens d'améliorer la qualité de l'eau de l'étang ont été examinées avec le responsable de la ville chargé de l'assainissement. Les conclusions de ce programme, parmi d'autres, sont diffusées par le projet Transfer-21 (http://www.transfer-21.de/daten/materialien/Orientierungshilfe/Guidecompetences_engl_online.pdf). Au Royaume-Uni, le développement durable est officiellement rattaché à quatre matières du programme national d'enseignement (voir l'exemple donné au titre du sous-indicateur 2.1.1). En Lituanie, un programme d'études intégrant le développement durable dans différentes matières a été élaboré pour être introduit à partir de l'année scolaire 2008/09 en tant que composante du nouveau programme national (voir le point 1.2.2).

	<p>c) <i>L'EDD fait l'objet de programmes et de cours spécifiques</i></p> <p>Les cours donnés à l'Université technique de Géorgie sur le thème de la «Politique environnementale globale» aux niveaux de la licence et de la maîtrise se sont révélés extrêmement novateurs. Ces cours, qui étaient interactifs, comprenaient des séminaires interdisciplinaires animés par les étudiants, l'objectif principal étant de faire en sorte que les diplômés aient une meilleure connaissance des grands enjeux scientifiques et sociaux, par exemple la manière dont la gestion des ressources peut aider à réduire les inégalités sociales. Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#G).</p>
	<p>Le programme d'enseignement national du Royaume-Uni considère le développement durable comme un thème interdisciplinaire (voir le point 2.1.1). En Arménie, des établissements d'enseignement, dont l'Université nationale d'Erevan, la faculté d'économie et l'Université pédagogique proposaient des cours sur le développement durable, dont ceux intitulés «Le développement durable et la société humaine», «Le développement durable et la sécurité mondiale» et «Les objectifs de développement du Millénaire au cœur du développement durable».</p> <p>d) <i>Projets indépendants</i></p> <p>Le projet Helianthus d'éducation environnementale informe et éduque les jeunes et les enseignants d'Italie du sud sur les grands enjeux écologiques actuels. Financé par des contributions nationales et européennes, il comprend 10 modules. Les écoles, qui travaillent en réseaux locaux, dispensent une formation aux enseignants et évaluent leurs propres résultats par l'application de méthodes de recherche orientées vers l'action. Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#I).</p> <p>En Arménie, un cours intégré sur la santé et la sécurité a été mis au point dans le cadre d'un projet plus vaste d'EDD. La santé et la sécurité y étaient analysées dans différents secteurs de la société au moyen d'études de cas, de méthodes de surveillance écologique et d'examen de situations d'urgence. Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#A). L'un des établissements d'enseignement supérieur, à savoir l'antenne d'Erevan et le Centre régional de formation de la faculté d'économie, de statistique et d'informatique de Moscou, exploitent l'expérience acquise aux Pays-Bas dans le cadre du cours consacré au thème de l'«éducation en vue du développement durable».</p> <p>Un accord conclu entre les collectivités locales et les Ministères grecs de l'éducation et de l'intérieur appuie le recyclage des déchets scolaires. Cette initiative est liée à des cours spéciaux ainsi qu'à des matériels pédagogiques sur l'EDD, particulièrement pour l'éducation en matière de modes de consommation et de production durables. Ce programme a été lancé pour donner suite à la Stratégie.</p>

Indicateur 2.3 Une approche institutionnelle globale de l'EDD et du développement durable est encouragée

<p>Sous-indicateur 2.3.1</p>	<p>Les établissements d'enseignement adoptent-ils une «approche institutionnelle globale» du développement durable/de l'EDD?</p>	
	<p><i>Type:</i> Qualitatif; «de production»</p>	<p><i>Sources d'information:</i> Établissements d'enseignement, organismes de</p>

	financement
Description	<p>L'«approche institutionnelle globale» signifie que tous les aspects du fonctionnement interne et des relations extérieures d'un établissement sont passés en revue et actualisés à la lumière des principes du développement durable et de l'EDD. Dans cette optique, chaque établissement décide de ses propres actions dans une perspective qui recoupe les trois sphères interconnectées que sont le Campus (opérations de gestion), les Programmes (enseignement/apprentissage et recherche) et la Collectivité (relations extérieures). Ce concept revient à dire que la stratégie de l'établissement et, en dernière analyse, sa culture, sont orientées vers le développement durable.</p> <p>L'approche institutionnelle globale de l'EDD gagne du terrain dans de nombreux pays. Il ne s'agit pas, au titre de cet indicateur, de demander «combien d'établissements» ont adopté cette approche, mais seulement de savoir si cette approche est mise en pratique par certains établissements à chaque niveau de la CITE.</p> <p>On cherche à savoir aussi si cette approche est appliquée dans les établissements qui dispensent une éducation non formelle (par exemple les musées, galeries d'art ou parcs nationaux) ou informelle (par exemple les collectivités locales, les entreprises ou les ONG).</p>
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>29. Les établissements d'enseignement scolaire jouent un rôle important en développant des capacités dès le plus jeune âge, en dispensant des connaissances et en influençant les attitudes et les comportements. Il importe de veiller à ce que tous les élèves et tous les étudiants acquièrent les connaissances voulues en matière de développement durable et soient conscients de l'incidence des décisions qui ne vont pas dans le sens d'un tel développement. L'établissement d'enseignement dans son ensemble – élèves et étudiants, enseignants, personnel administratif et autres membres du personnel ainsi que parents – devrait respecter les principes du développement durable.</p> <p>30. Il importe de soutenir les activités extrascolaires ou parallèles d'éducation en vue du développement durable, car elles sont un complément indispensable de l'enseignement scolaire, en ce qui concerne en particulier l'éducation des adultes. L'éducation non formelle au développement durable a un rôle particulier car elle est souvent plus axée sur l'apprenant, plus participative et elle encourage un apprentissage tout au long de la vie. L'apprentissage informel sur le lieu de travail est valorisant aussi bien pour les employeurs que pour les employés. Par conséquent, la coopération entre les différents acteurs qui participent à l'éducation en vue du développement durable sous toutes ses formes devrait être reconnue et encouragée.</p> <p>33. Pour être efficace, l'éducation en vue du développement durable devrait: [...] b) Se concentrer sur les expériences d'apprentissage stimulantes qui encouragent un comportement respectueux de la durabilité, y compris dans les établissements d'enseignement, sur le lieu de travail, dans les familles et les quartiers; [...]</p> <p>54. À tous les niveaux d'instruction, les éducateurs, les responsables et les décideurs doivent approfondir leur connaissance de l'éducation en vue du développement durable pour offrir les orientations et le soutien appropriés. Par conséquent, il faut s'employer à renforcer les compétences à tous les niveaux de l'enseignement tant scolaire qu'extrascolaire.</p>
Exemple(s)	<p>Au Royaume-Uni, l'Université de Plymouth a adopté une approche institutionnelle globale de façon à ce que tous les aspects de la vie de l'université contribuent à l'apprentissage de la durabilité. Au sein de cette université, le</p>

	<p>Centre pour un avenir viable collabore avec le personnel de tous les départements afin de cerner les enjeux du développement durable et de les intégrer dans leurs programmes d'études. Par le biais d'un questionnaire portant sur leurs perceptions et opinions, les étudiants ont été invités à collaborer à la gestion durable du campus. La collaboration avec la communauté a contribué à un apprentissage de la durabilité dans la région, et l'adhésion au concept d'«apprendre à apprendre» s'est traduite par un appui à l'acquisition des compétences d'apprentissage au bénéfice des étudiants et des professeurs de tous les départements (http://csf.plymouth.ac.uk).</p>		
	<p>En Grèce, une nouvelle loi (2008) applicable à toutes les universités encourage l'adoption de l'approche institutionnelle globale.</p> <p>En Suède, les universités qui ont introduit des systèmes de gestion de l'environnement fondés sur une directive gouvernementale adressée à tous les établissements publics appliquent, pour la plupart, une «approche institutionnelle globale» en incorporant dans leur mécanisme de gestion environnementale la gestion des campus, mais aussi l'éducation et la recherche (http://www.mls.adm.gu.se et http://www.hig.se/miljo/).</p> <p>De nombreuses écoles suédoises appliquent une approche institutionnelle globale selon les principes du «système de management environnemental» (noms EMAS et ISO 14001, adaptées aux écoliers) dans le cadre de leur travail sur le développement durable (http://www.hsr.se/sa/node.asp?node=40).</p> <p>En Slovénie, l'objectif principal des écoécoles est une approche globale de l'école, à savoir que les écoécoles sont dans l'obligation d'élaborer une stratégie pour toutes les activités de l'établissement pendant toute la durée de l'année scolaire. Un ou plusieurs thèmes de l'EDD doivent figurer dans cette stratégie et être abordés par le biais de différents projets. La mise en œuvre de la stratégie est suivie continuellement au moyen d'une auto-évaluation menée par l'école elle-même ainsi que d'une évaluation externe aléatoire menée par des organismes de coordination nationaux.</p> <p>La Lituanie a lancé en 2000 un projet pilote d'application des stratégies de développement durable dans les écoles, l'École Action 21. Celle-ci: a) intègre les thèmes du développement durable dans les programmes et les activités scolaires; b) encourage les activités qui vont dans le sens de la durabilité dans la communauté locale; et c) encourage la réforme de la gestion scolaire. Les écoles de ce projet font actuellement fonction de centres consultatifs en matière d'EDD.</p>		
<p>Sous-indicateur 2.3.2</p>	<p>Existe-t-il des mesures incitatives (directives, attribution de prix, aides financières, appuis techniques) pour promouvoir une «approche institutionnelle globale» du développement durable et de l'EDD?</p> <table border="1" data-bbox="493 1609 1473 1724"> <tr> <td data-bbox="493 1609 984 1724"> <p>Type: Quantitatif; «de production»</p> </td> <td data-bbox="984 1609 1473 1724"> <p>Sources d'information: Établissements d'enseignement, organismes de financement</p> </td> </tr> </table>	<p>Type: Quantitatif; «de production»</p>	<p>Sources d'information: Établissements d'enseignement, organismes de financement</p>
<p>Type: Quantitatif; «de production»</p>	<p>Sources d'information: Établissements d'enseignement, organismes de financement</p>		
<p>Description</p>	<p>Voir la description sous le point 2.3.1 ci-dessus.</p>		
<p>Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie</p>	<p>Se reporter aux passages pertinents de la Stratégie sous le point 2.3.1 ci-dessus.</p>		
<p>Exemple(s)</p>	<p>En Autriche, l'initiative «Universités durables» a été mise en place en 1999 par le FORUM Umweltbildung pour consacrer les principes du développement durable et intégrer les thèmes correspondants dans la vie au jour le jour des établissements d'enseignement supérieur. Dans le cadre de cette initiative, il est décerné un «prix national de la durabilité» aux établissements d'enseignement</p>		

	<p>supérieur publics. Sont primées les actions continues d'«enseignement supérieur durable» et non pas les projets temporaires, les personnes ou les événements ponctuels. Ce prix est réparti entre huit domaines d'action différents (par exemple les programmes, les opérations ou les initiatives des étudiants). Les universités présentent leur contribution à ce concours selon leurs points forts dans l'un ou l'autre de ces domaines.</p>		
	<p>En Suède, le prix École viable encourage les écoles – du niveau de la maternelle jusqu'à la formation des adultes – à devenir des établissements viables par une fonction d'appui et d'inspiration. L'Agence nationale suédoise d'amélioration des écoles a énoncé, comme critères d'attribution de ce prix, le dynamisme éducatif, la formation des enseignants et du personnel, les approches pédagogiques, l'activisme des élèves et la coopération avec la collectivité locale (http://www.skolutveckling.se/in_english/sustainable_development/).</p> <p>La Fondation Stiftelsen Håll Sverige Rent, qui est placée sous l'égide de la Fondation internationale pour l'éducation environnementale (FEE) (http://www.hsr.se/sa/node.asp?node=40), décerne aux écoécoles une «bannière verte» (voir le point 2.3.1).</p> <p>La directive du Gouvernement suédois à l'adresse de tous les organismes publics a encouragé les universités à commencer à appliquer des systèmes de management environnemental. L'Agence suédoise de protection de l'environnement a soutenu cette activité par un travail de formation et d'information (http://www.mls.adm.gu.se/et et http://www.hig.se/miljo/).</p> <p>En Allemagne, les mesures d'incitation en faveur de l'approche institutionnelle globale sont indiquées dans le cadre de la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'EDD. Les organisations, chefs de projet et districts peuvent faire acte de candidature au titre officiel de «projet/district de la Décennie» et un jury se prononce sur l'adéquation du dossier de candidature à l'EDD et sur le caractère novateur du projet. Les lauréats sont primés officiellement et inscrits au portail de la Décennie (http://www.bne-portal.de/coremedia/generator/unesco/de/04_UN_Dekade_Deutschland/06_Dekade-Projekte/Ausgezeichnete_20Offizielle_20Dekade-Projekte.html).</p> <p>Au Royaume-Uni, l'approche globale de l'école est encouragée par la publication de documents d'orientation. Le Département de l'enfant, de l'école et de la famille a établi divers documents de ce type pour des écoles viables, dont des directives à l'intention des directeurs et trésoriers des écoles ainsi que des outils de planification pour les hauts responsables (par exemple un outil d'auto-évaluation de la viabilité de l'école) (http://www.dfes.gov.uk/aboutus/sd). Le Fonds spécialisé pour les écoles et les académies a publié un document intitulé <i>Raising standards: making sense of the sustainable schools agenda</i> (Élever le niveau en intégrant les principes de l'école viable) (www.ssatrust.org.uk/eshop).</p>		
<p>Sous-indicateur 2.3.3</p>	<p>Les institutions/les apprenants définissent-ils eux-mêmes les indicateurs du développement durable/de l'EDD de leur établissement?</p> <table border="1" data-bbox="495 1740 1480 1855"> <tr> <td data-bbox="495 1740 984 1855"> <p>Type: Qualitatif; «de production»</p> </td> <td data-bbox="984 1740 1480 1855"> <p>Sources d'information: Établissements d'enseignement, organismes de financement</p> </td> </tr> </table>	<p>Type: Qualitatif; «de production»</p>	<p>Sources d'information: Établissements d'enseignement, organismes de financement</p>
<p>Type: Qualitatif; «de production»</p>	<p>Sources d'information: Établissements d'enseignement, organismes de financement</p>		
<p>Description</p>	<p>L'élaboration d'indicateurs spécifiques du développement durable au sein d'un établissement suppose un débat et des négociations sur le sens même de la notion de développement durable dans le contexte considéré; il est donc symptomatique de l'existence d'un apprentissage de la durabilité. Ce processus peut se dérouler à tous les niveaux de la CITE ainsi qu'au sein de groupes non formels. Voir</p>		

	également la description de l'approche institutionnelle globale au titre du point 2.3.1 ci-dessus.
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	Voir les passages pertinents de la Stratégie sous le point 2.3.1 ci-dessus.
Exemple(s)	<p>Treize régions d'Italie ont entrepris un travail de recherche sur une année afin de définir des indicateurs de qualité pour tous les aspects éducatifs visés par les initiatives régionales d'éducation environnementale. Ce travail a abouti à un ensemble d'indicateurs de qualité qui sert de lignes directrices pour la définition de critères de qualité dans les différentes régions. Ces critères s'appliquent à de nombreux domaines de l'éducation: éducation formelle, éducation non formelle, information au sens d'«éducation du public» et initiatives participatives dans le cadre du programme Action 21.</p> <p>En Suède, les critères de suivi, d'audit, d'établissement de rapports et d'amélioration continue dans le cadre des systèmes de management environnemental ont amené les universités à définir des indicateurs du développement durable/de l'EDD intéressant aussi la recherche en matière d'éducation et la gestion des campus (http://www.mls.adm.gu.se/ et http://www.hig.se/miljo/).</p> <p>À l'Université de Brighton, au Royaume-Uni, les usagers de chaque site universitaire ont constitué des équipes d'intervention regroupant diverses parties prenantes pour examiner les moyens d'améliorer la durabilité de leur site et observer les progrès accomplis. Ces actions ont permis non seulement d'améliorer la performance environnementale, mais aussi d'inciter le personnel et les étudiants à approfondir leurs connaissances en matière de développement durable (www.brighton.ac.uk/sustainabledevelopment/index.php?PageId=470).</p>

Indicateur 2.4 L'EDD est soumise à des mécanismes d'évaluation et d'amélioration de la qualité

Sous-indicateur 2.4.1	<p>a) Existe-t-il dans votre pays des mécanismes d'évaluation et d'amélioration de la qualité de l'éducation?</p> <p>b) Abordent-ils l'EDD?</p> <p>c) Existe-t-il des mécanismes d'évaluation et d'amélioration de la qualité de l'éducation qui abordent l'EDD dans les systèmes nationaux?</p>	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Établissements d'enseignement et ministères chargés de l'éducation
Description	Il s'agit de savoir où les critères de l'EDD sont incorporés dans les systèmes d'évaluation de la qualité de l'éducation formelle (pour différents niveaux de la CITE) ainsi que de l'éducation non formelle et informelle.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>45. Le secteur éducatif fait intervenir un large éventail d'acteurs auxquels s'appliquent des systèmes de gestion réglementaires différents selon les pays. Il s'adresse aussi à des personnes d'âges et de statuts différents.</p> <p>La difficulté consiste à examiner et mettre en œuvre la réforme nécessaire de l'élaboration des politiques et du cadre opérationnel du secteur éducatif sur la base de la confiance et de la complémentarité et sans exclusive, et à encourager l'auto-évaluation.</p>	
Exemple(s)	En Allemagne, les écoles sont encouragées à devenir des écoécoles (initiative de la Fondation pour l'éducation à l'environnement). Il leur est proposé, à cet effet, un système d'auto-évaluation fondé sur une conception intégrée de l'EDD,	

	<p>englobant la planification, la vie de l'établissement et sa gestion, la formation, les cours, les talents et compétences, les ressources et la coopération avec les partenaires de l'extérieur. Cette première étape est suivie d'un atelier pratique, avec attribution des responsabilités. Un an plus tard, le résultat des mesures est réévalué (http://lbs.hh.schule.de/umwelterz/DGU/projekte/umweltschule/index.html). Des critères et outils d'évaluation de l'EDD dans différents établissements d'enseignement ont été mis au point dans le cadre d'autres initiatives (http://www.umweltbildung.de/395.html?&fontsize=7&print=).</p> <p>L'EDD n'est pas officiellement évaluée au Royaume-Uni, mais l'inspection des écoles (Ofsted), organisme gouvernemental, a étudié l'impact de l'EDD sur la performance des écoles et les futures inspections pourraient ainsi s'inspirer des résultats obtenus (http://www.ofsted.gov.uk/).</p> <p>En Slovénie, la coordination nationale des écoécoles établit chaque année, en fonction de critères internationaux, des critères nationaux qui sont inscrits parmi les thèmes du développement durable. Toutes les écoécoles sont tenues d'élaborer des rapports annuels sur leurs résultats au regard des critères nationaux et, si elles satisfont à tous les critères pertinents, elles se voient décerner la bannière verte.</p> <p>Le réseau international ENSI a élaboré un document d'orientation sur la base d'études de cas et de travaux de recherche comparative à l'intention des écoles qui souhaitent évaluer la progression de l'ensemble de leur établissement vers l'EDD. Ces directives ont été traduites dans 14 langues et sont à présent appliquées par divers réseaux scolaires dans différents pays de la CEE (www.ensi.org).</p>
--	---

Indicateur 2.5 Des méthodes et des outils relatifs à l'EDD dans l'apprentissage non formel et informel sont en place pour favoriser l'évolution des connaissances, des attitudes et des pratiques

Sous-indicateur 2.5.1	Les thèmes du développement durable sont-ils abordés dans les activités informelles de sensibilisation du public?	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des syndicats et des associations professionnelles, ministères compétents
Description	Il s'agit d'obtenir des renseignements sur les activités qui cherchent à sensibiliser le public aux thèmes du développement durable.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>33. Pour être efficace, l'éducation en vue du développement durable devrait: [...] e) Recourir à un vaste éventail de méthodes éducatives participatives adaptées à l'apprenant qui sont axées sur les processus et les solutions. Outre les méthodes traditionnelles, il faudrait inclure entre autres des discussions, la cartographie conceptuelle et perceptuelle, l'enquête philosophique, l'explication des valeurs, les simulations, les scénarios, les modélisations, les jeux de rôle, les jeux, les technologies de l'information et de la communication (TIC), les enquêtes, les études de cas, les excursions et l'apprentissage en plein air, les projets axés sur l'apprenant, les analyses de bonnes pratiques, l'expérience sur le lieu de travail et la recherche de solutions; [...]</p> <p>35. L'apprentissage non formel ou informel, y compris les programmes de sensibilisation du public, devraient viser à mieux faire comprendre les liens entre les questions sociales, économiques et environnementales aux plans local et</p>	

	mondial, dans une perspective temporelle. Les groupes sociaux, les familles, les médias et les ONG ont un rôle important à jouer pour sensibiliser le public au développement durable.	
	37. Les médias sont un moyen puissant d'orienter le choix des consommateurs et les styles de vie, en particulier chez les enfants et les jeunes. Il faut mobiliser leur savoir-faire et trouver des circuits de distribution pour transmettre une information fiable et des messages clefs sur les questions liées au développement durable.	
Exemple(s)	<p>Au Bélarus, le Forum écologique national vise à faire participer le plus largement possible tous les secteurs de la société au mouvement écologique. Il se déroule généralement en trois étapes: a) au niveau des districts (ou des agglomérations urbaines); b) dans les régions; et c) à l'échelon national, par une cérémonie de clôture solennelle marquée par l'attribution de récompenses aux lauréats des concours nationaux, une exposition sur le thème «Technologies modernes au service de l'exploitation des ressources naturelles et de la protection de l'environnement», des randonnées, des foires-expositions, des kermesses et un concert de gala. Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#B).</p> <p>En Lituanie, une émission hebdomadaire <i>Une seule planète</i> a été diffusée dans le cadre d'un programme radiophonique national consacré aux questions de développement durable pendant la période 2002-2006. Le développement durable a également été couvert par une émission hebdomadaire <i>L'ouverture aux connaissances</i> pendant la période 2006-2008.</p> <p>Aux Pays-Bas, depuis le lancement des activités locales du programme Action 21 local, le public est tenu informé des questions liées au développement durable sur plusieurs sites Web et par des revues électroniques. Des concours sont organisés dans les villes et villages autour d'un dispositif de surveillance du développement durable dénommé «Compteur d'Action 21 local» (www.duurzaamheidsmeter.nl/english). Il existe d'autres exemples de sources d'information du public, dont deux sites web (www.earthday.nl et www.insnet.org/nl) et des campagnes conjointes d'ONG (par exemple, la campagne «HIER» sur les changements climatiques (www.hier.nu)).</p>	
Sous-indicateur 2.5.2	Un apprentissage sur le lieu de travail (par exemple pour les petites entreprises, les agriculteurs, les syndicats ou les associations) abordant des thèmes du développement durable est-il soutenu?	
	Type: Quantitatif; «de contribution»	Sources d'information: Rapports des syndicats et des associations professionnelles, ministères compétents
Description	Il s'agit de savoir s'il existe des expériences d'apprentissage sur le lieu de travail abordant des thèmes du développement durable et s'il existe aussi des mesures d'incitation ou d'autres formes de soutien aux niveaux national ou régional à cet effet. Le soutien peut provenir de l'État, mais aussi d'organisations du secteur privé soucieuses de promouvoir le concept de développement durable auprès de leurs employés, par exemple dans le cadre de leur stratégie de responsabilité sociale d'entreprise.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	38. Tous les secteurs de la population active peuvent contribuer à la viabilité aux échelons national, régional et mondial. L'élaboration de programmes de formation spécialisés destinés à doter les cadres et les décideurs des connaissances et compétences qui leur permettent de contribuer au	

	<p>développement durable est considérée comme un élément essentiel de l'éducation en vue du développement durable.</p>
	<p>39. Ainsi, la formation professionnelle et continue a un rôle très important à jouer et devrait donc être proposée aux décideurs et à tous les cadres, en particulier ceux qui interviennent dans la planification et la gestion. Elle devrait viser à renforcer les connaissances et à favoriser une meilleure prise de conscience du développement durable. La formation continue comprend deux grands volets: a) l'amélioration des connaissances et des compétences; b) la diffusion des nouvelles compétences nécessaires dans les différentes professions et dans différentes situations. C'est un domaine qui aurait tout à gagner d'une coopération entre le secteur de l'éducation, les autres parties prenantes et l'ensemble des citoyens.</p> <p>52. Les qualifications et connaissances en matière de développement durable devraient être continuellement approfondies et faire ainsi partie du processus permanent d'apprentissage, y compris dans des secteurs tels que l'administration publique, le secteur privé, l'industrie, les transports et l'agriculture. Le savoir doit se renouveler en permanence et de nouvelles compétences doivent être introduites pour étoffer la notion de développement durable eu égard à l'évolution constante des connaissances techniques dans de nombreux domaines.</p> <p>53. Les mesures clefs suivantes pourraient être prises à cet effet: offrir aux cadres, notamment lorsqu'ils s'occupent d'aménagement, de gestion et de médias, des possibilités d'apprentissage concernant le développement durable dans le cadre de la formation continue; encourager et soutenir les activités locales de sensibilisation au développement durable; développer la coopération avec les ONG et soutenir leurs activités éducatives; promouvoir la coopération entre les établissements scolaires et les formes d'éducation non institutionnelles ainsi que les activités informelles; encourager les médias à informer le grand public et à organiser des débats concernant le développement durable.</p>
<p>Exemple(s)</p>	<p>En Arménie, 103 députés, experts auprès du Parlement, membres de la Cour constitutionnelle et vice-ministres ont participé à un stage de formation au développement durable pendant une période d'une année (2004-2005). Une commission parlementaire ad hoc composée de membres de la majorité et de l'opposition a permis d'inscrire les principes du développement durable dans le nouveau projet de Constitution. Le public a été sensibilisé à cette question grâce à la couverture médiatique de ce processus. Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#A).</p> <p>Au Royaume-Uni, dans le cadre du projet Greater Expectations mené dans le sud-ouest de l'Angleterre, il a été élaboré un stage agréé intitulé «Smart business thinking», portant notamment sur la réflexion systémique, l'apprentissage des moyens d'apprentissage et la reconnaissance des valeurs. Des employés ont été formés à piloter leurs collègues dans les différents programmes d'apprentissage en gardant à l'esprit ces principes du développement durable. Il est désormais inscrit au cahier des charges de certains projets financés par l'Union européenne que ceux-ci doivent soutenir l'apprentissage général sur le lieu de travail dans la région.</p> <p>En Lituanie, les centres régionaux de formation professionnelle à long terme des agriculteurs organisent, depuis 2005, des stages de formation à l'agriculture biologique (http://www.zum.lt/mmc/index_english_centres.htm).</p> <p>Pour aider les entreprises et leurs organisations à mettre en œuvre le principe de responsabilité sociale de l'entreprise, il a été établi aux Pays-Bas une plate-forme nationale «MVO» (responsabilité sociale de l'entreprise) qui fournit un soutien dans les domaines de l'information, des subventions, des bonnes pratiques, des</p>

	<p>conférences, du savoir et de la recherche (http://www.mvonderland.nl/english/).</p> <p>Dans la Fédération de Russie, l'Université d'État de Sakhaline a créé, en collaboration avec l'ONG britannique Living Earth Foundation et la Sakhalin Energy Investment Company, une chaire de développement durable dont une unité mène une vaste gamme de projets communautaires à Sakhaline (http://www.livingearth.org.uk/russia_programmes/sakhalin_island/sakhalin_island_sustainable_development.html).</p> <p>En Allemagne, plus de 500 exemples de bonnes pratiques montrant comment des entreprises ont réussi à motiver leurs employés et à les amener à contribuer au développement durable peuvent être consultés dans une base de données en ligne (www.mimona.de).</p>	
Sous-indicateur 2.5.3	<p>Des instruments d'évaluation (par exemple études, enquêtes, etc.) des résultats de l'EDD obtenus par le biais de l'apprentissage non formel et informel ont-ils été mis en place?</p>	
	<p><i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution/ de résultat»</p>	<p><i>Sources d'information:</i> Rapports des syndicats et des associations professionnelles, ministères compétents</p>
Description	<p>L'évaluation des résultats de l'éducation non formelle et informelle est loin d'être simple. Pour cette raison, il est demandé, au titre de ce sous-indicateur, des précisions au sujet des efforts qui ont été faits pour évaluer la production et le résultat de ces activités.</p>	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>60. Les mesures clefs qui pourraient être prises à cette fin sont les suivantes: amorcer et promouvoir une recherche-développement sur [...] les effets économiques de l'EDD et les incitations économiques en faveur de cette éducation; les moyens d'intégrer les aspects du développement durable et leur contexte local dans différentes disciplines, en accordant la priorité aux recherches qui rapprochent les diverses dimensions du développement durable; les indicateurs et instruments d'évaluation de l'EDD et la mise en commun des résultats des recherches et des exemples de bonnes pratiques.</p>	
Exemple(s)	<p>En Grèce, la Elliniki Etairia (société hellénique pour la protection de l'environnement et du patrimoine culturel) organise tous les deux ans une vaste enquête par sondage pour déterminer la connaissance qu'a le public des questions d'environnement et de développement durable, sa compréhension de ces questions et son comportement à cet égard (avec une méthode semblable à celle des sondages Eurobaromètre). Cette étude est menée en liaison avec de grandes manifestations et campagnes.</p> <p>L'une des méthodes les plus populaires pour «mesurer» les résultats de l'EDD en termes de comportement en matière de développement durable est celle dite de l'«empreinte». On peut en trouver plusieurs applications à l'adresse www.wwf.be/eco-footprint/nl ainsi qu'à l'adresse www.duurzamevoetafdruk.nl/en/cms/home.asp. Pour d'autres exemples d'applications internationales de la méthode de l'empreinte, on se reportera au site www.footprintnetwork.org.</p> <p>Il n'existe guère de travaux de recherche sur les effets à long terme de l'éducation. L'éducation environnementale étant implantée de longue date aux Pays-Bas, l'organisation néerlandaise Field Study a évalué, en collaboration avec les Universités d'Utrecht et de Wageningen, les changements intervenus au niveau des connaissances, des attitudes et du comportement des étudiants qui avaient suivi des cours d'éducation environnementale un an, sept ans et quinze</p>	

	ans plus tôt (http://www.veldwerknederland.nl/overzicht19#A476).
--	---

Indicateur 2.6 La mise en œuvre de l'EDD est un processus associant les diverses parties prenantes

Sous-indicateur 2.6.1	La mise en œuvre de l'EDD est-elle un processus associant les diverses parties prenantes?	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des syndicats et des associations professionnelles, ministères compétents
Description	Voir les passages ci-après. On notera que ces processus peuvent aussi faire partie des stratégies des organisations du secteur privé en matière de responsabilité sociale.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>26. L'éducation en vue du développement durable exige une coopération et des partenariats entre toutes les parties prenantes. Les principaux acteurs sont les pouvoirs publics et les autorités locales, les enseignants et les scientifiques, le secteur de la santé, le secteur privé, l'industrie, les secteurs des transports et de l'agriculture, les syndicats, les médias, les organisations non gouvernementales, diverses communautés, les peuples autochtones et les organisations internationales.</p> <p>36. [...] Des partenariats entre les ONG, les pouvoirs publics et le secteur privé augmenteraient sensiblement la valeur de l'éducation en vue du développement durable.</p> <p>73. Les parties prenantes concernées, y compris les pouvoirs publics locaux, les enseignants et les scientifiques, le secteur de la santé, le secteur privé, l'industrie, les transports, l'agriculture, les syndicats, les médias, les organisations non gouvernementales, les communautés locales, les peuples autochtones et les organisations internationales devraient être invités à définir leurs priorités et à assumer la responsabilité de la mise en œuvre et du suivi de la Stratégie.</p>	
Exemple(s)	<p>L'Espagne a lancé un programme d'apprentissage multipartite sur quatre ans intitulé «Comprendre avant d'entreprendre». En application de la Convention de Ramsar sur les zones humides, l'Espagne a établi un plan national de communication, d'éducation et de sensibilisation du public, ou CEPA en abrégé. Au fil du processus, la lettre «P», initiale du mot «public», est devenue le symbole de «participation»: ont participé aux séminaires des gestionnaires, des éducateurs, des administrateurs, des ONG, des universitaires et des entreprises du secteur privé. À l'issue de ces travaux, la gestion durable des ressources a été reconnue comme étant un processus d'apprentissage continu. Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#S).</p> <p>En Suisse, l'Association universitaire pour l'enseignement global/général (GEDUC) organise dans les universités un programme composé de «métacours» dans le cadre duquel des étudiants et des enseignants de différentes disciplines se réunissent pour examiner les questions de société et d'environnement qui sont à caractère interdisciplinaire. Les autres parties prenantes à ce programme d'EDD sont, notamment, des organisations de la société civile et d'anciens étudiants. Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#S) et le site Web de l'association (http://www.geduc.org/projets/metacours.html).</p>	

	<p>Le Réseau des universités de la mer Baltique, qui est coordonné par l'Université d'Uppsala (Suède) depuis 1991, rassemble des sociétés nationales et locales de télévision de Finlande, de Lettonie et de Pologne, des municipalités et administrations locales, l'Union des villes de la mer Baltique et des ONG (http://www.balticuniv.uu.se/).</p> <p>Le Gouvernement britannique a créé une ONG «caisse de résonance» pour mettre à l'essai les initiatives du pays en matière d'EDD (voir le point 1.2.6).</p> <p>Depuis 2002, le Bureau méditerranéen d'information sur l'environnement, la culture et le développement durable (MIO-ECSDE) gère le secrétariat de deux «cercles»: COMPSUD (Cercle des représentants parlementaires méditerranéens pour le développement durable) et COMJESD (Cercle des journalistes méditerranéens pour l'environnement et le développement durable). Ces groupements s'attachent, entre autres, à dispenser à leurs membres, et plus généralement aux parlementaires et aux journalistes, un enseignement approfondi sur les enjeux du développement durable. Ils se sont déjà réunis plusieurs fois (pratiquement une fois par an). Il est à présent question de créer un troisième cercle, consacré aux organisations féminines, avec un programme accordant une place centrale à l'EDD.</p> <p>En Allemagne, la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable est un processus associant les diverses parties prenantes (voir le point 1.2.6 et www.bne-portal.de).</p>
--	--

**THÈME 3. DOTER LES ÉDUCATEURS DES COMPÉTENCES NÉCESSAIRES
POUR POUVOIR INTÉGRER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE
DANS LEURS PROGRAMMES D'ENSEIGNEMENT**

Indicateur 3.1 L'EDD est une composante de la formation des éducateurs

Sous-indicateur 3.1.1	L'EDD est-elle une composante de la formation initiale des éducateurs?	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Établissements d'enseignement, ministère de l'éducation
Description	La formation initiale des éducateurs s'entend des études entreprises par les nouveaux enseignants/chargés de cours/formateurs pour obtenir l'agrément/le certificat/le diplôme nécessaire pour devenir un enseignant qualifié. Il peut être exigé de certains chargés de cours qu'ils suivent des stages liés à l'EDD pendant la préparation de leur doctorat (voir aussi les passages ci-après).	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>«31. Il est extrêmement important pour le succès de l'EDD que les éducateurs reçoivent une formation initiale et des cours de recyclage appropriés et qu'ils aient la possibilité de partager leur expérience. En étant mieux conscients du développement durable et en le comprenant mieux, s'agissant surtout des aspects qui touchent à leur domaine de travail, ils peuvent être plus efficaces et donner l'exemple. La formation devrait être aussi étroitement liée aux résultats des recherches pertinentes sur le développement durable.»</p> <p>54. À tous les niveaux d'instruction, les éducateurs, les responsables et les décideurs doivent approfondir leur connaissance de l'éducation en vue du développement durable pour offrir les orientations et le soutien appropriés. Par conséquent, il faut s'employer à renforcer les compétences à tous les niveaux de l'enseignement tant scolaire qu'extrascolaire.</p> <p>55. Les mesures clefs suivantes pourraient être prises à cette fin [développer la compétence du secteur éducatif en matière d'EDD]: encourager le renforcement des compétences du personnel éducatif, notamment par des mesures visant à sensibiliser davantage les responsables aux questions intéressant le développement durable; définir des critères qui permettent de valider les compétences professionnelles en matière d'EDD; introduire et développer des systèmes de gestion du développement durable dans les établissements scolaires et les structures d'enseignement extrascolaire; inclure les questions se rapportant au développement durable dans les programmes de formation et de recyclage pour les éducateurs à tous les niveaux d'études; et encourager les éducateurs, notamment dans l'enseignement scolaire ou non scolaire, à partager leurs données d'expérience.</p>	
Exemple(s)	Trois universités grecques (l'Université d'Athènes, l'Université de Thessalonique et l'Université d'Ioannina) collaborent à un cours sur le développement durable et l'EDD dans le cadre du programme intra-universitaire d'enseignement des sciences (chimie) dispensé pendant deux ans au niveau du troisième cycle (DICHINET). Ce cours débouche sur la maîtrise avec possibilité de poursuivre jusqu'au doctorat. Près de la moitié des étudiants inscrits chaque année sont des enseignants qui pratiquent déjà dans des écoles primaires ou secondaires et qui ont obtenu du Ministère de l'éducation, ou de leur employeur dans le cas des écoles privées, un congé avec solde afin d'approfondir leurs connaissances dans ce domaine.	

	<p>Au Kazakhstan, le cours pilote intitulé «Écologie et développement durable» a été introduit en 2008 au niveau du premier cycle de l'enseignement supérieur à l'Institut pédagogique d'État de Pavlodar.</p> <p>En Suède, l'enseignement du développement durable et l'EDD sont intégrés à la formation initiale des enseignants sous la forme de cours facultatifs ou obligatoires, et la plupart des établissements de formation des enseignants coopèrent avec le projet Global School d'éducation au développement durable (http://www.denglobalaskolan.com/) ou utilisent du matériel de ce projet.</p>	
<p>Sous-indicateur 3.1.2</p>	<p>L'EDD est-elle une composante de la formation en cours d'emploi des éducateurs?</p>	
	<p><i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»</p>	<p><i>Sources d'information:</i> Établissements d'enseignement, ministère de l'éducation</p>
<p>Description</p>	<p>Les éducateurs qui participent déjà à des programmes d'enseignement formel, non formel ou informel devraient acquérir les compétences nécessaires pour appliquer l'EDD à tous les niveaux de l'éducation et à l'enseignement sous toutes ses formes. Dans le cadre de cette formation, le contenu du concept de développement durable (thèmes clefs) et la méthodologie devraient être tout aussi importants. Même les enseignants chevronnés et ceux qui exercent dans des établissements d'enseignement supérieur ont besoin d'être formés en cours d'emploi afin qu'ils puissent revoir ou actualiser leurs connaissances et leurs méthodes dans ce domaine.</p>	
<p>Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie</p>	<p>Voir les passages pertinents de la Stratégie sous le point 3.1.1 ci-dessus.</p>	
<p>Exemple(s)</p>	<p>En Arménie, un stage intégré à l'intention des enseignants des écoles et des EES a été mis au point pendant la période 2005-2008 pour inculquer des connaissances et des pratiques pertinentes dans le domaine de la santé et de la sécurité. Ce programme prévoit: a) un examen de l'expérience internationale; b) la définition d'un plan de travail et d'un programme d'études; c) l'élaboration d'un matériel pédagogique et l'utilisation de méthodes d'enseignement actives. Des auxiliaires pédagogiques et des directives ont été élaborés et publiés.</p> <p>En Slovaquie, des stages annuels de formation en cours d'emploi sont organisés à l'intention des enseignants des écoécoles, des écoles de promotion de la santé et des écoles associées à l'UNESCO.</p> <p>Un programme de formation en cours d'emploi à l'intention des enseignants des écoles secondaires sur les enjeux des changements climatiques a été exécuté en 2005-2007 dans cinq pays d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan). Ce programme était organisé par le CAREC en coopération avec l'ONG britannique Field Studies Council.</p> <p>En Lituanie, un programme de formation en cours d'emploi à l'intention d'équipes scolaires est organisé par le Ministère de l'éducation et des sciences depuis 2006. Principale activité du réseau national d'EDD, ce programme est dirigé par un groupe de chercheurs universitaires et de professeurs.</p>	

Sous-indicateur 3.1.3	L'EDD est-elle une composante de la formation des responsables et du personnel administratif des établissements d'enseignement?	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Établissements d'enseignement, ministère de l'éducation
Description	La mise en place, dans la durée, de l'EDD dans tout établissement repose sur la direction et l'administration de cet établissement. Le personnel dirigeant et administratif devrait acquérir les compétences nécessaires pour mettre en œuvre l'EDD selon les responsabilités de chacun (se reporter aussi à la description donnée sous le point 2.3.1 et aux passages cités sous le point 3.1.1).	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	Voir les paragraphes 54 et 55 de la Stratégie, cités sous le point 3.1.1 ci-dessus.	
Exemple(s)	<p>En Slovénie, des stages annuels de formation en cours d'emploi à la gestion durable des écoles sont organisés à l'intention d'équipes composées aussi bien d'enseignants que de personnel technique (directeurs, agents de nettoyage, cuisiniers, gouvernantes, par exemple).</p> <p>Au Royaume-Uni, le Centre for Excellence in Leadership a publié <i>Leadership for sustainability: Making sustainable development a reality for leaders</i> (Piloter la durabilité: faire du développement durable une réalité pour les dirigeants) (www.centreforexcellence.org.uk).</p> <p>En 2000-2003, l'ONG britannique Forum for the Future a organisé des séminaires et mis au point des trousseaux à outils à l'intention des cadres supérieurs des EES. L'objectif de cette formation était de donner à ces responsables les moyens d'inscrire la viabilité dans leurs processus de planification opérationnelle et stratégique, leurs politiques de recherche et la planification de leurs programmes d'enseignement. Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#U).</p> <p>En Suède, des responsables et administrateurs de certaines universités ont reçu une formation de base au développement durable et à l'EDD dans le cadre de systèmes de management environnemental (http://www.mls.adm.gu.se/ et http://www.hig.se/miljo/).</p> <p>En Allemagne, plus de 150 «multiplicateurs» participent à des programmes de formation qui leur permettent d'aider les organisations éducatives à mettre en œuvre une EDD et/ou d'améliorer l'application de l'EDD (http://www.transfer-21.de/index.php?p=230; http://www.bne-ganztagsschule.de/).</p>	

Indicateur 3.2 Les éducateurs ont la possibilité de coopérer dans le domaine de l'EDD

Sous-indicateur 3.2.1	Existe-t-il des réseaux/des forums d'enseignants et/ou de responsables/d'administrateurs actifs dans le domaine de l'EDD dans votre pays?	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de production»	<i>Sources d'information:</i> Établissements d'enseignement, ministères compétents
Description	Les réseaux sont une ressource importante pour l'EDD car ils permettent de mettre en commun les données d'expérience et les bonnes pratiques, d'engager des débats utiles, d'innover et de faciliter l'apprentissage par les pairs à tous les niveaux. Ils peuvent s'appuyer sur les thèmes du développement durable, les niveaux de la CITE ou les localités, ou chercher à travailler par-delà les frontières classiques. Les réseaux/forums peuvent fonctionner aussi comme des lieux de réunion virtuelle grâce aux TIC.	

<p>Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie</p>	<p>[...] 55. Les mesures clefs suivantes pourraient être prises à cette fin [développer la compétence du secteur éducatif en matière d'éducation en vue du développement durable]: [...] et encourager les éducateurs, notamment dans l'enseignement scolaire ou non scolaire, à partager leurs données d'expérience.</p>
<p>Exemple(s)</p>	<p>En République tchèque, un forum d'universitaires regroupant des professeurs qui participent à des programmes d'EDD dans l'enseignement supérieur invite d'autres parties prenantes à participer à ses réunions (conférences) périodiques. Ce forum a été créé en vue d'un dialogue interdisciplinaire en 1998 (http://cozp.cuni.cz/COZPENG-1.html).</p> <p>Au Royaume-Uni, la South-West Learning for Sustainability Coalition est un réseau régional d'enseignants de tous les niveaux et de tous les secteurs de l'éducation formelle, non formelle et informelle. L'information est mise en commun chaque mois et des réunions sont organisées occasionnellement par vidéoconférence (www.swshaper.net).</p> <p>En Grèce, l'Union panhellénique d'éducateurs en matière de développement durable et d'EDD (PEEKPE), composée d'environ 2 000 membres, soutient de nombreuses activités dans le pays, dont l'organisation de séminaires de formation (www.peekpe.gr).</p> <p>En Lituanie, un réseau national d'EDD créé en 2006 est animé par des équipes composées de personnels enseignants et administratifs des écoles et de chercheurs en milieu universitaire qui s'intéressent au développement durable et à l'EDD (un site Web est en préparation à l'adresse www.pprc.lt).</p> <p>À Gotland (Suède), on met en place un centre pour l'apprentissage du développement durable pour contribuer au développement des connaissances dans les pays les plus démunis (http://www.sida.se/sida/jsp/sida.jsp?d=137&a=33906&language=en_US). En Suède, de nombreux enseignants des écoles coopèrent avec le projet «École globale» (http://www.denglobalaskolan.com/). Il existe aussi, dans le pays, un système d'intégration du développement durable dans l'enseignement supérieur, le réseau HU2 (http://www.hu2.se/).</p> <p>En Allemagne, outre la structure mentionnée parmi les exemples du point 3.1.3, il existe un réseau d'établissements d'enseignement supérieur (http://www.eco-campus.net/).</p> <p>Il existe aussi d'autres réseaux pertinents, à savoir:</p> <p>En Slovénie, le réseau national de coordonnateurs des écoécoles (http://www.drustvo-doves.si/es/?page=uvodang);</p> <p>Au Royaume-Uni, le Higher Education Partnership for Sustainability in 2000-2003 (Partenariat de l'enseignement supérieur pour la durabilité en 2000-2003) et le Sustainability Integration Group Network (Réseau de groupe d'intégration de la durabilité) (SIGnet) (www.sig-net.org.uk);</p> <p>Le réseau d'universités écossaises pour la durabilité (SUNS) (www.suns.org.uk);</p> <p>Le réseau tchèque d'écoconseil (STEP) (http://www.ekoporadna.cz/);</p> <p>Le réseau national d'écoécoles (http://www.eco-schools.org/index.htm);</p> <p>Un réseau au Danemark (www.uboportalen.dk);</p> <p>Un réseau en Norvège (www.miljolare.no);</p> <p>Un réseau en Pologne (www.OAI.pl);</p>

	<p>Aux Pays-Bas, deux réseaux d'EDD, l'un pour l'enseignement supérieur (www.dho.nl) et l'autre pour la formation des enseignants (www.duurzamepabo.nl);</p> <p>L'initiative méditerranéenne MEDIES (www.medies.net).</p>	
Sous-indicateur 3.2.2	Les réseaux/forums d'EDD sont-ils financés, de quelque façon que ce soit, par l'État?	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Établissements d'enseignement, ministères compétents
Description	<p>L'appui financier de l'État et/ou des collectivités locales peut se présenter sous la forme d'un financement direct, d'une contribution en nature ou d'un soutien politique et/ou institutionnel. Cet apport n'est pas sans importance pour assurer la continuité des activités de certains réseaux. Au titre de ce sous-indicateur, on mentionnera également les activités nationales qui sont fondées sur des réseaux internationaux (par exemple les écoécoles).</p>	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>43. Pour mettre efficacement en œuvre la Stratégie, ses dispositions doivent être intégrées dans les stratégies de planification, d'investissement et de gestion de l'État et de l'administration locale à tous les degrés d'instruction et pour tous les établissements et organismes s'occupant d'éducation. En même temps, la mise en œuvre devrait être conforme aux autres initiatives nationales, bilatérales et multilatérales pertinentes et en tirer parti. Les instruments juridiques et économiques ainsi que les outils de communication devraient être adaptés à la situation de chaque pays. Ainsi, les pays mettraient en œuvre les dispositions, selon les besoins, en liaison avec leurs cadres législatif, politique et opérationnel.</p> <p>47. Un mécanisme de coordination est nécessaire pour assurer la mise en œuvre de la Stratégie par les États, ainsi que pour partager les informations et stimuler l'instauration de partenariats entre les différents acteurs.</p> <p>75. De manière générale, chaque pays devrait assumer le coût de la mise en œuvre de la Stratégie. Les gouvernements devraient donc veiller à ce que les ressources nécessaires soient mises à disposition. [...]</p>	
Exemple(s)	<p>En République tchèque, le Réseau national de centres pour l'éducation environnementale et la sensibilisation du public est un programme conjoint réalisé par l'Association des centres d'éducation environnementale (Pavučina), l'Union tchèque pour la conservation de la nature et, depuis 2004, le STEP (Réseau de centres de conseil en écologie). Ce programme est financé par le Ministère tchèque de l'environnement dans le cadre d'un contrat public. En 2001, le Gouvernement tchèque a approuvé le programme national d'éducation et de sensibilisation du public en matière d'environnement et a, depuis cette date, lancé un appel d'offres fondé sur le plan de mise en œuvre du programme national d'éducation et d'édification en matière d'environnement (EVVO) (www.mzp.cz/).</p> <p>En Grèce, le Réseau national PEKPEE sur le développement durable et l'EDD (voir le point 3.2.1) est financé par le Gouvernement et les collectivités locales sur la base de projets ou d'activités.</p> <p>En Lituanie, le Réseau national d'EDD bénéficie d'un appui financier permanent du Ministère de l'éducation et des sciences.</p>	

	<p>En Slovénie, le Réseau national de coordonnateurs des écoécoles est financé par le Gouvernement (à hauteur de 10 %) et les collectivités locales (à hauteur de 20 %). Les écoles du réseau ASPnet sont financées par l'Institut national de l'éducation, lequel est lui-même financé par le Ministère de l'éducation.</p> <p>Au Royaume-Uni, le Higher Education Partnership for Sustainability in 2000-2003 était soutenu par les conseils de financement de l'enseignement supérieur, le Département des transports et divers autres sources et fonds de contrepartie. Le Sustainability Integration Group Network (SIGnet), qui est soutenu par le réseau national d'écoécoles, est financé en partie par le département de l'éducation et des compétences et l'État (pour plus de 40 %).</p> <p>Un site Web (www.uboportalen.dk) est financé par le Gouvernement danois.</p> <p>En Norvège, un site Web (www.miljolare.no) est financé annuellement par la Direction de l'éducation et de la formation ainsi que par plusieurs autres institutions qui soutiennent le programme à des hauteurs diverses.</p> <p>Aux Pays-Bas, trois réseaux bénéficient d'un financement du programme intitulé «Apprentissage au service du développement durable»: le Réseau pour le développement durable dans les programmes d'enseignement supérieur (DHO), le Réseau pour le développement durable dans la formation des enseignants (Duurzame Pabo) et le Réseau pour le développement durable dans la formation professionnelle et la formation continue (duurzaam MBO) (http://www.duurzaammb.nl/dmbo/web/).</p> <p>En Suède, le Centre pour l'apprentissage du développement durable (voir le point 3.2.1) est financé par l'Agence suédoise de développement international (ASDI) (http://www.sida.se/sida/jsp/sida.jsp?d=137&a=33906&language=en_US).</p> <p>L'Agence suédoise de réseautage et de coopération dans l'enseignement supérieur a financé le projet visant à définir des résultats d'apprentissage dans l'enseignement supérieur (voir le point 1.2.7 et le site http://www.hu2.se/nlhu2.htm).</p>
--	--

THÈME 4. ASSURER L'ACCÈS AUX OUTILS ET MATÉRIELS NÉCESSAIRES À L'EDD

Indicateur 4.1 Il est produit des outils et des matériels pédagogiques pour l'EDD

Sous-indicateur 4.1.1	Existe-t-il à l'échelon national une stratégie/un mécanisme qui vise à encourager la mise au point et la production d'outils et de matériels pour l'EDD?	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Ministères compétents/autorités publiques
Description	<p>Quel que soit le pays considéré, l'EDD sera renforcée par des outils et des matériels appropriés, et une stratégie nationale dans ce domaine pourrait contribuer à ce résultat. On pourra inclure aussi, à ce titre, le matériel pédagogique produit en coopération avec des organisations internationales. Les pouvoirs publics (ministères de l'éducation, ministères de l'environnement ou autres ministères) devraient être au fait de la panoplie de matériaux pédagogiques qui sont actuellement produits afin de pouvoir encourager la mise en commun des données d'expérience correspondantes.</p>	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>33. Pour être efficace, l'EDD devrait: [...] f) S'appuyer sur les matériels pédagogiques appropriés, tels que publications méthodologiques, pédagogiques et didactiques, manuels, supports visuels, brochures, études de cas et bonnes pratiques et moyens électroniques et audiovisuels.</p> <p>56. Il faut mettre au point à tous les niveaux des matériels pour l'EDD, tant pour les programmes d'enseignement général que pour l'enseignement spécialisé et l'autoformation et les adapter à la situation et aux besoins locaux.</p> <p>57. Les mesures clefs qui pourraient être prises pour ce faire sont les suivantes: encourager la mise au point et la production de matériels pour les éducateurs, les apprenants et les chercheurs à tous les niveaux d'instruction et de formation, en particulier dans les langues vernaculaires; encourager la mise au point et l'utilisation de moyens électroniques et audiovisuels et de ressources multimédia ainsi que de supports visuels à des fins tant d'apprentissage que de partage de l'information; faciliter l'accès, par les moyens électroniques et l'Internet, aux ressources et aux informations se rapportant à l'éducation en vue du développement durable; assurer la cohérence entre les matériels pour l'apprentissage formel, non formel et informel; mettre au point des stratégies de diffusion appropriées.</p>	
Exemple(s)	<p>En Grèce, il existe deux mécanismes pour encourager la production d'outils et de matériels d'EDD: les appels d'offres lancés ponctuellement pour la production d'auxiliaires pédagogiques (le plus récent, en 2008, avait trait aux domaines des zones protégées, des parcs nationaux, etc., à l'intention des éducateurs, élèves ou étudiants, rangers et grand public); le second intéressait les centres de développement durable/EDD (KPE), dont on compte plus d'une cinquantaine répartis dans le pays à raison d'environ un par préfecture. Dans ces centres, qui sont financés par le Ministère de l'éducation et les collectivités locales, les écoles peuvent consacrer une ou plusieurs journées à travailler sur des projets d'EDD, à la visite de zones protégées des environs, etc. Un appui financier aide ces centres à produire le matériel dont ils ont besoin et à étudier les moyens de mener à bien les programmes de développement durable/EDD dans leurs zones respectives.</p>	

	En Roumanie, l'objectif du programme national d'éducation sanitaire en matière de santé est de faire en sorte que les enfants, adolescents et jeunes gens (âgés de 7 à 18-20 ans) des écoles roumaines acquièrent des attitudes et des comportements responsables grâce à des mécanismes nationaux de prévention en matière de santé et de formation à la durabilité. Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#R).	
Sous-indicateur 4.1.2	Les autorités (nationales, infranationales ou locales) investissent-elles des fonds dans cette activité?	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Ministères compétents/autorités publiques
Description	Les États jouent un rôle central pour ce qui est de veiller à ce que des investissements suffisants soient consentis à la production d'outils et de matériels d'EDD. Pour ce faire, ils peuvent fournir les ressources nécessaires eux-mêmes, travailler en coopération avec des donateurs ou mettre en place un cadre stratégique de nature à encourager la participation du secteur privé et/ou du secteur bénévole. Cette intervention peut porter sur la traduction des documents (le cas échéant) ou la diffusion et l'échange d'informations entre les différents organismes gouvernementaux nationaux (ministères, agences ou autres autorités), en puisant dans des budgets à tous les niveaux de l'administration.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	Voir les passages pertinents de la Stratégie sous le point 4.1.1 ci-dessus.	
Exemple(s)	En Slovénie, un appel d'offres public est organisé avec le concours du Ministère de l'éducation et du Ministère de l'environnement en vue de la production de matériels et outils pédagogiques, de la distribution gratuite de ces instruments et de l'organisation d'ateliers de formation des enseignants à leur utilisation. Aux Pays-Bas, les Ministères de l'agriculture et de l'environnement ont mis en place une procédure annuelle de passation de marchés en vue de l'élaboration de projets et de matériels d'EDD et d'éducation environnementale. Le Ministère des affaires étrangères lance un appel d'offres pour l'éducation en vue du développement, qui intègre de nombreux thèmes de l'EDD.	

Indicateur 4.2 Il existe des mécanismes de contrôle de la qualité des outils et des matériels de l'EDD

Sous-indicateur 4.2.1	Existe-t-il des critères et/ou des directives concernant la qualité des outils et matériels pédagogiques de l'EDD qui sont: a) appuyés par les autorités publiques? b) homologués par les autorités publiques? c) testés et recommandés par les établissements d'enseignement?	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Ministères compétents/autorités publiques
Description	Par «appuyés par les autorités publiques» on entend «élaborés à l'aide de fonds publics». Par «qualité», on entend la prise en compte, dans les outils et matériels pédagogiques d'EDD, de contenus, méthodes, schémas et processus permettant de contrôler l'efficacité du produit, notamment de l'impact environnemental de sa production. Ces critères peuvent être conçus pour être appliqués aux échelons national, infranational ou local.	

	<p>Les mécanismes de production, d'adoption et/ou de mise à l'essai et de recommandation des matériels pédagogiques peuvent être différents d'un pays à l'autre de la région de la CEE. Néanmoins, les États devraient:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Encourager l'élaboration de critères et/ou directives de qualité des matériels relatifs à l'EDD; • Encourager la mise en place de mécanismes/conditions permettant d'évaluer et de mettre à l'essai ces matériels.
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>32. L'enseignement et l'apprentissage dans le domaine de l'éducation en vue du développement durable sont largement tributaires du contenu, de la qualité et de la présence de matériels pédagogiques. Or, ces matériels ne sont pas disponibles dans tous les pays. Le problème se pose aussi bien dans l'ensemble du secteur de l'enseignement scolaire que pour l'enseignement extrascolaire ou parallèle. Il faudrait donc faire de gros efforts pour les mettre au point et les reproduire. Il faudrait par ailleurs encourager la cohérence des matériels pédagogiques utilisés dans l'enseignement classique et dans l'enseignement extrascolaire. L'important est qu'ils portent sur le développement durable et qu'ils soient disponibles sur place à un prix abordable.</p>
Exemple(s)	<p>Des «Critères de qualité pour les écoles en matière d'EDD» ont été élaborés pour guider l'amélioration de la qualité de l'EDD, en collaboration avec le réseau international ENSI et avec un concours financier de la Commission européenne (http://www.seed-eu.net/webpage.php?modul=publications&publid=1&puboffset=2).</p> <p>Quarante pays de l'UE et de l'EOCAC sont dotés de programmes d'écoécoles qui appliquent des critères de qualité pour les matériels pédagogiques et les trousseaux à outils relatifs à l'EDD (http://www.eco-schools.org/).</p> <p>Au Royaume-Uni, le Council for Environmental Education a établi un ensemble de directives concernant la production et le contenu du matériel pédagogique (http://www.defra.gov.uk/sustainable/defra/educpanel/sustdevcop/03.htm).</p> <p>Aux Pays-Bas, l'organisme chargé d'élaborer les programmes d'études (SLO) a établi un manuel de l'EDD définissant la place de cette discipline dans un cursus «libre» ainsi que dans la conception du matériel pédagogique (http://www.slo.nl/over/maatschappelijk/themas/duurzameontwikkeling/; disponible sous peu en anglais).</p>
Sous-indicateur 4.2.2	<p>Les outils/matériels pédagogiques relatifs à l'EDD sont-ils disponibles a) dans vos langues nationales? b) à tous les niveaux de l'éducation définis dans la CITE?</p>
	<p><i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»</p> <p><i>Sources d'information:</i> Ministères compétents/autorités publiques</p>
Description	<p>Pour être efficaces, les matériels et outils pédagogiques d'EDD devraient être mis à disposition dans les langues nationales et les langues vernaculaires, s'il y a lieu. Leur accès sera ainsi facilité à tous les niveaux de la CITE ainsi que pour les collectivités locales, les ONG, les universitaires et les médias.</p>
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>21. L'éducation en vue du développement durable devrait tenir compte des diverses situations locales, nationales et régionales ainsi que du contexte mondial, et s'efforcer de parvenir à un équilibre entre les intérêts mondiaux et locaux.</p>

	<p>56. Il faut mettre au point à tous les niveaux des matériels pour l'éducation en vue du développement durable, tant pour les programmes d'enseignement général que pour l'enseignement spécialisé et l'autoformation et les adapter à la situation et aux besoins locaux.</p> <p>57. Les mesures clefs qui pourraient être prises pour ce faire sont les suivantes: encourager la mise au point et la production de matériels pour les éducateurs, les apprenants et les chercheurs à tous les niveaux d'instruction et de formation, en particulier dans les langues vernaculaires; [...] assurer la cohérence entre les matériels pour l'apprentissage formel, non formel et informel [...].</p>
Exemple(s)	<p>En Slovénie, la revue <i>Trajnostni razvoj v solah in vrtcih</i> traite de l'EDD dans les maternelles et les écoles (www.zrss.si). Par ailleurs, des revues et bulletins d'information concernant les écoécoles dans la région de la CEE et d'autres pays sont publiés aussi bien au niveau international (www.eco-schools.org) qu'à l'échelon national (www.ekosola.si).</p> <p>Le dossier GREEN PACK, kit pédagogique multimédia d'initiation à la protection de l'environnement et au développement durable dans les écoles primaires, a été lancé par le Centre régional pour l'environnement de l'Europe centrale et orientale en 2001. Il a été traduit dans les langues nationales des pays suivants: Albanie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Fédération de Russie, Hongrie, Monténégro, Pologne, République tchèque, ex-République yougoslave de Macédoine, Serbie, Slovaquie et Turquie (voir le point 6.1.1).</p> <p>Une trousse pédagogique sur les changements climatiques à l'intention des écoles secondaires (cinq affiches, un CD, une vidéo et un manuel de l'enseignant) a été produite par le Centre régional de l'environnement pour l'Asie centrale (CAREC) en coopération avec l'ONG britannique Field Studies Council en 2005-2006. Ce matériel a été produit à l'origine en russe à la demande des pays concernés; il a été ensuite traduit en 2007 dans cinq langues d'Asie centrale (le kazakh, le kirghize, l'ouzbek, le tadjik et le turkmène), puis diffusé dans les écoles pilotes des pays.</p>

Indicateur 4.3 Les outils et les matériels pédagogiques de l'EDD sont accessibles

Sous-indicateur 4.3.1	Existe-t-il à l'échelon national une stratégie/un mécanisme de diffusion des outils et des matériels relatifs à l'EDD?	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Ministères compétents/autorités publiques
Description	L'accès aux outils et matériels d'EDD peut être assuré par l'État, notamment par les canaux suivants: bibliothèques, Internet, centres pédagogiques, conférences ou ateliers. Au niveau national, une stratégie ou un mécanisme de diffusion de ces outils et matériels pédagogiques devrait faciliter l'accès des éducateurs et des autres acteurs concernés à ces instruments à tous les niveaux de la CITE, en incorporant peut-être aussi l'éducation non formelle et informelle. Une bonne diffusion de ces matériels peut être assurée par une révision des dispositions nationales en vigueur en matière de diffusion des outils et matériels pédagogiques. Il est demandé, dans ce sous-indicateur, de décrire toute stratégie ou tout mécanisme de ce type et de préciser si celle-ci/celui-ci couvre tous les niveaux de la CITE.	

Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	57. Les mesures clefs qui pourraient être prises pour ce faire sont les suivantes: encourager la mise au point et la production de matériels pour les éducateurs, les apprenants et les chercheurs à tous les niveaux d'instruction et de formation, en particulier dans les langues vernaculaires; encourager la mise au point et l'utilisation de moyens électroniques et audiovisuels et de ressources multimédia ainsi que de supports visuels à des fins tant d'apprentissage que de partage de l'information; faciliter l'accès, par les moyens électroniques et l'Internet, aux ressources et aux informations se rapportant à l'éducation en vue du développement durable; assurer la cohérence entre les matériels pour l'apprentissage formel, non formel et informel; mettre au point des stratégies de diffusion appropriées.	
Exemple(s)	En République tchèque, la diffusion est le fait du réseau d'ONG Pavučina, qui se compose d'une centaine d'organisations qui mettent en commun des produits pédagogiques et publient un journal, <i>Bedrník</i> , pour épauler les enseignants dans le domaine de la pédagogie environnementale. Les outils et matériels des différents établissements d'enseignement sont accessibles en ligne sur un site Web d'ONG (http://www.umweltbildung.de/materialien.html). En outre, du matériel pédagogique scolaire est disponible dans une base de données établie dans le cadre du programme Transfer-21, qui relève des Länder et de l'État fédéral et vise à diffuser l'EDD dans 10 % des écoles des Länder participants (http://www.transfer-21.de/index.php?p=40).	
Sous-indicateur 4.3.2	Les autorités consacrent-elles des fonds à cette activité?	
Description	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Ministères compétents/autorités publiques
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	57. Les mesures clefs qui pourraient être prises pour ce faire sont les suivantes: encourager la mise au point et la production de matériels pour les éducateurs, les apprenants et les chercheurs à tous les niveaux d'instruction et de formation, en particulier dans les langues vernaculaires; encourager la mise au point et l'utilisation de moyens électroniques et audiovisuels et de ressources multimédia ainsi que de supports visuels à des fins tant d'apprentissage que de partage de l'information; faciliter l'accès, par les moyens électroniques et l'Internet, aux ressources et aux informations se rapportant à l'éducation en vue du développement durable; assurer la cohérence entre les matériels pour l'apprentissage formel, non formel et informel; mettre au point des stratégies de diffusion appropriées. 76. Les pouvoirs publics devraient envisager de recourir aux budgets et à des encouragements économiques pour financer l'éducation en vue du développement durable dans toutes les formes d'enseignement, [...].	

Exemple(s)	<p>Le Gouvernement de la République de Moldova a financé la mise en place d'un centre d'information sur l'environnement (http://www.cim.moldova.md/).</p> <p>En Norvège, le projet d'éducation environnementale sert d'outil en matière d'EDD. Ce réseau sert de lieu de rencontre pour les écoles, les organismes de recherche et les représentants des pouvoirs publics et apporte continuellement un soutien aux établissements scolaires. Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#N).</p> <p>Voir, au titre du sous-indicateur 4.1.1, le mécanisme de soutien à la production de matériels pédagogiques en matière de développement durable/EDD en Grèce.</p> <p>En coopération avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le Gouvernement tadjik a financé la création du Centre d'information sur l'environnement (http://www.osce.org/item/7773.html).</p> <p>Le Gouvernement irlandais (Irish Aid, Département des affaires étrangères) finance en partie le site Web d'éducation au développement «DevelopmentEducation» (http://www.developmenteducation.ie/), outil d'éducation en matière de développement et de droits de l'homme administré par un groupement d'organisations établi en Irlande. Ce site renferme toute une gamme de matériels pédagogiques traitant de multiples questions de développement à l'aide de bandes dessinées et de photographies (utilisables dans l'enseignement ou dans le cadre de campagnes) et divers autres auxiliaires.</p> <p>«Information on the Environment» (ENFO) est le service irlandais d'information sur les questions d'environnement et de développement durable. Il a été créé par le Département de l'environnement et des collectivités locales (http://www.enfo.ie/).</p>	
Sous-indicateur 4.3.3	Les matériels pédagogiques homologués concernant l'EDD sont-ils disponibles via l'Internet?	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Ministères compétents/autorités publiques
Description	<p>Les gouvernements devraient donner à tous les acteurs concernés (éducateurs, apprenants, particuliers ou organisations) un accès gratuit, via l'Internet, aux auxiliaires pédagogiques. Les matériels produits par les programmes internationaux peuvent aussi être diffusés directement via l'Internet. Dans certains pays, seuls les instruments homologués ou recommandés sont autorisés dans l'éducation formelle, de sorte qu'il importe de savoir si les matériels homologués sont accessibles par le biais de l'Internet.</p>	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>57. Les mesures clefs qui pourraient être prises pour ce faire sont les suivantes: encourager la mise au point et la production de matériels pour les éducateurs, les apprenants et les chercheurs à tous les niveaux d'instruction et de formation, en particulier dans les langues vernaculaires; encourager la mise au point et l'utilisation de moyens électroniques et audiovisuels et de ressources multimédia ainsi que de supports visuels à des fins tant d'apprentissage que de partage de l'information; faciliter l'accès, par les moyens électroniques et l'Internet, aux ressources et aux informations se rapportant à l'éducation en vue du développement durable; assurer la cohérence entre les matériels pour l'apprentissage formel, non formel et informel; mettre au point des stratégies de diffusion appropriées.</p>	

<p>Exemple(s)</p>	<p>Au Royaume-Uni, le Carbon Detectives Kit (Kit du détective de l'empreinte de carbone) est un site Web conçu pour permettre aux élèves de calculer l'impact de leur école au plan des émissions de carbone. L'«empreinte carbone» par élève est calculée et présentée à des degrés de détail différents, et aussi bien les élèves que l'ensemble de l'administration scolaire sont encouragés à prendre des mesures en conséquence (www.carbondetectives.org.uk).</p> <p>Le Danemark consacre un site Web à la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable (uboportalen.dk).</p> <p>En Finlande, ENO-Environment online est une école virtuelle et un portail qui assurent, à l'échelle mondiale, la promotion du développement durable (http://www.joensuu.fi/en/basics/briefly.htm).</p> <p>En Pologne, une initiative centrée sur la géologie et l'écologie prévoit des leçons en ligne sur ces matières, accessibles à partir du site Web du Musée de géologie, à l'intention des élèves des niveaux primaire et secondaire. Ces leçons ont été conçues de façon à faciliter le déroulement des cours ordinaires dispensés dans les salles informatiques des établissements d'enseignement. Le site se distingue par sa conception graphique novatrice, la qualité des illustrations présentées et l'éventail complet des plans des cours en ligne qu'il propose. Les enseignants qui utilisent le site peuvent recevoir par voie électronique les plans des cours et les tests correspondants. Voir le Recueil des bonnes pratiques d'ESD (http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#P).</p> <p>Il existe en Slovaquie un site Web consacré aux écoécoles (www.ecosola.si) et un site international consacré au même thème (www.eco-schools.org) ainsi qu'un site sur les écoles associées à l'UNESCO ASPnet (www.unesco-asp.si) et un site relatif à l'enseignement de l'aménagement durable du territoire intitulé R.A.V.E. SPACE (http://www.rave-space.org/). Le site Web du Ministère de l'éducation et des sports (http://www.mss.gov.si) renvoie à ces sites par des liens.</p> <p>Voir aussi le kit pédagogique GREEN PACK du Centre régional pour l'environnement de l'Europe centrale et orientale (http://greenhorizon.rec.org/bulletin/Bull1111/recnews.html).</p> <p>Au Royaume-Uni, le site «Learning for Sustainability» du WWF permet aux élèves de débattre en ligne (http://www.wwflearning.org.uk/wwflearning-home/lfs-programme/).</p> <p>En Suède, des matériels sont mis à disposition via l'École globale (voir le point 2.6.1) (http://www.denglobalaskolan.com/).</p> <p>Le Bureau méditerranéen d'information sur l'environnement, la culture et le développement durable (www.mio-ecsde.org) assure le secrétariat de l'Initiative méditerranéenne pour l'éducation en faveur de l'environnement et du développement durable (MEDIES), dont le site renvoie à des matériels pédagogiques en ligne sur l'EDD (www.medies.net).</p> <p>Allemagne: voir le point 4.3.1.</p>
-------------------	---

Sous-indicateur 4.3.4	Existe-t-il un registre ou une base de données des outils et des matériels pédagogiques relatifs à l'EDD en langue(s) nationale(s) a) accessible via l'Internet? b) accessible par d'autres moyens?	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Ministères compétents/autorités publiques
Description	<p>Tous les acteurs concernés (éducateurs, élèves, étudiants, maternelles, écoles, universités, ONG, universitaires, médias) devraient avoir facilement accès à ces métadonnées (registre ou base de données) sur les outils et matériels pédagogiques existants. La base de données devrait être accessible dans la langue nationale, via l'Internet si possible ou par d'autres moyens (bibliothèques ou centres d'information).</p> <p>Donner des précisions sur ce point, en l'illustrant par les exemples les plus avancés de métadonnées sur les outils ou matériels pédagogiques relatifs à l'EDD disponibles au niveau national.</p>	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	Voir les passages pertinents de la Stratégie sous le point 4.3.3 ci-dessus.	
Exemple(s)	<p>Le portail allemand relatif aux activités prévues dans le cadre de la Décennie a vocation à rassembler les informations disponibles sur les projets ou activités en matière de développement durable ou d'EDD et à appeler l'attention sur les questions de développement durable ou d'EDD (http://www.bne-portal.de/coremedia/generator/unesco/de/01__Startseite/Englische_20Startseite.html).</p> <p>Les données sur le projet international d'écoécoles figurent à l'adresse www.eco-schools.org.</p> <p>Un volet du site Web «Teachernet», qui est hébergé par le Gouvernement britannique, est consacré aux écoles viables avec de multiples documents d'orientation, directives et monographies (www.teachernet.gov.uk/sustainable-schools).</p> <p>Malte a réalisé une expérience éco-interactive intitulée «Plug In2 the Environment». Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#M).</p> <p>En Pologne, l'Agence d'information du citoyen (http://oai.pl/) est un forum d'échange d'informations et d'expériences qui soutient également un projet intitulé «Application des technologies de l'information et des multimédias à l'éducation en vue de la durabilité en Pologne» (http://ucbs.geo.uw.edu.pl). Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#P).</p> <p>En Serbie, on citera l'initiative «Interactive Farm» (Ferme interactive) (http://www.interaktivnafarma.org/). Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#S).</p> <p>Le site Web de l'ONG internationale CAREC (Centre régional pour l'environnement de l'Asie centrale) héberge une bibliothèque en ligne (www.carec.kz).</p>	

THÈME 5. PROMOUVOIR LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT EN MATIÈRE D'EDD

Indicateur 5.1 Des mesures de promotion de la recherche en matière d'EDD sont en place

Sous-indicateur 5.1.1	La recherche concernant le contenu et les méthodes de l'EDD est-elle soutenue?	
	<i>Type</i> : Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information</i> : Ministères compétents
Description	<p>«Soutenir» suppose le déploiement d'efforts et de moyens pour encourager la recherche sur le contenu et les méthodes de l'EDD, dont l'octroi de subventions par l'État, un financement de sources privées ou de fondations, l'attribution de priorités politiques, l'élaboration de documents d'orientation et la mise en place de cadres d'évaluation.</p> <p>La recherche dans le domaine de l'EDD peut être soutenue par des réorientations institutionnelles, de nouveaux types de communication et des perceptions et approches différentes.</p>	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>41. Pour intégrer l'EDD dans un programme de changement conduisant à une société plus viable, l'éducation elle-même doit évoluer. Il faudrait encourager les recherches portant sur l'éducation en vue du développement durable.</p> <p>58. Il faut mener des activités de recherche-développement dans les différents domaines de l'EDD: méthodes efficaces d'apprentissage, outils d'évaluation, formation des attitudes et des valeurs, renforcement des structures scolaires/institutionnelles et application des TIC. L'EDD devrait s'appuyer en permanence sur cette recherche-développement.</p> <p>60. Les mesures clefs qui pourraient être prises à cette fin [promouvoir la recherche-développement en matière d'EDD] sont les suivantes: amorcer et promouvoir une recherche-développement sur le contenu et les méthodes d'enseignement et d'apprentissage de l'EDD; les effets économiques de l'EDD et les incitations économiques en faveur de cette éducation; les moyens d'intégrer les aspects du développement durable et leur contexte local dans différentes disciplines, en accordant la priorité aux recherches qui rapprochent les diverses dimensions du développement durable; [...].</p>	
Exemple(s)	<p>En République tchèque, les domaines de recherche sont notamment les suivants: mise au point de méthodes d'apprentissage actives, analyse des objectifs pédagogiques dans les différentes filières de l'éducation en vue de la durabilité, évaluation de l'efficacité de l'EDD et recherche dans le domaine de la philosophie de l'éducation. Le développement durable est un domaine prioritaire de la politique nationale en matière de recherche-développement, mais ce thème ne recouvre pas suffisamment celui de l'EDD. Pour le financement, l'organe responsable est le Conseil gouvernemental de la recherche et de l'innovation, organisme de coordination de la recherche et de gestion de l'information. Des subventions au profit de la recherche dans l'EDD sont disponibles, entre autres, auprès du Ministère de l'environnement.</p>	

	<p>Formas, ou Conseil suédois de recherche sur l'environnement, les sciences agricoles et l'aménagement du territoire, encourage et soutient les travaux de recherche scientifique liés précisément au développement durable. Cet organisme public de financement de la recherche est rattaché à plusieurs ministères (http://www.formas.se/default___529.aspx).</p> <p>Au Royaume-Uni, les Conseils de financement de l'enseignement supérieur d'Angleterre et du pays de Galles soutiennent des projets universitaires sur le développement durable/l'EDD privilégiant notamment la recherche (voir notamment le site http://csf.plymouth.ac.uk).</p>	
<p>Sous-indicateur 5.1.2</p>	<p>Des recherches sont-elles menées pour évaluer les résultats de la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'EDD?</p>	
	<table border="1" style="width: 100%;"> <tr> <td data-bbox="493 638 984 718"> <p><i>Type:</i> Qualitatif/quantitatif; «de contribution»</p> </td> <td data-bbox="984 638 1476 718"> <p><i>Sources d'information:</i> Ministères compétents</p> </td> </tr> </table>	<p><i>Type:</i> Qualitatif/quantitatif; «de contribution»</p>
<p><i>Type:</i> Qualitatif/quantitatif; «de contribution»</p>	<p><i>Sources d'information:</i> Ministères compétents</p>	
<p>Description</p>	<p>Ce sous-indicateur se rapporte à l'évaluation de la Stratégie à proprement parler. La recherche qui évalue la production et les résultats peut faire intervenir les capacités de réflexion, les travaux à vocation pratique, les enquêtes par questionnaire, l'analyse des données, entre autres. Le niveau ou l'échelle de la recherche (à savoir s'il s'agit d'une entreprise nationale, infranationale, locale, scolaire ou pilote) devrait être indiqué.</p>	
<p>Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie</p>	<p>60. Les mesures clefs qui pourraient être prises à cet effet sont les suivantes: amorcer et promouvoir une recherche-développement sur le contenu et les méthodes d'enseignement et d'apprentissage de l'éducation en vue du développement durable; les effets économiques de l'éducation en vue du développement durable et les incitations économiques en faveur de cette éducation; les moyens d'intégrer les aspects du développement durable et leur contexte local dans différentes disciplines, en accordant la priorité aux recherches qui rapprochent les diverses dimensions du développement durable; les indicateurs et instruments d'évaluation de l'éducation en vue du développement durable et la mise en commun des résultats des recherches et des exemples de bonnes pratiques.</p> <p>78. [...] Il faudrait élaborer des méthodes d'évaluation et des indicateurs, en particulier qualitatifs, de la mise en œuvre de l'EDD. [...]</p>	
<p>Exemple(s)</p>	<p>Au moment de la rédaction du présent document, la mise en œuvre de la Stratégie venait à peine de démarrer, d'où le peu d'informations disponibles sur les résultats.</p> <p>Voir le document <i>Apprendre les uns des autres: réalisations, difficultés et marche à suivre – Rapport intérimaire sur l'application de la Stratégie de la CEE-ONU pour l'éducation en vue du développement durable</i> (ECE/BELGRADE.CONF/2007/INF/3-ECE/CEP/AC.13/2007/2); (http://www.unece.org/env/esd/belgrade.htm).</p>	

Sous-indicateur 5.1.3	Existe-t-il des programmes d'études universitaires 1) consacrés à l'EDD: a) au niveau de la maîtrise? b) au niveau du doctorat? 2) abordant l'EDD: a) au niveau de la maîtrise? b) au niveau du doctorat?	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Ministère de l'éducation; établissements d'enseignement supérieur
Description	<p>La recherche consacrée à l'EDD porte à la fois sur les aspects théoriques et les aspects pratiques de l'EDD, à savoir les concepts pédagogiques, les méthodes appliquées, les principes philosophiques qui sous-tendent l'EDD, les méthodes et outils de mise en œuvre, les indicateurs de succès, l'efficacité et la productivité des programmes, l'adéquation des cadres institutionnels et les outils et matériels.</p> <p>La recherche abordant l'EDD porte sur les travaux liés au développement durable (par exemple, les modes de production propres, les modes de consommation et de production durables, la gestion de l'eau et les sources d'énergie durables) qui ont des composantes d'EDD.</p> <p>Il est demandé, au titre de ce sous-indicateur, d'indiquer tout programme en place aux deux niveaux d'études: celui de la maîtrise et celui du doctorat.</p>	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>20. L'enseignement supérieur devrait contribuer sensiblement à l'EDD en inculquant les connaissances et les compétences appropriées.</p> <p>50. [...] Les mesures clefs suivantes pourraient être prises à cet effet: adopter à tous les niveaux d'études des cadres pour l'EDD; [...] intégrer les principes du développement durable dans les programmes d'études et des cours spéciaux à tous les niveaux de l'enseignement supérieur, [...].</p> <p>60. Les mesures clefs qui pourraient être prises à cet effet sont les suivantes: amorcer et promouvoir une recherche-développement sur le contenu et les méthodes d'enseignement et d'apprentissage de l'EDD; les effets économiques de l'EDD et les incitations économiques en faveur de cette éducation; les moyens d'intégrer les aspects du développement durable et leur contexte local dans différentes disciplines, en accordant la priorité aux recherches qui rapprochent les diverses dimensions du développement durable; les indicateurs et instruments d'évaluation de l'EDD et la mise en commun des résultats des recherches et des exemples de bonnes pratiques.</p>	
Exemple(s)	<p><i>1) a) Programme consacré à l'EDD au niveau de la maîtrise</i></p> <p>Au Royaume-Uni, la London South Bank University offre un programme de maîtrise sur l'éducation en vue de la durabilité depuis 1994. Ce cours, qui était à l'origine financé par le WWF, a toujours attiré une forte proportion d'étudiants étrangers (http://www.lsbu.ac.uk/efs/).</p> <p><i>1) b) Programme consacré à l'EDD au niveau du doctorat</i></p> <p>En Grèce, le programme d'études universitaires supérieures DICHINET en sciences (chimie) (voir le point 3.1.1) propose l'EDD à tous les étudiants du troisième cycle. Ceux qui souhaitent se spécialiser dans cette matière consacrent la majeure partie de leur deuxième année à la préparation de leur mémoire de maîtrise sur cette matière et peuvent poursuivre leurs études jusqu'à l'obtention du doctorat d'EDD.</p>	

	<p>2) a) <i>Programme abordant l'EDD au niveau de la maîtrise</i></p> <p>En Arménie, un cours magistral sur la théorie et la pratique du développement durable est en préparation. L'Université nationale d'Erevan dispense un cours spécial de maîtrise sur le thème de la «géoécologie» dans le contexte du développement durable.</p> <p>Dans la Fédération de Russie, les Universités de Moscou et de Saint-Petersbourg proposent des programmes abordant l'EDD au niveau de la maîtrise.</p> <p>En Suède, plusieurs universités, dont celle de Linköping, proposent des programmes de maîtrise dans ce domaine (http://www.tema.liu.se/tema-v/masterprogramme/).</p> <p>2) b) <i>Programme abordant l'EDD au niveau du doctorat</i></p> <p>En République tchèque, un programme de doctorat en «Études environnementales» a été lancé en 2007 dans la Faculté d'humanités de l'Université Charles. Cette discipline est une synthèse de différents aspects du développement durable, dont l'éducation dans un cadre pluridisciplinaire (l'enseignement est encadré par des directeurs d'études).</p> <p>En Suède, on donnera pour exemple le programme de doctorat du Centre d'excellence VINNOVA pour des communications viables, à l'Institut royal de technologie (http://www.csc.kth.se/sustain/research/).</p> <p>En Allemagne, un recueil paru dernièrement donne une description des centres et universités/départements de recherche qui proposent des programmes d'études universitaires sur l'EDD et le développement durable (www.leitfadennachhaltigkeit.de).</p>		
<p>Sous-indicateur 5.1.4</p>	<p>Existe-t-il des bourses pour des recherches sur l'EDD: a) au niveau de la maîtrise; b) au niveau du doctorat, qui bénéficient d'un appui des autorités publiques?</p> <table border="1" data-bbox="493 1242 1473 1356"> <tr> <td data-bbox="493 1242 984 1356"><i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»</td> <td data-bbox="984 1242 1473 1356"><i>Sources d'information:</i> Ministère de l'éducation; établissements d'enseignement supérieur</td> </tr> </table>	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Ministère de l'éducation; établissements d'enseignement supérieur
<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Ministère de l'éducation; établissements d'enseignement supérieur		
<p>Description</p>	<p>«Appui des autorités publiques» s'entend, notamment, des mesures de politique générale, des cadres institutionnels et de l'aide financière directe. Dans votre réponse à ce sous-indicateur, veuillez donner un complément d'information, en précisant notamment qui fournit le financement et qui peut y prétendre.</p>		
<p>Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie</p>	<p>76. Les pouvoirs publics devraient envisager de recourir aux budgets et à des encouragements économiques pour financer l'EDD dans toutes les formes d'enseignement, notamment créer des bourses d'études en matière d'EDD [...].</p>		
<p>Exemple(s)</p>	<p>Au Royaume-Uni, la Teacher Development Agency met des bourses à disposition des prestataires de programmes du niveau de maîtrise qui dispensent des cours sur l'EDD.</p> <p>Le Higher Education Funding Council for England (HEFCE) (Conseil supérieur de financement de l'enseignement supérieur en Angleterre) a fourni à l'Université du Gloucestershire un financement au bénéfice des candidats au doctorat en apprentissage actif qui ont souvent mis en avant l'EDD. Cette université octroie aussi, sur son propre budget, des bourses de doctorat annuelles aux étudiants qui se consacrent précisément à l'EDD.</p>		

Indicateur 5.2 Le développement de l'EDD est encouragé

Sous-indicateur 5.2.1	Existe-t-il des aides à l'innovation et au renforcement des capacités dans le domaine de l'EDD?	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Ministère de l'éducation; établissements d'enseignement
Description	<p>Au titre des aides, on peut citer les cadres institutionnels et les mesures de politique générale, les programmes de subvention, la formation, les ateliers, les conférences, etc.</p> <p>Les activités peuvent s'entendre des projets pilotes, de la recherche à vocation pratique, de l'apprentissage social et/ou des travaux d'équipes associant diverses parties prenantes ainsi que de l'introduction de méthodes et matériels pédagogiques novateurs, des processus participatifs, etc.</p> <p>Veillez préciser:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Le type d'aide qui est accordé; b) Qui l'accorde; c) Le type d'innovation et de renforcement des capacités qui bénéficient de l'aide; d) Le montant total qui est dépensé chaque année pendant la période sur laquelle porte le rapport. 	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	76. Les pouvoirs publics devraient envisager de recourir aux budgets et à des encouragements économiques pour financer l'EDD dans toutes les formes d'enseignement, notamment [...] renforcer les capacités des établissements.	
Exemple(s)	<p>Pour connaître les pratiques novatrices du réseau national tchèque de centres pour l'éducation et l'édification en matière d'environnement, se reporter au site Web http://www.mzp.cz/AIS/web-pub.nsf/\$pid/MZPMNF7YNKJQ.</p> <p>Pavučina est un réseau national de 100 centres d'éducation environnementale créé en République tchèque en 1999 avec un concours de l'État. Les ONG participantes font en sorte que les activités d'éducation environnementale et d'EDD soient conformes à des normes bien établies en la matière, procurent aux ONG débutantes un soutien au plan des méthodes afin que leurs employés acquièrent un complément de formation et veillent à l'échange de données d'expérience à l'intérieur du pays et entre celui-ci et l'étranger. Un centre d'éducation environnementale (Lipka) cherche à donner un effet multiplicateur à l'éducation au service du développement durable en identifiant cinq grands enjeux au sein de la région (http://www.interaktivnafarma.org). L'aspect novateur de cette initiative est qu'elle rassemble 16 partenaires qui unissent leurs efforts pour cerner les problèmes régionaux et tenter de leur apporter des solutions.</p> <p>Le Réseau tchèque d'écoconseil (STEP) vise à introduire dans les organismes publics des modes de fonctionnement, notamment de passation des marchés, plus écologiques/viables. Il apporte aussi un appui éducatif et méthodologique aux conseillers en écologie et aux organismes publics qui s'engagent dans la voie des marchés publics écologiques et des modes de consommation viables.</p>	

	<p>La création d'un cadre d'apprentissage commun au niveau universitaire (avec la participation de cinq universités de Prague) s'est traduite par une plus grande mobilité des étudiants, des programmes interdisciplinaires, de nouvelles méthodes d'enseignement et des auxiliaires pédagogiques novateurs.</p> <p>En Suède, une coopération à l'EDD entre chercheurs, étudiants et acteurs compétents d'une communauté près de Göteborg a permis d'élaborer des scénarios de développement durable dans la localité (http://www.chalmers.se/gmv/EN/projects/esd_chalmers).</p> <p>En Pologne, les cours en ligne sur la géologie et l'écologie (http://www.pgi.gov.pl) ont pour objectif de créer une formation dans ces disciplines qui serait largement accessible grâce au site Web du Musée géologique. Ce projet met l'accent sur l'application des technologies de l'information et de la communication ainsi que des multimédias dans l'éducation en vue de la durabilité en Pologne (http://www.ucbs.geo.uw.edu.pl). Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#P).</p> <p>En Autriche, l'objectif principal d'une initiative du Gouvernement pour des universités viables est de renforcer et intégrer les thèmes du développement durable dans la vie quotidienne des établissements d'enseignement supérieur, notamment par la création d'un «prix de la viabilité». Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#A).</p> <p>En Irlande, le réseau Ubuntu (http://www.ubuntu.ie/) contribue à doter les formateurs d'enseignants des capacités nécessaires dans les domaines de l'éducation au développement et de l'EDD. Il s'agit d'une structure de collaboration entre formateurs d'enseignants qui applique les méthodes de la recherche à vocation pratique pour améliorer l'apprentissage des formateurs et tirer les leçons de leur enseignement. Pour ce faire, le réseau applique des méthodes et des procédés spécifiques, travaille avec une vaste gamme d'organisations, en sa qualité de membre ou en association avec celles-ci, et entreprend un travail de recherche collaborative. Il est financé par Irish Aid (Département des affaires étrangères).</p>
--	--

Indicateur 5.3 La diffusion des résultats des travaux de recherche sur l'EDD est encouragée

Sous-indicateur 5.3.1	Les pouvoirs publics soutiennent-ils des mécanismes qui permettent aux autorités et aux parties prenantes de mettre en commun les résultats des recherches et des exemples de bonnes pratiques en matière d'EDD?	
	<i>Type:</i> Qualitatif/quantitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Ministère de l'éducation; organismes publics extérieurs au système éducatif; établissements d'enseignement supérieur; ONG
Description	<p>Le soutien à cette activité peut être assuré par l'octroi d'un financement, la mise en place de cadres institutionnels et l'adoption de mesures de politique générale.</p> <p>Les mécanismes peuvent être les suivants: formation, ateliers, conférences, universités d'été, journaux, périodiques, réseaux, etc. (N. B.: Les publications scientifiques font l'objet d'une question précise au point 5.3.2 ci-dessous).</p>	

	Veuillez préciser: a) Qui fournit l'aide; b) Par quels moyens; c) Le montant total dépensé chaque année pendant la période considérée.		
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	59. Les résultats des efforts de recherche-développement devraient être partagés avec les divers acteurs aux niveaux local, régional et mondial, et être pris en compte par les différents secteurs du système éducatif. 60. Les mesures clefs qui pourraient être prises à cet effet [promouvoir la recherche-développement en matière d'EDD] sont les suivantes: [...] la mise en commun des résultats des recherches et des exemples de bonnes pratiques.		
Exemple(s)	Au Royaume-Uni, les organismes qui peuvent privilégier ce domaine sont, notamment, le Centre for Research in Education and the Environment (Centre de recherche sur l'éducation et l'environnement) (CREE) au Département de l'éducation de l'Université de Bath. Les travaux des chercheurs de ce centre portent essentiellement sur les questions d'éducation liées à l'environnement et à la durabilité. L'apprentissage est partagé avec d'autres institutions grâce à un programme d'ateliers et de séminaires, à des publications et au site Web du CREE (http://www.bath.ac.uk/cree). Le Gouvernement britannique soutient la National Foundation for Educational Research (Fondation nationale pour la recherche en matière d'éducation), qui publie des travaux de recherche sur plusieurs thèmes de l'EDD. Une base de données consultable permet d'accéder à ces études (http://www.nfer.ac.uk). En République tchèque, le Conseil gouvernemental pour la recherche et l'innovation met à disposition un système complet de diffusion des résultats de la recherche mais, à l'instar de nombreux autres systèmes nationaux de ce type, celui-ci n'a pas encore incorporé de données concrètes sur l'EDD. En revanche, l'octroi de bourses dans ce domaine est très souvent subordonné à des mécanismes de diffusion.		
Sous-indicateur 5.3.2	Existe-t-il des publications scientifiques: a) consacrées à l'EDD? b) abordant l'EDD?		
	<table border="1"> <tr> <td><i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»</td> <td><i>Sources d'information:</i> Établissements d'enseignement et de recherche; ministères compétents; ONG; éditeurs</td> </tr> </table>	<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Établissements d'enseignement et de recherche; ministères compétents; ONG; éditeurs
<i>Type:</i> Qualitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Établissements d'enseignement et de recherche; ministères compétents; ONG; éditeurs		
Description	Pour la distinction entre «consacré à l'EDD» et «abordant l'EDD», se reporter à la description donnée sous le point 5.1.3. Le terme «publications» n'est pas ici synonyme d'articles isolés; il est pris au sens large, à savoir un recueil d'articles paraissant dans des journaux, revues, livres, monographies, rapports de conférence, etc. On mentionnera aussi bien les publications électroniques que celles qui paraissent sous forme imprimée, celles qui ont fait l'objet d'un examen critique comme celles qui n'ont pas été analysées.		
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	59. Les résultats des efforts de recherche-développement devraient être partagés avec les divers acteurs aux niveaux local, régional et mondial, et être pris en compte par les différents secteurs du système éducatif.		

	<p>60. Les mesures clefs qui pourraient être prises à cet effet [promouvoir la recherche-développement en matière d'EDD] sont les suivantes [...] la mise en commun des résultats des recherches et des exemples de bonnes pratiques.</p>
Exemple(s)	<p>Ont été publiés en République tchèque:</p> <p>Činčera, Jan, <i>Environmentální výchova: od cílů k prostředkům</i>. (Éducation environnementale: des objectifs aux outils) Brno, Paido, 2007, ISBN 978-80-7315-147-8, 116 pages;</p> <p>Horká, Hana, <i>Výchova pro 21. století. Koncepce globální výchovy v podmínkách české školy</i>. (L'éducation au XXI^e siècle: le concept d'éducation globale dans le contexte des écoles tchèques) Brno, Paido, 2000, 127 pages, ISBN 80-85931-85-0;</p> <p><i>Envigogika</i>, journal électronique dont le contenu fait l'objet d'un examen collégial (<i>peer review</i>) (http://envigogika.cuni.cz), est centré sur la recherche en matière d'EDD. Les médias électroniques sont aussi le lieu de contributions interactives au contenu de l'EDD et d'un dialogue avec le grand public;</p> <p>Comme exemple de thèse de doctorat sur l'EDD en Suède, on peut citer Björneloo, I., «Innebörder av hållbar utveckling – en studie av lärares utsagor om undervisning» (La notion de développement durable – analyse de ce que livrent les enseignants). (Göteborg Studies in Educational Sciences, 250). Gothenburg, Acta universitatis gothoburgensis, 2007;</p> <p><i>Environmental Education Research</i> est un journal international qui publie, après examen critique, des études et rapports sur tous les aspects de l'éducation environnementale et de l'EDD (http://www.tandf.co.uk/journals/carfax/13504622.html);</p>

**THÈME 6. RENFORCER LA COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE L'EDD
À TOUS LES NIVEAUX DANS LA RÉGION DE LA CEE**

**Indicateur 6.1 La coopération internationale en matière d'EDD est renforcée
dans les pays de la région de la CEE et dans d'autres pays**

Sous-indicateur 6.1.1	Les pouvoirs publics participent-ils aux réseaux internationaux en matière d'EDD et/ou leur apportent-ils un soutien?	
	<i>Type:</i> Qualitatif/quantitatif; «de contribution»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des autorités compétentes
Description	<p>Les autorités publiques peuvent jouer un rôle dans la coopération internationale en matière d'EDD soit en participant activement, en s'y impliquant directement, aux activités des forums et des réseaux, soit en soutenant les activités des réseaux (en coopérant au niveau international, par exemple). On peut englober, parmi ces réseaux, ceux de la CEE ou de l'UNESCO, ou des réseaux régionaux tels que l'Initiative méditerranéenne pour l'éducation en faveur de l'environnement et du développement durable (MEDIES).</p> <p>Veillez préciser s'il s'agit de réseaux mondiaux, régionaux et/ou infrarégionaux.</p> <p>En cas de «soutien», veuillez en préciser le type.</p>	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>62. Au niveau régional, il est nécessaire d'examiner et de faciliter la mise en œuvre de la Stratégie et aussi de soutenir la coopération en matière d'éducation en vue du développement durable. Le processus régional devrait tenir compte des autres activités menées en liaison avec la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable et être considéré comme une contribution aux initiatives globales en matière d'éducation en vue du développement durable.</p> <p>63. La région possède une riche expérience de la coopération internationale en matière d'éducation, particulièrement dans l'enseignement supérieur. Un certain nombre de réseaux nationaux et sous-régionaux, d'établissements d'enseignement, de groupes de travail, de réseaux et associations d'universités et de programmes et de partenariats ont mis en chantier des formes multidisciplinaires d'éducation visant à trouver des solutions au problème du développement durable. Il s'agira de tirer le meilleur parti de leur expérience et de leurs moyens afin de promouvoir l'éducation en vue du développement durable. Il faudra aussi promouvoir la recherche, qui n'est pas très développée sur le plan international. Par ailleurs, un resserrement de la coopération internationale est nécessaire dans l'enseignement préscolaire et scolaire.</p> <p>65. En raison du caractère complexe de l'éducation en vue du développement durable, outre les milieux de l'enseignement, d'autres acteurs internationaux compétents devraient être invités à travailler en partenariat pour mettre en œuvre la Stratégie. Cette exigence vaut tout particulièrement pour la coopération internationale qui vise à améliorer les connaissances et les compétences en matière de développement durable de différentes catégories de cadres et de décideurs.</p> <p>66. Les expériences et les besoins varient dans la région de la CEE. La coopération sous-régionale doit être renforcée. Cela permettrait de collaborer étroitement sur des questions très importantes pour une sous-région donnée, ce qui aiderait les pays à obtenir les meilleurs résultats pratiques.</p>	

	<p>67. Une évaluation plus approfondie des besoins des différentes sous-régions est nécessaire. L'accent devrait porter en particulier sur les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale³ et les pays d'Europe du Sud-Est pour résoudre les principaux problèmes qu'ils rencontrent dans le domaine de l'éducation environnementale et de l'éducation en vue du développement durable. Parmi ces problèmes, il faut citer le manque de matériel pédagogique adéquat, l'utilisation peu rentable des capacités des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, la pénurie d'éducateurs qualifiés, une sensibilisation insuffisante ainsi que l'absence de coopération entre les départements et entre les parties prenantes. De plus, en Europe du Sud-Est et dans les pays de l'EOCAC, l'enseignement dispensé aux enfants des campagnes est de qualité médiocre et les ressources financières et humaines manquent pour développer l'éducation en vue du développement durable. Il faudrait que les gouvernements, les organisations concernées et les donateurs prennent conscience de l'importance de la création de capacités, d'une assistance financière et d'un soutien en faveur de l'éducation ainsi que de programmes de recherche et de sensibilisation du public au développement durable dans les pays en transition et qu'ils agissent en conséquence⁴.</p> <p>68. Les mesures clés à prendre pourraient être les suivantes: renforcer les alliances et réseaux régionaux et sous-régionaux existants dans le domaine de l'éducation en vue du développement durable et encourager les programmes de jumelage, la coopération bilatérale et les partenariats; utiliser, le cas échéant, des instruments internationaux contraignants tels que la Convention d'Aarhus et d'autres accords pertinents pour mieux sensibiliser les esprits aux questions de développement durable; faciliter l'échange de bonnes pratiques et d'expériences, d'innovations et d'informations sur les expériences et projets nationaux de coopération en faveur de l'éducation en vue du développement durable, par exemple, en faisant appel aux TIC et au site Web de la CEE; inclure l'éducation en vue du développement durable dans les programmes bilatéraux et multilatéraux pertinents; encourager la participation des ONG et autres mouvements importants à l'action internationale en faveur de l'éducation en vue du développement durable; encourager et coordonner les manifestations internationales visant à sensibiliser le public au développement durable; et promouvoir l'échange de données d'expérience.</p> <p>75. De manière générale, chaque pays devrait assumer le coût de la mise en œuvre de la Stratégie. Les gouvernements devraient donc veiller à ce que les ressources nécessaires soient mises à disposition. Nombre des mesures proposées peuvent être intégrées dans le remodelage actuel du secteur de l'éducation. Certaines mesures pourraient être plus facilement exécutées en tant que projets sous-régionaux ou régionaux.</p>
--	--

³ Partenariats environnementaux dans la région de la CEE: Stratégie environnementale pour les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale. Cadre stratégique: Cinquième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe», Kiev, 2003 (ECE/CEP/105/Rev.1).

⁴ Voir également le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable.

Exemple(s)	<p>Les Ministères de l'éducation et de l'environnement de cinq pays d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan) coopèrent avec un réseau d'ONG sur l'EDD et font partie du Groupe de travail centre asiatique (CAWG) sur l'EDD.</p> <p>Dans la région Baltique, on peut citer le Programme universitaire baltique (http://www.balticuniv.uu.se/) et Baltic 21E (http://www.baltic21.org/).</p> <p>En Grèce, la MEDIES est une initiative de type II qui a été lancée à Johannesburg en 2002 et dont le secrétariat est assuré par le MIO-ECSDE (Bureau méditerranéen d'information sur l'environnement, la culture et le développement durable). Ce vaste réseau d'éducateurs de tous les niveaux des secteurs formel et non formel de l'ensemble du pourtour méditerranéen et au-delà a un site Web interactif (www.medies.net). La MEDIES propose de nombreux auxiliaires pédagogiques dans différentes langues (disponibles également en ligne) ainsi que des stages de formation à l'intention des éducateurs.</p> <p>Le Centre régional pour l'environnement de l'Europe centrale et orientale a été à l'origine de l'élaboration et du lancement du GREEN PACK, kit pédagogique multimédia sur la protection de l'environnement et le développement durable à l'intention des écoles primaires. En coopération avec les bureaux de pays du Centre, le GREEN PACK a été introduit depuis 2001 dans les pays suivants: Albanie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Fédération de Russie, Hongrie, Monténégro, Pologne, République tchèque, ex-République yougoslave de Macédoine, Serbie, Slovaquie et Turquie. Il a été soutenu dans ces pays par les ministères, municipalités, donateurs étrangers et entreprises, notamment le Toyota Environmental Activities Grant Programme (Programme Toyota de subvention des activités environnementales) (http://www.rec.org/REC/Programs/Greenpack/).</p> <p>Les autorités publiques, tant nationales que locales, de divers pays soutiennent la production de matériels à destination des écoécoles ainsi que de matériels sur les changements climatiques (http://www.eco-schools.org/projects/climatechange.htm).</p>	
Sous-indicateur 6.1.2	Les institutions et organisations (formelles et non formelles) à vocation éducative de votre pays participent-elles à des réseaux internationaux en matière d'EDD?	
	<i>Type:</i> Qualitatif/quantitatif; «de production»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des autorités compétentes
Description	<p>Une vaste gamme d'institutions à vocation éducative (écoles, EES ou ONG) participent à divers réseaux internationaux (dont des programmes d'échange et des projets internationaux).</p> <p>Veillez identifier les institutions et organisations à vocation éducative participantes (qu'elles soient formelles ou non formelles) et énumérer les principaux réseaux auxquels elles participent.</p>	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	Voir les passages pertinents de la Stratégie indiqués sous le point 6.1.1 ci-dessus.	
Exemple(s)	<p>De nombreuses institutions de différents pays participent aux réseaux ci-après:</p> <p>Le Global Higher Education for Sustainability Partnership (GHESP) (Partenariat mondial de l'enseignement supérieur pour la durabilité) (http://portal.unesco.org/education/en/ev.php-URL_ID=34701&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html);</p>	

<p>Le Global Seminar – a worldwide learning community (Séminaire mondial – une communauté d'apprentissage au niveau mondial) (http://www.globalseminar.org/);</p> <p>Le Projet de la mer Baltique (PMB) (http://www.bspinfo.lt/);</p> <p>La Fondation pour l'éducation environnementale (FEE) (www.fee.org);</p> <p>L'Initiative environnement-école (ENSI) (http://www.ensi.org/);</p> <p>Le Réseau international pour la réorientation de la formation des enseignants vers la durabilité (http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001433/143370E.pdf);</p> <p>Dans la région de la mer Baltique: le Programme universitaire baltique (http://www.balticuniv.uu.se/) et Baltic 21E (http://www.baltic21.org/);</p> <p>Le MIO-ECSDE (www.mio-ecsde.org): voir l'Initiative MEDIES (www.medies.net);</p> <p>La Fédération internationale pour le développement durable et la lutte contre la pauvreté dans la région Méditerranée-mer Noire (FISPMED) (http://www.battibaleno.it/FISPMED.htm).</p> <p>Des centres d'expertise régionaux spécialisés dans l'EDD ont été créés dans plusieurs pays de la région de la CEE avec l'appui de l'Institut des hautes études de l'Université des Nations Unies. Au moment de la mise sous presse, 55 d'entre eux étaient en place à travers le monde, notamment dans plusieurs pays de la CEE dont l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, le Kirghizistan, les Pays-Bas et le Royaume-Uni (http://www.ias.unu.edu/sub_page.aspx?catID=108&ddlID=183).</p> <p>On peut citer comme exemples de coopération informelle par le biais de projets bilatéraux ou multilatéraux:</p> <p>Le Virtual Campus for Sustainable Europe (VCSE) (Campus virtuel pour une Europe durable), projet d'apprentissage en ligne comptant des universités partenaires en Allemagne, en Grèce, aux Pays-Bas et en République tchèque, est le successeur du projet COPERNICUS dans le domaine de l'apprentissage en ligne (http://www.vcse.eu/);</p> <p>Le Projet PASDEL pour une pratique du développement durable, programme d'apprentissage en ligne ayant des établissements d'enseignement partenaires en Belgique, en France, en Pologne, en République tchèque, en Roumanie et au Royaume-Uni (http://www.pasdel.eu/);</p> <p>Le Congrès mondial de l'éducation relative à l'environnement, qui se tient tous les deux ans et dont le secrétariat permanent est basé à Turin (Italie) (http://www.environmental-education.org//index.php?option=com_frontpage&Itemid=2);</p> <p>La Commission «Éducation et communication» de l'UICN (http://cec.wcln.org/index.php?module=pagesetter&func=viewpub&tid=11&pid=124);</p> <p>L'organisation à but non lucratif basée en Allemagne InWent (Renforcement des capacités et développement international), qui se consacre dans le monde entier au développement des ressources humaines, à la formation avancée et au dialogue et qui offre aussi une formation dans le domaine de l'EDD et de l'éducation au développement (www.inwent.org).</p>

Sous-indicateur 6.1.3	Existe-t-il des mécanismes/accords de coopération aux niveaux national, bilatéral et/ou multilatéral intégrant une composante explicite d'EDD?	
	<i>Type:</i> Qualitatif/quantitatif; «de production»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des autorités compétentes
Description	<p>On cherche à s'informer, au titre de ce sous-indicateur, au sujet des mécanismes de coopération officiels. On peut entendre par coopération une aide au développement ayant une composante EDD au sein de la région de la CEE ou à l'extérieur de celle-ci, et toute autre forme de coopération liée à l'EDD. (N. B.: À ne pas confondre avec le sous-indicateur 6.1.1, qui est centré exclusivement sur les réseaux.)</p> <p>La coopération peut être considérée sous l'angle du donateur comme sous l'angle du bénéficiaire.</p> <p>Veillez donner les principaux exemples.</p>	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>12. La Stratégie appuie la mise en œuvre des dispositions des accords multilatéraux sur l'environnement et autres accords pertinents concernant la communication, l'éducation, la participation du public et la sensibilisation. Elle pourrait aussi appuyer la mise en œuvre du principe 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, la Convention d'Aarhus⁵, les objectifs du Millénaire en matière de développement⁶ et l'éducation de qualité⁷ en encourageant la prise de décisions transparentes, sans exclusive et responsables ainsi que l'autonomie des individus.</p> <p>27. L'éducation en vue du développement durable devrait promouvoir les accords multilatéraux sur l'environnement et les accords internationaux pertinents intéressant le développement durable.</p> <p>44. Les pays devraient recenser les obligations qu'ils ont contractées en ce qui concerne la communication, l'éducation ainsi que la participation et la sensibilisation du public dans le cadre des accords en matière d'environnement et autres accords internationaux pertinents, afin de s'y conformer de manière cohérente dans l'éducation en vue du développement durable.</p> <p>67. Une évaluation plus approfondie des besoins des différentes sous-régions est nécessaire. L'accent devrait porter en particulier sur les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (EOCAC)⁸ et les pays d'Europe du Sud-Est pour résoudre les principaux problèmes qu'ils rencontrent dans le domaine de l'éducation environnementale et de l'éducation en vue du développement durable. Parmi ces problèmes, il faut citer le manque de matériel pédagogique adéquat, l'utilisation peu rentable des capacités des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, la pénurie d'éducateurs qualifiés, une sensibilisation insuffisante ainsi que l'absence de coopération entre les départements et entre les parties prenantes. De plus, en Europe du Sud-Est et dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et de l'Asie centrale, l'enseignement dispensé aux enfants des campagnes est de qualité médiocre et</p>	

⁵ Convention de la CEE sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, Aarhus (Danemark), 1998.

⁶ Déclaration du Millénaire, Assemblée générale des Nations Unies, 8^e séance plénière, 2000.

⁷ Communiqué commun des Ministres de l'éducation, trente-deuxième Conférence générale de l'UNESCO, 2003.

⁸ Partenariats environnementaux dans la région de la CEE: Stratégie environnementale pour les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale. Cadre stratégique: Cinquième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe», Kiev, 2003.

⁹ Voir également le Plan de mise en œuvre; Sommet mondial pour le développement durable.

	<p>les ressources financières et humaines manquent pour développer l'éducation en vue du développement durable. Il faudrait que les gouvernements, les organisations concernées et les donateurs prennent conscience de l'importance de la création de capacités, d'une assistance financière et d'un soutien en faveur de l'éducation ainsi que de programmes de recherche et de sensibilisation du public au développement durable dans les pays en transition et qu'ils agissent en conséquence⁹.</p> <p>Se reporter aussi aux passages pertinents de la Stratégie indiqués sous le point 6.1.1 ci-dessus.</p>
Exemple(s)	<p>Composante éducative de la Stratégie de développement durable de la région de la mer Baltique, le projet Baltic 21 a été lancé en 2000. Les ministères de l'éducation et des sciences des 10 pays de la sous-région qui y participent sont chargés de l'exécution des activités coordonnées d'EDD (www.baltic21.org).</p> <p>La nouvelle liste des activités pouvant prétendre à un soutien de la Hellenic Development Aid (Agence hellénique d'aide au développement), qui relève du Ministère des affaires étrangères, comprend des projets d'EDD et les composantes EDD des projets de développement.</p> <p>Depuis 2003, l'élaboration des rapports annuels sur l'EDD des cinq pays d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan) et les conférences correspondantes sont organisées par le Centre régional pour l'environnement de l'Asie centrale (CAREC). Les pays d'Asie centrale sont représentés par des organismes gouvernementaux, des universitaires ou des ONG.</p> <p>Les Pays-Bas ont signé des mémorandums d'accord avec le Bélarus, la Hongrie, la Pologne et l'Ukraine, qui peuvent être appliqués à des projets d'EDD. Ce pays fournit aussi un financement pour les activités d'EDD de la CEE.</p> <p>À la cinquième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe» (Kiev, 2003), le Département de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales du Royaume-Uni a lancé son propre fonds «Un environnement pour l'Europe», qui privilégiait les projets d'EDD faisant intervenir des organismes basés au Royaume-Uni et des pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (EOCAC). Des projets ont été financés pendant deux ans.</p> <p>En Ouzbékistan, le «Centre d'apprentissage pour la vie», projet conjoint du Ministère de l'éducation, de l'ONG britannique Field Studies Council (FSC) et de l'ONG ouzbèke Atrof-Muhit va soglom hayot (Environnement et vie saine), aide au passage de l'éducation environnementale à l'EDD. Il a pour mission de soutenir dans le pays l'intégration de l'EDD par l'introduction de technologies modernes et d'idées nouvelles sur la protection de l'environnement; il a notamment prévu de traduire et d'adapter l'ouvrage de F. Webster «<i>From Environmental Education to Education for Sustainable Development</i>» (FSC, Royaume-Uni). Voir le <i>Recueil des bonnes pratiques en matière d'EDD</i> (http://www.unece.org/env/esd/GoodPractices/list.html#U).</p>

Sous-indicateur 6.1.4	Votre gouvernement prend-t-il des mesures pour promouvoir l'EDD dans des instances internationales en dehors de la région de la CEE?	
	<i>Type:</i> Qualitatif; «de production»	<i>Sources d'information:</i> Rapports des autorités compétentes
Description	Cette question concerne les activités qui favorisent la mise en commun des données d'expérience acquises dans la région de la CEE en matière d'EDD avec les autres pays, Il peut s'agir, par exemple, des sessions de la Commission du développement durable des Nations Unies, des conférences/réunions des Parties aux conventions internationales ou des réunions de la Commission méditerranéenne du développement durable. Veuillez donner une liste descriptive des activités considérées.	
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>12. La Stratégie appuie la mise en œuvre des dispositions des accords multilatéraux sur l'environnement et autres accords pertinents concernant la communication, l'éducation, la participation du public et la sensibilisation. Elle pourrait aussi appuyer la mise en œuvre du principe 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, la Convention d'Aarhus, les objectifs du Millénaire en matière de développement¹⁰ et l'éducation de qualité¹¹ en encourageant la prise de décisions transparentes, sans exclusive et responsables ainsi que l'autonomie des individus.</p> <p>64. Il conviendrait de donner un rang de priorité élevé à des espaces de rencontre régionaux et sous-régionaux réunissant les milieux de l'enseignement (fonctionnaires, éducateurs, chercheurs, etc.) pour partager le fruit de leur expérience et les bonnes pratiques en matière de développement durable et d'éducation en vue du développement durable.</p>	
Exemple(s)	<p>En collaboration étroite avec le MIO-ECSDE, le Gouvernement grec a organisé à Athènes une réunion méditerranéenne pour lancer la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable dans la région méditerranéenne et y présenter la Stratégie de la CEE. Les participants sont convenus d'élaborer une stratégie méditerranéenne pour l'EDD en s'appuyant sur la Stratégie de la CEE et ont confié à la Grèce le soin de la lancer. Les travaux correspondants se poursuivent en coopération avec de nombreux acteurs concernés.</p> <p>En Suède, le Centre pour l'apprentissage du développement durable, qui est soutenu par l'Agence suédoise de développement international (ASDI), est en cours d'établissement à Gotland, avec pour objectif de contribuer au développement du savoir dans les pays en situation d'extrême pauvreté (http://www.sida.se/sida/jsp/sida.jsp?d=137&a=33906&language=en_US).</p> <p>Dans le cadre du processus de Marrakech de promotion de modes de consommation et de production durables, l'Italie préside une équipe spéciale internationale sur l'éducation à des modes de consommation durables. Lancé en mai 2006, ce groupe se propose de promouvoir, au niveau international comme à l'échelon régional, l'inscription des principes de la consommation et de la production durables dans les programmes d'enseignement officiels. Le premier résultat concret de ses travaux est le document «Here and Now: Education for Sustainable Consumption» (Sans plus attendre: l'éducation à des modes de consommation durables), recueil de directives et de recommandations visant à introduire l'éducation à des modes de consommation durables dans les cursus</p>	

¹⁰ Déclaration du Millénaire, Assemblée générale, 8^e séance plénière, 2000.

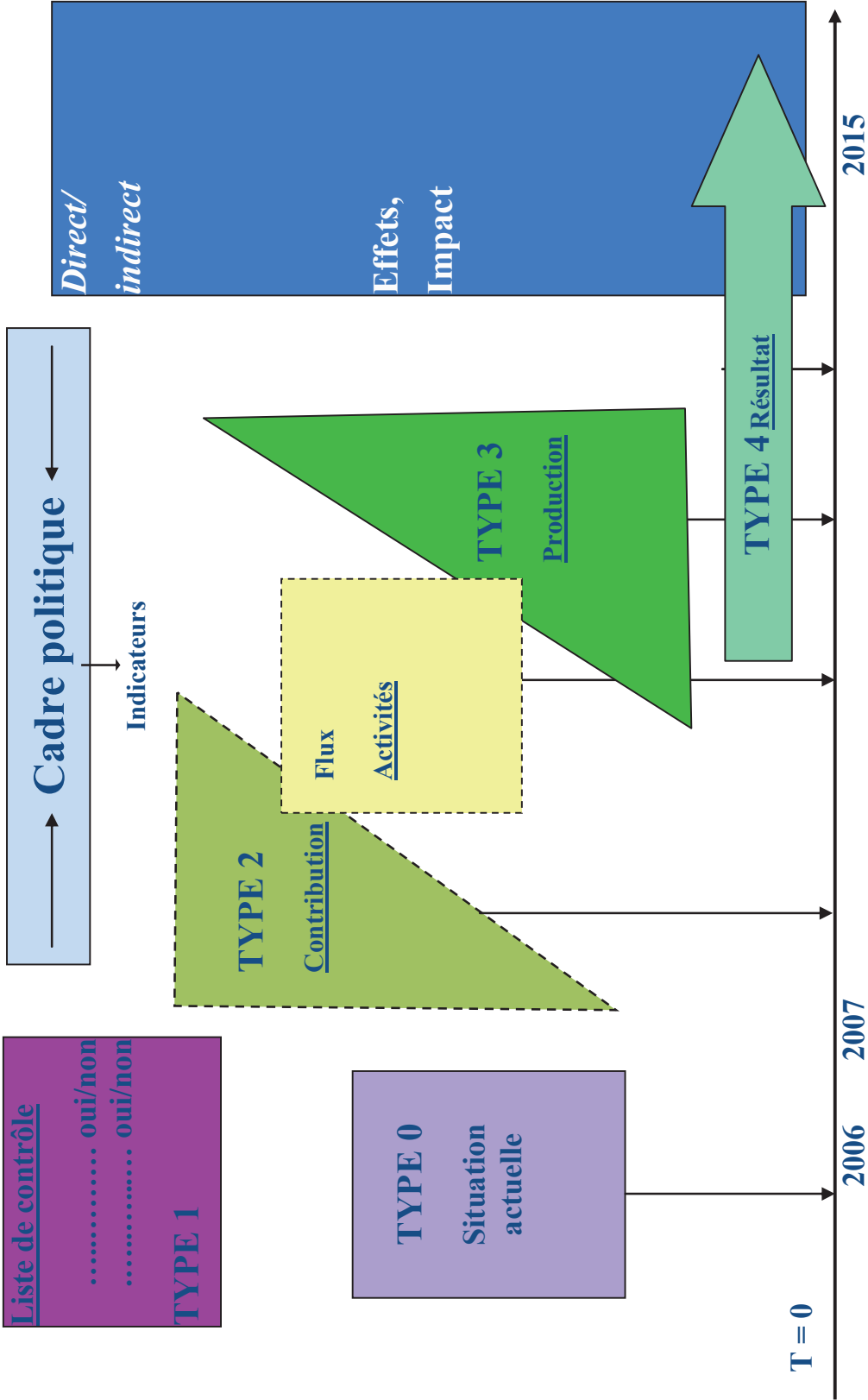
¹¹ Communiqué commun des Ministres de l'éducation, trente-deuxième Conférence générale de l'UNESCO, 2003.

	<p>officiels. Ce document a été élaboré en coopération avec le Hedmark College, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'UNESCO, sous la houlette d'un expert désigné par le secrétariat de l'équipe spéciale.</p> <p>En outre, la Commission du développement durable de l'ONU est l'instance internationale toute désignée pour mettre en valeur le caractère interdisciplinaire de l'EDD. Dans cette optique, l'Italie a inscrit les principes de l'EDD dans les documents préparatoires de la dernière session de la Commission.</p>
--	---

THÈME 7. PRÉSERVER, UTILISER ET PROMOUVOIR LE SAVOIR DES POPULATIONS AUTOCHTONES AINSI QUE LE SAVOIR LOCAL ET TRADITIONNEL EN MATIÈRE D'EDD	
Description	<p>Au titre de ce point, il s'agit de renseigner sur ce qui se fait, dans votre pays, pour préserver, utiliser et promouvoir le savoir des populations autochtones ainsi que le savoir local et traditionnel dans les projets d'EDD.</p> <p>Les savoirs indigènes devraient être valorisés et préservés en tant que partie intégrante de l'EDD, au même titre que les autres types de connaissances, à savoir scientifiques, locales et empiriques. Les connaissances autochtones, traditionnelles et locales s'entendent des traditions et pratiques matures et anciennes de communautés autochtones ou régionales. Les connaissances autochtones, traditionnelles et locales ont le plus souvent été transmises par voie orale de personne à personne à travers les générations. Ces connaissances peuvent trouver leur expression sous forme de contes, de légendes, de folklore, de rituels, de chansons, voire même de lois. En les utilisant, on contribue à ce que les populations autochtones aient confiance dans leurs propres valeurs.</p> <p>Au titre de ce thème, on cherche à savoir si les populations autochtones sont intégrées à la société. Dans certains pays, il peut exister des groupes minoritaires plutôt qu'autochtones, et la société peut avoir un caractère multiculturel. Ces groupes et sociétés multiculturelles sont eux aussi visés.</p>
Passage(s) pertinent(s) de la Stratégie	<p>17. L'éducation en vue du développement durable devrait encourager le respect et la compréhension des différentes cultures et intégrer leurs contributions. Il faudrait reconnaître le rôle des peuples autochtones qui devraient être associés à l'élaboration des programmes éducatifs. Les connaissances traditionnelles devraient être considérées et conservées comme faisant partie intégrante de l'éducation en vue du développement durable.</p>
Exemple(s)	<p>Au Canada, le Gouvernement du Nunavut, territoire canadien, a développé des initiatives à l'intention de la population inuit. En 2004, ce gouvernement a décidé que le système éducatif devait être remodelé dans le contexte de l'<i>Inuit Qaujimaqatuqangit</i> (que l'on peut traduire par «les connaissances ancestrales des Inuits») et que le fait d'élever des enfants, de leur donner une instruction et de prendre soin de ceux qui sont dans le besoin représente un processus collectif qui appartient à la communauté. Le programme d'enseignement <i>Inuuqatigiit</i> dans une perspective inuit jette les bases de l'éducation à l'intention de ce groupe autochtone. Dans son acception la plus large, le développement durable est une valeur fondamentale de la vie des Inuits et devient de ce fait le principe fondamental de l'éducation.</p> <p>Au Kirghizistan, les connaissances traditionnelles dans le domaine de la préservation de la biodiversité ont été répertoriées et exploitées. L'auteur kirghize Akayeva Zhyldyz s'appuie sur des contes et légendes kirghizes pour inculquer l'éducation environnementale et l'EDD aux enfants.</p> <p>L'Académie nationale kazakhe de l'éducation a réalisé une étude scientifique sur l'intégration des traditions nationales kazakhes dans le système éducatif. Cette étude s'est conclue par une liste de recommandations.</p>

	<p>Dans son Rapport national d'exécution pilote, la Croatie rend compte d'activités telles que la collecte et la préservation des musiques, danses et costumes folkloriques et traditionnels, et d'intégration des connaissances traditionnelles sur les fruits et les plantes dans les programmes scolaires. La plupart des pays mènent des activités analogues, en faisant valoir notamment l'agriculture traditionnelle.</p> <p>En Norvège, le nouveau programme de l'enseignement obligatoire (dix années de scolarité) et de l'enseignement secondaire du second cycle tient compte des besoins spécifiques de la population sami. Parmi les compétences que les élèves sont censés acquérir, il est indiqué ce qui suit: «Donner des exemples de la manière dont la gestion des ressources naturelles et les modifications de l'environnement ont des retombées sur les populations autochtones de Norvège et d'autres pays».</p>
--	---

Annexe III
Modèle pour l'évaluation

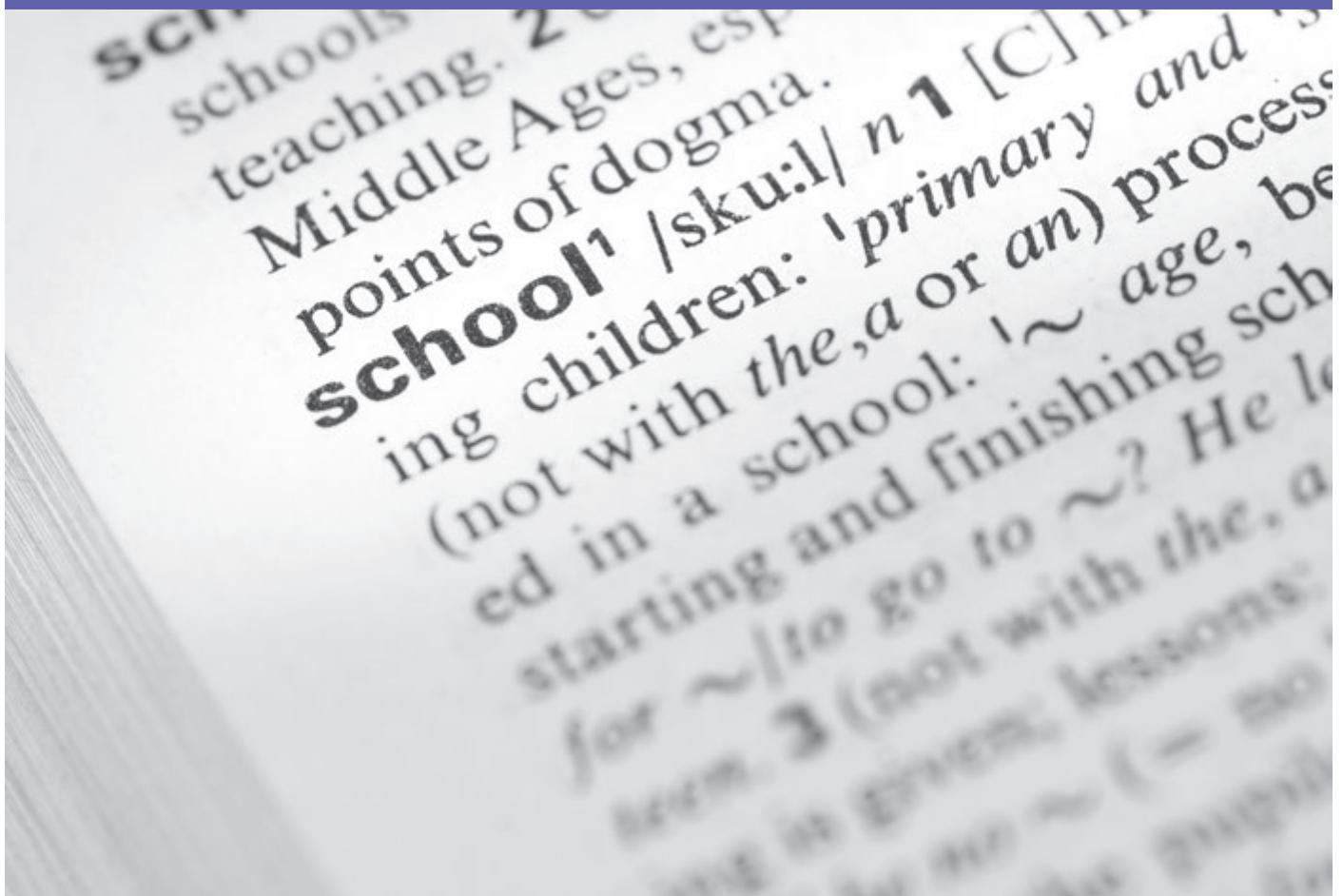


Annexe IV

LES NIVEAUX D'ÉDUCATION D'UN COUP D'ŒIL
 (Classification internationale type de l'éducation (CITE), 1997)

Comment déterminer le niveau d'un programme				
Critères d'approximation du contenu		Intitulé du niveau	Code	Dimensions complémentaires
Critères principaux	Critères subsidiaires			
Propriétés éducatives Localisation dans une école ou dans un centre extérieur à la famille Âge minimal Limite d'âge supérieure	Qualification du personnel enseignant	Éducation préprimaire	0	Néant
Début de l'apprentissage systématique de la lecture, de l'écriture et des mathématiques	Entrée dans les établissements ou dans les programmes nationaux de l'enseignement primaire Début de la scolarité obligatoire	Enseignement primaire Premier cycle de l'éducation de base	1	Néant
Enseignement par matières Pleine mise en œuvre des compétences de base et fondement d'une éducation permanente	Entrée après six ans environ d'enseignement primaire Fin du cycle neuf ans après le début de l'enseignement primaire Fin de la scolarité obligatoire Enseignement assuré par plusieurs spécialistes de disciplines différentes	Premier cycle de l'enseignement secondaire Deuxième cycle de l'éducation de base	2	Type d'enseignement ou d'orientation ultérieurs Orientation des programmes
Titres exigés pour l'admission Conditions minimales d'admission		Enseignement secondaire (deuxième cycle)	3	Type d'enseignement ou d'orientation ultérieurs Orientation des programmes Durée cumulée depuis le début du niveau 3 de la CITE
Conditions d'admission Contenu Âge Durée		Enseignement postsecondaire non supérieur	4	Type d'enseignement ou d'orientation ultérieurs Durée cumulée depuis le début du niveau 3 de la CITE Orientation des programmes
Conditions minimum d'admission Type de diplôme obtenu Durée		Premier cycle de l'enseignement supérieur (ne conduisant pas à un titre de chercheur hautement qualifié)	5	Type de programmes Durée théorique cumulée dans l'enseignement supérieur Structure nationale des diplômes et des titres
Contenu orienté vers la recherche Soutenance de thèse	Préparation de diplômés à des postes d'enseignement supérieur et de recherche	Deuxième cycle de l'enseignement supérieur (conduisant à un titre de chercheur hautement qualifié)	6	Néant

GLOSSAIRE DE RÉFÉRENCE POUR LA PRÉSENTATION DES RAPPORTS



CHAPITRE VII

Le présent glossaire est le résultat d'un travail de révision entrepris conjointement par le Groupe d'experts des indicateurs relatifs à l'éducation au développement durable et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) pour tenir compte des faits nouveaux en matière d'EDD. Il repose largement sur le document établi en 2004 par la CEE (CEP/AC.13/2004/8/Add.2), qui apporte des notes explicatives à la Stratégie de la CEE pour l'éducation en vue du développement durable et auquel il a été incorporé des corrections et modifications mineures. Y figurent également des termes ou expressions du glossaire que l'UNESCO a élaboré en 2008 pour accompagner le document d'examen et d'évaluation, à l'échelle mondiale, de la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'EDD.

Enseignement et apprentissage orientés vers l'action. Ce concept renvoie à l'objet de l'éducation en vue du développement durable, qui est de contribuer à l'évolution de la société et de l'environnement vers plus de viabilité. Il est donc recommandé que l'éducation en vue du développement durable intègre les actions écologiques entreprises par les élèves/étudiants et d'autres groupes cibles dans les processus d'enseignement et d'apprentissage. L'action vise le changement à plusieurs niveaux: dans le mode de vie de la personne, dans la société locale ou dans la société mondiale. Elle est aussi intentionnelle. L'approche orientée vers l'action a deux grands buts: contribuer à la mise en valeur de l'aptitude de l'élève/étudiant à entreprendre une action et autoriser des modifications viables à court et à long terme.

Étude de cas: elle consiste à analyser, sous la direction d'un enseignant, une question d'environnement donnée. Les étudiants travaillent en petits groupes en mettant à profit essentiellement des sources d'information secondaires procurées par l'éducateur (par exemple documents, conférenciers, films, cassettes vidéo) afin d'étudier la question et de tirer des conclusions.

Cartographie conceptuelle et perceptuelle.

On considère la cartographie conceptuelle comme un outil didactique illustratif mettant en lumière la relation entre une entité, un concept, etc., et un(e) autre, et permettant d'établir des relations et des liens entre eux et de les représenter sous la forme d'une figure, d'un schéma ou d'une carte (heuristique). Les principaux points de différenciation entre les notions de «cartographie perceptuelle», de «cartographie conceptuelle» et de «cartographie heuristique», qui sont intimement liées, sont brièvement les suivants:

a) La cartographie perceptuelle est la construction d'un schéma par l'esprit humain au cours d'expériences, de la saisie d'images et de la perception des caractéristiques observables du monde ainsi que des liens entre celles-ci;

b) La cartographie conceptuelle désigne l'élaboration par l'esprit humain de schémas abstraits pour conceptualiser un «objet» (notion de régularité), lui donner un sens et l'inscrire dans le réseau conceptuel de l'individu;

c) Les cartes heuristiques sont les expressions graphiques concrètes de ces schémas abstraits. Avant toutefois de conceptualiser et de créer des cartes heuristiques, l'esprit humain construit.

Éducation/formation continues: Activités visant à actualiser, rafraîchir ou approfondir des connaissances et des compétences acquises au cours de l'éducation/la formation de base. La formation en cours d'emploi est un enseignement dispensé aux employés pour les aider à accroître leurs compétences dans une discipline ou une profession données (le développement du système de qualification fait lui aussi partie de la formation en cours d'emploi).

Pensée critique. Dans le contexte de l'éducation en vue du développement durable, cette notion s'entend d'une sensibilisation au plan idéologique et d'une remise en question au plan social, ce qui suppose qu'aucune valeur éducative

n'est politiquement neutre. De façon générale, la pensée critique désigne la manière dont l'individu adapte consciemment l'information à sa propre perception dans le cadre des valeurs, des intérêts et des connaissances qui l'entourent. Cette définition générale s'applique à la pensée critique dans les processus d'apprentissage, mais il importe de mettre l'accent sur la disponibilité, aussi bien de l'apprenant que de l'enseignant, de faire preuve d'ouverture d'esprit, notamment lorsqu'il s'agit d'aborder différents problèmes culturels, économiques, écologiques, politiques et sociaux. Au mieux, la pensée critique devrait doter l'individu d'une plus grande souplesse socioculturelle et intellectuelle, étant entendu que toute information est certes intimement liée aux capacités humaines, mais qu'elle se rattache aussi au lieu et au moment considérés.

Processus démocratique. Selon Action 21, les jeunes du monde entier doivent prendre une part active à toutes les décisions qui touchent à leur vie actuelle et à leur avenir. Outre sa contribution intellectuelle et sa capacité de mobilisation, la jeunesse apporte sur la question un point de vue original dont il faut tenir compte (voir Action 21, chap. 25). En outre, les collectivités locales devraient mettre en place un mécanisme de consultation de la population et parvenir à un consensus à l'échelon de la collectivité (Action 21, chap. 28). Dans son acception traditionnelle, le terme «démocratie» est assimilé à l'égalité des droits et des possibilités de tous pour ce qui est de participer à la prise de décisions au sein des institutions et à la solution des problèmes qui les concernent. Cette tradition bien établie met également en évidence le rôle de la souveraineté, particulièrement au niveau des nations. La mondialisation économique et écologique rapide de ces dernières décennies fait peser, sur le développement durable de tous les individus dans leur vie quotidienne, une menace qui, même si elle n'est peut-être pas très visible, n'en existe pas moins.

Les qualités dynamiques du processus d'apprentissage sont celles qui poussent l'apprenant à occuper des positions actives et participatives et confèrent à celui-ci et à l'enseignant des rôles réciproques qui respectent les connaissances et les aptitudes de l'apprenant. Elles s'opposent aux qualités statiques, lesquelles sont plus mécaniques en ce sens que l'enseignement et l'apprentissage y sont un simple transfert d'informations et

l'apprenant est considéré comme un récepteur passif.

Protection et éducation de la petite enfance: programmes qui visent à dispenser des soins à l'enfant, mais aussi à mettre en place un ensemble structuré et volontariste d'activités d'apprentissage, soit dans un établissement formel (au niveau préprimaire, ou 0 de la CITE), soit dans le cadre d'un programme non formel de développement de l'enfant. Normalement destinés aux enfants âgés d'au moins 3 ans, les programmes de protection et d'éducation de la petite enfance comprennent des activités d'apprentissage organisées qui occupent en moyenne l'équivalent d'au moins deux heures par jour et cent jours par an.

L'éducation écologique de base (l'éducation environnementale sous sa forme traditionnelle) consiste à apprendre à connaître et à apprécier le cadre de vie et le milieu physique ainsi que le rôle du comportement personnel à cet égard. L'apprentissage répond aux objectifs de la personne qui veut se développer en acquérant des connaissances des processus écologiques ou en maîtrisant des compétences, par exemple pour œuvrer en faveur de l'environnement. L'éducation écologique de base peut souvent être dispensée dans l'enseignement primaire, dans le cadre de travaux effectués dans des centres d'information de zones naturelles et par des activités d'organismes de protection de la nature.

L'éducation au développement durable parfois dénommée «éducation en vue du développement durable» est un concept encore en devenir en tant que notion vaste et globale recouvrant des questions interdépendantes d'ordre environnemental, économique et social. Elle élargit le concept d'éducation environnementale, qui intègre de plus en plus un large éventail de questions touchant au développement, renvoie à l'expression «mère» de «développement durable» et englobe divers éléments du développement et d'autres formes, ciblées, d'éducation (voir le chapitre III de la Stratégie de la CEE pour l'EDD, CEP/AC.13/2005/3/Rev.1).

Éducation: du latin *educare* (faire croître, élever), terme qui vient lui-même de *educere* (retirer, produire). Si cette dernière acception, qui touche à la création et à la transformation, reste usitée, elle a été largement supplantée par un contenu transmissif, lié à l'instruction et à

l'enseignement. L'éducation au sens actif décrit généralement un processus tandis que le substantif renvoie en raccourci au «système éducatif», qui suppose des politiques, des institutions, des programmes, des acteurs, etc.

Éducateurs: terme englobant les enseignants, chargés de cours et formateurs ainsi que les animateurs, guides et interprètes.

Éducation environnementale. Nombreux sont ceux qui considèrent que cette notion et celle de l'éducation en vue du développement durable sont équivalentes. En pratique, elles se distinguent l'une de l'autre. L'éducation environnementale est généralement axée sur l'impact écologique sur la société de la pollution, des eaux usées, des émissions des véhicules ou des usines, sur les causes et les effets de ces facteurs et la manière de les atténuer ainsi que sur le souci de protéger la nature. L'éducation en vue du développement durable est plus souvent centrée sur l'exploitation des ressources naturelles et la préservation de leur caractère renouvelable (durable). Différentes méthodes de cartographie des ressources telles que les empreintes écologiques ou les flux de matières sont des outils pédagogiques de l'éducation au développement durable, particulièrement à l'université. Un impact écologique négatif est perçu en premier lieu comme la conséquence d'une exploitation non viable des ressources. Il est également établi que, pour que l'état de l'environnement soit satisfaisant, les individus doivent se trouver dans une situation sociale et économique convenable, et qu'un environnement salubre est une condition préalable à la vitalité de l'économie à long terme. De la sorte, les aspects écologiques, sociaux et économiques sont étroitement imbriqués dans l'éducation au développement durable. L'éthique et la justice, telles qu'elles s'expriment dans un régime démocratique et par une prise de responsabilité sociale et mondiale, deviennent des éléments importants dans le contexte plus large de l'EDD.

L'idée que se fait le système éducatif des problèmes d'environnement a progressivement évolué: alors que ceux-ci étaient au départ associés à des carences au niveau des connaissances, ils se sont apparentés par la suite à un conflit entre l'homme et la nature pour être assimilés aujourd'hui à un conflit entre différents intérêts de l'homme. Ces différentes conceptions ont des retombées sur les démarches que l'on adoptera. Au tout début de

l'éducation environnementale, la communication de faits scientifiques était la méthode la plus communément utilisée. Celle-ci a par la suite été développée et associée à une participation active de l'élève/étudiant et à la solution des problèmes. Aujourd'hui, la perspective «conflictuelle» de l'éducation au développement durable, fondée sur la société dans son ensemble, suppose une mise au premier plan du processus démocratique. La démarche privilégiée consiste à organiser, entre les élèves/étudiants, des discussions au cours desquelles des vues différentes sont exprimées et débattues, le but étant de veiller à ce que les participants évaluent, de façon active et critique, les différentes solutions et acquièrent des compétences qui leur permettent de former des arguments reposant sur les connaissances et les questions éthiques correspondantes.

À la fin de la période 1996-1999, trois concepts relativement nouveaux sont apparus qui ont structuré la notion d'éducation environnementale dans son acception la plus large: l'éducation écologique de base, l'éducation en faveur de la qualité de vie et l'éducation au service de la Terre. Théoriquement, il est possible de distinguer ces trois éléments de l'éducation environnementale (voir ci-dessous). En pratique, les lignes de démarcation ne sont pas aussi nettes, et de nombreux projets et activités d'éducation environnementale portent un peu sur chacun de ces concepts.

Éducation formelle (ou encore enseignement formel, scolaire ou classique): apprentissage qui a lieu dans un établissement d'enseignement primaire, secondaire ou supérieur (tertiaire). Cette forme d'éducation est dispensée dans les écoles, facultés et universités et dans les autres établissements qui sont visés par l'apprentissage formel. Elle peut se définir comme un système d'apprentissage à plein temps sur une «échelle» continue, qui cible un public âgé de 5 à 25 ans et qui peut donner lieu à la délivrance d'un diplôme attestant l'apprentissage.

Apprentissage formel: il est pratiqué dans les établissements d'éducation et de formation et est sanctionné par des diplômes ou des qualifications reconnus.

Holisme: théorie selon laquelle tout phénomène naturel fait partie d'un ensemble solidaire et le tout est supérieur à la somme de ses parties. Dans le présent contexte, l'adjectif

holistique qualifie un processus dans lequel apprenants et apprentissage sont perçus dans une perspective globale, c'est-à-dire que l'apprenant et ses besoins ou motivations forment un «individu total» (avec ses dimensions spirituelles et affectives) et l'apprentissage est aussi bien professionnel que personnel, spécialisé, social ou autre.

Éducation informelle (ou encore enseignement informel, parallèle ou périscolaire): elle a lieu au quotidien sans objectif précis. Il s'agit d'un processus qui s'inscrit dans la durée de l'existence de l'individu, celui-ci acquérant un comportement, des valeurs, des compétences et des connaissances au fil des expériences de la vie quotidienne ou par le biais des influences et ressources éducatives de son environnement, par exemple la famille, les voisins, le travail, le jeu, le marché, la bibliothèque et les médias.

Apprentissage informel: il est le corollaire naturel de la vie quotidienne. Contrairement à l'apprentissage formel et non formel, il n'est pas forcément intentionnel et peut donc ne pas être reconnu même par l'individu lui-même comme un apport à ses connaissances et compétences.

Formation initiale des éducateurs: études entreprises par les nouveaux enseignants/chargés de cours/formateurs pour obtenir l'agrément/le certificat/le diplôme nécessaire pour devenir un enseignant qualifié. Il peut être exigé de certains chargés de cours qu'ils suivent des stages liés à l'EDD dans le cadre de leurs études de doctorat.

L'intégration se situe à l'extrémité éloignée du spectre fragmentation/ségrégation/ désintégration. Dans le présent contexte, l'intégration s'entend de la relation d'association qui existe entre les matières, les départements, les établissements d'enseignement et leurs communautés ainsi qu'entre les dénommées «cinq dimensions» de l'établissement d'enseignement – son système de valeurs, son (éventuel) programme, sa pédagogie, son organisation et gestion et sa communauté. Un travail intégratif vise une modification systémique dans tous les domaines et toutes les dimensions, dans une optique de durabilité, plutôt que des modifications «au coup par coup» dans un seul domaine. L'intégration met davantage l'accent, dans les activités éducatives, sur une analyse interdisciplinaire et transdisciplinaire dans laquelle aucun sujet, aucun facteur et aucun problème

n'existe en vase clos. L'analyse inter et transdisciplinaire est porteuse d'une rupture à l'égard des perceptions et traditions disciplinaires pour créer des dimensions et des conceptions nouvelles et des manières de travailler novatrices, contrairement à la simple juxtaposition de disciplines, qui n'est rien d'autre qu'une somme de composantes.

Approche interdisciplinaire. L'accent est mis sur les interconnexions entre différentes perspectives. Les cours dispensés dans l'enseignement supérieur selon cette approche intègrent deux ou plusieurs matières et supposent une coopération dans un cadre commun aux disciplines considérées. Certains pays ont introduit l'approche fondée sur la «gestion des connaissances» (voir plus loin).

Thèmes clefs du développement durable: ce sont, entre autres, la lutte contre la pauvreté, la citoyenneté, la paix, l'éthique, la responsabilité aux échelons local et mondial, la démocratie et la gouvernance, la justice, la sécurité, les droits de l'homme, la santé, l'équité hommes-femmes, la diversité culturelle, l'aménagement rural et urbain, l'économie, les modes de production et de consommation, la responsabilité des entreprises, la protection de l'environnement, la gestion des ressources naturelles et la diversité biologique et paysagère. Il faut pour intégrer ces différents thèmes dans l'éducation en vue du développement durable adopter une approche holistique.

La gestion des connaissances consiste à réunir la demande et l'offre de connaissances. Celles-ci reposent sur des conceptions et des expériences: méthodes de travail optimales, idées nouvelles, solutions créatives, processus de percée, compétences, etc. Il s'agit donc de connaissances à valeur ajoutée, sources de discernement et de compréhension, et non pas seulement de données stockées. La gestion des connaissances n'est pas tant fondée sur l'idée que les processus d'apprentissage en matière de durabilité sont peu ou mal connus, mais que ces connaissances ne sont pas assez répandues. Il faut qu'elles soient diffusées beaucoup plus largement chaque fois que cela est nécessaire. Il est indispensable de relier connaissances et conceptions aux secteurs et domaines d'action voisins.

Apprenants: élèves, étudiants et participants aux formations.

L'éducation en faveur de la qualité de vie (*Learning for livability*) vise à faire de l'école, de la cour de récréation, de la rue, de la maison et de la ville des lieux où il fait bon vivre. À l'école élémentaire, les enfants apprennent à trier les déchets, à prévenir l'abandon de détritrus sur la voie publique, à ramasser ensemble les petits déchets, à prendre soin de l'environnement interne, etc. L'éducation en faveur de la qualité de vie comprend un important élément comportemental et s'applique à l'immédiateté «ici et maintenant». Elle se déroule souvent dans des quartiers résidentiels ou commerciaux: ensemble, les élèves apprennent la meilleure démarche pour améliorer la qualité de vie. À certains égards, les activités ressortissent davantage de l'information, de la communication, de la participation et de la sensibilisation du public, à l'image d'une conception traditionnelle de l'«éducation» comme «mode d'apprentissage émancipateur». Le recours à l'éducation environnementale comme moyen d'action (pour les politiques de l'environnement, de protection de la nature, d'aménagement du territoire) s'est, en dépit de certaines critiques, développé rapidement, en même temps que ses pratiques plus traditionnelles.

Éducation au service de la Terre (*Learning for sustainability*). L'idée centrale ici est celle du développement durable, que l'on définit souvent par les caractéristiques suivantes: un développement équilibré des trois dimensions que sont l'économie, le cadre de vie matériel et la société. Équilibré signifie que les besoins des générations futures et des pays en développement peuvent être satisfaits. L'accent est mis sur le «ici et maintenant» associé au «là-bas et dans l'avenir». Il s'agit d'un concept subjectif, c'est-à-dire que la durabilité ne peut être imposée par le haut. Étant une prise en compte commune des intérêts, opinions, normes et valeurs, elle se forme donc par le dialogue entre les différents acteurs.

Apprentissage: processus d'acquisition de connaissances, de valeurs et de compétences. Le traitement de l'information conduit à une modification relativement stable du comportement d'une personne ou d'un organisme. L'apprentissage consiste à acquérir et assimiler des informations et autres données de manière à être à même d'opérer des choix différents et d'adopter un comportement autre. L'information (données et renseignements de base) dépend de nos connaissances, de notre expérience, de nos normes et valeurs et de la façon dont nous conduisons notre vie (donnons un sens).

Les processus d'apprentissage sont souvent décrits au niveau individuel alors qu'ils peuvent être considérés dans trois contextes:

a) Au niveau de l'apprenant, individu caractérisé par ses compétences, sa capacité à s'accomplir, sa position dans la société et son aptitude à contribuer à une société viable;

b) Au sein de l'organisation: celle-ci s'efforce d'améliorer la qualité de sa structure et de ses résultats. On ne peut parler d'«organisation en apprentissage» que si un nombre suffisant de personnes modifient leur comportement, entraînant par-là des changements dans la structure et les résultats;

c) Au sein de la société: une somme de processus d'apprentissage par des organisations et des personnes différentes ayant chacune leurs propres perspectives, mais avec un effet cumulatif.

Apprentissage tout au long de la vie (*Lifelong learning*): il s'inscrit dans la durée de vie, que ce soit de façon constante ou à intervalles réguliers. L'apprentissage tout au long de la vie stimule l'individu et l'habilité à acquérir toutes les connaissances, toutes les valeurs, toutes les compétences et la compréhension qui lui seront nécessaires toute sa vie et à les appliquer avec confiance, créativité et satisfaction dans tous les rôles, toutes les circonstances et tous les milieux.

Apprentissage embrassant tous les aspects de la vie (*Life-wide learning*): ce concept complète le tableau de l'apprentissage tout au long de la vie en appelant l'attention sur l'étendue du cadre d'apprentissage, ce dernier pouvant intervenir durant toute notre existence et à n'importe quel moment de celle-ci. Cette dimension temporelle met davantage en lumière la complémentarité de l'apprentissage formel, non formel et informel. Elle nous rappelle que l'on peut apprendre – et que l'on apprend – utilement et de manière agréable dans le cadre de la famille, des loisirs, au sein de la collectivité locale et durant l'activité professionnelle quotidienne. La perspective embrassant tous les aspects de la vie nous montre également que les activités d'enseignement et d'apprentissage peuvent être modifiées ou échangées dans le temps et l'espace et par des rôles différents. Toutes les catégories ne sont peut-être pas cohérentes – ainsi l'apprentissage informel peut avoir lieu également dans la salle de classe – mais

elles reflètent l'idée que l'apprentissage ne s'effectue pas que dans ce contexte.

La modélisation vise à recréer les principaux éléments d'un événement (phénomène) occasionnel dans la nature ou en laboratoire, voire dans la société. Les modèles sont construits sur la base d'analogies multiples qui peuvent fonctionner comme des «modules».

L'approche pluridisciplinaire s'entend de la manière d'aborder une question sous des angles cognitifs ou disciplinaires multiples sans toutefois les intégrer. L'approche pluridisciplinaire suppose des domaines d'étude différents dans un secteur d'activité unique sans modification des structures disciplinaires ou théoriques.

Éducation non formelle (ou encore enseignement non formel, non scolaire ou extrascolaire): il s'agit d'une éducation soutenue et organisée, mais qui ne suit pas le modèle d'apprentissage continu et graduel de l'éducation formelle. Elle est dispensée dans des établissements d'enseignement ou ailleurs et s'adresse à toutes les tranches d'âge, qu'il s'agisse d'enfants déscolarisés, d'adultes illettrés ou analphabètes ou de travailleurs auxquels il manque certaines compétences professionnelles.

Apprentissage non formel: il intervient en dehors des principales structures d'enseignement et de formation, et quelquefois parallèlement à ces structures, et n'aboutit généralement pas à l'obtention de certificats officiels. L'apprentissage non formel peut s'acquérir sur le lieu de travail ou dans le cadre d'activités de la société civile, d'organisations ou de groupes (par exemple associations de jeunes, syndicats ou partis politiques). Cet enseignement peut aussi être dispensé par des organisations ou services établis en complément des systèmes formels (c'est notamment le cas de la formation aux arts plastiques, à la musique ou aux sports ou des cours privés de préparation à des examens).

L'enquête philosophique examine les motivations et les conséquences profondes des activités humaines ayant une incidence sur l'environnement et/ou la société et leur justification éthique.

L'apprentissage fondé sur les problèmes se caractérise par une contextualisation des problèmes

et des situations. Le contenu du cours est introduit dans le cadre de problèmes ou de cas du monde réel, ceux-ci servant à motiver l'apprenant et à lancer le processus d'apprentissage, soit l'assimilation d'un contenu prédéterminé associée à l'acquisition de compétences personnelles (qualités relationnelles, pensée critique, etc.) transférables. La distinction entre l'apprentissage fondé sur les problèmes et d'autres formes d'apprentissage coopératif ou actif est souvent difficile à déterminer car ces deux concepts ont plusieurs caractéristiques en commun.

L'apprentissage axé sur les problèmes exclut l'organisation de l'enseignement autour des thèmes de l'une ou l'autre des disciplines courantes pour se concentrer sur une question ou un problème donné.

L'apprentissage axé sur les processus s'entend de l'élargissement du champ de la planification, de la pédagogie et de la didactique dans les activités éducatives au-delà de leur contenu pour englober une conception de l'apprentissage et de l'éducation en tant que processus. Les activités, la dynamique, les acteurs, les phases et la relation entre les différents domaines acquièrent ainsi une dimension qui va au-delà d'un contenu informationnel décontextualisé.

Éducation professionnelle (ou encore formation ou qualification professionnelle): ce concept cible des spécialistes de tout âge. Ce système, qui est axé sur les adultes, peut relever de l'enseignement supérieur, lequel prépare les spécialistes à l'évolution rapide des exigences d'un monde en mutation et, par voie de conséquence, à de nouvelles sphères professionnelles.

Le travail de projet se caractérise par une orientation vers les problèmes et les produits, l'interdisciplinarité, la cohérence entre la théorie et la pratique et la planification conjointe (entre enseignants et étudiants). La question ou le problème doit se poser dans le milieu environnant (notion d'authenticité) et les connaissances pertinentes issues des sujets ou des disciplines doivent être choisies selon le problème à traiter. Le travail de projet est un processus d'apprentissage individuel et collectif reposant sur des principes scientifiques (recherche relative à l'action) visant des solutions possibles ou des propositions de changement (le produit). Les réponses ne sont pas données à l'avance.

Dans *le jeu de rôle*, on demande d'habitude à l'apprenant de représenter telle ou telle personne, par exemple un fonctionnaire local, un agriculteur, un écologiste ou un consommateur, dans le cadre d'un problème particulier ou d'une situation donnée avec des valeurs clairement définies, et de chercher une solution (dans certains cas, les personnages à représenter peuvent même être des animaux dans la chaîne alimentaire ou les «esprits» de la forêt, etc.; en pareil cas, ces activités peuvent être désignées sous l'appellation de «jeux scéniques», habituellement joués par de jeunes élèves).

Les scénarios analysent des problèmes hypothétiques, leurs incidences et les solutions possibles par l'examen d'une série de combinaisons de paramètres et d'hypothèses critiques. Les scénarios nous permettent de prévoir par extrapolation les conséquences des changements.

Les simulations sont des exercices qui consistent à reproduire un certain nombre de données dans un contexte différent: la situation d'apprentissage simulée est proposée à l'apprenant et la «réplique» supposée correspond habituellement à une question et à une situation du monde réel, où la classe est liée aux réalités de l'environnement. Des études ont identifié quatre grands types de méthode de simulation: les jeux de rôle, les études de cas, les simulations informatiques et les autres jeux.

Apprentissage social: la formation du savoir et des perceptions a des aspects personnels, mais aussi partagés. L'expression d'apprentissage social renvoie souvent à une conception selon laquelle l'apprentissage est un processus social car il intervient toujours dans un cadre ou un contexte social. Les pratiques auxquelles l'apprenant est associé, les moyens et les techniques qu'il apprend à utiliser, les compétences ou les connaissances approfondies qu'il acquiert s'inscrivent dans un contexte social. En outre, l'apprenant est souvent en situation de coopérer ou de faire partie d'une certaine division du travail. L'interaction sociale lui permet de confronter ses idées, connaissances, expériences et sensations à celles d'autrui, ou de les lui communiquer. Dans ce processus de «mise en rapport» ou de «confrontation», ces idées, connaissances, expériences et sensations personnelles sont susceptibles de changer. Cette confrontation peut porter l'apprenant à repenser ses idées en fonction des autres points de vue ou manières de penser et de sentir, qui peuvent être par

ailleurs opposés. Dans le même temps, les expériences (d'apprentissage) qui sont partagées avec d'autres peuvent gagner en importance. Cela étant, l'expression «apprentissage social» sert parfois à caractériser certains cadres ou processus éducatifs dans lesquels un groupe, une organisation ou une société tout entière intervient collectivement dans la mise en valeur des compétences. Dans ce sens, l'apprentissage social sert à élargir la notion d'apprentissage au-delà de son acception généralement très individualiste. Ce concept recouvre l'apprentissage par les individus, mais n'exclut pas que des groupes dans leur ensemble puissent apprendre. Sans doute le progrès vers la durabilité est-il tributaire d'un tel apprentissage.

L'apprentissage social repose sur l'idée que l'on n'apprend pas seulement, ou en tout cas pas aussi bien que possible, en vase clos, en suivant un parcours individuel mais aussi, et souvent mieux, en rapportant sa propre expérience à celle des autres. On part de l'hypothèse que les autres jouent un rôle important dans la reconnaissance, la formulation et la généralisation des expériences individuelles. Dans l'apprentissage social, on peut distinguer quatre éléments «axes» sur lesquels s'appuient les processus d'apprentissage:

a) L'action: Les personnes doivent être capables de se considérer comme à même de prendre leur propre situation en main et être prêtes à le faire (motivation). Les responsables du processus d'apprentissage doivent donc les considérer comme des acteurs compétents et réfléchir à ce qu'ils peuvent faire eux-mêmes;

b) La coopération: Les personnes doivent être capables de collaborer avec autrui et prêtes à le faire. Il s'agit d'un champ où s'exercent les forces d'accord et de désaccord au sein d'un groupe;

c) La réflexion: Les personnes doivent être capables de réfléchir (d'apprendre à réfléchir) à leurs actes, c'est-à-dire de revenir sur le passé, d'évaluer, de tirer des conclusions et de modifier en conséquence leur comportement;

d) La communication: L'apprentissage social suppose que les gens peuvent communiquer, expliquer et argumenter à son sujet, c'est-à-dire opérer un transfert d'expérience.

L'enquête consiste à recueillir des données brutes, à les analyser, à tirer des conclusions et à les

présenter. Il s'agit d'une méthode d'apprentissage «autonome» bien qu'elle puisse être appliquée dans le cadre d'un projet ou d'un processus de recherche de solutions. En général, les enquêtes sont menées au moyen de questionnaires, d'opinionnaires ou d'entretiens afin d'obtenir des renseignements sur les opinions et les attitudes des gens à propos de la question étudiée. La réalisation d'enquêtes est une méthode centrée sur l'apprenant. Elle est très efficace pour développer les capacités de communication et d'investigation et faire prendre conscience de diverses questions.

Le développement durable désigne un développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs (Rapport de la Commission mondiale de l'environnement et du développement, 1987). Le développement durable est un sujet complexe qui a des dimensions économiques, environnementales et sociales. En d'autres termes, le développement est indispensable à la satisfaction des besoins de l'homme et à l'amélioration de sa qualité de vie. Cela étant, il doit reposer sur une utilisation efficace et responsable de toutes les ressources finies de la société, qu'elles soient naturelles, humaines ou économiques.

Société viable: Il s'agit d'une société qui perdure au-delà des générations et qui est suffisamment visionnaire, souple et raisonnable pour ne pas saper le système, physique ou social qui l'entretient.

Éducation/formation des enseignants: programmes d'études destinés à former les enseignants (avant l'activité ou en cours d'emploi). Cette éducation ou formation est normalement requise aux fins de l'enseignement aux différents niveaux de l'éducation.

Enseignement supérieur (ou tertiaire): également dénommé enseignement du troisième degré, il englobe également l'enseignement professionnel. On considère généralement aussi qu'il inclut les études de premier cycle

(*undergraduate*) et de troisième cycle (*postgraduate*). Il s'agit d'un enseignement dispensé à un niveau supérieur à celui de l'école secondaire, généralement dans des établissements distincts, universités notamment.

Formation: acquisition d'une compétence par des applications pratiques.

Clarification des valeurs (ou encore explication des valeurs): méthode qui encourage l'apprenant à préciser ses pensées, ses émotions et sa volonté, et à être ainsi davantage conscient de ses propres valeurs, en sachant préciser leur contenu exact et leur véritable signification.

Formation professionnelle/permanente: cette formation s'inscrit dans le secteur de l'éducation des adultes et dans le processus d'apprentissage tout au long de la vie. Elle permet à l'apprenant: a) d'acquérir les connaissances et les compétences qui lui permettront de s'adapter à l'évolution des techniques et des conditions de travail; b) de promouvoir son statut social en lui conférant un nouveau savoir et de nouvelles qualifications; et c) de contribuer au progrès culturel, économique et social. Cette formation peut être homologuée par un établissement agréé.

Approche globale de l'école: appliqué dans les écoécoles et les écoles viables, ce concept embrasse tous les aspects de l'école – programmes scolaires, administration, pédagogie, consommation des ressources et conception paysagère – pour créer un établissement viable.

Éducation par le travail: apprentissage qui intervient dans le cadre du travail ou de la vie professionnelle et qui élargit le champ des connaissances et des compétences de l'employé ou lui en confère de nouvelles.

Expérience sur le lieu de travail: ensemble de connaissances, de compétences, d'émotions et d'opinions exprimées par un apprenant, habituellement un travailleur, au travers d'échanges avec autrui et l'environnement après une période de travail dans un endroit particulier.



Printed at United Nations, Geneva
GE.10-20531-May 2011-250
ECE/CEP/159